



Province
de Liège

Enseignement

LIEGE



19
20 14-18

1914-1918



La Grande Guerre vue de la Province de Liège et de Belgique

La Première Guerre mondiale constitue une rupture. Cette rupture a marqué, voire engendré, le début de ce « Court Vingtième Siècle », pour reprendre le sous-titre de *L'âge des extrêmes*, un célèbre ouvrage de l'historien britannique Eric Hobsbawm.

Depuis cette sombre époque, nous devons assumer le terrible enseignement dévoilé par Paul Valéry : « Nous autres, civilisations, nous savons maintenant que nous sommes mortelles. » Ces affrontements terrifiants, comme cet avertissement prophétique, peuvent nous sembler lointains, d'un autre âge. Pourtant, chaque jour nous prouve que le danger reste d'une actualité brûlante, et même plus vif que jamais. Le développement technologique engendre des risques d'une complexité inouïe, tandis que notre système économique dérégulé et mondialisé semble détruire le bien-être au lieu d'y contribuer, en accentuant ruptures et inégalités. Certains entrevoient dès lors l'effondrement social, économique et environnemental de notre société si des changements radicaux n'y sont pas apportés.

Face à ce tableau alarmant, le devoir de mémoire me semble plus que jamais primordial, capital même. En effet, la mémoire ne relève pas seulement, à mon sens, d'un devoir de reconnaissance. Elle est et doit rester une fonction indispensable susceptible de nous éclairer dans nos choix et d'enrichir nos perspectives d'avenir. Comment pourrions-nous imaginer notre devenir sans nous appuyer sur nos souvenirs, y compris et peut-être surtout les plus tragiques et douloureux ? Le mot « commémoration » prend ici tout son sens : par les multiples actions de rappel à notre passé collectif qu'elle suscite ou auxquelles elle est associée, la Province de Liège s'est engagée pleinement à ouvrir une réflexion citoyenne aux côtés de ses partenaires.

C'est dans ce cadre que s'inscrit le présent dossier pédagogique, qui constitue un complément idéal à la double exposition « Liège Expo 14-18 » composée de « Liège dans la tourmente » au Musée de la Vie wallonne et de « J'avais 20 ans en 14 » à la gare de Liège-Guillemins. Il fait en outre partie du triptyque « Mémoire, Progrès, Citoyenneté » qui inclut le film « Les trois serments » et l'exposition itinérante « Mort et résurrection d'un bassin industriel ».

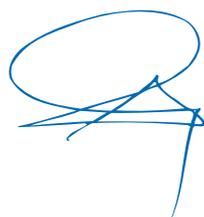
1914-1918. *La Grande Guerre vue de la Province de Liège et de Belgique* est la nouvelle publication de l'Enseignement de la Province de Liège, après ses dossiers relatifs à *Pourquoi j'ai tué Pierre* et au vélo dont la qualité avait été unanimement reconnue. Je remercie d'ailleurs les professeurs de l'Enseignement provincial (secondaire et Haute Ecole de la Province de Liège) ainsi que les membres de sa Direction générale qui ont conçu et réalisé cet outil. J'adresse également mes remerciements au Centre d'Histoire des Sciences et des Techniques de l'ULg pour sa contribution.

L'équipe peut se féliciter d'avoir constitué une riche iconographie, souvent inédite ou méconnue, qui apporte un vrai « plus » à sa production. Elle a eu accès à des collections d'une incroyable richesse, notamment – et c'est particulièrement émouvant – de familles de soldats belges ayant combattu dans les tranchées. Le dossier a de plus l'honneur de pouvoir compter sur un extrait de *Congo. Une histoire* de David Van Reybrouck, sur un commentaire inédit de Pierre Mertens à propos de son roman *Les Éblouissements* ou encore sur des entretiens avec l'écrivain Xavier Hanotte et le réalisateur Yves Boisset. Qu'ils soient eux aussi remerciés pour leur confiance et leur disponibilité.

Par cette nouvelle production originale, l'Enseignement de la Province de Liège apporte sa contribution au nécessaire travail de mémoire de la Grande Guerre, modestement mais fier des valeurs fondant son projet éducatif. Humanisme, tolérance, solidarité et responsabilité sont autant de balises qui doivent éclairer notre réflexion, mais aussi notre action face aux enseignements à tirer de la crise extrême que nous avons traversée il y a un siècle et de celle, moins directement mortelle mais insidieuse et gravement déstabilisatrice, que nous devons affronter actuellement.

A l'instar de ce qui fut accompli au sortir de la « Der des Ders », c'est en déployant toute notre créativité, sur les plans technologique, culturel et social à la fois, que nous surmonterons la crise et contribuerons au renouveau de notre région. J'en suis convaincu, l'Enseignement a un rôle majeur à jouer dans la mobilisation des nouvelles générations !

En cela, la Province de Liège et son Département de l'Enseignement participent activement à la promotion de la notion de citoyenneté auprès des jeunes. C'est une tâche permanente à laquelle nous nous attelons sans relâche.

A blue ink signature, appearing to be 'André Gilles', written in a cursive style.

André GILLES

Président du Comité d'Honneur des Commémorations de la Première Guerre mondiale en Province de Liège

SOMMAIRE

La Première Guerre mondiale : frise chronologique	
Contexte et origines de la Première Guerre mondiale.....	1
Liège avant la Grande Guerre.....	13
Premières étapes de la généralisation du conflit.....	21
L'invasion de Liège	22
La Grande Guerre : une guerre totale, une guerre mondiale.....	40
Le témoignage des combattants de la Première Guerre mondiale : la nécessité de le dire.....	53
La vie quotidienne sur le front belge.....	56
Les animaux dans la guerre	70
Les sportifs liégeois dans la Grande Guerre.....	71
Les innovations techniques, scientifiques et médicales de la Première Guerre mondiale.....	76
Propagande, mythes et réalité	84
L'image royale sous la loupe du philatéliste.....	106
Les enfants : victimes et instruments de propagande.....	107
La vie quotidienne à Liège pendant la Première Guerre mondiale	109
La fin de la guerre et l'après-guerre.....	134
Les monuments commémoratifs.....	157
Les arts plastiques et la Grande Guerre	166
L'art et la Grande Guerre en Belgique.....	170
Lire la Grande Guerre à travers des fictions d'aujourd'hui.....	172
Edith Cavell et Gottfried Benn sous le regard de Pierre Mertens.....	186
Ernest Hemingway	192
La Grande Guerre en bande dessinée.....	195
La Grande Guerre au cinéma : quelques repères	200
<i>Le Pantalon</i> : entretien avec Yves Boisset	206
<i>Cheval de guerre</i> de Steven Spielberg.....	208
Références.....	213
Remerciements	227

1914

Faits diplomatiques

28 juin : à Sarajevo, l'archiduc François-Ferdinand et de son épouse sont assassinés
28 juillet : l'Autriche déclare la guerre à la Serbie
1^{er} août : l'Allemagne déclare la guerre à la Russie. La France, alliée de cette dernière, décrète la mobilisation générale
2 août : ultimatum allemand à la Belgique
3 août : le gouvernement belge refuse l'ultimatum allemand. L'Allemagne déclare la guerre à la France
4 août : violation de la neutralité belge par l'Allemagne, à qui le Royaume-Uni déclare la guerre
6 août : l'Autriche-Hongrie déclare la guerre à la Russie
11 août : la France déclare la guerre à l'Autriche-Hongrie
19 août : Woodrow Wilson, président des États-Unis d'Amérique, proclame la neutralité de son pays dans le conflit
23 août : le Japon déclare la guerre à l'Allemagne
31 octobre : entrée en guerre de l'Empire ottoman
Novembre : début du blocus maritime allié contre les puissances centrales
2 novembre : la Russie déclare la guerre à l'Empire ottoman
6 novembre : le Royaume-Uni et la France déclarent la guerre à l'Empire ottoman

Faits militaires (front ouest)

31 juillet : mobilisation générale de l'armée belge
4 août : invasion de la Belgique
5-16 août : défense de Liège. Victoire allemande
5-6 août : bombardement de Liège par un zeppelin
7 août : entrée des Allemands à Liège
12 août : bataille de Haelen (bataille des Casques d'Argent)
15 août : explosion du fort de Loncin
16 août : atrocités allemandes à Visé
18-23 août : bataille des Frontières. Défaite française
19 août : les troupes allemandes rentrent à Bruxelles
20 août-10 octobre : la défense la ceinture fortifiée d'Anvers (le « Réduit national »)
20 août : massacre de la place de l'Université à Liège (future place du 20-Août)
21-23 août : bataille de Charleroi
21-24 août : défense de Namur
22 août : massacre de Tamines
6-9 septembre : première bataille de la Marne. L'avancée allemande est stoppée
19 septembre-17 novembre : « course à la mer » émaillée d'une série de batailles (Flandres, Arras, Yser, puis Ypres). Le front ouest s'étend jusqu'aux côtes de la Manche
17 novembre : stabilisation du front ouest et passage à une guerre de position
29-30 novembre : inondations de l'Yser
20 décembre 1914-9 janvier 1915 : échec de la première offensive française en Champagne

Faits militaires (front est)

26-31 août : bataille de Tannenberg (actuelle Pologne) entre les Allemands et les Russes. Victoire allemande
8-12 septembre : bataille de Lemberg (actuelle Ukraine) entre les Russes et les Austro-Hongrois. Défaite de l'armée austro-hongroise
2 décembre : les Austro-Hongrois prennent Belgrade
11 décembre : les Serbes reprennent Belgrade

Autres conflits

Août-novembre : début de la 1^{ère} campagne en Afrique orientale allemande
Octobre : les Alliés envahissent le sud-ouest africain allemand
1^{er} novembre : bataille du Coronel. L'escadre allemande du Pacifique défait les forces navales britanniques au large de la côte du Chili
8 décembre : bataille des Îles Falkland (Îles Malouine, au large de l'Argentine). La flotte britannique défait l'escadre allemande

1915

15 avril : Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté : 1136 femmes de 12 pays se réunissent à La Haye. Elles tentent de poser des jalons pour l'organisation du monde après la guerre
26 avril : traité de Londres entre l'Italie, la France et le Royaume-Uni. L'Italie s'engage à entrer en guerre contre les Empires centraux dans un délai d'un mois
23 mai : l'Italie entre en guerre aux côtés des Alliés
5 octobre : entrée en guerre de la Bulgarie contre la Serbie
6 octobre : l'Autriche-Hongrie envahit la Serbie

Février à septembre : première période de guerre sous-marine allemande
22 avril-25 mai : deuxième bataille d'Ypres. Premier grand engagement des Canadiens. C'est lors de ces combats que l'armée allemande utilise pour la première fois des gaz de combat toxiques à grande échelle sur le front de l'ouest
De mai à octobre : plusieurs offensives alliées en Artois, puis en Champagne. Offensives lourdes en victimes et sans réels résultats
7 mai : torpillage du paquebot britannique « Lusitania » au sud des côtes irlandaises par un sous-marin allemand. 1 198 personnes sont noyées, dont 124 Américains
27 mai : génocide des Arméniens

25 avril 1915-8 janvier 1916 : expédition des Dardanelles. Elle oppose l'Empire ottoman aux troupes britanniques et françaises dans la péninsule de Gallipoli dans l'actuelle Turquie. En juillet, échec de l'expédition de Gallipoli, qui coûte la vie à plus de 200 000 soldats britanniques sur 400 000 engagés, provenant pour la plupart du Commonwealth
6 mai : les Russes battent en retraite sur un front de 160 km
Juin : début des batailles de l'Isonzo (en actuelle Slovénie) opposant les armées italiennes et austro-hongroises
5 août : les troupes allemandes prennent Varsovie,
6 octobre : débarquement allié à Salonique afin de soutenir l'armée serbe
23 novembre : battue sur tous les fronts, la Serbie bat en retraite. Son armée est évacuée vers Corfou

Février à novembre : campagne alliée le long du Tigre
Juin-Janvier 1916 : principale campagne alliée au Cameroun

1916

8 août : le gouvernement portugais décide d'apporter son soutien militaire à l'effort de guerre des puissances de l'Entente
20 août 1916 : entrée en guerre de la Roumanie
21 novembre : mort de l'empereur François-Joseph d'Autriche-Hongrie ; l'archiduc Charles lui succède

21 février-18 décembre : bataille de Verdun. 162 000 morts français et 143 000 allemands
31 mai : bataille navale du Jutland (Danemark). Il s'agit de la plus grande bataille navale du conflit. Victoire britannique
1^{er} juillet-19 novembre : bataille de la Somme. Avancées territoriales maigres, mais terribles pertes chez les Alliés (620 000) et les Allemands (450 000)

4 juin – 10 octobre : offensive russe « Broussilov » (du nom du général russe conduisant l'action) en Pologne et en Autriche-Hongrie. Les pertes sont effroyables : un million de morts russes, 600 000 austro-hongrois (plus 400 000 prisonniers) et 350 000 allemands. Victoire russe
Septembre-décembre : les Puissances centrales envahissent la Roumanie

13 février : attaque britannique dans l'est africain sous domination allemande, combinée à une offensive belge à l'ouest
6 juin : début de la révolte arabe dans le Hedjaz
4 septembre : les Alliés s'emparent de Dar-es-Salaam en Afrique orientale allemande
19 septembre 1916 : victoire belge de Tabora (Tanzanie)

1917

8-13 mars : révolution russe de février
15 mars : abdication du tsar Nicolas et formation d'un gouvernement provisoire
6 avril : entrée en guerre des États-Unis
7 novembre : en Russie, les bolcheviks renversent le gouvernement provisoire. C'est la révolution d'octobre (25 octobre 1917 selon le calendrier russe)
15 décembre : le gouvernement bolchevique signe l'armistice avec l'Allemagne

Janvier : l'Allemagne lance la guerre sous-marine à outrance
9 avril-14 mai : bataille d'Arras. Offensive britannique, canadienne, australienne, néo-zélandaise et de Terre-Neuve contre les troupes allemandes. Progrès importants des alliés
16 avril-23 octobre : offensive du Chemin des Dames qui est suivie d'une importante vague de mutineries dans l'armée française. Pertes considérables et semi-défaite française.
28 juin : arrivée des premières troupes américaines
31 juillet-10 novembre : bataille de Passchendaele (troisième bataille d'Ypres)
Août-décembre : dégagement définitif de Verdun

Janvier-février : combats sporadiques dans les Carpates
24 avril-22 mai : bataille de Doïran (lac situé entre la Macédoine et la Grèce actuelles)
3 septembre : prise de Riga par les Allemands
24 octobre-10 novembre : grave défaite italienne à Caporetto (actuelle Slovénie)

24 février-11 mars : les Britanniques s'emparent définitivement de Kut al-Amara (Irak actuel) et de Bagdad
Décembre 1917-novembre 1918 : retraite allemande en Afrique orientale
11 décembre : les Britanniques occupent Jérusalem

1918

8 janvier : Woodrow Wilson publie ses 14 points comme base pour la paix
3 mars : la Russie et les Puissances centrales signent le traité de Brest-Litovsk
7 mai : la Roumanie signe la paix de Bucarest avec les Puissances centrales
29 septembre : la Bulgarie capitule
28 octobre : mutinerie des marins allemands à Kiel
30 octobre : l'Empire ottoman capitule
9 novembre : abdication de l'Empereur allemand Guillaume II
11 novembre : signature de l'armistice entre l'Allemagne et les Alliés

21 mars-18 juillet : la dernière grande offensive allemande sur le front ouest
23 mars-15 août : les Allemands bombardent Paris
27 mai : offensive allemande de Château-Thierry
15-18 juillet : seconde bataille de la Marne
17 août-11 novembre : ultime offensive alliée
9 septembre : Albert I^{er} prend la tête de l'armée interalliée des Flandres
26 septembre-15 octobre : offensive générale de la Meuse à la mer du Nord

Mai-octobre : les Alliés interviennent dans la guerre civile russe
14-29 septembre : l'offensive alliée l'emporte en Bulgarie qui dépose les armes
19 septembre-25 octobre : les Britanniques s'emparent de Damas, Beyrouth et Alep
Octobre : la Serbie et la Roumanie sont libérées par l'offensive alliée

19 septembre-25 octobre : bataille de Megiddo (Israël actuel). Défaite des forces turques de Palestine face aux Britanniques, qui prennent Damas, Beyrouth et Alep

Contexte et origines de la Première Guerre mondiale

Yves Dispa

Le Congrès de Vienne

Les vainqueurs de la France de Napoléon I^{er}, au Congrès de Vienne de 1815, croient résoudre les problèmes du XVIII^e siècle, mais créent ceux qui vont agiter les XIX^e et XX^e siècles.

Le XIX^e siècle est celui de l'émergence du nationalisme, de la formation des États-Nations et des libertés politiques.

En Europe occidentale, les pays qui n'ont pas encore de régime parlementaire l'adopteront entre 1830 et 1871. La France connaît un essai de monarchie constitutionnelle en 1830, qui sera surnommée la Monarchie de Juillet, et adoptera le suffrage universel en 1848.



Eugène Delacroix, *La Liberté guidant le peuple*, 1831

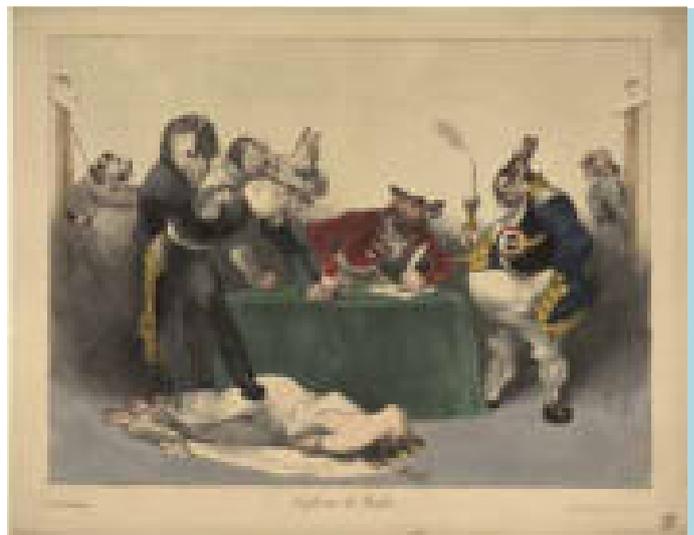
La naissance de l'État belge

Le Congrès de Vienne de 1815 décide de l'annexion des territoires « belges » au Royaume des Pays-Bas. Au fur et à mesure des années, les sujets de mécontentement des Belges face à leur nouveau souverain, Guillaume I^{er}, s'accumulent. À la suite de la représentation de *La Muette de Portici* (opéra exaltant le sentiment patriotique et la liberté), le 25 août 1830, les Bruxellois se révoltent contre leur souverain. Ils sont rapidement suivis par d'autres villes belges qui enverront des volontaires au secours des Bruxellois, notamment les Liégeois conduits par Charles Rogier. Les combats victorieux du 24 au 27 septembre amènent les Belges à proclamer leur indépendance le 4 octobre.¹

Le mois suivant, les Polonais se révoltent contre les Russes. Une série de batailles sanglantes écrasent l'armée polonaise.

Après plusieurs mois de négociations à Londres (en 1830-1831), la France, le Royaume-Uni, la Russie, la Prusse et l'Autriche reconnaissent l'indépendance de la Belgique. Il faudra encore 87 ans à la Pologne (écrasée ci-contre par l'ours russe) pour recouvrer enfin son indépendance perdue au XVIII^e siècle.

Le traité des XVIII articles, assez favorable à la Belgique, est remplacé par celui des XXIV articles à la suite de la désastreuse campagne des 10 jours d'août 1831 (tentative de Guillaume I^{er} des Pays-Bas de mettre fin à l'indépendance belge). Il établit surtout le partage du Limbourg et du Luxembourg. La Belgique le ratifie le 15 novembre 1831, mais le roi Guillaume ne le fera que le 19 avril 1839.



La Conférence de Londres vue en 1832 par le caricaturiste Honoré Daumier. Les lithographies satiriques zoomorphes sont très nombreuses au XIX^e siècle. Celle-ci a connu de nombreuses variantes².

¹ DEMOULIN Robert, *La Révolution de 1830*, Bruxelles, La Renaissance du Livre, 1950.

² *Exposition de dessins satiriques de l'époque de la Révolution de 1830*, Bruxelles, Chambre des Représentants, 2005.

La neutralité belge

Les puissances européennes sont soucieuses que ce nouvel État qu'elles sont prêtes à reconnaître ne vienne pas perturber l'équilibre qu'elles ont eu tant de mal à construire puis à maintenir. Le Royaume-Uni ne tient pas du tout à ce que les sympathies politiques qui existent entre la Belgique et la France conduisent à une alliance militaire qui renforcerait cette dernière.

Ainsi, dans le Protocole de Londres du 20 janvier 1831 et dans les traités de 1831 et de 1839, les puissances européennes décident que « la Belgique formera un État perpétuellement neutre. Les cinq puissances lui garantissent cette neutralité perpétuelle, ainsi que l'intégrité et l'inviolabilité de son territoire dans les limites mentionnées ci-dessus. [...] Par une juste réciprocité, la Belgique sera tenue d'observer cette même neutralité envers tous les autres États, et de ne porter aucune atteinte à leur tranquillité intérieure ni extérieure. »³

Le monarque constitutionnel que les Belges se choisissent est un prince allemand, Léopold, résidant en Angleterre et veuf d'une princesse qui aurait dû devenir reine du Royaume-Uni. Il se marie dès 1832 à la fille de Louis-Philippe, roi des Français.

Cette neutralité imposée – mais garantie – permettra à la Belgique de connaître 73 ans de paix.

Les mariages du prince héritier Léopold (1853) avec Marie-Henriette de Habsbourg-Lorraine, de Charlotte (1857) avec Maximilien d'Autriche, de Stéphanie (1881) avec Rodolphe, fils aîné de l'empereur d'Autriche-Hongrie, du prince héritier Albert (1900) avec la princesse Élisabeth de Bavière ancrent la famille royale belge dans les grandes dynasties autrichienne et allemande.

Ces mariages arrangés, voulus pour se rapprocher de grands États et ainsi contourner la neutralité imposée en 1831, n'auront aucune incidence : en août 1914, l'Allemagne envahira la Belgique et l'Autriche-Hongrie ne fera rien pour l'en dissuader.

Une paix inquiète

Entre 1848 et 1870, ce n'est pas à la frontière orientale belge que le danger règne mais bien au sud. En 1848, après l'effondrement de la Monarchie de Juillet, la France a des visées annexionnistes sur la Belgique.

En 1870, la Prusse écrase la France. Son roi, Guillaume, se fait proclamer Kaiser par les princes allemands à Versailles en 1871. A partir des années 1880, la menace française est remplacée par la crainte que le territoire belge ne serve de champs de batailles à ses deux voisins. La fortification de Metz, devenue allemande, et celle autour de Nancy, en France, imposent de plus en plus le recours au « raccourci belge » pour contourner ces fortifications et atteindre leur région industrielle respective. En 1880, l'État belge va entamer la construction d'une ligne de fortifications.⁴

A partir de 1887, il importe à la Belgique d'empêcher d'éventuels belligérants d'emprunter la vallée de la Meuse en fortifiant Namur – face à la France – et Liège – face à l'Allemagne, ce qu'Auguste Beernaert, chef du gouvernement belge, symbolisera par la formule « fermer les deux portes et tirer les verrous ».

Le nationalisme du XIX^e siècle

La Belgique a donc connu une révolution nationale et libérale.

Cependant, les grands empires plurinationaux, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Russie, qui dominent l'Europe continentale sont des régimes autoritaires à peine corrigés à Berlin, Vienne et Budapest par le parlementarisme.

Le sentiment national des peuples qu'ils dominent s'accroît : l'appartenance à un même groupe ethnique et la pratique d'une même langue ou d'une même religion renforcent la cohésion. Ces peuples veulent davantage de droits, d'autonomie, voire l'indépendance. Les mouvements nationaux centrifuges ou centripètes des Italiens, des Polonais, des Tchèques et des peuples balkaniques – Roumains, Serbes et Bulgares – feront l'histoire de ce siècle.

Ce sentiment national se traduit dans tous les domaines de l'activité humaine : la codification de la langue, la littérature, la peinture, la musique, l'architecture, l'interprétation nationaliste de l'histoire, etc.

De plus, les individus sont prêts à donner ce qu'ils ont de plus cher : leur vie. Aussi, ce concept conduira au nationalisme – car pour eux la nation est plus importante que tout – voire au terrorisme pour éliminer les autorités hostiles à leur aspiration.

La grandeur de l'État

La domination sur d'autres peuples est le credo de tous ceux qui estiment que la puissance d'un État va de pair avec sa grandeur territoriale.

Mais, sur ce dernier point, les démocraties que sont la France ou le Royaume-Uni ont la même idéologie si ce n'est que les territoires qu'elles convoitent sont généralement outre-mer.

³ « Traité de Londres, 1839 », in UNIVERSITÉ DE PERPIGNAN, Site de la *Digitèque de matériaux juridiques et politiques*, [en ligne], <http://mjp.univ-perp.fr/constit/be1839.htm> (Page consultée le 30/05/2014).

⁴ Voir les encadrés sur les fortifications belges et le fort de Loncin dans le chapitre sur l'invasion.

Ainsi, pour tous les pays européens du XIX^e siècle, la force de l'État, la permanence de son existence, réside dans sa surface territoriale. En effet, un territoire est source de richesses, tels les produits agricoles vivriers, le minerai de fer, le charbon, le cuivre et, plus tard, le pétrole.

Avec ces matières premières que sont le fer et le charbon, le pays produit de l'acier, ce qui lui permet d'armer au maximum ses forces de terre et de mer, moyens de défense et de conquêtes. Acheter ces produits à d'autres pays le fait dépendre de ces derniers ; ainsi la seule façon d'acquérir ces richesses est d'en disposer à l'intérieur de sa surface territoriale.

D'autre part, en cas de surplus, il est difficile au XIX^e siècle de vendre sa production à l'extérieur dans la mesure où beaucoup de pays ferment leurs frontières aux produits étrangers. Le protectionnisme est donc également source de conflits puisque, pour écouler sa production, un pays a intérêt à disposer d'un large domaine où il n'aura pas de concurrent.

Pour toutes ces raisons, l'État veut continuer à contrôler les territoires qu'il a gagnés dans les guerres précédentes et surtout en acquérir de nouveaux à ses frontières ou en outre-mer.

La colonisation

Au XIX^e siècle, la plupart des États européens se lancent dans une nouvelle vague de colonisation. Leur but est d'acquérir des sources de matières premières (cuivre, caoutchouc, etc.), de jalonner les routes maritimes des empires qu'ils possèdent déjà, d'établir des axes terrestres transcontinentaux. Parfois, il peut s'agir de simples questions de prestige.

Le cas belge

En 1878, Léopold II, roi des Belges, engage l'explorateur Stanley et lui donne mission de s'installer en son nom dans le bassin du Congo.

En 1885, la Conférence internationale de Berlin reconnaît Léopold en tant que Chef de l'État indépendant du Congo (qui fait 78 fois la superficie de la Belgique).

L'administration mise en place par Léopold force les indigènes à récolter du caoutchouc. Ceux qui résistent sont tués ou soumis à des sévices divers.

Des témoignages et des commissions d'enquête étrangères ou belges se multiplient de 1895 à 1905.

En 1908, Léopold II donne son État à la Belgique.

Cette immense colonie, riche et potentiellement très riche, attise les convoitises d'autres pays européens.



Dessin du journal satirique *L'Assiette au beurre*, juin 1908

Le Maroc entre la France et l'Allemagne

La France est installée en Algérie depuis 1830 et a acquis durant le XIX^e siècle un immense empire colonial en Afrique et en Asie.

Malgré la force des puissances européennes, le Maroc a réussi à conserver son indépendance.

A partir de 1905, l'Allemagne et la France sont en concurrence pour s'approprier le royaume chérifien.

En 1911, l'Allemagne est prête à entrer en guerre mais la France, soutenue par le Royaume-Uni, fait triompher sa politique et s'installe au Maroc à partir de 1912.

« On peut donc espérer, lit-on alors dans *Le Petit Journal* (quotidien populaire à l'important tirage de 800 000 exemplaires), que ce pays dont les richesses ont été jusqu'ici à peine exploitées s'ouvrira enfin à la civilisation, se développera dans la paix sous l'égide de la France, et deviendra pour nous une seconde Algérie. »⁵

Le ressentiment allemand contre les deux pays de l'Entente cordiale est important.



L'iconographie des revues françaises est précieuse pour comprendre les messages que le pouvoir veut faire passer (par exemple *Le Petit Journal*, dont voici la couverture du supplément illustré du 19 novembre 1911) ou les critiques qu'il subit (*L'Assiette au beurre*)

⁵ *Le Petit Journal. Supplément illustré*, n°1096 (19 novembre 1911), p. 2.

Les deux orphelines



Jean-Joseph Weerts, *France !! ou l'Alsace et la Lorraine désespérées*, 1906

Depuis sa défaite contre l'Allemagne en 1871, la France a une politique dont un des leitmotivs principaux est de récupérer ses deux provinces perdues : l'Alsace et la Lorraine.

Elle attend le bon moment pour engager un nouveau conflit pour récupérer les « deux orphelines ».

Les alliances

À la suite d'une série de conflits victorieux entre 1848 et 1870, l'Empire allemand et le Royaume d'Italie sont les deux derniers États-Nations à s'être constitués. Ils sont cependant arrivés trop tard dans la course aux colonies : les territoires les plus intéressants sont déjà pris et ils doivent se contenter de ce dont personne n'a voulu, la Namibie par exemple. Italiens et Allemands ne pourraient donc acquérir de précieux réservoirs de richesses qu'à l'issue de guerres contre des rivaux européens ou des états indépendants d'outre-mer.

Pour toutes ces raisons, les États cherchent des alliés pour le prochain conflit : des accords bilatéraux entre trois pays, la France, la Russie et l'Angleterre – appelée a posteriori Triple Entente – se concluent dans les années 1892-1904. La Triplice (Triple Alliance nouée entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie) naît en partie des frustrations italiennes, tout comme l'Entente cordiale entre Londres et Paris qui ne s'établit qu'après le règlement de leurs litiges coloniaux en Afrique et en Asie.

L'alliance franco-russe

« Jusqu'à ce que la France ne trouve des alliés, nous n'avons pas à la craindre », disait le chancelier Bismarck, artisan de la victoire allemande de 1870 sur la France.



Cette couverture du supplément illustré du *Petit Journal* du 12 septembre 1897 représente la rencontre du président français Félix Faure et du tsar Nicolas II

Ainsi, en cas de conflit avec l'Allemagne, la France peut se rassurer car elle ne supporterait pas seule le poids des armées du Kaiser. L'objectif pour la France est clairement de récupérer l'Alsace et la Lorraine ; quant à la Russie, elle veut détruire les influences allemande et austro-hongroise dans les Balkans.

Les visites du tsar Nicolas II en France et des dirigeants politiques français en Russie manifestent cette nouvelle amitié si particulière entre une monarchie absolue et une démocratie parlementaire.

⁶ FRANCE. MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, *L'alliance franco-russe : origines de l'alliance, 1890-1893, convention militaire, 1892-1899, et convention navale, 1912*, Paris, Imprimerie nationale, 1918.



Carte postale expédiée depuis Paris en septembre 1901

L'allégorie représentée sur cette carte postale expédiée depuis Paris en septembre 1901 évoque la revue militaire qui a rassemblé 140 000 soldats français dans la plaine de Bétheny près de Reims le 21 septembre 1901, en présence du tsar Nicolas II et du président de la République Émile Loubet. Les deux orphelines, en arrière-plan à gauche, semblent attendre la conséquence de l'alliance franco-russe, c'est-à-dire la guerre qui leur permettra de revenir dans le giron maternel.

L'Entente cordiale

La rivalité franco-anglaise est multiséculaire. Pour les Français de 1890, Jeanne d'Arc est encore proche et les coalitions menées par le Royaume-Uni contre la France, de 1793 à 1815, sont dans toutes les mémoires. La course aux colonies conduit à un incident grave en 1898 (Fachoda) qui oblige la France à reculer face au Royaume-Uni en Afrique. Les relations en ce début du XX^e siècle entre le Royaume-Uni, où règne Victoria depuis 63 ans, et la République française, où l'instabilité parlementaire est la règle depuis 25 ans, sont détestables.

Cependant, la France a besoin d'un allié à l'ouest et, malgré l'anglophobie ambiante, se rapproche du Royaume-Uni, ébranlé par la guerre des Boers. Les deux rivaux enterrent leurs antagonismes en 1904 par une série d'accords discrets qui seront popularisés sous le nom d'*Entente cordiale*.

En 1903, le roi Edouard VII se rend en France. D'abord conspué aux cris de « Fachoda ! », il séduit en quelques jours l'opinion française par son tact et sa bonhomie. Cette visite prépare les accords de 1904.

En 1905, ainsi que l'a immortalisé le supplément illustré du *Petit Journal*, le roi Edouard VII reçoit sur son yacht l'amiral français Caillard.

« L'accord intervenu entre la France et l'Angleterre avait besoin, pour être utilement complété, de ces manifestations mutuelles, de ces visites cordiales dans lesquelles les peuples prennent plus étroitement contact. De tels rapports de cordialité réciproque font tomber les préjugés et les malentendus... »⁷



Le Petit Journal. Supplément illustré, 20 août 1905

⁷ *Le Petit Journal. Supplément illustré, n°770 (20 août 1905), p. 2.*

Vivre et mourir pour sa nation

Le nationalisme conduit à l'exaltation de la nation à laquelle on appartient, à la conviction de sa supériorité. Si l'individu doit donner sa vie à cette nation, alors la guerre devient légitime pour résoudre tous les problèmes que cette nation-mère, cette nation-nourricière, peut connaître.



« Ecoutez, écoutez bien les chiens aboyer ! »

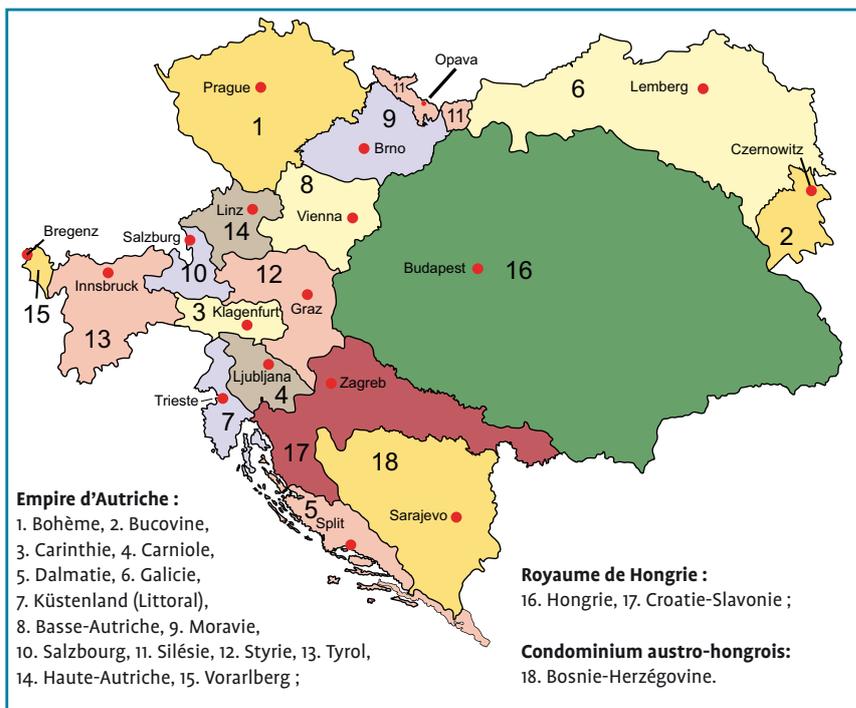
Ce nationalisme aboutit ainsi à des intérêts nationaux qui opposent les nations comme le montre, la lithographie anglaise ci-dessus, datant de 1914, qui illustre notamment le fameux « rouleau compresseur russe » sur lequel les Français comptent en cas de conflit.

L'Empire d'Autriche-Hongrie

Au début du XIX^e siècle, l'Empire des Habsbourg est le type même d'un État plurinational. En 1867, un compromis est trouvé avec les Hongrois qui auront une autonomie et une égalité dans l'Empire d'Autriche-Hongrie. La politique austro-hongroise, tout au long du XIX^e siècle, sera d'accroître son territoire et son influence dans les Balkans.

Les Autrichiens et les Hongrois représentent respectivement 23% et 19% de la population de cette monarchie danubienne. Tous les peuples que la double monarchie domine veulent, en vain, davantage d'autonomie ; aussi, certains, comme Lénine, la surnommeront la *prison des peuples*.

La structure bicéphale de l'Empire aboutit en effet à des situations absurdes : les Tchèques sont gouvernés en allemand depuis Vienne et leurs « frères ethniques » slovaques le sont en hongrois depuis Budapest.



Carte de l'empire d'Autriche-Hongrie au début du XX^e siècle



Le Petit Journal. Supplément illustré, 18 octobre 1908

Entente, accords et alliances

À partir de 1879, une alliance – en principe seulement défensive – est conclue entre l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne. L'Italie rejoint peu à peu cette Duplice en 1882 : dès lors, ce sera la Triple Alliance.

L'Autriche-Hongrie compte sur l'Allemagne pour s'opposer à l'expansionnisme russe dans les Balkans, tandis que l'Italie compte sur l'Autriche pour l'appuyer dans ses revendications coloniales.

Quant à l'Allemagne, elle a besoin d'alliés dans la perspective voulue d'une guerre contre la France ou la Russie.

En 1907, un accord de partage d'influence en Asie est signé entre le Royaume-Uni et la Russie.

Il y a donc l'alliance franco-russe de 1892, l'Entente cordiale franco-anglaise de 1904 et cet accord anglo-russe de 1907.

Au Traité de Berlin de 1878, la Bosnie-Herzégovine a été confiée à l'Empire austro-hongrois censé l'administrer à ses frais pour le compte de l'Empire ottoman. En 1908, profitant de la déliquescence de l'Empire ottoman et de celle de l'Empire russe (défait par le Japon en 1905 et perturbé gravement par la révolution cette même année), Vienne proclame unilatéralement l'annexion d'un territoire administré à grands frais depuis 30 ans.

L'empire annexe donc la Bosnie. Dès lors, il mécontente les Bosniaques, mais aussi les Serbes qui rêvaient de constituer un royaume rassemblant tous les Slaves du sud, c'est-à-dire une *yougo-slavie*. C'est aussi une gifle pour les Russes pour qui les Balkans sont une zone d'influence prioritaire.

Cette hostilité serbe provient notamment du remplacement violent, en 1903 de la dynastie pro-autrichienne des Obrenovic par celle pro-russe et pro-française des Karadordevic.

À partir de 1827, l'Empire ottoman, « l'homme malade de l'Europe » (selon la formule du tsar Nicolas I^{er}), perd peu à peu ses territoires européens : la Grèce, la Roumanie, la Serbie puis la Bulgarie deviennent indépendantes après plus de quatre siècles de domination turque.

En 1908, la Bulgarie, soutenue par la Russie, devient définitivement indépendante des Turcs, tandis que l'Autriche annexe la Bosnie (Sarajevo) et l'Herzégovine (Mostar), des territoires peuplés quasi exclusivement de slaves, orthodoxes ou musulmans.

Ces trois derniers pays ne sont donc pas alliés militairement de façon solidaire, ni en cas d'attaque ni même en cas d'agression. Mais ces alliances doubles conduisent à parler a posteriori d'une Triple Entente entre des pays qui ont des intérêts communs, voire des adversaires communs.



Carte des des accords, ententes et des alliances en 1914

L'attentat de Sarajevo

En 1914, l'empereur François-Joseph règne sur l'empire d'Autriche-Hongrie depuis 66 ans. Son fils unique, Rodolphe, s'est suicidé en 1889. Son neveu, François-Ferdinand, attend la succession au trône.

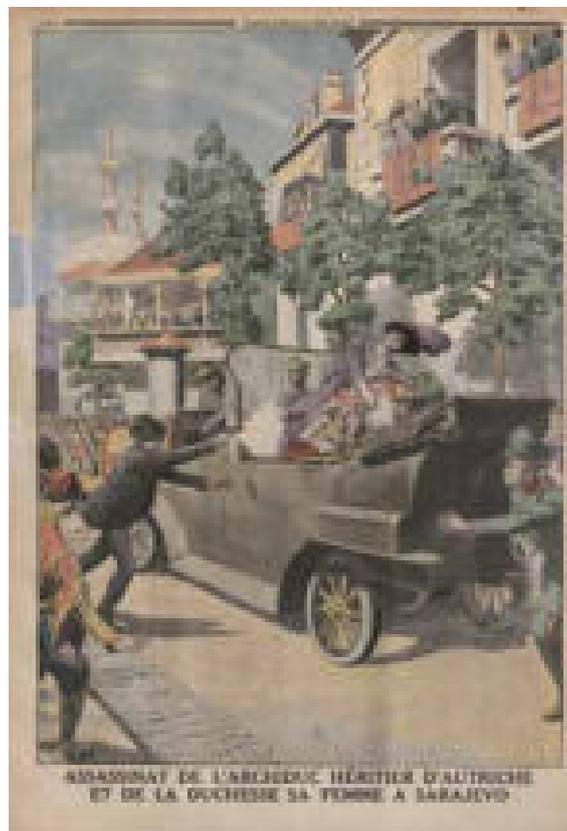
Slavophile, ce dernier est partisan d'un empire trialiste où Autrichiens, Hongrois et Slaves seraient sur un pied d'égalité. En juin 1914, il se rend en Bosnie pour affirmer l'intérêt qu'il porte à la Bosnie et aux populations slaves.

Le 28 juin, à Sarajevo, il est assassiné par le jeune Gavrilo Princip.

Gavrilo est un jeune bosniaque serbe de 19 ans. Il appartient à l'organisation nationaliste *Jeune Bosnie* qui veut libérer la Bosnie de la domination autrichienne.

La Main noire, une organisation terroriste serbe, n'est pas directement responsable de cet attentat, bien qu'on lui en ait souvent fait porter la responsabilité. En revanche, certains milieux des services du Renseignement serbe ont trempé dans la préparation de l'attentat.

Un des conspirateurs aurait dit, lors de son procès : « Mon corps flamboyant sera une torche pour éclairer mon peuple sur son chemin vers la liberté. »⁸



Petit journal. Supplément illustré, 12 juillet 1914, page 8

⁸ « Le témoignage de Borijove Jevtic sur l'attentat de Sarajevo du 28 juin 1914 », Version anglaise de la déposition de Borijove Jevtic, in ÉDITIONS ANOVI, Site Anovi consacré à la première guerre mondiale et à son époque (1902-1932), [en ligne], <http://grande-guerre.org/?p=1075> (Page consultée le 30/05/2014).



Le déclenchement

« La tragédie de Sarajevo ne conduira pas à des complications ultérieures. »⁹

Rien n'est donc inscrit par nature du fait de l'attentat. S'il plonge l'Europe, puis la quasi-totalité de la planète, dans une folie guerrière, ce n'est donc pas parce qu'un jeune homme a assassiné un futur empereur, mais parce que cette guerre est le résultat de rivalités et d'aspirations séculaires.

Plus encore que l'Autriche, l'Allemagne veut la guerre et s'y prépare dès le 16 juillet. Celle-ci pousse l'Autriche à poser un ultimatum à la Serbie, assorti de conditions volontairement inacceptables, le 23 juillet.

Cet ultimatum vexatoire est accepté par la Serbie, à l'exception de la présence d'enquêteurs et de policiers autrichiens à Belgrade. L'Autriche lui déclare la guerre le 28 juillet. La Russie commence alors à mobiliser son immense armée à partir du 29 juillet puis le tsar déclare la mobilisation générale le 31.

La France a préparé sa mobilisation à partir du 25 juillet. Du fait des mobilisations française et russe, l'Allemagne déclare la guerre à la Russie le 1^{er} août et à la France le 3. Le 4, les troupes allemandes pénètrent en Belgique sous prétexte que la France va envahir ce pays neutre pour mieux l'attaquer.

Le Royaume-Uni, encore quelque peu hésitant, déclare la guerre à l'Allemagne dès qu'il apprend que la neutralité belge a été violée.

L'Autriche-Hongrie, à la fois fidèle à son alliance avec l'Allemagne et satisfaite de pouvoir profiter de l'occasion pour ruiner l'influence russe dans les Balkans, déclare la guerre à l'Empire russe le 6 août.

L'Italie, pourtant alliée aux empires allemand et autrichien, considère que les circonstances ne l'obligent en aucune manière à entrer en guerre contre les pays de l'Entente car la Triple ne prévoit aucune action italienne si ce sont ses partenaires qui sont les agresseurs.

À l'automne 1914, l'Empire ottoman entre en guerre aux côtés des Allemands et des Autrichiens, suivi par la Bulgarie en 1915.

Le Japon en 1914, l'Italie en 1915, la Grèce en 1917, la Roumanie en 1916, le Portugal en 1917 et surtout les États-Unis cette même année entrent en guerre aux côtés du Royaume-Uni et de la France.

⁹ Déclaration de sir Arthur Nicholson, du Foreign Office, à Buchanan, ambassadeur à Saint-Pétersbourg, cité par MIQUEL Pierre, *La Grande Guerre*, Paris, Fayard, 1993, p. 58.

Contexte et origines de la Première Guerre mondiale : en conclusion

La plupart des pays du XIX^e siècle sont impérialistes, c'est-à-dire qu'ils veulent accroître leur puissance, obtenir des territoires supplémentaires ou des colonies et élargir leur zone d'influence. Certains veulent, en outre, récupérer des territoires perdus.

Les zones de tension sont nombreuses, en Europe, mais aussi dans le reste du monde.

Au XIX^e siècle, l'Empire ottoman, cet "homme malade de l'Europe", se disloque. Ce qu'il en reste au début du XX^e siècle suscite la convoitise des grands pays européens et des États balkaniques. Sur ses décombres, de nouveaux États sont apparus : la Grèce, la Bulgarie, la Roumanie et la Serbie.

Mais au début du XX^e siècle, ces nouveaux États s'entredéchirent dans de nombreuses guerres « balkaniques ». En outre, ces petits pays sont alliés à de grandes puissances (par exemple, la Serbie à la Russie). Cette poudrière des Balkans est donc aussi la « poudrière de l'Europe ».

Ainsi, la Bosnie-Herzégovine constitue une zone de crispation importante. La Serbie veut constituer un grand royaume réunissant tous les Slaves du sud. Rival de l'Autriche-Hongrie, l'Empire russe soutient les Serbes dans cette revendication.

Cet empire autocratique veut contrôler les détroits (Istanbul, le Bosphore et les Dardanelles). Pour sa marine de guerre, c'est le seul passage de la mer Noire vers la Méditerranée. La disparition de l'Empire ottoman est donc un but de guerre.

Les Français veulent récupérer l'Alsace et la Lorraine que les Allemands ont conquises à la suite de la guerre de 1870.

Le Royaume-Uni et l'Allemagne se disputent la suprématie des mers. Le Kaiser ordonne la construction d'une grande flotte de guerre, capable de rivaliser avec la Navy afin, à terme, d'acquérir par la force des colonies : « Qui domine la mer, domine la terre. »

L'Italie veut agrandir son territoire afin que l'Adriatique devienne une *mare nostrum*. Bien qu'alliée dans la Triple Alliance, ses revendications sur la côte dalmate, possession de l'Autriche-Hongrie, sont récurrentes. D'autre part, comme l'Allemagne, elle a fort peu de colonies et attend le bon moment pour en acquérir.

L'Empire d'Autriche-Hongrie est un énorme État plurinational et les peuples qui le composent attendent le moment opportun pour accéder à l'indépendance, les Tchèques et la population roumaine de Transylvanie.

Au XVIII^e siècle, la Pologne a été partagée entre l'Empire d'Autriche, l'Empire russe et le Royaume de Prusse : les Polonais veulent se retrouver dans un État indépendant qui les rassemblerait tous.

Le Japon veut avoir accès aux ressources naturelles du sud-est asiatique et de la Chine.

La Chine veut récupérer les parties de territoires qui ont été colonisées par les Allemands.

L'idéal dominant des politiques du XIX^e siècle n'est donc pas celui de la paix. Les fondamentaux sont la puissance militaire, le patriotisme, l'expansion territoriale et la revanche.

Le décor de la pièce est planté : les acteurs sont prêts et les motifs sont puissants. L'alexandrin a été déclamé entre 1815 et 1914. Il ne reste donc que les trois coups de la tragédie classique à frapper. Ils le seront entre le 28 juin et le 4 août 1914. Mais le classicisme est mort et rien ne sera réglé en trois temps comme tous l'entendaient. La pièce est d'un genre nouveau : une guerre mondiale, totale et de 1 600 jours.

L'Exposition universelle de 1905, reflet d'une époque



Affiche officielle de l'Exposition universelle, Liège, 1905

« Liège aura la prochaine Exposition ! » s'exclament au début du XX^e siècle les promoteurs de ce grand événement, à portée mondiale, qui accueille en 1905 les pavillons et les visiteurs de pays du monde entier. Liège a pour elle, disent-ils, « sa situation géographique, ses environs pittoresques, l'éclat de son industrie' ». »

¹ DRÈZE Gustave, *le livre d'or de l'Exposition universelle et internationale de 1905. Histoire complète de l'exposition de Liège*, tome I, Liège, Comité exécutif de la Société anonyme de l'Exposition de Liège, 1906, p. 14.

L'Exposition universelle et internationale de Liège reflète l'esprit de ce que l'on a appelé, certes a posteriori, la « Belle Époque ». En effet, si la Belgique figure, à la charnière des XIX^e et XX^e siècles, parmi les premières puissances économiques mondiales, elle le doit en grande partie à ses activités industrielles ; en Belgique, on produit et on exporte beaucoup. Ces activités se concentrent à certains endroits, parmi lesquels le bassin liégeois. Son épiscentre se situe au cœur même de la ville située de part et d'autre de la Meuse, ses ramifications s'étendant à ses faubourgs, elles-mêmes voisines des zones d'activité de Huy d'un côté, de Verviers et son industrie lainière, à travers la vallée de la Vesdre, de l'autre.



Le bassin liégeois est l'héritier d'un savoir-faire ancien : au Moyen Âge déjà, on fabriquait de la fonte via le charbon de bois et l'énergie hydraulique. Le travail des métaux, dès cette époque, est l'apanage des forgerons. Parallèlement se développe la houillerie, c'est-à-dire les charbonnages, qui consistent à utiliser le charbon (contenu dans les sols) pour en faire un combustible. Dès le XIII^e siècle, une prospère industrie de ce type existe en région liégeoise. Deux grandes révolutions, la vapeur vers 1800 et l'électricité vers 1880, vont permettre au pays de Liège un développement économique et industriel sans précédent.

François Maréchal, *Le bassin industriel de la Meuse*, eau forte, 10 avril 1914

Cette situation suscite bientôt, chez nombre de locaux, des ambitions mondiales : l'industrie belge, liégeoise notamment, construit des canalisations à Pékin et des voies ferrées en Amérique du Sud, tandis que Léopold II crée un « État indépendant du Congo », colonie belge à partir de 1909. C'est tout l'esprit des congrès d'expansion mondiale du début du siècle et des expositions internationales et/ou universelles, qui offrent ainsi tout le loisir de montrer au monde le savoir et le savoir-faire du pays.



Abords de la gare de Pékin. Compagnie impériale des chemins de fer chinois et Société d'études de chemins de fer en Chine. Ligne Pékin-Hankow, 1899-1905

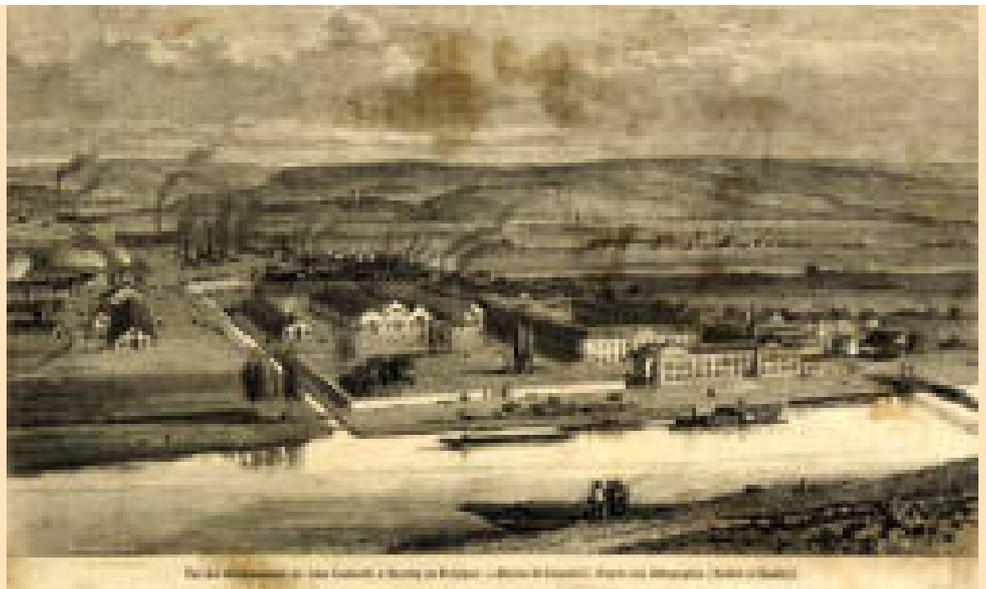
Une industrie florissante

L'essor industriel du XIX^e siècle

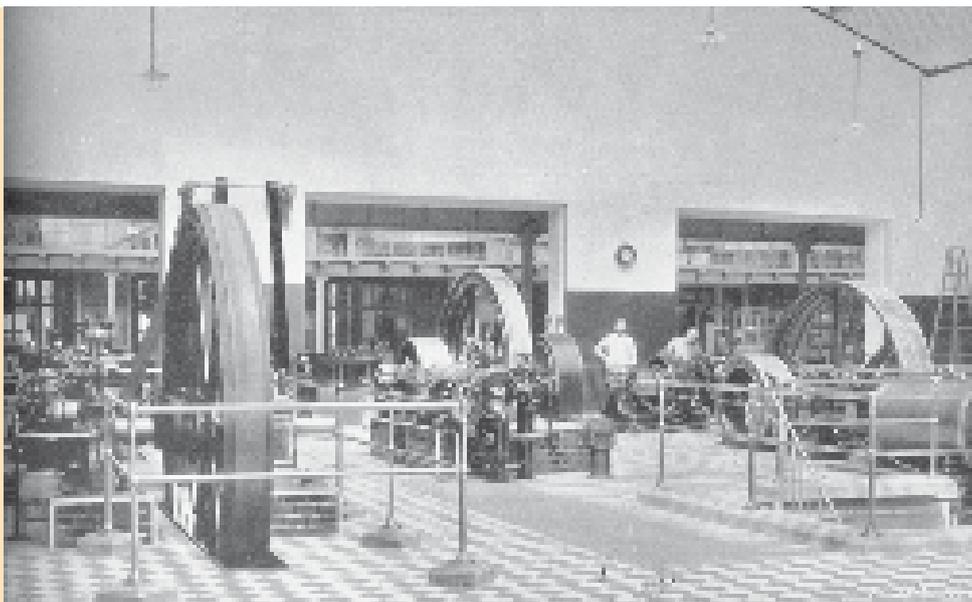
Au XIX^e siècle, nos régions sont marquées par une profonde mutation sociale, technique et économique : la Révolution industrielle. Le bassin industriel liégeois se forme par l'installation de l'industrie lourde en bord de Meuse, aux alentours des houillères liégeoises qui fournissent aux entreprises un combustible qui paraît inépuisable.

La Révolution française met fin aux privilèges et corporations qui sclérosaient l'économie durant l'Ancien Régime. Elle permet l'émergence d'un certain nombre « d'entrepreneurs », nourris par la pensée économique libérale venue d'Angleterre. Parmi ceux-ci, les plus connus en Wallonie sont les membres de la famille Cockerill, dont l'itinéraire exemplifie à merveille l'intense essor industriel.

À l'aube du XIX^e siècle, William Cockerill, constructeur anglais de machines textiles, cherche à s'établir sur le continent européen. C'est à Verviers, centre de l'industrie lainière, qu'il implante son atelier de production de métiers à tisser. En 1817, ses fils John et Charles-James se spécialisent, à Seraing – sur les lieux de l'ancienne résidence d'été des Princes-Évêques de Liège –, dans la construction de machines à vapeur puis de locomotives. Ils mettent ainsi un terme à l'exclusivité britannique dans ce domaine. Avec d'autres, ils contribuent au développement et à la diffusion de la machine à vapeur qui constitue la matrice d'un nouveau système technique.



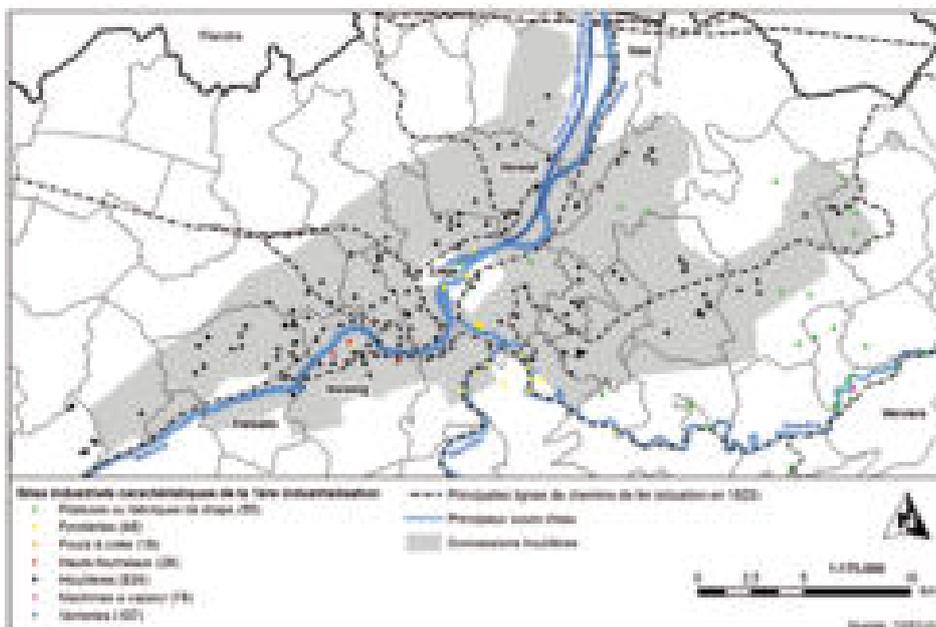
Les usines John Cockerill à Seraing au milieu du XIX^e siècle



Machines à vapeur et moteurs à gaz entraînant des génératrices électriques dans une centrale, 1903

À côté du textile, du charbon et du verre, la sidérurgie est un des secteurs clés de la Révolution industrielle et Liège en est un des principaux pôles de croissance. Le premier haut-fourneau à coke de la province est mis à feu aux établissements Cockerill en 1826. Ensuite, l'intégration de plusieurs innovations – le convertisseur Bessemer (années 1860), la fusion sur sole (Martin, 1865), l'acier Thomas (1876) – va permettre d'entrer progressivement dans l'ère de l'acier et de multiplier par 25 la production belge de fonte entre 1850 et 1914.

Avec l'acier, la Révolution industrielle entre dans une seconde phase caractérisée par un nouveau système technique, s'appuyant désormais sur la chimie (dont Solvay sera la figure de proue), l'énergie électrique (auquel Zénobe Gramme apportera sa contribution), les ressources pétrolières et les progrès de la force motrice (moteurs à explosion).



Le bassin liégeois au milieu du 19^e siècle

Des entreprises de pointe



La fonderie de zinc de Valentin-Cocq (Vieille-Montagne), Hologne-aux-Pierres

Après la crise économique du dernier quart du XIX^e siècle qui ralentit l'importante croissance initiée par la Révolution industrielle, l'industrie liégeoise redémarre et tourne à plein régime. La période comprise entre la fin du XIX^e et le début du XX^e siècle correspond à l'apogée industrielle du bassin liégeois, comme en témoigne le dynamisme de nombreux secteurs : sidérurgie, charbon, industrie mécanique, zinc, etc.

Liège est, d'abord, une ville d'industrie lourde, dominée par de grandes sociétés sidérurgiques intégrées, implantées dans le bassin amont (de Flémalle à Ougrée), telles que Cockerill, Angleur-Athus, Ougrée-Marihaye, Espérance-Longdoz. Ces importantes entreprises, qui plus tard fusionneront, possèdent leurs propres charbonnages et assurent toutes les étapes de la production. À la veille de la guerre, leurs 21 hauts-fourneaux produisent 966 000 tonnes de fonte, soit près de 40% de la production totale belge.

La métallurgie des métaux non-ferreux s'est également développée grâce à l'invention, à l'aube du XIX^e siècle, du four liégeois par Jean-Jacques Dony. Le zinc constitue un nouveau métal dont la production industrielle est assurée par un pôle liégeois dominé par la S.A. des mines et fonderies de zinc de la Vieille-Montagne. Créée en 1837 et possédant plusieurs établissements à l'étranger, elle est considérée comme la première multinationale d'Europe. En 1913, les fonderies liégeoises fournissent 20% de la production mondiale de zinc.

Un autre secteur, le verre, est en Wallonie essentiellement l'apanage de Charleroi et de la Basse-Sambre, mais est également représenté dans la région liégeoise par la Cristallerie du Val-Saint-Lambert. Elle emploie 4 000 personnes en 1910 et sa production connaît un rayonnement international.

Le bassin aval (entre Herstal et Visé) est le lieu de l'industrie mécanique. Son fleuron, la Fabrique nationale d'armes de guerre, est créé en 1889. À la toute fin du XIX^e siècle, s'appuyant sur le développement du secteur automobile, elle entame une intense diversification qui l'amène à fabriquer des véhicules à moteur. Le développement du secteur automobile s'appuie également sur plusieurs autres constructeurs de la région. En 1908, l'usine Imperia s'implante à Nessonvaux, en bord de Vesdre.



Construction de motocyclettes à la F.N. Herstal

Dans tous les secteurs, les intérêts belges s'exportent, contribuant à industrialiser une partie de l'Europe et du monde. À Liège, parmi divers exemples, citons la Compagnie Générale des Conduites d'Eau, dont l'usine des Vennes produit des tuyaux en fonte et qui développe des réseaux de distribution d'eau dans de nombreuses villes européennes et jusqu'au Japon.

Enfin, durant les années qui précèdent le conflit mondial, le contexte de la course à l'armement ouvre de nouveaux marchés aux entreprises liégeoises. Les productions militaires de Cockerill ou des Ateliers de la Meuse (coupoles en acier, obus, etc.) et des armuriers liégeois équippent ainsi les forts de la Meuse.



Coupoles Ateliers de la Meuse, Sclessin

Le monde scientifique

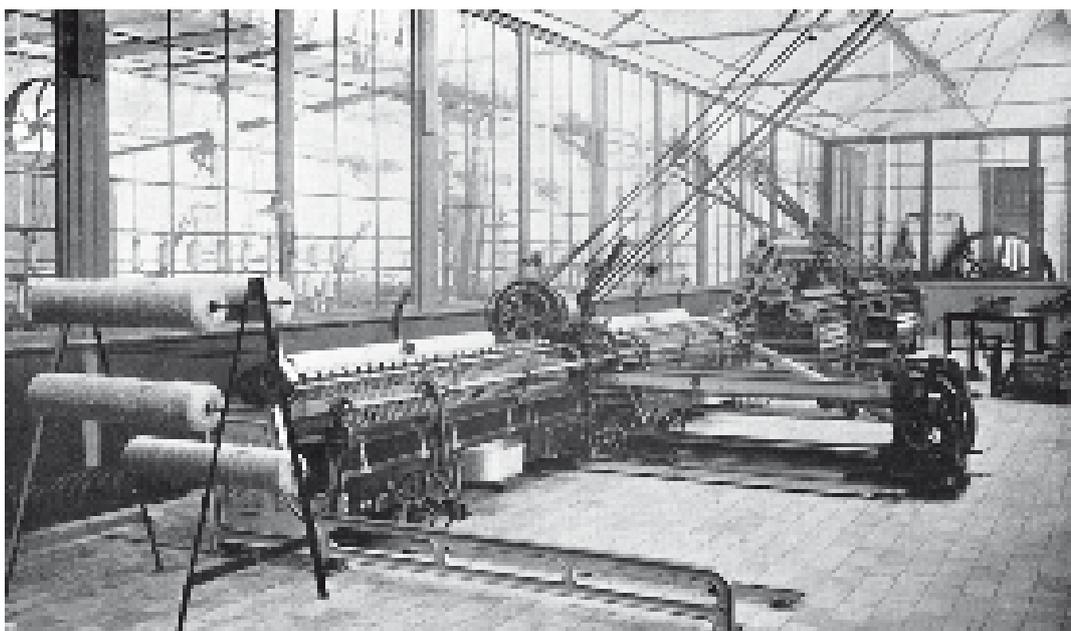
En dépit d'un certain prestige en matière scientifique, acquis par les fameuses écoles liégeoises des XI^e et XII^e siècles, la ville de Liège ne dispose pas, jusqu'au XIX^e siècle, d'université. Le développement du savoir et de l'enseignement est l'affaire des ordres religieux, jésuites en particulier, qui constituent une impressionnante bibliothèque.

C'est en 1817 qu'est créée, sous le régime hollandais, l'Université de Liège, à l'instar de celles de Louvain et Gand. Au XIX^e siècle, l'université, et Liège n'échappe pas à la règle, forme surtout les grands commis de l'État et les hauts fonctionnaires des administrations. Les ingénieurs, quant à eux, sont encore souvent formés à l'usine, « sur le tas » : l'entreprise et l'université s'ignorent superbement.

Avec la deuxième révolution industrielle apparaît cependant chez certains la prise de conscience du fait que les richesses du sol, atout majeur de l'industrie belge jusqu'alors, finiront par s'épuiser. Et avec elle le développement d'une idée qui fera florès : le développement futur de l'industrie belge passe par la recherche. D'où une certaine tendance, à la fin du siècle, à favoriser dans l'enseignement des sciences ce qui est directement applicable. C'est le développement des facultés techniques, puis des facultés des sciences appliquées et de l'Institut électrotechnique Montefiore (créé en 1883). Les pouvoirs publics prennent souvent le parti de créer des instituts directement en prise avec la réalité industrielle, par exemple l'Institut polytechnique de Glons et l'École supérieure des Textiles de Verviers qui propose quatre années d'études après le secondaire.



Bindels - Huck, *Vue de l'Université et statue de Grétry*, avant 1890



L'atelier de filature de l'École supérieure des Textiles de Verviers.

L'enseignement technique est donc particulièrement développé : les écoles professionnelles de jour côtoient les écoles industrielles du soir censées former les « ouvriers d'élite ». Zénobe Gramme, l'inventeur de la dynamo, en est un pur produit.

À la double nécessité, d'une part de former les ingénieurs de demain, d'autre part de proposer une formation pointue dans une série de domaines nouveaux, l'université répond par la création des Écoles spéciales annexées à l'Université, comme cela se fait ailleurs en Belgique à la même époque. À Liège, il s'agit de l'École des arts et manufactures et de l'École des mines. Dès leurs ouvertures, ces écoles d'ingénieurs ont fourni les cadres de l'industrie européenne. Les élèves viennent des pays les plus divers, et les ingénieurs ainsi formés transféreront dans le monde entier les méthodes de la technologie wallonne. À la veille de la Première Guerre mondiale, d'ailleurs, près du tiers des ingénieurs de l'Association des ingénieurs diplômés de l'Université de Liège sont en poste à l'étranger, en Russie et en Chine notamment.



Institut Montefiore, vues anciennes

Le dur chemin vers l'amélioration de la condition ouvrière

Au XIX^e siècle, l'expansion industrielle belge a longtemps eu pour contrepartie la misère criante des ouvriers, dépourvus de droits politiques et livrés au bon vouloir de leurs employeurs. Cette situation change cependant entre 1890 et 1914. La condition ouvrière – des hommes, des femmes et des enfants employés dans les mines et l'industrie – s'améliore peu à peu.

Des caisses de secours ou de résistance, alimentées par leurs cotisations, prémunissent les travailleurs contre l'indigence en cas de maladie, de chômage ou de grève. Les ouvriers se dotent aussi d'organismes qui les aident et les encadrent dans le quotidien. Pour s'approvisionner à bon marché en vivres, charbon, vêtements, etc., ils adhèrent à des sociétés coopératives. Elles trouvent souvent abri dans les nouvelles *Maisons du Peuple*, des institutions qui s'implantent dans les diverses agglomérations. Les maisons du peuple sont multifonctionnelles. Elles se veulent aussi lieux culturels et de divertissement pour les ouvriers à qui elles proposent des cycles de cours et conférences, bibliothèques, etc. On y trouve aussi un débit de boisson qui doit faire contrepoids aux cabarets qui pullulent alors et font de l'alcoolisme ouvrier un fléau social ravageur.



Société coopérative L'Alliance à Flémalle-Grande



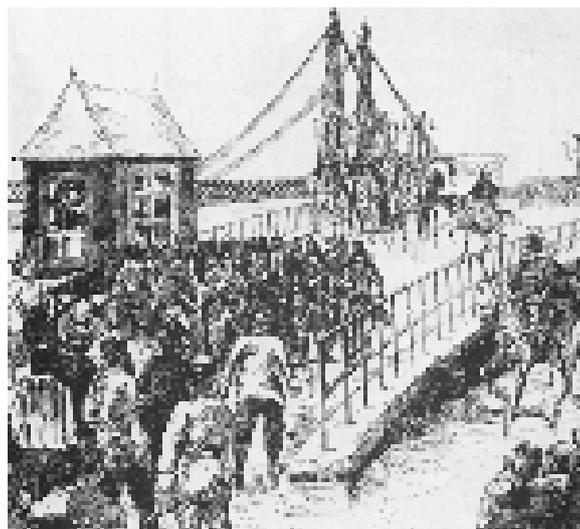
La Populaire. Maison du Peuple Liège, 1912.

Face à l'État et au patronat, la situation des ouvriers se renforce également. Tandis que des milieux progressistes aisés (notamment libéraux, etc.) et une partie de l'Église (encyclique *Rerum Novarum* de 1891) dénoncent la misère ouvrière, progressivement, les travailleurs eux-mêmes s'organisent. Certains se regroupent en syndicats ou adhèrent au Parti ouvrier belge (P.O.B.), créé en 1885. À la fin du siècle apparaissent les premières lois sociales : lois sur la salubrité et la sécurité des lieux de travail, la protection du salaire, le repos du dimanche. Timidement enfin, le travail des femmes et des enfants est limité.

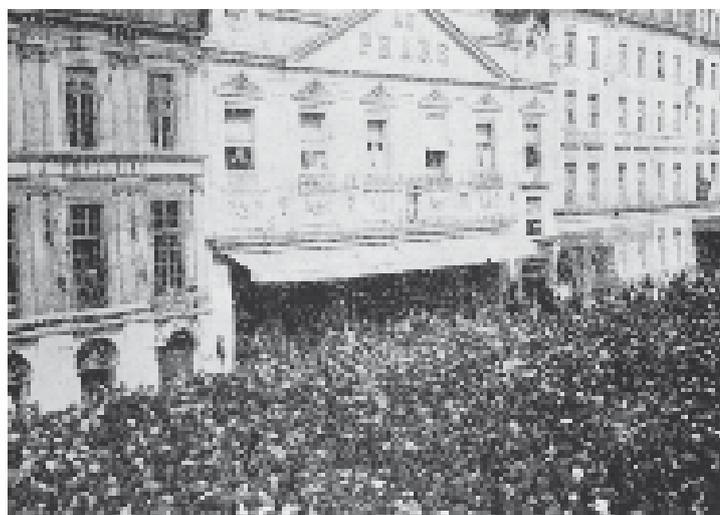


Syndicat des mécaniciens, 1^{er} mai 1911

La conquête de droits sociaux et politiques est toutefois tardive, lente, âpre. Tardive, parce qu'elle ne s'enclenche vraiment qu'au tournant des années 1890, après la vague de grèves et d'émeutes qui ébranle le bassin industriel wallon, en mars 1886. Lente, parce qu'il fallut parfois des décennies pour faire entrer une revendication ouvrière dans la loi. Âpre, parce que la plupart des progrès découlent d'affrontements avec le patronat, tandis que la force publique réprime durement les grèves et coalitions ouvrières. Dans le bassin liégeois, les mines et la sidérurgie sont touchées en 1891, 1893, 1902, 1912 et 1913. Dans la province, d'autres secteurs connaissent aussi de violents mouvements sociaux. C'est le cas du textile à Verviers. En 1906 par exemple, en riposte à un désaccord avec leurs ouvriers, les patrons lainiers décrètent le *lock-out*. Ils ferment leurs usines, empêchant du même coup les ouvriers de travailler et de gagner leur vie. 15 000 personnes seront ainsi jetées à la rue, sans travail, ni revenu.



Le Pont de Seraing gardé par les troupes, 1891



Manifestation socialiste à Liège avant la grève générale, 1913

Premières étapes de la généralisation du conflit

28 juin 1914 :

L'archiduc François-Ferdinand de Habsbourg est assassiné par un jeune Serbe à Sarajevo.

28 juillet 1914 :

L'Autriche-Hongrie déclare la guerre à la Serbie.

30 juillet 1914 :

Mobilisation générale de la Russie, protectrice de la Serbie.

1^{er} août 1914 :

L'Allemagne déclare la guerre à la Russie. La France, alliée de la Russie, décrète la mobilisation générale.

2 août 1914 :

L'Allemagne envahit le Luxembourg et lance un ultimatum à la Belgique, exigeant le passage de ses troupes sur son sol.

3 août 1914 :

L'Allemagne déclare la guerre à la France.

4 août 1914 :

Constatant la violation de la neutralité belge par les armées allemandes, le Royaume-Uni déclare la guerre à l'Allemagne.

14 au 24 août 1914 :

Les armées françaises reculent sur tous les fronts, dans les Ardennes et en Lorraine. Battue au cours de la « bataille des frontières », la France organise une retraite générale, qui se soldera par le « miracle de la Marne », première victoire des Alliés sur l'ennemi allemand (du 6 au 12 septembre 1914).

L'invasion de Liège

Sarah Delvin

L'invasion

Au moment de l'assassinat de l'archiduc d'Autriche François-Ferdinand, la majorité de l'opinion publique belge est convaincue qu'en cas de conflit, les grandes puissances européennes respecteront la neutralité de la Belgique, comme en 1870. En effet, ce statut doit théoriquement la protéger. La panique n'envahit donc pas immédiatement la population belge, malgré les menaces de guerre qui se font de plus en plus précises. L'attention populaire se focalise plutôt sur le procès de l'affaire Caillaux-Calmette (la femme du ministre français Joseph Caillaux a assassiné le directeur du *Figaro*, Gaston Calmette) ou encore sur la victoire du cycliste belge Philippe Thijs lors de la première étape du Tour de France.

Le réveil sera brutal. Le 23 juillet 1914, l'Autriche-Hongrie adresse un ultimatum au gouvernement serbe. Cinq jours plus tard, elle déclare la guerre à la Serbie. L'Europe s'embrase... En Belgique, la mobilisation générale est décrétée le 31 juillet 1914. Dans les jours qui suivent, l'Allemagne (le 1^{er} août) et la France (le 2 août) font de même, via le système de la conscription. Au cours de la même journée, le Luxembourg est envahi par l'Allemagne, au mépris de sa neutralité.



Dans la foulée, un ultimatum allemand est envoyé au gouvernement belge, réclamant à la Belgique le libre passage des troupes allemandes sur son territoire pour contrer une possible invasion française. L'Allemagne s'engage à respecter l'indépendance du pays. En cas de refus, la Belgique sera considérée comme une ennemie du Reich. Le 3 août, le Conseil de la Couronne, réunissant les ministres en fonction et les ministres d'État sous la présidence du Roi, décide de répondre par la négative, considérant qu'il s'agit d'une atteinte à la neutralité et à l'indépendance du royaume. La Belgique se dit prête à résister, se présentant ainsi comme une victime respectueuse de ses engagements internationaux, au contraire de l'Allemagne, nation pourtant garante de la neutralité belge, mais bafouant le droit international.

Cet ultimatum suscite de l'indignation, mais aussi de la stupéfaction au sein de la population. En effet, l'Allemagne dispose en Belgique depuis plusieurs années d'un important capital de sympathie.

Néanmoins, le sentiment patriotique l'emporte alors et l'élan populaire est important : les drapeaux belges fleurissent un peu partout et les volontaires de guerre affluent.



Mobilisation allemande

Mobilisation française



Une du journal *Le Soir*, 4 août 1914



Départ de volontaires belges

Dans ce climat d'exaltation surgit une sourde inquiétude, caractérisée par une atmosphère d'« espionnite aiguë », généré par la raréfaction de denrées et les retraits massifs auprès des banques. En effet de nombreux épargnants craignent une dévaluation du franc belge.



Vervétois pris de panique affluant devant les locaux de la Banque en août 1914

L'espionnite

L'espionnite, terme formé sur une terminaison rappelant une maladie, désigne la conviction de voir des espions partout. Elle est particulièrement répandue au début de la guerre dans le contexte d'exaltation patriotique, souvent entretenue par la presse, affectant la population et les autorités. Ainsi, certains commerces portant un nom à consonance allemande sont attaqués, notamment à Paris : le saccage des laiteries Maggi, productrices du célèbre bouillon Kub (le « K » ayant pour beaucoup une consonance germanique), accusées d'être un nid d'espions à la solde des Allemands, est un célèbre exemple. Les autorités publiques iront jusqu'à demander le retrait de panneaux publicitaires de la célèbre marque (en réalité suisse !), suspectant ceux-ci d'être des balises codées pour faciliter l'invasion allemande. Parfois, des individus, qui ont la malchance de porter un nom, un prénom à consonance allemande ou de s'exprimer avec un accent étranger, sont présumés espions et sont victimes de comportements à la limite de l'hystérie.

À partir du 1^{er} août, on voit arriver des régiments destinés à renforcer la garnison de la position fortifiée de Liège.

La position fortifiée de Liège

Yves Dispa

La neutralité imposée à la Belgique l'oblige à la plus grande prudence quant à sa politique de défense. Il lui faut prévoir l'éventualité à la fois d'une attaque française et d'une attaque allemande.

Au milieu du XIX^e siècle, le gouvernement estime qu'il n'est pas possible, en cas d'agression, de défendre la totalité du territoire ; il faut donc construire un « réduit national » qui permettra à la Belgique d'attendre le Royaume-Uni, garant de sa neutralité depuis 1831. Anvers est ainsi fortifiée à partir de 1859 selon les plans de l'officier supérieur et architecte militaire Henri-Alexis Brialmont.

Mais il faut à la Belgique un réseau de fortifications autour de Liège pour faire face à l'Allemagne et autour de Namur pour contrer la France.

En 1886, Auguste Beernaert, chef du gouvernement belge, fait voter le budget nécessaire à la construction des têtes de pont de Liège et de Namur. Les travaux s'étalent entre 1888 et 1891.

Brialmont, devenu lieutenant-général, va organiser à partir de 1891 la construction de 12 forts autour de Liège et de forts autour de Namur.



Les forts les plus importants sont donc construits autour de Liège en prévision d'une attaque allemande.

A partir de 1891, le chef du grand état-major général allemand, Alfred von Schlieffen, prévoit l'attaque de la France en violant délibérément la neutralité belge. Les forts de Liège prendraient alors toute leur importance dans cette éventualité. Son successeur Ludwig von Moltke continuera ce plan en l'amendant chaque année, selon les circonstances.

Les forts n'ont pas été construits en béton armé : cette technique, inventée dans la seconde moitié du XIX^e siècle, ne se répandra que dans les ultimes années du siècle. Des détails techniques tels que la ventilation des forts ou la localisation des latrines auront beaucoup d'importance le moment venu et engendreront beaucoup de soucis pour les défenseurs des forts.

Si les forts ne sont pas en béton armé, ils sont tout de même prévus pour résister à des canons de 250 mm. Cependant, en 1908, l'état-major allemand demande à ses ingénieurs de concevoir des pièces d'artillerie capables de briser les 3 mètres de béton armé des forts français. Ces Kurze-Marine-Kanone 14 de 43 tonnes seront appelés aussi Dicke Bertha (Grosse Bertha), du nom de Bertha Krupp, l'unique héritière de la dynastie industrielle Krupp. En août 1914, le premier de ces obusiers est prêt, suivi dans les mois suivants par 11 autres exemplaires. Les obus de 420 mm pèsent 820 kilos, dont 140 kilos de charge explosive. La portée de tir de 14 kilomètres est bien supérieure à celle de l'obusier des années 1890.

L'intendance militaire s'occupe de réquisitionner des vivres, du bétail, des véhicules...



Wagons de provisions arrivant aux portes de Liège

Le même jour, le roi Albert 1^{er} prononce, devant le parlement réuni en session extraordinaire, une allocution percutante qui est vivement applaudie :

[...] *Si nos espoirs sont déçus, s'il nous faut résister à l'invasion de notre sol et défendre nos foyers menacés, ce devoir, si dur soit-il, nous trouvera armés et décidés aux plus grands sacrifices [...]. Dès maintenant, et en prévision de toute éventualité, notre vaillante jeunesse est debout, fermement résolue, avec la ténacité et le sang-froid traditionnels des Belges, à défendre la Patrie en danger [...]. Partout, en Flandre et en Wallonie, dans les villes et dans les campagnes, un seul sentiment étreint les cœurs : le Patriotisme ; une seule vision emplit les esprits : notre indépendance compromise ; un seul devoir s'impose à nos volontés : la résistance opiniâtre².*

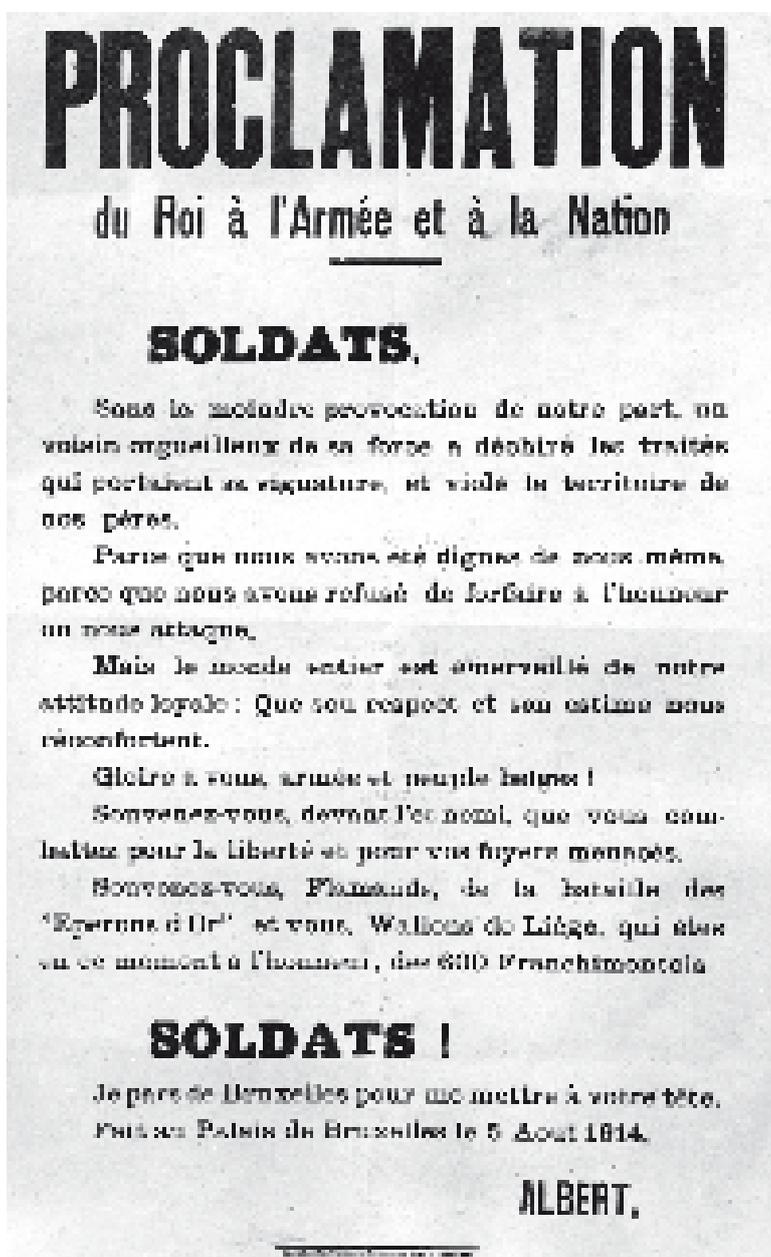
Ovationné, il exhorte le pays à faire fi de ses dissensions politiques et communautaires pour résister. Lors de cette même séance, un gouvernement d'union sacrée est mis sur pied et le parlement lui accorde les pleins pouvoirs.

Dans la lignée de son discours du 4 août, le roi fait publier une proclamation à destination des troupes belges afin de les galvaniser. Elle évoque dans ce but des souvenirs historiques exaltants, tels que la bataille des Éperons d'or en 1302 ou la résistance des 600 Franchimontois contre les Bourguignons et les Français en 1468.

Le gouvernement demande ensuite à la France, au Royaume-Uni et à la Russie de faire respecter la neutralité de la Belgique. Après avoir réclamé leur aide militaire, la Belgique se prépare à assurer la défense de ses places fortes. Le 4 août, constatant la violation de la neutralité belge par les armées allemandes, le Royaume-Uni déclare la guerre à l'Allemagne. C'est une déception pour l'empereur Guillaume II d'Allemagne, petit-fils de la reine Victoria.

L'ultimatum allemand déclenche la mobilisation générale de l'armée anglaise le 3 août 1914, le Royaume-Uni déclarant que toute violation de la neutralité belge sera considérée comme un *casus belli*¹. Après le rejet de l'ultimatum allemand par les Belges, l'Allemagne déclare la guerre à la France et prévient qu'elle s'apprête à envahir la Belgique pour contrer la menace française.

Dans la chaleur du 4 août 1914, les troupes de la II^e armée allemande, dirigée par Karl von Bülow, franchissent la frontière belge à Gemmenich, empruntant les routes qui relient Aix-la-Chapelle à la Province de Liège. Ce qui allait devenir le premier conflit mondial ne devait pas excéder, selon les décideurs politiques, quelques mois...



Affiche « Proclamation du Roi à l'Armée et à la Nation », 5 août 1914

¹ Un *casus belli*, littéralement « un cas de guerre », désigne un élément déclencheur d'un conflit armé.

² *Annales parlementaires de Belgique. Chambres réunies. Session extraordinaire de 1914. Séance royale du mardi 4 août 1914, p. 1.*

Le même jour, la France et la Russie annoncent être prêtes à coopérer avec les Anglais pour défendre la neutralité belge.

Il faut dire que peu d'observateurs parient sur la capacité de la Belgique à se défendre. En effet, le plan de réorganisation de l'armée belge n'en est qu'à ses débuts (le service militaire n'a été rendu obligatoire qu'en 1913) et, malgré l'afflux massif de volontaires, celle-ci ne peut en réalité faire face aux troupes allemandes. L'armement est vieillissant, l'équipement semble appartenir au passé (les mitrailleuses sont tirées par des chiens), l'encadrement et la formation des mobilisés laissent à désirer, le manque d'officiers est patent. L'armée allemande est, quant à elle, supérieure en nombre et mieux organisée, notamment en matière de communication. Toutefois, la résistance inattendue des troupes belges va surprendre le Reich et l'opinion internationale.



Les uniformes de l'armée belge sont vieillissants.

La cavalerie porte toujours celui du XIX^e siècle : un pantalon cramoisi, un bonnet en fourrure, un képi de lancier. De son côté, l'infanterie porte un équipement bleu sombre, accompagné d'un shako, couvre-chef en forme de cône tronqué, recouvert d'une toile cirée, d'un bonnet à plume ou en poil de grenadier.

Les carabiniers belges portent, quant à eux, un « haut de forme » en cuir.

Annonce mortuaire de Fernand Louis

La bataille de Liège

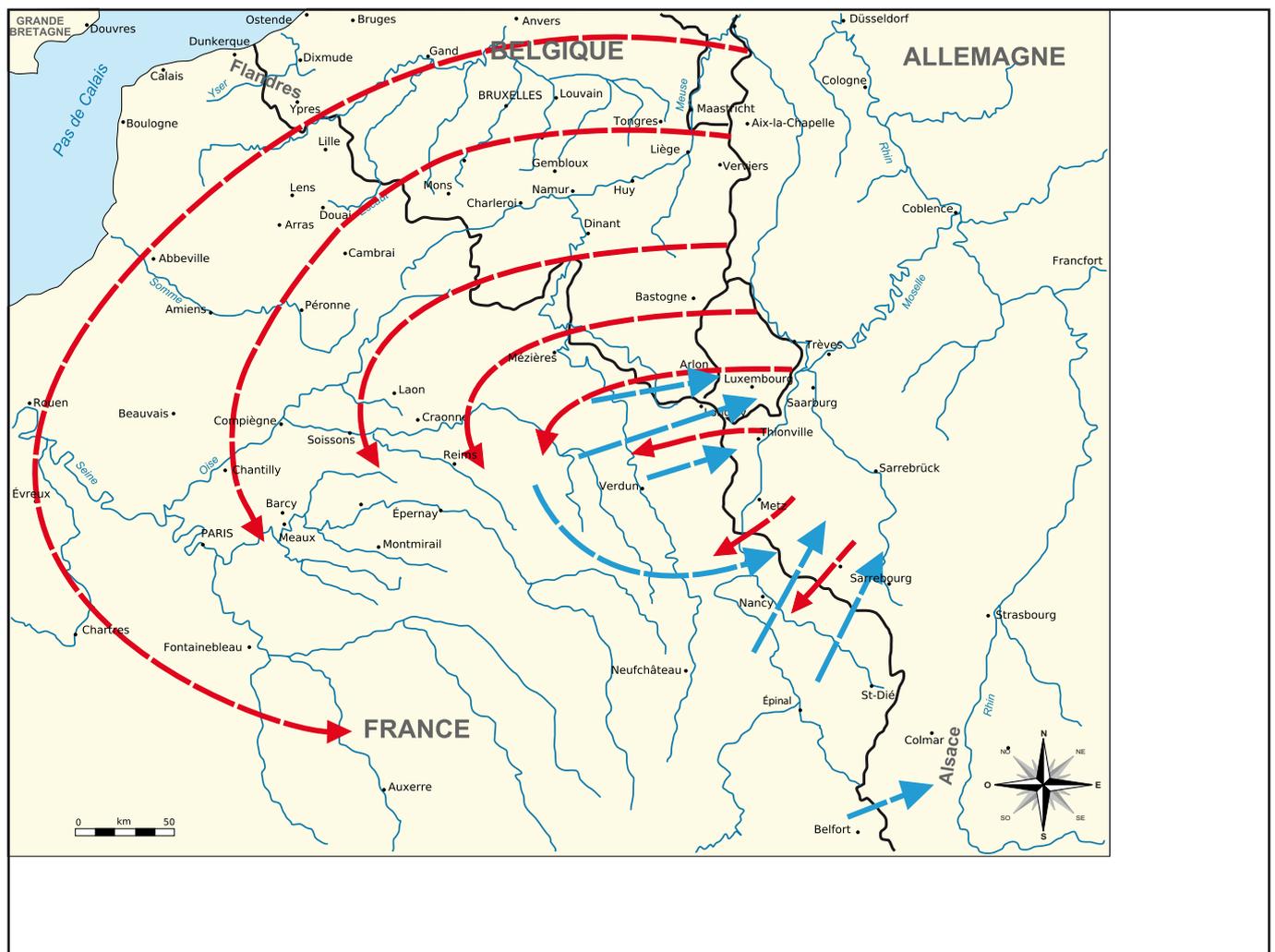
Commandée par Albert 1^{er}, l'armée belge est composée de quelque 281 000 hommes : 218 000 soldats, plus de 45 000 gardes civiques et 18 000 volontaires qui affluent en quelques jours. Dès le 3 août, elle se concentre essentiellement dans la région située entre la Gette et la Dyle, les 3^e et 4^e divisions d'armée se déployant respectivement à Liège et à Namur. Les Belges entendent résister aux Allemands, en particulier autour de la position fortifiée de Liège, pour retarder l'avancée de ces derniers et protéger le réduit national anversois (il s'agit de la ligne de défense d'Anvers, considérée comme la zone idéale pour constituer le dernier bastion de défense en cas d'invasion). Les positions de Liège, de Namur et d'Anvers forment en effet la principale défense du territoire belge.

Qu'est-ce qu'un garde civique ?

Sorte de « soldat-citoyen », le garde civique trouve son origine au lendemain de la révolution belge (1830). Dans la jeune Belgique indépendante, le maintien de l'ordre et la défense nationale sont une priorité. Les gardes bourgeoises constituées pendant la révolution vont s'unir sous la dénomination « garde civique ». Chaque citoyen belge, entre 21 et 50 ans, doit l'intégrer (prioritairement les jeunes célibataires et veufs sans enfants). Cette « milice urbaine » est chargée, au début de la Grande Guerre, de seconder la gendarmerie et la police dans le maintien de l'ordre et la surveillance des voies ferrées et des accès des villes. Toutefois, ces unités « paramilitaires » seront considérées par l'armée allemande comme des francs-tireurs³. Certaines unités suivront l'armée sur l'Yser. Le 13 octobre 1914, les gardes civiques sont dissoutes. Après la guerre, la garde civique disparaît définitivement⁴.



La garde civique de Verviers en 1914



Les plans d'attaque allemand et français

Légende :

→ Plan Schlieffen (1905)

→ Plan XVII (1911)

³ Voir le chapitre « Propagande, mythes et réalité ».

⁴ JACOBS E.A., « Les « oubliés ». Le rôle de la garde civique en août 1914 », in *Le roi Albert et ses soldats, exposition organisée à l'occasion du 50^e anniversaire de l'inauguration du Musée de l'armée par S.M. le roi Albert le 22 juillet 1923 : catalogue n° 2*, Bruxelles, Musée Royal de l'Armée et d'Histoire militaire, 1973, p. 9-15.

Le plan d'attaque allemand, baptisé « plan Schlieffen-Moltke » du nom de ses deux concepteurs Alfred von Schlieffen et Helmuth von Moltke, est basé sur l'hypothèse suivante : la guerre sera inévitablement menée sur deux fronts, à l'est et à l'ouest de l'Allemagne. Pour éviter ce scénario, l'Allemagne entend jouer sur les délais de mobilisation des armées belligérantes. En effet, elle estime que les Russes se mobiliseront plus lentement que les troupes françaises. Dès lors, une petite armée allemande, appuyée par les Autrichiens, serait en mesure de contenir les Russes à l'est pendant que l'offensive principale serait menée à l'ouest contre la France, à travers la Belgique et le Luxembourg (les Pays-Bas resteraient neutres, permettant ainsi de conserver un port pour le commerce international⁵). L'armée allemande prendrait en tenaille l'armée française entre une aile gauche déployée en Alsace et une aile droite pénétrant le territoire belge. L'invasion de la Belgique permettrait à l'armée allemande d'effectuer un mouvement circulaire au nord du sillon Sambre-et-Meuse afin d'encercler Paris et de prendre à revers les troupes françaises situées à l'est.

Théoriquement, une fois l'armée française rapidement défaite, le plan Schlieffen-Moltke prévoit que l'Allemagne n'aurait plus qu'à se retourner ensuite à l'est contre la Russie.

La prise de la position fortifiée de Liège revêt donc une importance stratégique pour les Allemands, car elle empêche le passage de la Meuse et barre la route de Paris. En effet, la vallée de la Meuse forme à Liège un goulot qui doit permettre à l'armée allemande de franchir rapidement le fleuve⁶. La ville de Liège est de plus traversée par une voie ferroviaire importante reliant l'Allemagne à la France et à Bruxelles⁷. Liège est donc un important nœud de communication.

Le général Leman est en charge de la défense de la position fortifiée de Liège depuis 1913. Il a lancé un vaste programme de réorganisation de cette dernière mais, en 1914, celui-ci n'est pas encore achevé. En outre, les méthodes de construction des forts de Liège ont été dépassées par l'évolution technologique de l'artillerie.

Pour assurer la défense entre les intervalles des forts, le général Leman fait creuser en urgence, à partir du 28 juillet 1914, des tranchées et des redoutes (système de fortification construit en dehors d'un fort servant à protéger les soldats de la ligne de défense principale), notamment par des civils et des ouvriers réquisitionnés (certains, comme les mineurs de Seraing, se présentent spontanément pour remplir cette tâche⁸). Elles seront défendues par des soldats, guère à l'abri des tirs de l'ennemi et ne disposant que d'un armement réduit. Pour entraver la marche future des troupes allemandes, les moyens de communication sont progressivement détruits⁹. Des soldats du génie font par exemple sauter les tunnels de Hombourg et de Nasproué et le pont des Arches à Liège.



Le pont des Arches, Liège

Gérard Leman (1851-1920)

Né à Liège, il entre comme élève à l'École militaire en 1867 et en sort premier de sa promotion en 1872 comme lieutenant de génie. Enseignant puis directeur de l'École royale militaire, il prend également en charge l'éducation militaire du futur roi Albert I^{er}. Nommé commandant de la position fortifiée de Liège en 1913, il est surpris par la guerre en plein travail de réorganisation du plan de défense de cette dernière. Blessé grièvement lors de l'explosion du fort de Loncin, il est capturé par les Allemands et emprisonné en Allemagne. En 1917, il est libéré et, en 1918, il rentre à Liège aux côtés d'Albert I^{er} et des troupes belges. Il s'installe dans sa ville natale et rédige son *Rapport au Roi sur la défense de Liège en août 1914*. Le roi le maintient dans ses fonctions sans limite d'âge et lui donne ses lettres de noblesse de comte le 15 novembre 1919. Son rapport à peine achevé, il meurt le 17 octobre 1920 d'une pneumonie. Le gouvernement belge décrète l'organisation d'obsèques nationales. Celles-ci ont lieu le 21 octobre 1920 par un hommage, corps présent, au Palais de la Nation à Bruxelles avant l'inhumation civile, selon les désirs du défunt, au cimetière d'Ixelles où il repose auprès de ses parents. Véritable héros national dès 1914, de nombreuses rues et avenues portent désormais son nom. L'importante artère liégeoise qu'était déjà à l'époque la place de Fagnée a été rebaptisée en « place Général Leman ».



⁵ DE VOS LUC, *La Première Guerre mondiale*, Bruxelles, Éditions J.-M. Collet, 1997, p. 27.

⁶ BOURLET Michaël, *La Belgique et la Grande Guerre*, Paris, Éditions Soteka, 2012, p. 62.

⁷ *Idem*, p. 61.

⁸ MENZEL E., « La défense de Liège », in LYR René (dir.), *Nos héros morts pour la Patrie. L'épopée belge de 1914 à 1918*, Bruxelles, E. Van der Elst - Établissements L. Collignon, 1920, p. 40.

⁹ BOURLET Michaël, *op. cit.*, p. 61.



Barricades installées à Dison, août 1914

En plus des troupes au sol, évaluées à 59 800 hommes¹⁰, les Allemands disposent d'une force de frappe importante, notamment des mortiers de 210 mm, une escadrille d'avions et un zeppelin.

Le 4 août 1914, à 9 heures, l'armée allemande pénètre en Belgique. Trois proclamations de Gustave Kleyer (le bourgmestre de Liège), du général Leman et du gouverneur civil de la Province, Henry Delvaux de Fenffere, appellent la population liégeoise à rester calme et à respecter l'ordre.

Des voies de chemin de fer sont coupées et des déraillements volontaires de locomotives sont provoqués, dans le tunnel de Verviers Est ou celui de la Sauvenière à Spa par exemple. Le général Leman dispose d'environ 32 000 hommes pour défendre les forts.

Du côté allemand, c'est un groupement précédant les I^{ère} et II^e armées allemandes qui sera chargé de prendre les forts de Liège. Il est dirigé par le général Otto von Emmich, auquel est adjoind Erich Ludendorff.



Erich Ludendorff



Otto von Emmich



Affiche « Aux habitants du Pays de Liège », 4 août 1914



Affiche « Ville de Liège. Le Bourgmestre à la population liégeoise », 4 août 1914

Les Allemands progressent en direction d'Henri-Chapelle, Battice et Herve. Le même jour, le soldat Antoine-Adolphe Fonck est tué à Thimister : c'est la première victime belge de la Première Guerre mondiale. Après avoir dépassé Visé, les troupes ennemies continuent leur progression vers Liège. Elles encerclent la ville et, le 5 août, l'attaquent. Les Allemands sont convaincus de leur supériorité, comme le souligne cet extrait d'une de leurs brochures : « *Demain au petit déjeuner : Liège !* ».

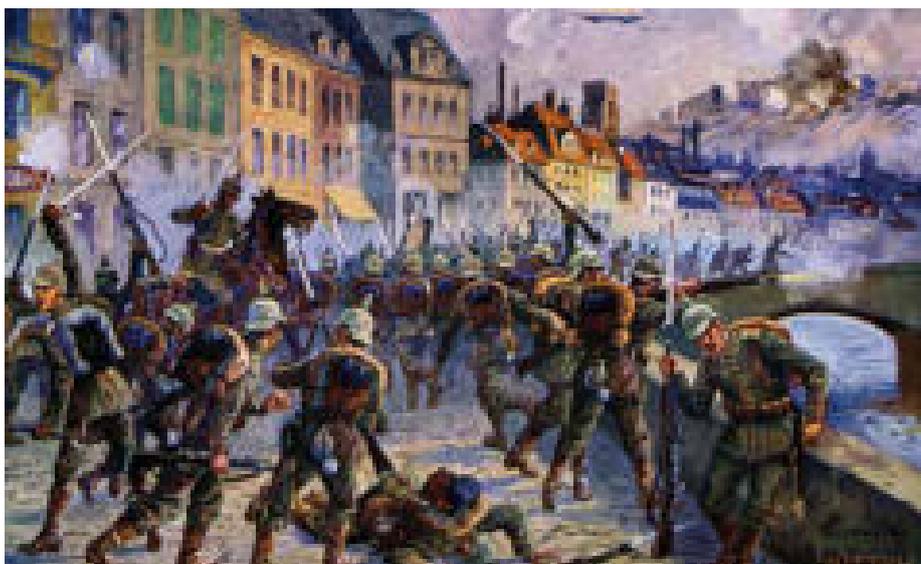


Antoine-Adolphe Fonck

Né à Verviers le 10 janvier 1883, magasinier au Grand Bazar de Liège, il s'engage comme volontaire en 1911 et devient cavalier au 2^e Régiment de Lanciers à Liège. Le 4 août, il est mortellement touché au lieu-dit La Croix Polinard à Thimister, où un monument sera érigé à sa mémoire. Devenu un véritable héros de l'histoire nationale belge, son nom qui sera attaché à la caserne du 2^e Régiment des Lanciers de Liège, qui sera renommée en son honneur : la Caserne Fonck.

¹⁰ DE VOS Luc, *op. cit.*, p. 31.

Il existe d'ailleurs quelques cartes postales patriotiques, anticipant les futures victoires de l'armée allemande¹¹, souvent fantaisistes et démenties par les faits.



Prise de la Ville de Liège, carte postale illustrée allemande

En réalité, l'état-major allemand a sous-estimé les effectifs de la garnison de Liège¹², ce qui va expliquer l'échec de la tactique allemande au cours de l'attaque du 5 au 6 août.

Les combats sont violents, mais les Belges résistent. Par exemple, à hauteur du Sart-Tilman, les chasseurs à pied belges repoussent les troupes allemandes, qui menaçaient de percer la position fortifiée entre Bonnelles et l'Ourthe. Des combats terribles ont également lieu autour des forts sur la rive droite de la Meuse, à Rabosée, Retinne, Romsée, ainsi que sur la rive gauche, à Rhées et Herstal. L'artillerie des forts de Liers et Pontisse refoule l'attaque aux environs de Lixhe. Les mitrailleuses des forts fauchent de nombreuses unités, un obus ravage à Soumagne une unité allemande entière. Pour de nombreux soldats, encore simples citoyens la veille, la confrontation avec la guerre industrielle est violente¹³.

La mémoire des rues de Liège

De nombreuses rues de Liège portent le nom de Liégeois qui se sont illustrés pendant la Grande Guerre, et particulièrement au cours de la Bataille de Liège.

La rue Sainte-Foy a été rebaptisée depuis le 30 décembre 1918 en rue Commandant Marchand, du nom du commandant qui a été tué en couvrant la fuite de Leman.

S'il n'est pas né à Liège, Victor Naessens est considéré comme un véritable héros liégeois. Commandant du fort de Loncin, il est adulé par ses hommes. Grièvement brûlé lors de l'explosion du fort, il est par la suite emmené en captivité en Allemagne. Il a laissé des pages émouvantes sur les dernières heures du fort de Loncin. La rue Commandant Naessens relie la rue du Fort de Loncin à la rue Naniot.

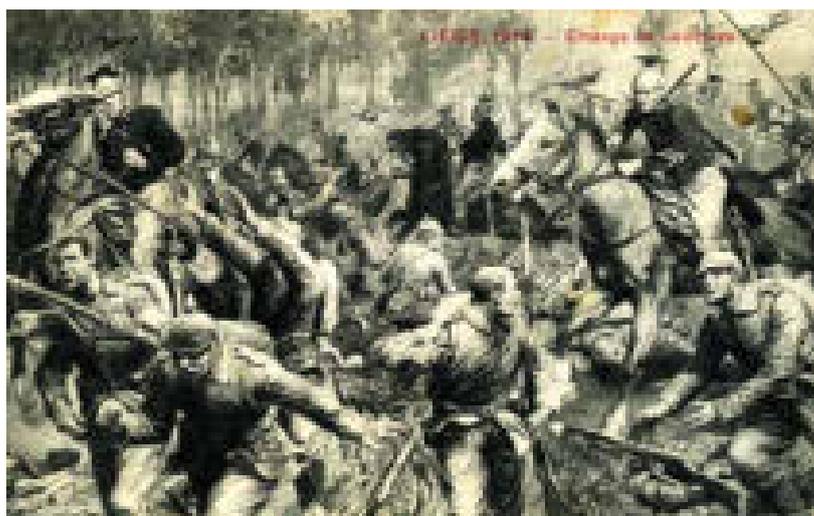
La rue du Général Bertrand rappelle quant à elle la figure du Liégeois Victor-Lambert Bertrand qui a pris part à la défense de Liège de façon héroïque. Une statue à son effigie a été érigée place Théodore Gobert grâce à une souscription publique.

Enfin, la rue Sergent Merx, à Sainte-Walbruge, évoque une personnalité étonnante.

En 1914, Pierre Merx, sergent retraité âgé de 65 ans, décide de se réengager comme simple soldat, son fils ayant été interné en Hollande. Refusant d'être versé à l'arrière, il sera présent en première ligne et regagnera ses galons de sergent à la fin de la guerre. Il sera surnommé pendant la guerre « papa Merx ».



Statue représentant le général Bertrand, place Théodore Gobert, Liège.



Charge des lanciers. Carte postale. Liège 1914

Les pertes allemandes, particulièrement sur la rive droite de la Meuse, ne sont pas négligeables, notamment parmi les officiers généraux. C'est ainsi qu'Erich Ludendorff prend la tête de la 14^e brigade d'infanterie, après la mort de son commandant. Sa connaissance du terrain liégeois (il avait eu l'occasion de l'étudier avant-guerre) lui permet de prendre le contrôle de l'ancien fort de la Chartreuse.

Dominant la ville de Liège, l'artillerie allemande prend position sur le plateau de Belleflamme et entame le pilonnage de la ville. De nombreux quartiers sont touchés : les quais du Barbou et de la Dérivation, le Mont Saint-Martin, la place de l'Université... La cathédrale de Liège est touchée elle aussi, mais les dégâts sont minimes. La panique s'empare des Liégeois.

¹¹ DE THIER Jules, GILBART Olympe, *Liège pendant la Grande Guerre*, t. I, *Liège héroïque. La défense et la prise de Liège*, Liège, Imprimerie Bénard, 1919, p. 232.

¹² HORNE John, KRAMER Alan, 1914. *Les Atrocités allemandes*, Paris, 2005, p. 30.

¹³ DE SCHAEFDRIJVER Sophie, *La Belgique et la Première Guerre mondiale*, Bruxelles, Perter Lang, 2004, p. 71

Dans la nuit du 6 août, un zeppelin bombarde de nouveau Liège, provoquant la mort de neuf personnes¹⁴. Il s'agit de la première attaque aérienne de la Grande Guerre¹⁵.



Bombardement de Liège par un zeppelin (fantaisie). Carte postale allemande

Une compagnie de chasseurs allemands parvient également, dans la journée du 6 août, à atteindre le quartier général belge de la position fortifiée de Liège situé à Liège, rue Sainte-Foy, en passant entre les forts de Liers et de Pontisse. Elle est finalement repérée et mise en déroute, mais le général Lemans, craignant une arrivée imminente des Allemands, préfère se retirer dans la citadelle de Liège¹⁶, puis au fort de Loncin, commandé par le colonel Victor Naessens. Le commandement est désormais désorganisé suite à l'attaque, qui provoque l'abandon du bureau central des liaisons téléphoniques entre les forts.

Persuadé que la ville de Liège est perdue, le général Lemans ordonne à la 3^e division d'armée, dirigée par le général Victor Bertrand, de se retirer vers la Gette pour rejoindre l'armée de campagne. Désormais, le rôle des forts liégeois est celui de « forts d'arrêt », dont le rôle est de freiner l'armée allemande dans sa progression. Refusant toutefois de capituler, malgré la demande de Ludendorff, le général Lemans exclut toute évacuation du fort de Loncin, décidé à coordonner la défense des forts.

Le 7 août, les troupes allemandes pénètrent à Liège et s'emparent des ponts.



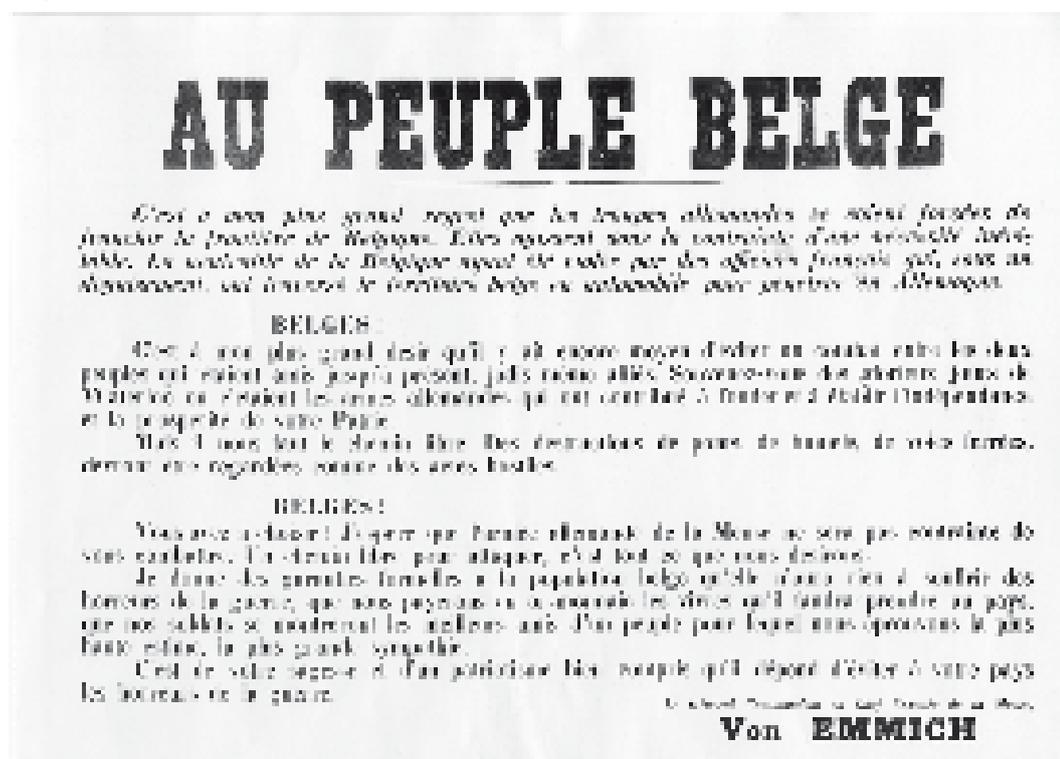
Entrée des troupes allemandes à Liège

¹⁴ Ibidem.

¹⁵ RUTHER L., « Les zeppelins sur Liège en août 1914 », in CENTRE LIÉGEOIS D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE MILITAIRE, Site du Centre liégeois d'histoire et d'archéologie militaire [En ligne], <http://www.cliham.org/050373.htm>. (Page consultée le 16 mai 2013, dernière mise à jour le 31 mai 2012).

¹⁶ Lors de cette attaque, le capitaine-commandant Marchant perd la vie. Aujourd'hui, la rue où se situait le quartier général, reliant le quai de Coronmeuse en passant par la rue Saint-Léonard, porte son nom.

Elles s'installent dans divers immeubles, prenant possession d'endroits parfois inhabituels, comme le Théâtre Royal (qui héberge aujourd'hui l'Opéra Royal de Wallonie), dont le porche est transformé en écurie. Les Liégeois voient pour la première fois ces troupes tant redoutées. Les Allemands prennent en otage le bourgmestre, l'évêque de Liège (Monseigneur Rutten) et une centaine de Liégeois pour « prévenir » tout acte d'hostilité à leur égard. Cette décision n'est pas la première dans la région et ne sera pas la dernière en Belgique... Il a en effet été annoncé qu'au moindre incident, la population subirait des représailles.



Déclaration du Général Von Emmich

C'est ainsi que des villes et des villages sont détruits totalement ou en partie (Visé est complètement rasée le 15 août 1914 et Louvain mise à sac et incendiée le 26 août 1914). De nombreux civils sont fusillés, sans compter les multiples destructions et spoliations de biens personnels¹⁷.

À Liège, le 20 août 1914, la place de l'Université est le théâtre d'exactions commises par les troupes allemandes : invoquant un prétexte fallacieux (à savoir des tirs sur les Allemands), dix-sept personnes choisies au hasard sont fusillées, des bâtiments (parmi lesquels celui de la Société libre d'Émulation, occupé aujourd'hui par le Théâtre de Liège) sont incendiés, les locaux de l'Université de Liège pillés. Une fusillade éclate la même nuit sur le quai des Pêcheurs (devenu en 1920 le quai Van Beneden) et dans la rue des Pitteurs.



Le quai des Pêcheurs (aujourd'hui le quai Van Beneden) après l'incendie du 20 août 1914, Liège

¹⁷ Pour plus d'informations sur les atrocités commises par les Allemands, nous vous renvoyons au chapitre « Propagande, mythes et réalité ».

S'ensuit un incendie qui ravage vingt-sept bâtiments. À la fin de la guerre, en mémoire de ce tragique épisode et des victimes de cette terrible nuit, la place de l'Université est rebaptisée « place du 20-Août ».



Soldats allemands place de l'Université après le 20 août, Liège

L'Université sous l'occupation

Pascal Pirot

Sous l'occupation, les déprédations à l'Université de Liège se poursuivent : la salle des périodiques de la bibliothèque est transformée en écurie, des bottes de paille sont stockées dans la salle des livres. De plus, des cartes géographiques et géologiques sont dérobées et la collection artistique Wittert est pillée et progressivement acheminée vers l'Allemagne.

En 1915, une cantine est aménagée dans la salle de lecture et le bureau du prêt de la bibliothèque de l'Université. Au même moment, l'occupant tente de relancer les activités académiques, sans succès. Le Conseil académique refuse de reprendre l'enseignement et le signale aux autorités allemandes qui, tour à tour, menacent les professeurs d'emprisonnement, proposent des augmentations de salaires puis semblent abandonner l'idée d'une réouverture complète.

À l'approche de la fin de la guerre, un nouveau pillage des collections de l'Université est entamé, interrompu par l'avancée des Alliés. Sur le front intérieur également, beaucoup payeront très cher leurs faits de résistance.

C'est le cas de Dieudonné Lambrecht, mécanicien liégeois fusillé le 18 avril 1916. Avec son cousin Walthère Dewé, à l'époque ingénieur des postes et télégraphes, et Hermann Chauvin, professeur d'électricité à l'Université, il avait transmis à l'état-major allié, via les Pays-Bas, des renseignements sur les mouvements des troupes allemandes.



Exemple de pillage de cartes géologiques de la Bibliothèque
Septembre 1918

Le 7 août 1914, la ville de Liège reçoit de la part de la République française la Légion d'honneur en raison de sa résistance : « Au moment où l'Allemagne, violant délibérément la neutralité de la Belgique, reconnue par les traités, n'a pas hésité à envahir le territoire belge, la ville de Liège, appelée, la première, à subir le contact des troupes allemandes, vient de réussir, dans une lutte aussi inégale qu'héroïque, à tenir en échec l'armée de l'envahisseur. Ce splendide fait d'armes constitue, pour la Belgique et pour la ville de Liège en particulier, un titre impérissable de gloire dont il convient que le gouvernement de la République perpétue le souvenir mémorable en conférant à la ville de Liège la croix de la Légion d'honneur ». La résistance liégeoise impressionne à l'étranger, mais aussi en Belgique non occupée, où l'exaltation patriotique reste entière. La notion de « patrie », restée jusqu'alors abstraite, devient une « réalité vécue »¹⁸. L'appel de la Croix-Rouge en vue de collecter du matériel et du personnel rencontre ainsi un énorme succès.



Une du *Petit Journal*. Supplément illustré, 22 juin 1919

Du café viennois au café... liégeois ! Liège dans la vie des Parisiens¹⁹

Jusqu'en 1914, le café liégeois s'appelait le café viennois. À l'origine, il s'agissait d'un café très sucré, refroidi, surmonté de lait battu, agrémenté de crème fraîche.

Au moment de l'invasion de la Belgique, la résistance héroïque de Liège vaut au café viennois d'être rebaptisé par les bistrots parisiens en café liégeois. Ce nom se répand un peu partout, bien que sa composition ait été légèrement modifiée.



Céramique de la station « Liège » à Paris

À côté de la recette traditionnelle, il est désormais possible de consommer une recette plus « internationale », comprenant du café noir sucré avec de la glace au café, de la crème chantilly et des grains de café aromatisés à la liqueur de café ou au chocolat.

Ajoutons que, dans un autre registre, la station du métro parisien « Berlin » prend également en 1914 le nom de « Liège », tout comme la rue sur laquelle elle débouche.

Si la ville de Liège est occupée par les Allemands (un gouverneur militaire s'installe d'ailleurs au palais des Princes-Évêques), elle reste sous le feu des forts, toujours défendus par les Belges. Pour y mettre un terme définitif, les troupes allemandes reçoivent d'abord l'aide d'une armée de siège de 60 000 hommes, opérationnelle à partir du 10 août. Puis, à partir du 12 août, elles peuvent compter sur l'assistance de deux nouveaux obusiers de 420 mm, plus connus ultérieurement sous le nom de « Grosse Bertha »²⁰. Installés dans le village de Mortier, puis à Bressoux, et enfin sur le boulevard d'Avroy, ils sont assistés par des mortiers austro-hongrois Skoda de 305 mm. Des canons lourds sont également utilisés sur les derniers forts de la rive gauche de la Meuse à partir de la plaine de Droixhe et du Parc d'Avroy. Les emplacements sont aujourd'hui matérialisés par des espaces entourés de chaînes²¹.



Croix-Rouge de Herstal. Ambulance de la EN., août 1914.

Face à cette puissance de feu, les forts tombent les uns après les autres : Pontisse, Fléron... Les conditions de (sur)vie au sein des forts deviennent insoutenables : sous les tirs ennemis incessants, le béton des forts est arraché, laissant s'engouffrer un air irrespirable, saturé de poussière. La combinaison de cette atmosphère asphyxiante et des explosions rend impossible tout repos et épuise les soldats belges. Aux alentours des forts et dans les villes environnantes, quarante-cinq « ambulances » (hôpitaux militaires ambulants) sont ouvertes à la hâte dans des écoles, des entreprises, chez des particuliers... La Croix-Rouge de Herstal installe une ambulance au sein de la FN²², tandis que l'Athénée royal de Verviers accueille des blessés, devenant « l'Hôpital volant n° 1 ». Mais la pénurie en matériel médical est trop importante et le personnel, secondé par de nombreux civils liégeois, parmi

¹⁸ De SCHAEPRDIJVER Sophie, *op. cit.*, p. 72.

¹⁹ *Tourisme de Mémoire en Province de Liège*, Liège, Fédération du Tourisme de la Province de Liège, 2014, p. 51.

²⁰ BOURLET Michaël, *op. cit.*, p. 65.

²¹ *Tourisme de Mémoire en Province de Liège*, Liège, Fédération du Tourisme de la Province de Liège, 2014, p. 47.

²² « Maison du Souvenir. Des cartes postales et des photos », in DE LOOK Francis, *Site de la Maison du Souvenir d'Oupeye*, [en ligne], http://www.maison dusouvenir.be/cartes_postales_et_photos.php. (Page consultée le 24 mai 2013, dernière mise à jour le 20 mai 2013).

lesquels de nombreux instituteurs²³, n'est pas prêt à affronter de nouveaux types de blessures, causés par des armes jusqu'alors peu employées.

Le 15 août, le fort de Loncin succombe à son tour, après une violente explosion ayant enseveli la majeure partie de la garnison sous les décombres. Le général Leman, grièvement blessé, est fait prisonnier. S'ensuit la capitulation du fort de Flémalle après un bombardement de quelques heures. Enfin, le 16 août, le dernier fort de la position fortifiée de Liège encore debout, celui de Hollogne, capitule pour éviter le sort de Loncin. L'armée allemande contrôle désormais la vallée de la Meuse et peut pénétrer au cœur de la Belgique, donnant à l'Allemagne un avantage tactique et stratégique. Elle peut dès lors entamer sa descente vers la France par le nord du sillon Sambre-et-Meuse.



Ruines du fort de Loncin en 1919 et 1921

Le fort de Loncin : symbole de la résistance, lieu de mémoire

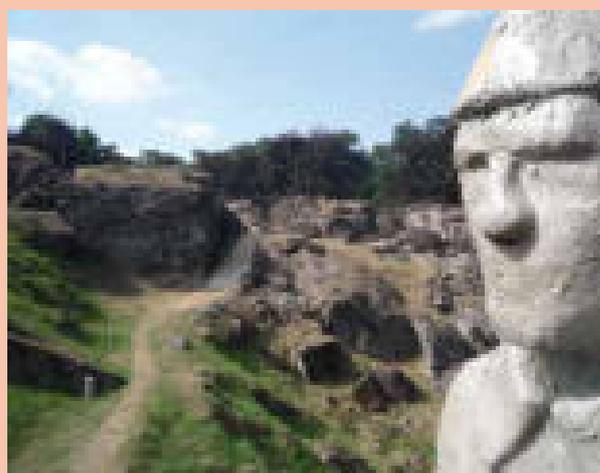
Construit entre 1888 et 1891 en béton non armé sur un plan triangulaire, le fort de Loncin, situé entre les forts de Lantin et de Hollogne, défend la route vers Bruxelles. Il est malheureusement rendu célèbre suite à la terrible explosion qui le ravage le soir du 15 août 1914.

Après une résistance de dix jours, un obus allemand de 800 kilos transperce la voûte

bétonnée et explose dans la poudrière, provoquant la mort de 350 des 500 occupants du fort. De nombreuses dépouilles n'ont pas été retirées et sont toujours ensevelies dans le fort.

Récemment, 25 soldats, dont 4 seulement ont pu être identifiés, ont été inhumés, après avoir été découverts lors d'une opération de déminage au fort de Loncin²⁴.

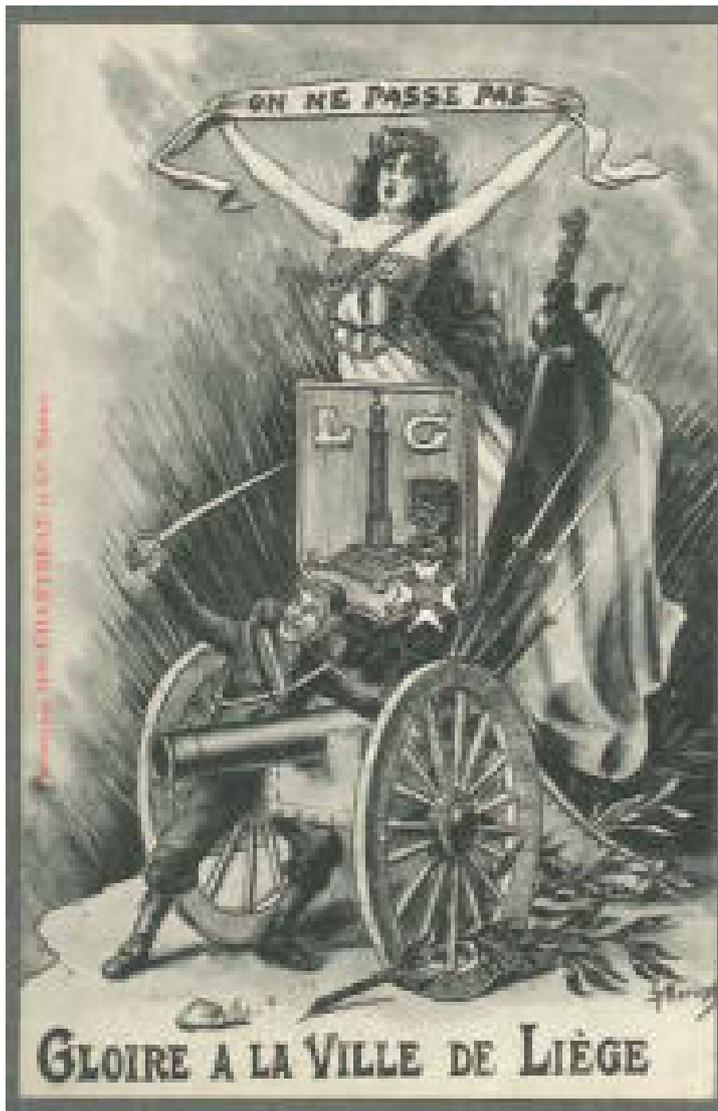
Les traces de la violence de l'explosion sont toujours visibles sur le site actuel. Le serment de lutter jusqu'au dernier homme qu'a fait jurer le commandant Naessens à ses hommes a été tristement tenu...



Le fort de Loncin à l'heure actuelle

²³ DE THIER Jules, GILBERT Olympe, *op. cit.*, t. I, p. 137.

²⁴ « Vingt-cinq soldats de 14-18 inhumés au Fort de Loncin », in LE VIF, Site Le Vif Express, 7 août 2008, [en ligne], <http://www.levif.be/info/actualite/belgique/vingt-cinq-soldats-de-14-18-inhumes-au-fort-de-loncin/article-1194677505362.htm> (Page consultée le 30/05/2014).



Carte postale. Remarquez la Croix de la Légion d'honneur figurant à côté du blason de la Ville de Liège

La bataille des forts de Liège est la première grande offensive de la Grande Guerre. Au final, la résistance de Liège n'a retardé l'avancée allemande que de quelques jours par rapport au plan initial, mais elle a eu un impact psychologique important sur l'opinion internationale. Elle a eu le mérite de démontrer que la Belgique entendait se battre et défendre la neutralité de son pays. En effet, le plan Schlieffen ne prévoyait qu'une seule division pour prendre les positions fortifiées de Liège et Namur. Or, huit ont été nécessaires uniquement pour soumettre Liège²⁵.

La ténacité de l'armée belge à Liège, mais également dans de nombreuses autres régions de Belgique (notamment le combat de Haelen qui, par analogie avec la bataille des Éperons d'Or de 1302, est qualifié de « bataille des Casques d'argent », car l'on retrouve quelques casques allemands avec des fermoirs en argent²⁶), impressionne, provoquant un élan d'enthousiasme au sein des opinions publiques belge, européenne et anglo-saxonne. La Belgique fait figure de David luttant contre Goliath, devenant progressivement aux yeux du monde la *Brave Little Belgium* (courageuse petite Belgique). Outre-Manche, certains²⁷ n'hésitent ainsi pas à comparer la défense de Liège à la bataille des Thermopyles²⁸, allégorie parlante s'il en est...

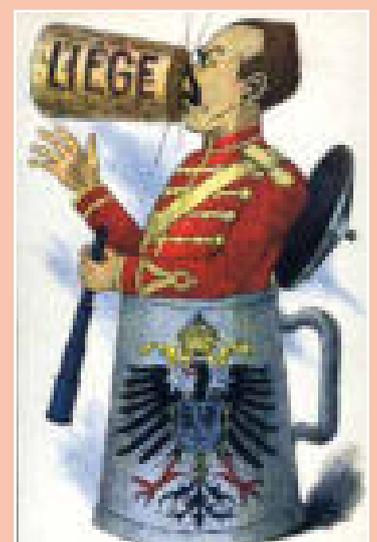
Cette métaphore du petit pays défendant la civilisation européenne face à la « furor teutonicus » se doublera bientôt de celle d'un pays martyr, victime de la « barbarie » allemande. Les Alliés vont s'emparer de cette représentation, au bénéfice de la propagande de mobilisation²⁹.

Le bouchon de Liège

La résistance de Liège à l'invasion allemande de 1914 vaut à la Cité ardente d'être associée au mot « bouchon ».

Plusieurs cartes postales satiriques utilisent ainsi l'image du bouchon pour illustrer la défense liégeoise.

Le soldat allemand, tourné en ridicule, y est régulièrement victime de l'attaque du fameux bouchon de Liège.



Cartes postales satiriques illustrant la défense de Liège

²⁵ HORNE John, KRAMER Alan, *op. cit.*, p. 33.

²⁶ DE VOS Luc, *op. cit.*, p. 38.

²⁷ *New York Times* du 7 août 1914, p1 (cité par DE SCHAEPRDIJVER Sophie, *op. cit.*, p. 73) ; ROLLAND Romain, *King Albert's book. A tribute to the Belgian King and People from Representative Men and Women Throughout the World*, Londres, 1914, p. 107.

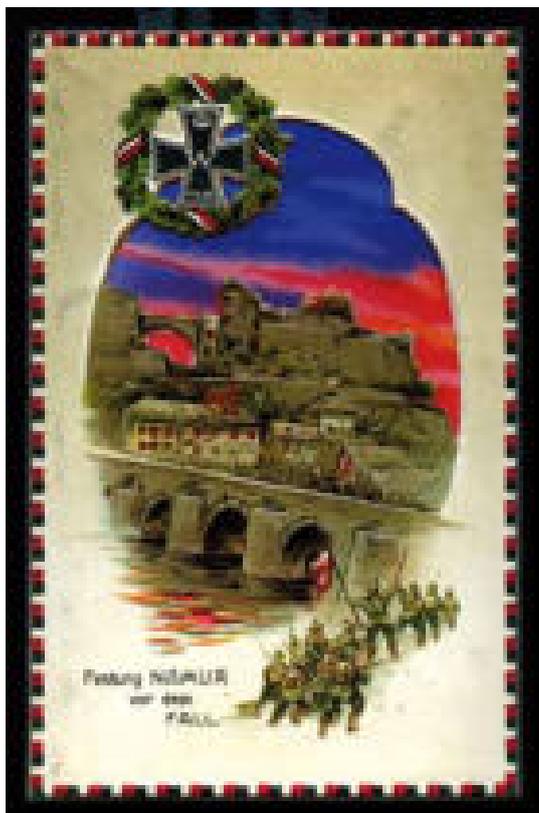
²⁸ Il s'agit de l'un des plus célèbres faits d'armes de l'histoire antique ayant opposé les armées asiatiques et grecques (en infériorité numérique), dirigées par Léonidas, plus tard rentré dans l'histoire comme celui qui sauva la civilisation grecque des « barbares ».

²⁹ Voir le chapitre « Propagande, mythes et réalité ».

De la guerre de mouvement à la guerre de position (septembre-décembre 1914)

Le reste de l'armée belge est disposé entre la Gette et la Dyle, afin de garantir le chemin de repli vers Anvers. Attendant des renforts français et anglais, le roi Albert I^{er} entend éviter tout affrontement direct avec l'armée allemande.

Le 18 août 1914, celle-ci attaque au nord de la Meuse. Finalement, le 20 août, date à partir de laquelle Bruxelles est occupée, le roi décide le repli sur Anvers³⁰ malgré l'opposition de la France qui réclame le maintien de l'armée belge sur la Gette le temps qu'une partie de l'armée française la rejoigne. En effet, cette décision belge laisse la porte ouverte aux Allemands pour s'engouffrer vers la France.



Carte postale allemande illustrant la prise de la position fortifiée de Namur



Les soldats allemands sur la Grand Place à Bruxelles

Désormais, l'armée allemande contrôle la position entre Bruxelles et Namur. La position fortifiée de Namur tombe entre le 21 et le 24 août 1914. Souhaitant stopper l'avancée allemande qui entame son mouvement tournant dans les vallées de la Sambre et de la Meuse entre Dinant et Charleroi ainsi qu'au nord du sillon Sambre-et-Meuse, le haut commandement français décide de pénétrer le haut plateau ardennais. La bataille des frontières a commencé. Du 21 au 23 août, l'armée française tente de repousser l'avancée allemande. Les combats sont acharnés. Le 22 août 1914, entre 20 et 30 000 soldats meurent au combat³¹. Dans la région de Charleroi, l'armée française connaît une lourde défaite le 21 août et est obligée de se replier sur la ligne Maubeuge-Givet. La *British Expeditionary Force*, débarquée en France le 12 août 1914 et engagée dans la région de Mons, connaît de lourdes pertes. Les troupes alliées sont battues sur tous les fronts : en Alsace, en Lorraine et dans les Ardennes. La France ordonne une retraite générale, effective du 24 août au 5 septembre, dans des conditions particulièrement difficiles dues à la chaleur de l'été 1914.

Le plan XVII, doctrine de défense militaire française qui consistait à lancer, en cas d'invasion allemande, une attaque rapide en Lorraine et dans les Ardennes, a échoué. La théorie française de « l'offensive souveraine », basée sur l'esprit supposé combatif et déterminé des troupes de l'Hexagone, mais négligeant la défense, ne peut compenser le manque d'artillerie et les modes d'attaque surannés préconisés par le haut commandement français. Ils ne tiennent pas compte de la réalité des terrains de bataille modernes et sous-estiment la puissance de l'armée allemande et la vitesse à laquelle celle-ci peut se mobiliser et se déployer.

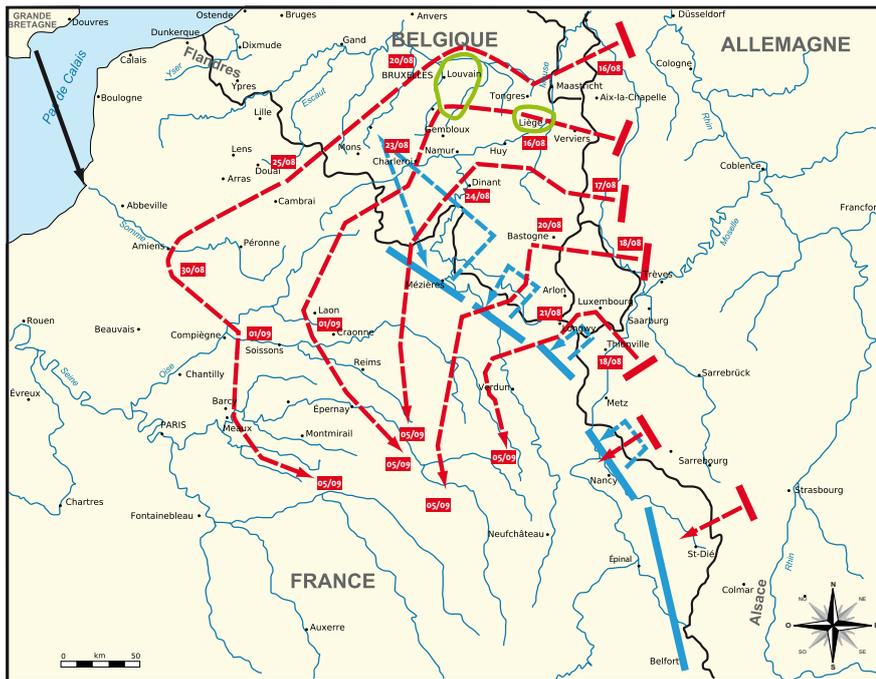
Le 24 août 1914, force est de constater que l'offensive allemande en Belgique ne peut être freinée par les troupes belges, françaises et anglaises. La bataille des frontières est bel et bien perdue. L'Allemagne est maintenant maîtresse d'une grande partie du territoire belge et peut entamer sa progression vers la France.

La 1^{ère} armée allemande entame alors un mouvement vers le sud-est de Paris, pour prendre les Alliés à revers et empêcher leur retraite. Mais cette manœuvre va en réalité briser le mouvement enveloppant des armées allemandes, car elles offrent de cette manière leur flanc ouest aux troupes françaises repliées sur Paris.

Décidant de profiter de cette erreur tactique, l'état-major français, soutenu par l'armée anglaise, prévoit d'utiliser à son profit la densité du réseau ferroviaire parisien pour concentrer rapidement dans la capitale parisienne près de trente divisions armées. Le 6 septembre, la bataille de la Marne commence. C'est au cours de cette bataille que se déroule le célèbre épisode des « taxis de la Marne » : pour détruire l'avant-garde allemande, il est nécessaire de renforcer les troupes françaises stationnées sur le front. Si l'essentiel de la concentration se fait par voie ferroviaire, en camion ou à pied, le général français Gallieni décide de réquisitionner près de 600 taxis parisiens, qui transporteront environ 4 000 hommes sur le champ de bataille. Si cet épisode n'a pas un impact décisif sur le cours des opérations,

³⁰ DE VOS Luc, *op. cit.*, p. 38.

³¹ BOURLET Michaël, *op. cit.*, p. 69.



Carte représentant l'avancée allemande et la retraite alliée août-septembre 1914

Légende :

- Concentration des troupes françaises le 2 août 1914
- Concentration des troupes allemandes le 2 août 1914
- Concentration des troupes belges le 2 août 1914
- - - ▶ Offensives victorieuses des Allemands
- - - ▶ Echec des offensives françaises
- ▶ Arrivée du corps expéditionnaire britannique

Après la défaite allemande à la bataille de la Marne le 12 septembre et l'échec du plan Schlieffen-Moltke, les Alliés et les Allemands se lancent dans ce qui sera nommé la « course à la mer » : les deux camps tentent de se déborder mutuellement en direction de la Manche, déclenchant une série d'offensives sur près de 100 kilomètres, de la mer du Nord jusqu'à la ville de La Bassée³³. S'ajoute, à cette volonté de se contourner, la décision de l'état-major allemand de s'emparer des ports de Dunkerque et Calais, vitaux pour le ravitaillement des troupes alliées.



Taxi de la Marne, septembre 1914

Au cours de cette seconde phase de la guerre de mouvement, qui dure de septembre à novembre 1914, le haut commandement allemand décide d'en finir avec Anvers et envoie une troupe de 120 000 hommes. Bombardée par des zeppelins, la tête de pont anversoise, après de multiples escarmouches entre les armées belges et allemandes, est assiégée. Le 6 octobre, malgré l'envoi de brigades de *Royal Marines* et de la *Royal Naval Division* par Winston Churchill, premier Lord de l'Amirauté (l'équivalent du ministre de la Marine), présent à Anvers, la ville est menacée d'encerclement. Craignant de ne pouvoir établir une jonction avec les alliés, Albert I^{er} décide alors de faire passer la plus grande partie de son armée sur la rive gauche de l'Escaut et de se réfugier à Ostende, dans un premier temps. Le 10 octobre, Anvers tombe. L'exaltation patriotique ne survit pas à la chute du réduit national, réputé imprenable.

La Belgique est presque entièrement occupée et son armée, usée, épuisée, est réfugiée dans le Westhoek. L'état-major belge, sous la direction d'Albert I^{er}, s'installe à Furnes, tandis que le gouvernement belge, qui l'a rejoint à Anvers, avant de le suivre dans sa retraite, s'installe le 13 octobre à Sainte-Adresse, près du Havre³⁴, en France.

33 000 soldats belges, constitués en bonne partie des troupes des forteresses, passent en Hollande et y sont internés, tandis que 30 000 autres sont faits prisonniers à Anvers par les Allemands³⁵. Toutefois, l'armée belge compte encore 75 000 hommes, 184 mitrailleuses et 300 pièces d'artillerie environ³⁶. Mais les soldats, ne disposant souvent plus que de guenilles, sont épuisés par dix semaines de mobilisation et de combats. Ils sont incapables de participer à une nouvelle offensive.

³² BOURLET Michaël, *op. cit.*, p. 73.

³³ DE VOS Luc, *op. cit.*, p. 54.

³⁴ Le Parlement est resté au pays. Son absence de Parlement ne va pas nécessairement faciliter les relations entre le gouvernement belge et le roi.

³⁵ DE VOS Luc, *op. cit.*, p. 49.

³⁶ WANTY Émile, *L'art de la guerre, de la guerre de la Crimée à la Blitzkrieg hitlérienne*, Verviers, Marabout Université, 1967, p. 136.

Désormais, la défense de l'indépendance de la Belgique non occupée se résume à un dernier petit lambeau de patrie. Il est pris en charge par les Belges, les Français et les Britanniques sur la rive gauche de l'Yser, Dixmude étant la pierre angulaire du système de défense de la région.

Après de nouvelles attaques meurtrières et malgré la résistance belge, les pertes s'accroissent et l'armée belge est prête à renoncer. Profitant d'une accalmie (les Allemands sont aussi exténués), il est alors décidé, le 27 octobre 1914, de procéder à une inondation défensive de la plaine de l'Yser, entre la digue occidentale de l'Yser canalisé et le remblai du chemin de fer Nieuport-Dixmude³⁷, à partir de la « Patte d'oie » à Nieuport. Il s'agit d'un complexe d'écluses et de vannes qui permet de réguler l'eau dans le bassin de l'Yser. C'est grâce aux connaissances de Karel Cogge, maître-éclusier, et de Hendrik Geeraert, batelier de Nieuport, que les vannes et les écluses sont ouvertes à marée montante, laissant l'eau envahir les polders, puis fermées à marée descendante pour empêcher son évacuation. Ils inversent donc le fonctionnement normal de ces écluses.

Après une première tentative décevante, l'ouverture du déversoir du *Noordvaart* dans la nuit du 29 au 30 octobre provoque une énorme inondation dans l'arrière-pays, qui s'achève le 2 novembre.

Face à la montée des eaux, les troupes allemandes sont obligées de stopper leur offensive dans le nord de la Belgique et doivent se retirer sur la rive droite de l'Yser. Le front est stabilisé entre la mer du Nord, l'Yser et la frontière française. Cette portion de territoire résume désormais la Belgique non occupée. Dans la zone inondée entre Nieuport et Dixmude subsiste une série d'îlots sur lesquels les deux camps ont installé des postes avancés. Le seul point de contact entre les deux armées se situe à Dixmude, à hauteur du futur « Boyau de la mort », le dernier vestige du front belge à l'heure actuelle.



Inondations sur l'Yser, octobre-novembre 1917

Le 12 novembre, la première bataille de l'Yser est terminée. La résistance acharnée des Belges sur le territoire national et sur l'Yser suscite l'admiration de l'opinion internationale. Là où le plan Schlieffen ne prévoyait que quelques jours pour traverser la Belgique, les troupes allemandes ont mis plus de trois semaines³⁸.

La guerre de mouvement va désormais faire place à la guerre de position, avec la stabilisation du front occidental. Les armées vont s'enterrer dans des réseaux de tranchées. Le bilan humain des premiers mois de la Grande Guerre est lourd : entre août et novembre 1914, environ 300 000 soldats français, 241 000 soldats allemands, 30 000 Britanniques et 30 000 Belges, c'est-à-dire près de 30 % des pertes militaires de la guerre 14-18, périrent sur le front de l'Ouest³⁹. Désormais séparés de leur famille, les soldats belges devront encore tenir quatre ans le front de l'Yser...

³⁷ BOURLET Michaël, *op. cit.*, p. 79.

³⁸ *Idem*, p. 81.

³⁹ *Ibidem*.

La Grande Guerre : une guerre totale, une guerre mondiale

Sarah Delvin

La Première Guerre mondiale va connaître une totalisation progressive du conflit : ses implications et ses conséquences vont toucher non seulement les combattants, mais aussi l'ensemble des civils.

La guerre de position se met en place à la fin de l'année 1914. C'est le début d'une guerre longue, qui va accélérer la poursuite d'une continuelle technicisation et modernisation des moyens de destruction. Cette nouvelle forme de guerre nécessite la mobilisation de ressources économiques, financières, sociales, humaines et même symboliques importantes.

Une véritable économie de guerre se met donc en place à l'arrière du front occidental, d'une part en orientant la production des industries vers la fabrication d'armement et, d'autre part, en mobilisant de la main-d'œuvre, notamment féminine et coloniale, pour remplacer les hommes partis au combat.

L'État va multiplier ses interventions et recourir aux impôts et à l'emprunt pour financer la guerre, de plus en plus coûteuse. De plus, afin de canaliser la population et maintenir son consentement, une intense propagande se développe : la « mobilisation des esprits » est en marche.

La totalisation de la guerre ne se limite donc pas à l'extension géographique des combats : elle implique des bouleversements moraux, économiques, humains, culturels et sociaux. En résumé, la mobilisation économique, financière, politique, sociale, intellectuelle et morale crée les conditions d'une guerre totale : toutes les forces, toutes les énergies, toutes les ressources sont mobilisées pour remporter la guerre.

Les caractéristiques d'une guerre totale seront encore amplifiées lors de la Seconde Guerre mondiale.

L'effort de guerre : dirigisme étatique, mobilisation économique, emprunts et effets sociaux



Fabrication de canons, Usine Krupp, Allemagne, 1915

Cela nécessite une innovation technologique conséquente ainsi qu'un interventionnisme étatique, qui se manifeste dans plusieurs domaines : réquisitions, impôts, mobilisation du personnel qualifié, gestion de la pénurie. Les États vont réglementer, orienter et diriger la production, selon des modalités complexes et variables d'un pays à l'autre. En général, une étroite imbrication entre les milieux industriels, militaires, publics et parfois même syndicaux se met en place, orientant la production vers la fabrication de matériel de guerre.

Outre la mobilisation massive de soldats, les États vont de plus en plus intervenir dans l'économie. Les états-majors belligérants, ayant tablé sur une guerre courte, constatent que les stocks des munitions diminuent rapidement, ce qui entraîne une crise de munitions. Face à cette pénurie et à la nécessité d'utiliser désormais des armes modernes (on assiste à une véritable course aux armements), les industries doivent improviser et réorganiser leurs outils de production pour approvisionner le front.



Fabrication des mitrailleuses à l'usine Darracq, Suresnes, France, 1915

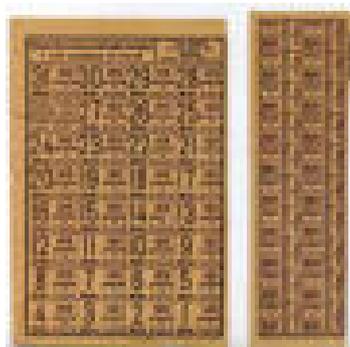


Char Renault FT-17

Renault dans la Première Guerre mondiale

En 1914, lorsque la guerre éclate, Renault se lance dans la production de munitions, d'avions militaires et, plus tard, dans les tanks avec son Renault FT-17. En 1916, l'entreprise ne produit plus que du matériel de guerre. En 1918, Renault est devenu le premier manufacturier privé de France et est honoré par les Alliés pour sa contribution à l'effort de guerre.

Ainsi, en Allemagne, un véritable dirigisme étatique est développé alors qu'en France et au Royaume-Uni, les gouvernements vont dans un premier temps établir des partenariats avec des entreprises privées (par exemple Renault pour la France). L'État français était jusque-là peu habitué à collaborer avec les industriels. Une interpénétration croissante des milieux d'affaires et de l'État va s'établir. De nouvelles structures administratives, comme le ministère de l'Armement, sont créées par les pouvoirs publics français pour assurer l'emprise de l'État sur l'économie. À partir de 1918, de nouvelles lois élargissant le pouvoir d'intervention de l'État sont votées. À la fin de la guerre, en France comme au Royaume-Uni et en Allemagne, l'État a pris le contrôle d'une majorité des activités économiques.



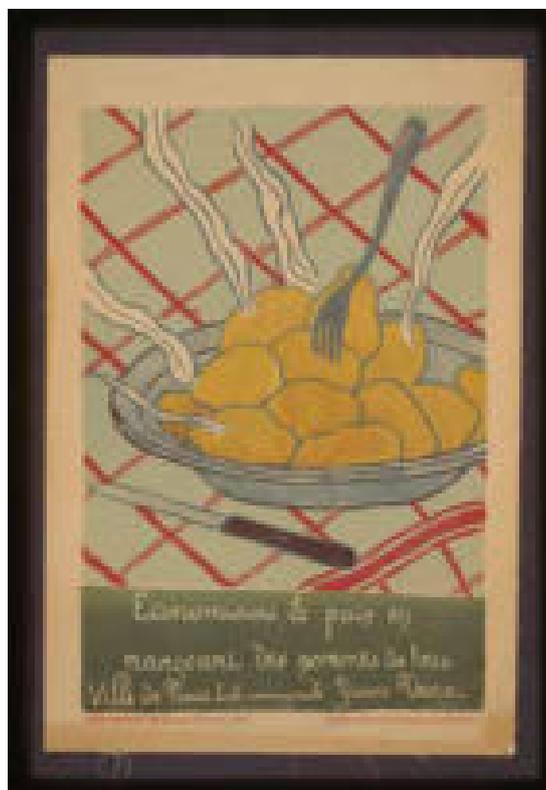
Tickets français de rationnement pour le pain

D'une façon générale, la production économique des différents pays a dû s'adapter au passage d'une économie de paix à une économie de guerre.

L'état de guerre et les blocus vont perturber les circuits d'échanges traditionnels et entraîner la raréfaction de certains produits importés. En effet, aucun État n'est autosuffisant avant 1914, la plupart importent une large part de leurs approvisionnements, alimentaires en particulier.

Ainsi, la France va perdre des territoires importants pour son économie au profit de l'Allemagne : le nord et l'est de la France, où se trouvent les principaux bassins miniers. Elle perd 20 % de sa production céréalière et 50 % de sa production sucrière¹. Le monde agricole est particulièrement déstabilisé par le départ de nombreux hommes à la guerre et par la pénurie d'engrais. Face à l'inflation qui gonfle les prix des marchandises de première nécessité, les Alliés décident d'opter pour les réquisitions et le rationnement des denrées alimentaires tout en optimisant l'effort de guerre.

L'Allemagne, victime d'un blocus de la part des Alliés, se voit privée de la moitié de sa marine marchande et de nombreux produits importés. On n'hésite plus à affamer les civils adverses, indice d'une totalisation du conflit. À l'inverse, les partisans allemands d'une guerre à outrance contre les civils britanniques finissent par convaincre l'état-major allemand de la nécessité de priver le Royaume-Uni de céréales australiennes et américaines. Les Allemands se lancent ainsi dans une campagne sous-marine importante, restreinte par le torpillage du *Lusitania* le 7 mai 1915², puis reprise de façon plus intensive en janvier 1917.



Affiche française, « Economisons le pain en mangeant des pommes de terre », 1916



Carte postale non datée « Souvenirs de l'année de guerre 1916 »

Les Allemands mettent en place une complexe combinaison entre dirigisme étatique et maintien d'une économie de marché. Ce système va entraîner des profits importants pour une minorité, mais aussi provoquer la frustration de plus en plus importante de la population, appauvrie et endeuillée³. En effet, la priorité de l'approvisionnement en nourriture dévolue à l'armée entraîne des pénuries de marchandises pour la population allemande. Les autorités allemandes sont pratiquement incapables de distribuer correctement la nourriture et d'administrer l'acheminement et la vente de produits alimentaires. On assiste à des émeutes de la faim à Berlin lors de « l'hiver des rutabagas » en 1916, en raison du manque de ravitaillement de la population allemande, obligée de se contenter de ce légume. De plus, les demandes des industries lourdes et militaires, de plus en plus exorbitantes,

¹ Pour en savoir plus, voir le chapitre sur la fin du conflit.

² ROUSSEAU Frédéric, *La Grande Guerre en tant qu'expériences sociales*, Paris, Éditions Ellipses, 2006, p. 84 (Collection Le monde : une histoire).

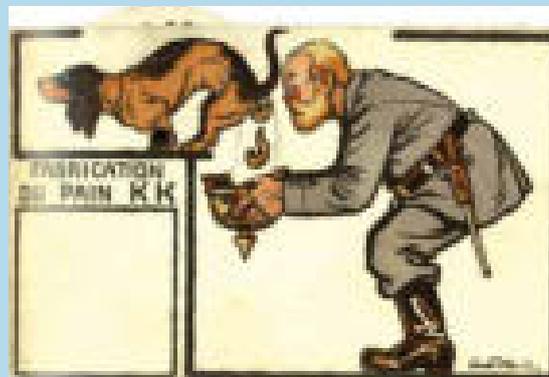
³ *Ibidem*.

vont désorganiser le tissu industriel et commercial allemand, entraînant des fermetures d'usines considérées comme moins utiles pour l'effort de guerre.

Les Alliés connaissent également des mouvements sociaux en 1916, 1917 et 1918, bien qu'ils peuvent compter depuis 1917 sur leur nouvel allié, les États-Unis, pour les approvisionner et les financer. Toutefois, les populations alliées connaissent elles aussi la faim, le rationnement, les pénuries et l'inflation, en particulier à partir de 1916.

Le pain KK

La sous-nutrition allemande atteint des niveaux importants à la fin de la guerre. Ainsi, la ration des civils est inférieure à 1000 kilocalories par jour, en dépit des substituts alimentaires, comme le *Kriegsbrot*, le « pain de guerre » ou « pain K » qui, additionné de fécule de pommes de terre, devient le « pain KK », en allemand le *Kartoffel Kriegsbrot*. Il peut parfois être composé de différents ingrédients, comme de la sciure ou du sang de bœuf, pouvant rendre la digestion extrêmement difficile. À cause de sa dénomination, cette appellation entraîne de la part des alliés d'innombrables allusions scatologiques, notamment dans les cartes postales, pour dévaloriser l'ennemi⁴.

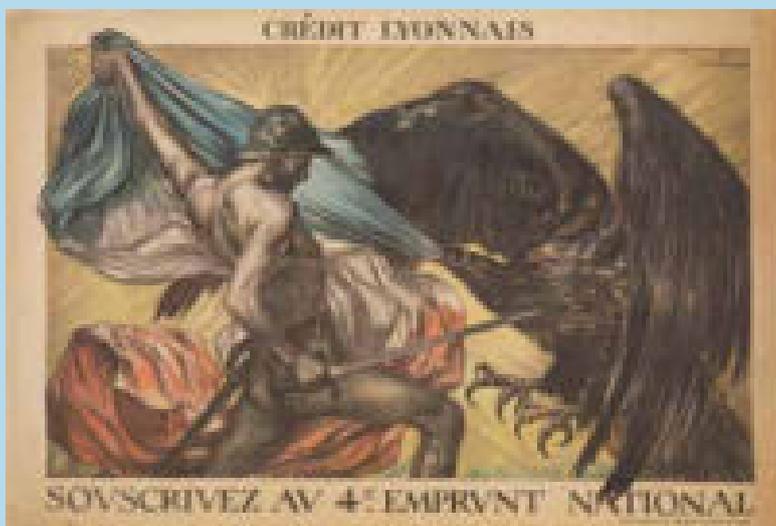


Carte postale française, « Fabrication du pain KK »

Le financement de la production de guerre a un coût très élevé pour tous les camps. Ce problème va contraindre les banques centrales des pays belligérants à procéder à des émissions massives de papier monnaie, provoquant de l'inflation. Les gouvernements vont en outre, dans un premier temps, emprunter à l'intérieur de leur pays, comme en témoignent les diverses campagnes d'affiches de propagande pour encourager les épargnants à prêter leur or ou à acheter des bons d'État. On mobilise ainsi l'épargne des civils. Dans un second temps, les pays de l'Entente vont emprunter au Royaume-Uni, mais surtout aux États-Unis.



Affiche allemande appelant la population à souscrire à un emprunt de guerre



Affiche française, « Souscrivez au 4^e emprunt national »

⁴ BOURCIER Laurent, « Pain KK », in *Compagnons Boulangers, Pâtisseries Restés Fidèles au Devoir*, Site du Centre de Recherche et d'étude de la boulangerie et de ses compagnonnages, [en ligne], <http://www.compagnons-boulangers-patisseries.com/crebesc/pain-k/> (Page consultée le 02/06/2014, dernière mise à jour le 01/06/2014).

La mobilisation humaine

La totalisation de la Première Guerre mondiale se manifeste aussi par la mobilisation massive de la population et par la violence extrême à son égard.

D'une part, au front, de nombreux soldats sont mobilisés dès le début de la guerre (service militaire obligatoire ou volontariat) : 4 017 000 hommes en France, 4 500 000 en Allemagne, 3 000 000 en Autriche-Hongrie, 5 971 000 en Russie, 975 000 au Royaume-Uni. Progressivement, les États vont faire appel aux réservistes, aux jeunes recrues, aux hommes issus des colonies... Ainsi, l'armée britannique, après de nombreux appels à la mobilisation volontaire, instaure la conscription, c'est-à-dire le service militaire obligatoire, en 1916.

Au front, la guerre est totale : les combattants sont confrontés aux violences extrêmes, à la mort anonyme, massive et industrielle. La guerre est l'occasion de mobiliser des armes nouvelles, de plus en plus meurtrières (mitraillettes, tanks, gaz...). On assiste à l'industrialisation des combats, qui entraîne une réorganisation nécessitant une main-d'œuvre importante dans les usines.

Or, la majorité des hommes en âge de travailler se trouve au front. On fait alors d'abord appel à la main-d'œuvre féminine. En France, les femmes travaillent dans les usines d'armement et sont surnommées « les munitionnettes ». Le taux d'activité féminine demeure toutefois modéré.



Les munitionnettes

des territoires occupés. Parmi eux, on compte des Belges, des Français, des Polonais, des Slaves...

Enfin, les civils sont aussi victimes de la guerre, devenant des cibles à part entière, comme en témoignent les massacres d'août 1914 en Belgique, le génocide arménien en 1915, les bombardements de villages et de villes, les déportations... La faim devient une arme lors du blocus économique de l'Allemagne, les experts n'hésitant pas à quantifier les ressources du camp ennemi pour en priver la population. Parfois, la distinction entre civils et militaires s'efface partiellement...

La force de travail des adolescents et des vieillards (en particulier dans les campagnes) est également sollicitée. Les États font aussi appel à la main-d'œuvre étrangère. On estime ainsi à près de 500 000 les étrangers venus en France, dont des Espagnols, des Chinois, mais aussi des travailleurs coloniaux (Nord-Africains, Indochinois...). Les prisonniers vont aussi suppléer à l'insuffisance de main-d'œuvre, que ce soit en France ou dans le Reich, qui va d'ailleurs pratiquer une politique de déportation de travailleurs



Vietnamiens employés à la fabrication des obus à l'arsenal de Tarbes (France)

Le génocide arménien

À la veille de la Grande Guerre, les Arméniens forment, au sein de l'Empire ottoman à majorité musulmane, une minorité chrétienne forte d'environ 2 millions de membres, répartis essentiellement dans la partie orientale de l'Anatolie. Déjà victimes de violences à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle (assassinats collectifs, pillages et spoliations à grande échelle), les Arméniens sont progressivement désignés comme des ennemis de l'intérieur par une idéologie nationaliste turque (panturquisme) de plus en plus agressive, qui vise à « turquifier » les minorités ethniques de l'Empire ottoman, les Arméniens représentant un obstacle pour la mise en place de cette politique.



Femme arménienne à genoux devant un enfant mort à Syrie-Alep

Pendant la Grande Guerre, les Arméniens sont victimes d'exactions au moment de la déroute des Turcs face aux Russes dans le Caucase en janvier 1915. Cette défaite est le signal des déportations et des massacres de masse des Arméniens, désignés par le gouvernement comme responsables de l'échec turc.

Les soldats arméniens sont envoyés dans des bataillons de travail, puis massacrés. Le 24 avril 1915, 2 345 intellectuels et notables de l'élite arménienne d'Istanbul sont arrêtés et supprimés, dans une atmosphère de panique en raison de l'annonce d'un projet de débarquement allié. Les Arméniens et d'autres chrétiens de l'Empire ottoman sont déportés dans des camps. Les hommes sont souvent tués sur place tandis que des centaines de milliers de vieillards, de femmes et d'enfants sont déportés vers des zones désertiques en Syrie et en Mésopotamie. Sur les routes, la plupart décèdent de faim, de froid, d'épuisement ou de sévices. On estime le nombre de victimes entre 1 et 1,2 million.

Ce génocide est le résultat d'une politique décidée au plus haut niveau, fondée sur une idéologie nationaliste violente relayée au niveau local par les autorités civiles et militaires. La reconnaissance politique du génocide fait encore l'objet de débats et controverses, notamment en Turquie.

La mobilisation des esprits : propagande et censure

Les États mettent en place une propagande officielle intensive, que les contemporains surnomment « bourrage de crâne », pour s'assurer le soutien de l'opinion publique, encourager l'arrière à participer activement au conflit en soutenant le moral des troupes, en s'engageant et en mobilisant son épargne. Ils utilisent aussi la censure pour contrôler cette même opinion et limiter l'impact de la guerre sur le moral des civils. La propagande a en général plusieurs objectifs.

Dans les deux camps, les intellectuels sont souvent mis à contribution pour dénoncer la barbarie ennemie et apporter leur soutien moral à une « guerre juste ». Il faut rassurer et mobiliser la population autour du thème de la victoire⁵.

⁵ Voir chapitre « Propagande, mythes et réalité ».

La mondialisation du conflit européen

La Première Guerre mondiale est un conflit d'une ampleur inédite et n'est qu'en partie le résultat de la dynamique de totalisation.

Si le théâtre des opérations militaires se situe dans un premier temps sur le continent européen (à l'ouest, avec la guerre qui s'enlise dans les tranchées, et à l'est, où domine une guerre de mouvement), l'implication des colonies et des dominions (le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande...) ainsi que l'entrée en guerre des États-Unis aux côtés de la France et du Royaume-Uni expliquent l'utilisation du qualificatif « mondiale » lors de l'évocation de cette guerre.



- Entente
- Colonies, territoires occupés ou dominions de l'Entente
- Puissances centrales
- Colonies, territoires occupés par les Puissances centrales

Carte représentant l'Entente et les Empires centraux, avec leurs colonies (4 août 1914)

Les pays européens impliqués dans le conflit sont des puissances coloniales. Ils vont dès lors entraîner les peuples colonisés dans la guerre. Pour la France, on estime ainsi que près de 600 000 hommes issus de ses colonies seront recrutés au cours du conflit, parfois par la force (un tiers du Maghreb, un quart de l'Afrique subsaharienne, le reste venant de Madagascar, d'Indochine et des différentes possessions françaises d'Océanie, du Pacifique et des Antilles)⁶. Près de 71 000 coloniaux français seront tués⁷. Pendant la Première Guerre mondiale, plus de 50 ethnies, nationalités et cultures étaient présentes sur le front belge.

Des Congolais sur le front occidental⁸



Congolais sur le front de l'Yser

Le front européen voit donc arriver des tirailleurs sénégalais, mais également des spahis (unités de cavalerie françaises reprenant des Nord-Africains), zouaves (unités d'infanterie légère composées de colonisés français issus de l'Afrique du Nord), Indiens, Chinois et autres peuples des colonies.

La Belgique ne fait pas appel aux troupes coloniales sur le territoire national. Toutefois, 32 soldats congolais au moins, volontaires (la majorité d'entre eux travaillant à la compagnie maritime belge ou en Belgique avant la guerre), s'engageront aux côtés des troupes belges, notamment à Namur, à Anvers et sur le front de l'Yser.

Parmi ceux-ci se trouve Paul Panda Farnana (1888-1930), agronome et nationaliste congolais. Emmené en Belgique en 1900, il entame des études à l'Athénée d'Ixelles. Il achève ensuite une formation en agronomie. En 1909, il est de retour au Congo en tant qu'attaché au Jardin botanique d'Eala. Au moment du déclenchement de la guerre, il est en congé en Europe et s'engage dans le corps des volontaires congolais. Fait prisonnier lors de la défense de la ville de Namur, il n'est libéré qu'à l'Armistice, après une pénible captivité au cours de laquelle il côtoie des tirailleurs sénégalais. Après la guerre, il deviendra l'un des premiers militants du panafricanisme et le précurseur du nationalisme congolais. Il sera porte-parole des vétérans congolais de la Grande Guerre et dénoncera la politique coloniale belge.



Paul Panda Farnana

⁶ ROUSSEAU Frédérique, *op. cit.*, p. 39.

⁷ *Idem*, p.40.

⁸ DENDOOVEN Dominiek, CHIELENS Piet, *La Première Guerre mondiale. Cinq continents au front*, Bruxelles, Editions Racine, 2009, p. 43-44 ; AMEZ Benoît, « Trois Congolais sur le front de l'Yser : 1^{ère} partie », in AMEZ Benoît, *14-18 : la Grande Guerre*, [en ligne] <http://14-18-la-grande-guerre.over-blog.net/article-trois-congolais-sur-le-front-de-l-yser-1ere-partie-46667709.html>; (page consultée le 03/03/2014) ; BROSENS Griet, *Congo aan den Yser*, Anvers, Manteau, 2013.

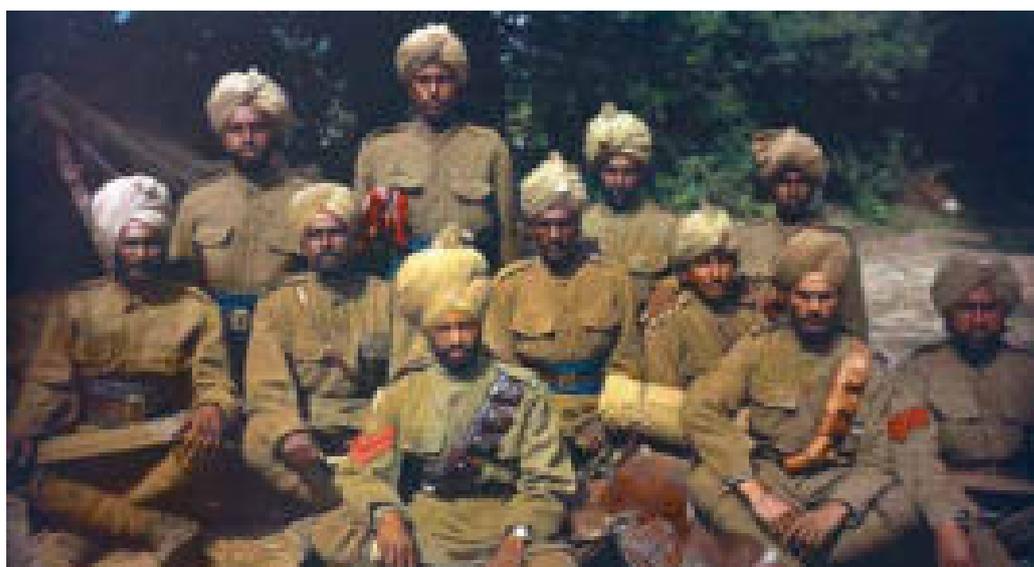
Les colonies anglaises et les dominions de l'Empire britannique fournissent des renforts importants : 600 000 Canadiens, 400 000 Australiens, 100 000 Néo-Zélandais et 100 000 Sud-Africains, près de 35 000 hommes issus de ses forces africaines, 93 000 auxiliaires noirs recrutés en Afrique du Sud et 10 000 Antillais. Ce sont surtout les troupes indiennes qui vont constituer le gros des troupes coloniales anglaises : 1,4 million d'Indiens, qui vont s'ajouter aux 250 000 déjà présents dans l'armée anglaise avant la guerre⁹.



Tirailleurs annamites (Viêt Nam) au camp français de Zeitenick, sur le front oriental à Thessalonique (Grèce), en mai-juin 1916

Ces derniers combattront non seulement en Europe, mais aussi en Mésopotamie, en Palestine, en Afrique...

Tout au long de la guerre, les colonies et dominions fournissent aussi des ressources économiques et financières, ainsi que de la main-d'œuvre pour l'arrière. La domination coloniale semble dès lors être à son apogée pendant la Première Guerre mondiale. L'expérience de guerre des colonisés va cependant bouleverser profondément leur vision des colonisateurs, des « Blancs ». Si cela ne va pas encore se manifester sous la forme d'un

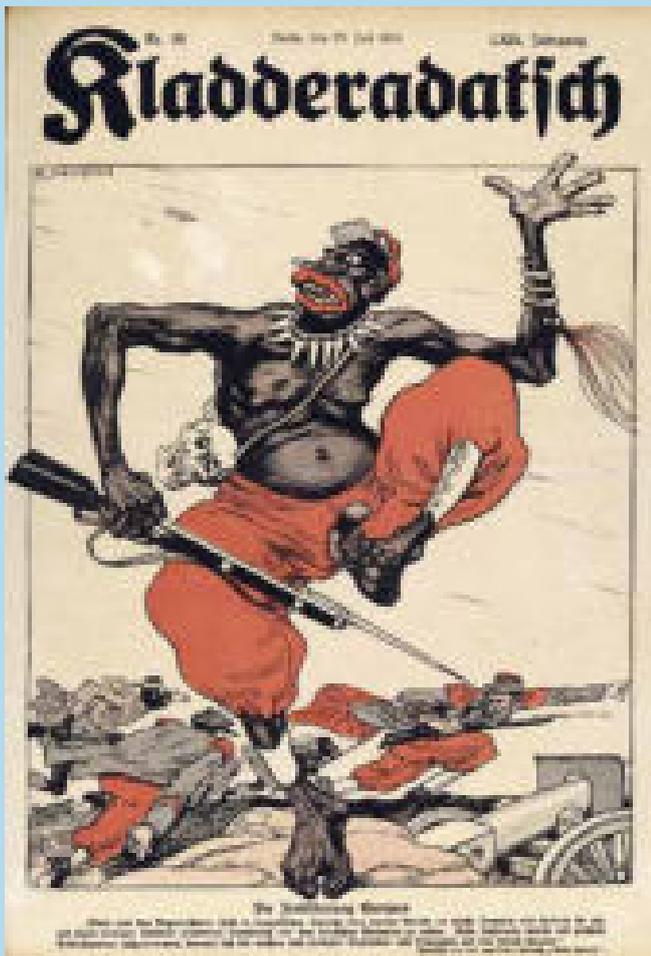


Soldats britanniques originaires du Pendjab, France, 1917

véritable nationalisme, les peuples colonisés vont peu à peu réclamer plus d'égalité et de dignité, exigeant au nom des sacrifices consentis d'être reconnus comme des citoyens à part entière. Les colonies prennent progressivement conscience de leur identité et de leurs différences. La première étape vers le déclin de l'Europe impériale et coloniale est engagée.

⁹ ROUSSEAU Frédéric, *op. cit.*, p. 41.

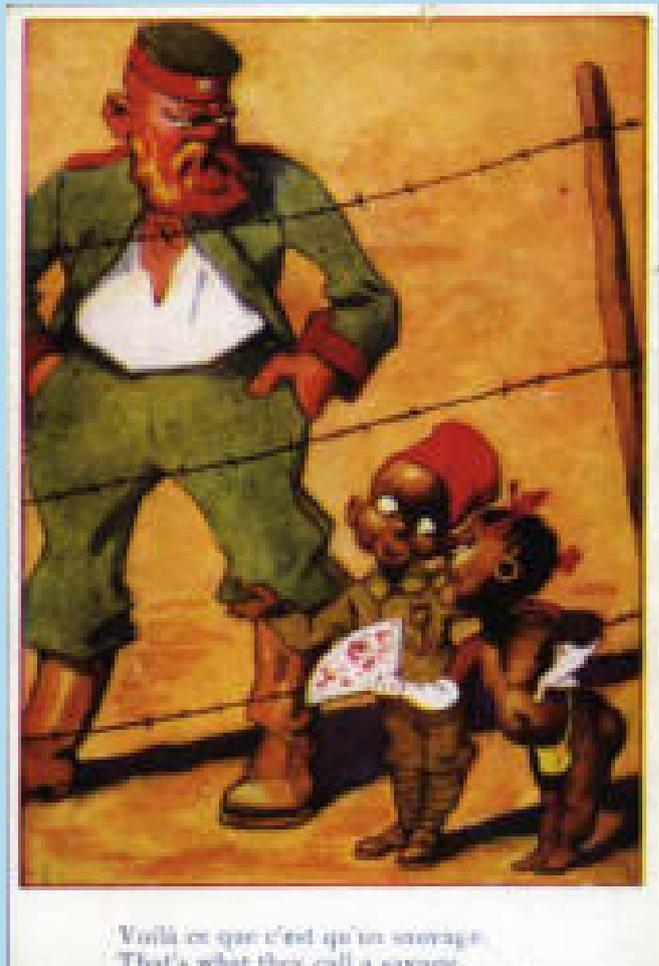
Le tirailleur sénégalais, une figure « mythique » de la Grande Guerre



Une du journal satirique allemand le *Kladderadatsch* (1916) représentant le tirailleur sénégalais comme un être sanguinaire et cannibale, portant le crâne d'un ennemi et un collier de dents autour du cou

Chez les Alliés, l'héroïsme de ces soldats indigènes, présentés comme des combattants redoutables mais enfantins, est plutôt mis en exergue et l'iconographie de l'époque n'hésite pas à comparer le « noir civilisé » au « sauvage allemand ». Les Allemands, qui ne sont pas en mesure de mobiliser leurs troupes coloniales, considèrent à l'inverse que l'utilisation de soldats africains est bien la preuve de la barbarie adverse, ironisant ainsi sur le prétendu combat des Alliés mené au nom de la « civilisation ».

Les tirailleurs « sénégalais » (qui ne proviennent pas seulement du Sénégal, mais de toute l'Afrique subsaharienne française) ont subi des pertes équivalentes à celles de l'ensemble de l'armée française (16 % d'entre eux perdront la vie), notamment sur le front de l'Yser. La figure du tirailleur sénégalais est très présente dans la propagande alliée, mais aussi allemande.



Carte postale

Le conflit devient mondial en raison de l'existence d'empires coloniaux et de la répartition des belligérants sur tous les continents et parce que les théâtres d'opérations non européens sont nombreux : comptoirs allemands en Chine et dans le Pacifique, Empire ottoman, Europe de l'Est, Palestine, Irak, océan Indien ou encore en Afrique où les Alliés veulent s'emparer des colonies allemandes, prendre le contrôle des voies de communication et mettre la main sur les matières premières.



Première ligne de défense du côté allemand, avec les troupes du troisième bataillon de marine, lors du siège de Tsingtao en novembre 1914 (ville aujourd'hui chinoise)



Campagne des Dardanelles. Troupes australiennes chargeant une tranchée turque

Du côté de la Triplice, on retrouve l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie puis, à partir de novembre 1914, l'Empire ottoman qui s'étend jusqu'aux confins de la Palestine vers le désert du Sinaï. Outre le territoire turc *stricto sensu*, c'est donc le Proche-Orient arabe qui va entrer en guerre, de la Syrie au canal de Suez et de la Méditerranée au golfe Persique. L'Empire ottoman s'est rapproché naturellement de la Triplice et des Puissances centrales pour lutter contre les Russes, ennemis historiques.

Le jeu des alliances et la recherche d'alliés jouent un rôle tout aussi essentiel dans cette extension géographique du conflit. Ainsi, dans un premier temps rentrent en guerre au sein de l'Entente : la France, le Royaume-Uni, la Russie, la Serbie et le Japon. Menant depuis plusieurs années une politique impérialiste en Asie, ce dernier voit dans la guerre un moyen idéal d'étendre sa sphère d'influence en Extrême-Orient et revendiquer un rôle géopolitique sur l'échiquier mondial. Le Japon occupera les îles allemandes de Carolines, Marshall et Mariannes, situées dans l'océan Pacifique, ainsi que la concession chinoise de Shandong.



Entrée du général britannique Maude à Bagdad le 11 mars 1917

En 1915, l'Allemagne s'allie à la Bulgarie pour rompre l'encerclement auquel elle est soumise en raison du blocus anglais. La Grèce et l'Italie rejoignent l'Entente en 1915, suivies par la Roumanie et les Arabes en 1916, puis, en 1917, par les États-Unis s'engagent dans le conflit aux côtés de l'Entente. Certains pays vont contribuer de façon plus modeste, comme le Panama, le Brésil ou encore Cuba.

La mémoire oubliée des Congolais de la Force publique du Congo belge



Extrait d'une vignette de l'ouvrage *Le Congo belge* de Francis Lambin

Dès le 15 août 1914, les troupes allemandes du Ruanda-Urundi bombardent les villes du lac Tanganyika puis, le 22 août, le port d'Albertville. Des unités belgo-congolaises de la Force publique (souvent des soldats congolais encadrés par des gradés européens) attaquent en 1914 le Cameroun allemand aux côtés des Franco-Britanniques, prenant part à la prise de la Sangha et à la chute de Yaoundé en 1916. Lors de l'attaque du territoire britannique rhodésien par les Allemands, deux compagnies congolaises

se portent au secours des Anglais. En 1916, les troupes belgo-congolaises, dirigées par le général Tombeur, le colonel Molitor et le colonel Olsen mènent une attaque puissante contre l'Afrique orientale allemande et s'emparent de Kigali après une résistance opiniâtre des troupes allemandes. Alors que le Ruanda-Urundi est déjà occupé, Tabora tombe le 19 septembre 1916 après une lutte acharnée. Les forces britanniques et belgo-congolaises coalisées se lancent à la conquête du Tanganyika. La région située entre Tabora et l'océan Indien constitue le dernier théâtre des combats de la Force publique. La topographie du terrain africain oblige les états-majors à opter pour une guerre de mouvement, nécessitant la mobilisation de près de 260 000 porteurs congolais, dont les conditions de vie sont précaires : beaucoup meurent d'épuisement ou de maladie. Selon les dernières estimations, près de 12 000 soldats congolais sont morts pendant ces combats. La population civile congolaise est, quant à elle, confrontée à la famine, suite à la désorganisation provoquée par la mobilisation d'hommes pour porter les armes et les provisions.

Si la campagne de la Force publique en 14-18 a fait l'objet de plusieurs publications après-guerre, il n'y est souvent question de l'action des soldats indigènes qu'à travers les qualités des officiers européens. Les Congolais ne sont que des acteurs « passifs » des victoires belges. Parfois, leur présence n'est pas mentionnée, comme dans l'ouvrage rédigé en 1948 par Francis Lambin. Bien que les Congolais soient représentés à de nombreuses reprises, il n'en est jamais question dans les légendes accompagnant l'iconographie. Le soldat congolais fait donc un peu figure d'oublié de l'histoire belge.



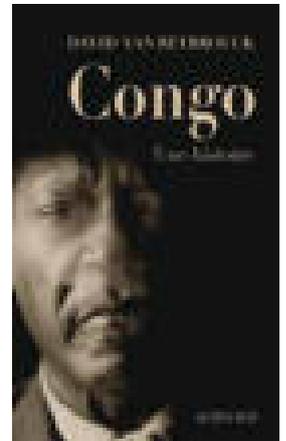
Monument aux troupes belges en Afrique, Schaerbeek

Certaines initiatives entendent néanmoins contribuer à la reconnaissance du sacrifice des Congolais au cours du premier conflit mondial. On peut ainsi souligner l'existence à Schaerbeek d'un monument aux morts des campagnes de la Force publique d'Afrique, inauguré en 1970 à l'initiative de l'Union royale des Fraternelles coloniales. On y voit deux figures : un officier colonial belge et un soldat congolais coiffé d'une « chéchia », réunis par deux mains serrées. En 2005, un mémorial similaire est érigé à Kinshasa en mémoire des anciens combattants congolais. En 2012, le travail de David Van Reybrouck dans son ouvrage *Congo. Une Histoire*, qui a reçu le Prix Médicis Essai 2012 ainsi que le Prix du meilleur livre étranger 2012 (essai), il met notamment en exergue la participation des troupes congolaises à la Première Guerre mondiale et le peu de reconnaissance qu'elles en ont récolté, à la lumière du vécu actuel des Congolais.

Congo. Une histoire : extrait

À mi-chemin entre le récit chronologique, historique et le récit fictionnel, l'ouvrage de David Van Reybrouck, historien de formation, retrace l'histoire du Congo de la préhistoire à la République démocratique du Congo d'aujourd'hui. Elle est véritablement incarnée par les Congolais. David Van Reybrouck met ainsi en relation le vécu personnel de ceux-ci et l'histoire congolaise, relatée à travers le ressenti de personnages qui ont réellement existé.

L'extrait ci-dessous revient sur l'implication du Congo dans la Première Guerre mondiale. S'il évoque le rôle des Congolais de l'armée belge, leur apport logistique dans les manœuvres alliées en Afrique et le peu de reconnaissance qu'ils reçurent, David Van Reybrouck insiste également sur la participation du Congo dans l'économie de guerre alliée, notamment avec l'exploitation et l'exportation de cuivre. Enfin, il souligne l'impact du conflit sur ce pays.



« Ce jour-là, on célébrait le quatre-vingt-dixième anniversaire de l'armistice de la Première Guerre mondiale [...].

En 1914, le Congo était neutre, comme la Belgique. Il ne pouvait en être autrement ; les deux pays avaient été autrefois conçus comme des États tampons entre des grandes puissances rivales. Pour le Congo, cette neutralité découlait des accords de la conférence de Berlin. Mais le 15 août 1914, onze jours après l'invasion de la Belgique, ce fut terminé. Devant le village de Mokolubu, du côté congolais du lac Tanganyika, un bateau à vapeur surgit. Il venait de l'autre côté, le côté allemand. Le bateau ouvrit le feu sur un lieu de divertissement local et coula une quinzaine de pirogues. Un détachement de soldats allemands débarqua et sectionna en quatorze endroits le câble du téléphone. Une semaine plus tard, le port de Lukuga fut attaqué. Ainsi commença la Première Guerre mondiale au Congo. L'intégrité territoriale était menacée, la neutralité n'était plus un impératif.

Le colonialisme conféra à un conflit armé européen la dimension d'une guerre mondiale. De grandes parties de l'Afrique furent mêlées à la conflagration mondiale. [...]

En Belgique, d'aucuns ne se demandaient si on ne pouvait pas calmer l'appétit du voisin à l'est en lui faisant cadeau de la moitié du Congo. Un territoire de six cent quatre-vingts mille kilomètres carrés de forêt vierge ne permettrait-il pas de tempérer un tant soit peu la voracité teutonne ?

Mais la guerre avait éclaté, donc en Afrique aussi. Pas un indigène ne savait qui était l'archiduc François-Ferdinand de Habsbourg et pourquoi un coup de feu dans le mille à Sarajevo devait conduire à des massacres dans la savane, mais les Blancs prenaient l'affaire très au sérieux. Les opérations de guerre en Afrique n'eurent cependant aucun point commun avec la guerre de positions tenace qu'endura l'Europe. Il n'y eut pas de front unique, continu, comme la ligne allant de la mer du Nord à la Suisse. Il n'y eut pas de tranchées, pas d'attaques au gaz moutarde, pas de positions sapées à la dynamite, pas de trêve de Noël avec des matchs de foot dans le no man's land. Les dimensions du continent africain, l'absence de routes, le manque de soldats et la topographie souvent extrêmement difficile donnèrent lieu à un tout autre type de combats. On ne conquérait pas des territoires, mais des emplacements stratégiques. On ne perçait pas une ligne de front compacte, mais on remportait la victoire sur



un régiment local. [...]

Le gouverneur général reçut de Bruxelles l'instruction de faire intervenir la Force publique pour protéger la colonie [...] tandis que la Belgique se faisait presque fouler aux pieds par les troupes allemandes, le territoire de la colonie resta quasi intact pendant toute la guerre. [...]

Les troupes congolaises se battirent sur trois fronts : au Cameroun, en Rhodésie et en Afrique-Orientale allemande. Les deux premiers exigeaient des efforts de relativement petite envergure. En 1914, six cents soldats et une poignée de commandants blancs vinrent en aide aux troupes alliées dans leur lutte pour le Cameroun. Et une année plus tard, deux cent quatre-vingt-trois Congolais et sept militaires belges montèrent en ligne avec les troupes coloniales britanniques quand les Allemands menacèrent la Rhodésie. Mais c'est dans l'est de la colonie qu'eut lieu — et de loin — le plus grand déploiement de forces. Dans la région du Kivu, la frontière entre les territoires belge et allemand n'avait été tracée qu'en 1910. À partir de 1915, les troupes allemandes essayèrent à plusieurs reprises d'envahir le Kivu pour ensuite pousser jusqu'aux mines d'or de Kilo-Moto dans la forêt de l'Ituri. Elles échouèrent. En revanche, elles parvinrent à prendre le contrôle de deux des Grands Lacs : le lac Tanganyika et le lac Kivu, beaucoup plus petit. [...]

La lutte pour le lac Tanganyika allait devenir l'une des plus épiques de toute la Première Guerre mondiale. Depuis l'Afrique du Sud, les troupes britanniques acheminèrent clandestinement les pièces détachées de deux chaloupes canonnières vers les rives du fleuve. Transporter des bateaux en pièces détachées par voie terrestre : on se serait cru encore au temps de Stanley. Sous les faux noms Mimi et Toutou, ces embarcations jouèrent un rôle décisif pour saper la combativité de la marine allemande. Mais il y eut plus impensable encore, si tant est que ce soit possible : l'idée de renforcer à l'aide de quatre hydravions les troupes coloniales belges au bord du lac Tanganyika. L'aviation en était encore à ses balbutiements, *a fortiori* l'aviation coloniale. Personne ne savait comment ces appareils légers allaient réagir dans l'air chaud des tropiques. Personne n'avait d'expérience de l'aviation en temps de guerre, sans parler de fragiles biplans qui devaient décoller depuis l'eau. Les quatre appareils arrivèrent en pièces détachées par bateau à Matadi. Le train les transporta ensuite jusqu'à Kinshasa, où elles furent transbordées sur un cargo qui partit pour Kisangani. Un mois plus tard, elles parvenaient à Kalemie. Cinq cents tonnes de matériel, cinquante-trois mille litres de carburant et d'huile, quatre mitrailleurs et trente mille cartouches. Comme le lac Tanganyika était trop agité pour servir de piste de décollage et d'atterrissage, on transporta les petits avions dans une lagune fermée, trente kilomètres plus loin. Elle était totalement dissimulée à la vue de l'ennemi et l'eau ne faisait pratiquement pas de vagues. En 1916, les petits avions effectuèrent plusieurs vols au-dessus du lac Tanganyika, essentiellement dans le but de bombarder le *Von Götzen*, et ils y parvinrent le 10 juillet. (Mais le *Von Götzen* ne coula pas ; en 2010 il est encore en service, servant de ferry-boat sur le lac où il connut une fin sans gloire pour un navire de guerre.) La défense du littoral allemand, et surtout de la petite ville de Kigoma, était brisée.

Pendant ce temps, l'infanterie ne restait pas sans rien faire. Le général Tombeur, à la tête de la Force publique, concentra d'importantes forces militaires sur la frontière orientale du Congo. Il réunit quinze mille hommes, tous équipés de fusils et de munitions. Les problèmes logistiques liés à l'acheminement de tout ce matériel au bon endroit devaient être un cauchemar. Des milliers et des milliers de porteurs se chargeaient du transport. Pour chaque soldat qui marchait au combat, il fallait environ sept porteurs. En tout, pendant les quatre années de guerre, quelque deux cent soixante mille porteurs intervinrent, sur une population d'à peine dix millions d'habitants. Beaucoup d'entre eux étaient sous-alimentés. L'eau potable était rare. On buvait dans des mares, on buvait sa propre urine. Il y avait une grande pénurie de nourriture, de tentes et de couvertures, alors que les hommes traversaient les hautes terres du Kivu où les nuits étaient fraîches. Selon certaines estimations, vingt-cinq mille porteurs sont morts. Deux mille militaires ont perdu la vie. Au paroxysme du combat, l'armée atteignit vingt-cinq mille soldats.

En mars, Tombeur jugea que le moment était venu d'attaquer. La frontière avec l'Afrique-Orientale allemande fut franchie et la marche vers Kigali, la future capitale du Rwanda, put commencer. La ville tomba le 6 mai. De là, les troupes se dirigèrent sur Tabora, le centre administratif de la colonie allemande. À vol d'oiseau, la ville était six cents kilomètres plus loin ; l'expédition se fit à pied, là encore avec des dizaines de milliers de porteurs. Une autre colonne partit des rives du lac Tanganyika. Tabora était une ville importante, qui comptait plusieurs grands hôtels, des maisons de commerce et des industries. Elle était située à mille deux cents mètres au-dessus du niveau de la mer sur une vaste étendue aride. La conquête de Tabora marqua l'apogée des combats coloniaux belges pendant la Première Guerre mondiale. Le 19 septembre, après dix jours et dix nuits de violents combats, la ville tomba entre les mains du Congo belge. Les troupes allemandes battirent en retraite ; le drapeau tricolore belge claqua au-dessus de leur fort. Un an plus tard, en 1917, une autre campagne victorieuse serait menée au départ de Tabora pour relier Mahenge, cinq cents kilomètres plus loin, en direction du Mozambique. La Force publique contrôlait un tiers de l'Afrique-Orientale allemande. Quelques éléments marchèrent même vers l'océan Indien, mais ce fut Tabora qui devint le nom que tout le monde allait connaître. Le général Tombeur fut anobli — son nouveau nom, parfaitement adapté aux circonstances, étant Tombeur de Tabora — et à Saint-Gilles près de Bruxelles un monument stylisé fut érigé à sa gloire. Au Congo, Tabora eut la consonance d'une conquête mythique dont des générations d'écoliers allaient entendre parler. « [Le roi] Albert surveille les ennemis », chantaient les élèves des frères maristes à Kisangani, « Avec toute vigilance/En Europe, au village Tabora /il les tient à l'œil ».

Martin Kabuya, le militaire de 92 ans dont le grand-père avait été enterré vivant pendant la campagne du Soudan, avait



2 ans à la fin de la guerre. Son autre grand-père, du côté maternel, avait vu les combats de près. Il me l'a raconté alors que, par une journée caniculaire, j'étais assis chez lui dans le jardin : « Mon grand-père s'appelait Matthias Dinda et il est né en 1898. C'était un Zande, du nord du Congo. Notre tribu vient à l'origine du Soudan, nous sommes en fait tous soudanais. Il était très fort, il chassait les léopards. Il s'est enrôlé dans la Force publique et il est devenu *soldat de première classe*, le plus haut rang pour un Noir. Depuis Goma, il est entré au Rwanda, puis au Burundi et en Tanzanie, que des territoires allemands. Il était là quand Tabora est tombée. » Il s'est tu un instant. Un lézard à tête orange a filé sur le mur. « Mon grand-père était un ami de celui qui y a planté le drapeau. Il l'a même couvert à ce moment-là. C'était un très grand militaire. »

J'ai revu Kabuya lors de la commémoration de l'armistice à la Maison des anciens combattants. Les dizaines d'invités se sont assis dans la cour asséchée. Il était à l'avant parmi les anciens combattants. Des chaises de jardin en plastique avaient été disposées pour les accueillir. Une estrade pleine de sièges plus chics s'est remplie de hauts dignitaires militaires et civils. Quand la fanfare a commencé à jouer les hymnes nationaux de la Belgique et du Congo, tout le monde s'est levé d'un bond et a salué les soldats et les officiers pendant plusieurs minutes. C'était particulièrement émouvant. [...]

Après les discours est arrivé le moment de la remise annuelle des cadeaux. Le président de l'association des anciens combattants s'est vu offrir par le vice-ministre un réfrigérateur, un autre décoré a reçu de l'attaché militaire belge dix kilos de farine de manioc, mais le cadeau le plus important — un gros appareil audio portable importé de Chine — a été remis à une petite femme frêle d'un âge avancé que l'on a présentée sans détour comme étant « *la veuve* ». Elle s'appelait Hélène Nzimbu Diluzeyi, elle avait 94 ans et était la dernière veuve d'un vétéran de la Première Guerre mondiale.

À la fin, un groupe a joué pendant au moins une demi-heure le morceau *Ancien combattant* de Zao, un chanteur du Congo-Brazzaville, sans doute le plus beau morceau de la pop congolaise. « *La guerre, ce n'est pas bon, ce n'est pas bon* », entendait-on. Les vieux militaires ont commencé à danser dans la cour, tandis que circulaient la bière, le Coca-Cola et les collations. Certains glissaient les pieds prudemment en mesure, d'autres jouaient à la guerre : quelqu'un tenant un parapluie fit mine de tirer, un autre se laissa tomber par terre au ralenti, secoua ses membres au rythme de la musique et fit le mort. La veuve le regardait, amusée, applaudissait et ne pouvait s'empêcher de rire de temps en temps devant cette brillante pantomime. [...]

Le soir, j'ai vu chez son [...] fils, le colonel Yoka, une photo du vétéran de guerre. En uniforme, avec ses décorations et un visage extrêmement sérieux. Dans un rapport datant de 1921, son père était décrit comme « actif et honnête ». Mais le colonel me montra aussi un document intéressant, une lettre de son supérieur belge : « Le dénommé Masamba du village de Lugosi a été au service de la TSF comme planton du 9 août 1914 au 5 octobre 1918. » Signé le 7 octobre 1918, par un certain Vancleinghem, pour autant que l'écriture soit déchiffrable. Ces informations en disaient long. Ce soldat avait assuré son service pendant une période qui couvrait toute la durée de la Première Guerre mondiale. Il avait commencé à exercer ses fonctions cinq jours après le début de la guerre et il avait été démobilisé un mois avant l'armistice. Le dernier ancien combattant était aussi celui qui avait servi le plus longtemps dans l'armée.

La guerre mondiale n'eut pas seulement des conséquences pour les hommes de la Force publique. Dans les mines du Katanga, les mineurs ne restèrent pas inactifs. La production était intensive. Les relations financières avec Bruxelles étaient certes interrompues, mais la guerre avait fait gonfler la demande de cuivre. En pleine guerre, les exportations coloniales passèrent de 52 millions de francs belges en 1914 à 164 millions en 1917. Les obus britanniques et américains à Passendale, Ypres, Verdun et dans la Somme avaient des douilles en laiton composé à 75 % de cuivre katangais. Les pièces de leurs canons étaient faites en cuivre pur durci. Les balles de leurs fusils avaient quant à elles des douilles en cuivre blanc avec une teneur en cuivre de 80%. Les torpilles et les instruments de marine étaient fabriqués en cuivre, en bronze et en laiton.

En dehors des activités industrielles également, beaucoup de Congolais sentaient que c'était la guerre. Dans la Province orientale, les agriculteurs étaient contraints de cultiver du riz pour ravitailler les troupes. Ailleurs, les pouvoirs publics obligeaient la population à cultiver du coton ; les exportations en bénéficiaient, mais aussi les fabriques de textile. Tout un système de cultures obligatoires, de plantes qu'il fallait cultiver au nom des autorités, fut instauré. Il évoquait bien des mauvais souvenirs. Nkasi et Lutunu n'eurent peut-être guère conscience de la guerre dans leurs villages du Bas-Congo, mais de nombreux Congolais à l'intérieur des terres en sentirent le poids. [...]

Les conséquences de la Première Guerre mondiale pour le Congo belge furent considérables. En tout premier lieu sur le plan territorial. À la conférence de Versailles en 1919, on décida de partager les colonies allemandes entre les vainqueurs. Le Cameroun devint français et britannique, le Togo français et britannique, l'Afrique-Orientale allemande fut remise aux Britanniques et la Namibie, confiées au dominion britannique de l'Afrique du Sud. La Belgique obtint la tutelle de deux minuscules territoires à sa frontière orientale, les royaumes historiques du Rwanda et du Burundi (à l'époque encore le Ruanda et l'Urundi). En 1923, la Société des Nations légitima l'existence de ces territoires sous mandat. Sur le papier, un territoire sous mandat n'était pas une colonie, dans la pratique il existait peu de différences. Là aussi, on appliquait le cadre rigide de conceptions anthropologiques récentes. Dans le cas des territoires sous mandat également, on raisonnait aussi en termes de « races ». Elles avaient un caractère



absolu : on était ou bien tutsi ou bien hutu ou encore twa (pygmée). On oublia que les frontières entre ces catégories tribales avaient été floues pendant des siècles. Les conséquences de cet oubli allaient s'avérer désastreuses durant la deuxième moitié du XX^e siècle.

Au Congo, la guerre fut une sorte de bouton d'arrêt de l'histoire sociale.

Les tentatives hésitantes qui visaient à améliorer le sort des indigènes à travers de meilleurs logements près des mines ou par des campagnes à grande échelle de lutte contre la maladie du sommeil furent reportées indéfiniment. Au bout de quatre années épuisantes, la santé publique était redevenue très précaire. En 1918-1919, la grippe espagnole qui fit dans le monde entier de cinquante à cent millions de victimes, emporta cinq cent mille personnes au Congo. « La fièvre espagnole », m'a dit Kabuya, le vieil homme de 92 ans, « a fait beaucoup de morts ». On se serait cru à l'époque du dépeuplement de 1905. Le bouton d'arrêt s'est transformé en bouton de rembobinage.

Dans la vision des Belges, cependant, une chose avait changé. Pour la première fois, le sort des Congolais était examiné avec commisération. On s'apercevait que la population avait beaucoup souffert d'une guerre qui n'était pas la sienne. L'expérience partagée de la guerre chez les militaires avait en outre éveillé un sentiment de fraternité. Un officier belge de la Force publique l'a évoqué avec lyrisme : « Non, ces hommes, qui ont lutté, souffert, espéré, aimé, enduré, vaincu avec nous, pour nous, comme nous, ce ne sont pas, ce ne sont déjà plus des sauvages, des barbares. S'ils surent être nos égaux devant la souffrance et la noblesse du sacrifice, ils doivent, ils sauront le devenir aussi devant la civilisation. » Les soldats de la Force publique avaient fait la preuve de leur grand courage et de leur loyauté, même dans les circonstances les plus dures. Cela incitait à une plus grande clémence et, effectivement, à un plus grand engagement vis-à-vis du sort des indigènes.

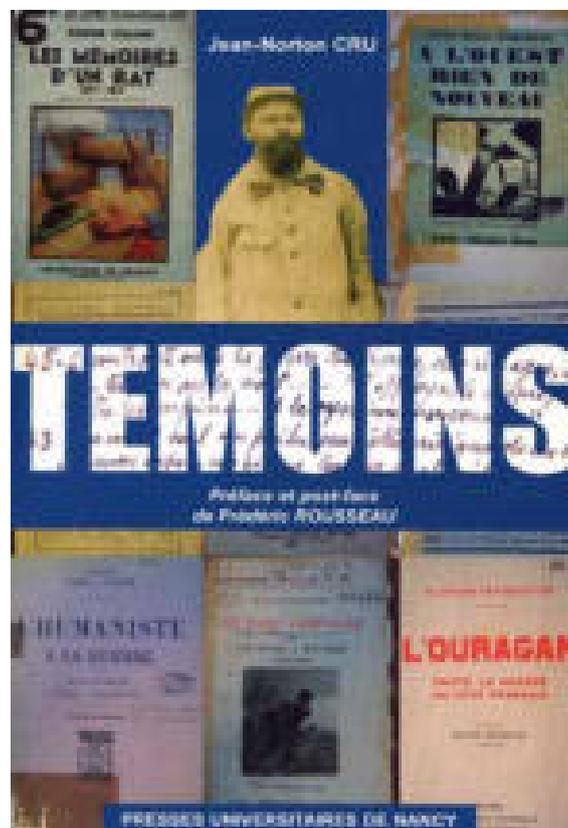
Mais pour les Congolais, l'expérience était ambivalente. Beaucoup de soldats s'enthousiasmèrent des succès militaires belges incontestables. L'ivresse de la victoire avait un goût délicieux et forgea de nouveaux liens qui étaient indéniablement sincères et chaleureux. Les Belges pouvaient voler dans les airs et atterrir sur l'eau ! Mais les efforts de guerre furent pour beaucoup de Congolais ordinaires extrêmement lourds. De plus, et ce fut le plus dégrisant, ils avaient vu les Blancs, qui leur avaient appris à ne plus tuer et à ne plus livrer de guerres tribales, chercher à s'éliminer entre eux pendant quatre ans pour des raisons peu claires avec un imposant arsenal dans un conflit qui avait fait plus de morts que toutes les guerres tribales réunies dont ils pouvaient se souvenir. Oui, cela remettait tout de même un peu en cause le respect qu'ils éprouvaient pour eux. Il s'effrita. »



Image tirée du documentaire *La bataille de la Somme* (1916)

Après la Première Guerre mondiale, la parole est donnée aux anciens combattants. L'irruption d'une importante littérature de témoignages sur la guerre va créer un contexte favorable pour la prise en considération de la parole testimoniale. De nombreux souvenirs et carnets de campagne de soldats sont publiés. Pour beaucoup de ces combattants, seuls ceux ayant combattu ont droit à la parole.

Jean Norton Cru, un ancien poilu français, partage cet avis. Interpellé par les mensonges et les fausses rumeurs circulant dans l'opinion publique, il publie *Témoins*, dans lequel il classe et hiérarchise une série d'écrits en français, fictionnels ou non, rédigés par des soldats de la Première Guerre mondiale. Il entreprend ainsi un gigantesque travail d'analyse critique d'un corpus de près de 250 auteurs. Il s'efforce de traquer les « légendes de guerre », tentant de démêler le vrai du faux. Il oppose régulièrement son souci d'exactitude et d'objectivité aux écarts de récits littéraires trop complaisants à ses yeux. Ainsi, quand José Germain écrit dans *Notre Guerre* « Le reflet du levant sur la pointe d'un casque ennemi », c'est « déjà trop voir », ne s'en tenant pas à la simple description de ce qu'il a personnellement vu ou éprouvé. De plus, à l'époque décrite dans le roman (1915), les Allemands ne portaient plus de casque à pointe. L'utilisation de termes anachroniques dans ces divers récits fragilise également à ses yeux le témoignage. Norton Cru critique par exemple l'ouvrage d'Arnauld Doria, *Croquis de guerre d'invasion* (Paris, Plon, 1919), dans lequel l'auteur emploie le mot « boche » en évoquant les combats du mois d'août 1914, alors que ce terme ne fait son apparition qu'entre septembre et décembre 1914¹.



Témoins de Jean Norton Cru

¹ CRU Jean Norton, *Témoins : essai d'analyse et de critique des souvenirs de combattants édités en français de 1915 à 1928*, Paris, Les Étoiles, 1929, p. 318, cité par LACOSTE Charlotte, « L'invention d'un genre littéraire : Témoins de Jean Norton Cru », in *Texte !*, vol. XII, n°3 (juillet 2007), p. 10. (http://www.revue-texto.net/Inedits/Lacoste/Lacoste_L-invention%20d-un%20genre.pdf)

² LACOSTE Charlotte, *op. cit.*, p. 10.

³ CRU Jean Norton, *op. cit.*, p.134, cité par PROCHASSON Christophe « Les mots pour le dire : Jean-Norton Cru, du témoignage à l'histoire », in *Revue d'histoire moderne et contemporaine* 4/2001 (no48-4), p. 172. (www.cairn.info/revue-d-histoire-moderne-et-contemporaine-2001-4-page-160.htm)

Donnant au soldat de première ligne le statut de « bon » témoin, Norton Cru souhaite faire entrer la parole testimoniale dans le corpus des sources de l'historien. Il utilise des règles strictes de présentation des témoins, vérifiant notamment la concordance entre le récit et la biographie de l'auteur.

Toutefois, son analyse critique est souvent subjective, comparant régulièrement les témoignages à sa propre expérience d'ancien combattant, devenue un étalon de mesure. Les « bons » témoins sont souvent ceux qui rencontrent son éthique personnelle pacifiste.

Marc Bloch, historien français de renom et ancien combattant, propose également, dans son article « Réflexions d'un historien sur les fausses nouvelles de la guerre » (1921), de recueillir les souvenirs (au caractère périssable) des anciens combattants pour écrire l'histoire du premier conflit mondial. Dans cet article, il s'interroge sur la façon dont naissent et se propagent les rumeurs et les fausses nouvelles au cours de la Grande Guerre. Pour Marc Bloch, le soldat, soumis au stress et à la fatigue qui affaiblissent son sens critique, n'est pas toujours en mesure de pratiquer le doute méthodique face aux rumeurs de guerre. Les fausses nouvelles ne peuvent se propager que si elles vont dans le sens dans lequel sont prédisposés les esprits.

Là où Norton Cru chasse l'erreur, les mensonges, voire le manque d'esprit critique, ce sont justement ces affirmations fausses qui, pour Marc Bloch, doivent constituer un objet d'étude comme un phénomène en soi, préfigurant les principes d'une histoire des représentations culturelles.

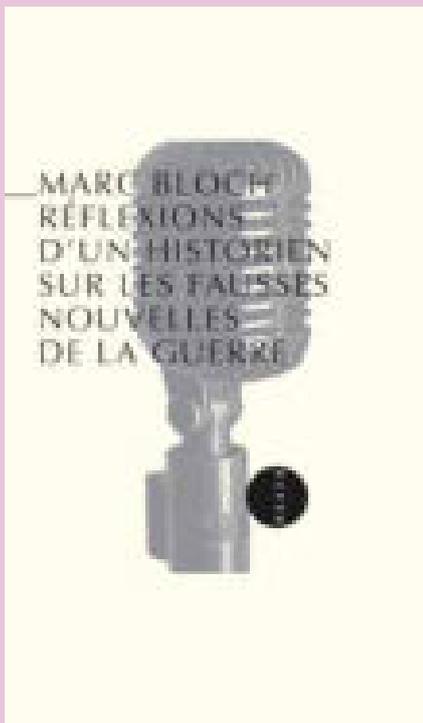
John Norton Cru a toutefois eu le mérite d'initier une réflexion sur le rôle et la valeur du témoignage dans la construction mémorielle, qui contribue toujours à l'heure actuelle à nourrir la recherche au sein de diverses disciplines confrontées à cette problématique du rapport entre la vérité historique et le vécu personnel des témoins.

L'utilisation de témoignages nécessite le recours aux diverses opérations de la critique historique, afin de dégager à la fois la complexité et la variété de la parole combattante, tout en reconnaissant le caractère des limites inhérentes à ces documents.

Ces questions soulèvent divers problèmes. La nature même des témoignages en tant que source nécessite la prise en compte de leur condition d'écriture, du statut social du témoin ou encore des reconstructions mémorielles a posteriori.

Le témoignage reste une source incontournable et nécessaire à la compréhension de l'expérience du conflit, en particulier celui de 14-18 puisque les textes, publiés ou non, témoignent de l'accès à l'écrit d'individus ou groupes sociaux habituellement silencieux.

Marc BLOCH, « Réflexions d'un historien sur les fausses nouvelles de la guerre » (1921)



« Je voudrais maintenant, m'appuyant sur mon expérience personnelle, présenter quelques remarques rapides touchant les fausses nouvelles de la guerre et les problèmes qui se posent à leur propos.

Voici d'abord une fausse nouvelle, dont j'ai pu observer moi-même très exactement la genèse. Elle est de peu d'ampleur et de peu de portée : une toute petite légende, modeste et presque insignifiante : mais — comme le sont souvent en tout ordre de science les cas très simples — elle me paraît parfaitement typique. C'était au mois de septembre 1917. Le régiment d'infanterie dont je faisais partie occupait sur le plateau du Chemin des Dames, au nord de la petite ville de Braisne, le secteur dit de l'Épine-de-Chevregny. On ignorait quelles unités nous avions en face de nous ; il fallait le savoir ; car le commandement qui préparait à ce moment dans la même région, l'attaque de la Malmaison, ne pouvait admettre des lacunes dans ses connaissances sur le plan de bataille ennemi. Nous reçûmes l'ordre de faire des prisonniers. Un coup de main fut monté — un de ces coups de main luxueux, comme on les organisait alors, à grand renfort d'artillerie de tout calibre ; et dans les ruines d'un petit poste allemand, écrasé sous les obus, la troupe d'assaut surprit en effet et ramena dans nos lignes une sentinelle. J'eus l'occasion d'interroger cet homme ; c'était un soldat d'une classe déjà âgée, réserviste bien entendu, et dans le civil bourgeois de la ville hanséatique de Brême. Puis il fila vers l'arrière sous bonne escorte ; et nous pensâmes bien ne jamais plus en entendre parler. Peu de temps après, une curieuse histoire arriva peu à peu à nos oreilles ; des artilleurs, des conducteurs du ravitaillement la racontaient. Ils disaient à peu près ceci : « Ces Allemands ! quels organisateurs merveilleux ! ils avaient partout des espions. On fait un prisonnier à l'Épine-de-Chevregny ; qui trouve-t-on ? Un individu qui, en temps de paix, était établi comme commerçant à quelques kilomètres de là : à Braisne.



Ici l'accident premier qui fut à l'origine de la fausse nouvelle apparaît avec évidence. C'est le nom de Brême mal perçu, ou mieux, c'est – par un travail d'interprétation inséparable de la perception elle-même – la substitution, dans l'esprit d'auditeurs qui ignoraient profondément la géographie, au son exact dépourvu pour eux de toute espèce de signification, d'un son analogue, mais plein de sens, puisqu'il désignait une petite ville connue de tous. À ce premier effort d'interprétation s'en ajouta bien vite un second ; ce marchand qui, après avoir tenu boutique en France, reparaisait tout à coup sous l'habit d'un troupier ennemi ne pouvait être qu'un espion ; et comme on estimait généralement les Allemands capables de toutes les ruses, la nouvelle ainsi formée trouva aisément créance et fit tache d'huile. À vrai dire, cette seconde conclusion était sans aucun doute déjà impliquée dans l'erreur originelle. Que les Allemands eussent, avant la guerre, enveloppé notre pays d'un prodigieux réseau d'espionnage, c'est ce dont personne chez nous ne doutait. Cette idée pouvait s'appuyer sur un nombre malheureusement trop grand d'observations certaines ; mais les renseignements exacts avaient été étrangement grossis et dramatisés par la voix populaire ; pendant les mois d'août et de septembre 1914, le désir d'expliquer par des causes extraordinaires nos premières défaites avait fait retentir partout le cri de la trahison ; peu à peu la croyance était devenue une sorte de dogme qui ne comptait presque pas d'infidèles. Par moments, les troupes en étaient comme hantées. Qui n'a vu alors prendre pour des signaux suspects les plus innocentes lumières, ou même (je garantis l'histoire) les ombres alternantes produites sur les fenêtres d'un clocher par le vol inégal d'un couple de chouettes ? Chacun était à l'affût de ce qui pouvait confirmer un préjugé si commun. D'ordinaire, des hommes peu instruits ne se préoccupent guère de comprendre ou de ne pas comprendre un nom géographique. Si l'on a entendu Braisne au lieu de Brême, c'est vraisemblablement parce que beaucoup de soldats inconsciemment tendaient à déformer tous les récits qui leur venaient aux oreilles, pour les accorder à une opinion généralement acceptée, qui flattait l'imagination romantique des foules.

Une fois de plus nous retrouvons ici un très grand fait vers lequel semblent nous ramener tous les travaux relatifs aux légendes de guerre. C'est une conclusion générale, que les études futures devront sans doute prendre comme idée directrice afin de vérifier si elle s'applique à tous les cas. On peut la formuler comme il suit. Une fausse nouvelle naît toujours de représentations collectives qui préexistent à sa naissance ; elle n'est fortuite qu'en apparence, ou, plus précisément, tout ce qu'il y a de fortuit en elle c'est l'incident initial, absolument quelconque, qui déclenche le travail des imaginations, mais cette mise en branle n'a lieu que parce que les imaginations sont déjà préparées et fermentent sourdement. Un évènement, une mauvaise perception par exemple qui n'irait pas dans le sens où penchent déjà les esprits de tous, pourrait tout au plus former l'origine d'une erreur individuelle mais non pas une fausse nouvelle populaire et largement répandue.

Les raisons pour lesquelles la guerre a été si féconde en fausses nouvelles sont pour la plupart trop évidentes pour qu'il vaille la peine d'y insister. On ne dira jamais à quel point l'émotion et la fatigue détruisent le sens critique. Je me souviens que lorsque, dans les derniers jours de la retraite, un de mes chefs m'annonça que les Russes bombardaient Berlin, je n'eus pas le courage de repousser cette image séduisante ; j'en sentais vaguement l'absurdité et je l'eusse certainement rejetée si j'avais été capable de réfléchir sur elle ; mais elle était trop agréable pour qu'un esprit déprimé dans un corps lassé eût la force de ne l'accepter point. Le doute méthodique est d'ordinaire le signe d'une bonne santé mentale ; c'est pourquoi des soldats harassés, au cœur troublé, ne pouvaient le pratiquer.

Le rôle de la censure a été considérable. Non seulement pendant toutes les années de guerre, elle a bâillonné et paralysé la presse, mais son intervention, soupçonnée alors même qu'elle ne se produisait point, n'a cessé de rendre incroyable aux yeux du public jusqu'aux renseignements véridiques qu'elle laissait filtrer. Comme l'a fort bien dit un humoriste : « L'opinion prévalait aux tranchées que tout pouvait être vrai à l'exception de ce qu'on laissait imprimer ». D'où – en cette carence des journaux, à quoi s'ajoutait sur la ligne de feu l'incertitude des relations postales, médiocrement régulières et qui passaient pour être surveillées – un renouveau prodigieux de la tradition orale, mère antique des légendes et des mythes. Par un coup hardi que n'eût jamais osé rêver le plus audacieux des expérimentateurs, la censure, abolissant les siècles écoulés, ramena le soldat du front aux moyens d'information et à l'état d'esprit des vieux âges, avant le journal, avant la feuille des nouvelles imprimées, avant le livre.

On a vu tout à l'heure comment un jour, par la vertu d'imagination qu'avaient échauffée des récits d'espionnage, un bourgeois de Brême se mua en espion, traîtreusement établi à Braisne. »

De très nombreux témoignages de combattants de la Première Guerre mondiale nous sont parvenus à travers des « Carnets » dans lesquels ils dépeignent au jour le jour leur existence de soldats¹.

Les motivations de l'écriture étaient diverses : d'abord, les soldats voulaient sans doute se souvenir d'une expérience « exceptionnelle » et la transmettre à leurs proches, mais, par la suite, la rédaction quotidienne constitua, dans cet environnement de danger et de mort, une espèce de lien avec la vie².

Les carnets pouvaient également être un moyen d'oublier les horreurs de la guerre, d'exorciser les peurs.

Bien que ces récits soient la relation d'une histoire unique et singulière, tous rendent compte des conditions de vie endurées au front. C'est grâce à l'un de ces itinéraires de vie, celui de Jean d'Otreppe³, que nous allons tenter d'appréhender ces dernières.

Notre témoin



Jean d'Otreppe est né à Dinant le 17 février 1898. Avec sa mère et son frère, afin d'échapper aux brutalités allemandes, il franchit la frontière hollandaise en février 1915 pour rejoindre la Grande-Bretagne. La famille loge alors à Richmond (Surrey) où l'adolescent est employé comme tourneur à l'usine Pelabon, une fabrique de munitions pour l'armée belge. Il quittera ce travail en août 1916, lorsqu'il s'engagera comme volontaire dans cette même armée. Versé dans la 1^{ère} compagnie du 2^e chasseur à pied, il restera au front jusqu'au 1^{er} septembre 1918⁴.

Il est intéressant de noter qu'au fil de son « Carnet », la perception de la guerre évolue chez Jean d'Otreppe. Ainsi, au début de son parcours, il fait montre d'une volonté farouche d'en découdre avec le « Boche » (jamais il n'emploiera le mot « Allemand »), l'ennemi haï coupable du grand massacre de Dinant d'où Jean est originaire. Il refusera d'ailleurs, à plusieurs reprises, des postes le mettant à l'abri des combats. Jamais, il ne reniera son adhésion au combat mené pour la défense du pays (souvent assimilée chez les combattants à la défense de la famille, de la ville ou du village⁵) ; cependant, la proximité de la mort et la vie dans les conditions extrêmes des tranchées laissent apparaître, au fil du temps et entre les lignes du carnet, des sentiments à peine exprimés de lassitude, de fatigue et d'horreur partagées par les 350 000 Belges⁶ qui participèrent à la guerre des tranchées.

Jean d'Otreppe au front

¹ BENVINDO Bruno, *Des Hommes en guerre. Les soldats belges entre ténacité et désillusion*, Bruxelles, Archives générales du Royaume, 2005, p. 18 (Collection : Études sur la Première Guerre mondiale ; n. 12).

² Communication d'Alexandre LAFON lors de la table ronde : *Les témoins de la Grande Guerre* donnée le 13 octobre 2013 aux « Rendez-vous de l'Histoire de Blois » (disponible en écoute : <http://www.rdv-histoire.com/-2013-en-ecoute.html>).

³ Le *Carnet* de Jean d'Otreppe est conservé dans les archives familiales privées de Madame M. De Marchin, petite-fille de Jean d'Otreppe, qui a accepté nous confier ce manuscrit. D'autres documents (laissez-passer vers la Hollande, carte d'identité, carte de travailleur des usines Pelabon, carte de feu, etc.) conservés également dans les archives familiales permettent de compléter le portrait et le parcours de notre témoin.

⁴ Son *Carnet* s'arrête le 5 août 1918 (sans que nous en connaissions la raison) et sa *Carte de feu*, reprenant ses états de service, spécifie qu'il participa à la campagne 14-18 jusqu'au 1^{er} septembre 1918.

⁵ AMEZ Benoît, « La justice militaire belge en 14-18 : représentations culturelles et réalités quantitatives », in *Annals. Revue de civilisation contemporaine Europe/Ameriques*, [En ligne], <http://amis.revues.org/1311> (Page consultée le 04/06/2014).

⁶ De SCHAEFDRIJVER Sophie, *op. cit.*, p. 103, p.116 ; BOURLET Michaël, *op. cit.*, p. 172.

L'exil

Dès août 1914, plus d'un million et demi de Belges prennent le chemin de l'exode, fuyant les combats et les exactions de l'ennemi. Ils se réfugient aux Pays-Bas (plus d'un million), en France (250 000) ou encore en Angleterre (de 150 000 à 200 000). Si certains font le choix de revenir en Belgique une fois l'invasion terminée, près de 600 000 réfugiés optent pour un exil prolongé dans ces pays. La plupart des exilés sont pauvres et désormais sans ressources. Ils survivent grâce à l'aide de nombreuses œuvres caritatives. À la libération, de nombreux réfugiés seront victimes de discrédit de la part des Belges restés pendant l'occupation, qui considèrent les exilés comme des fuyards et des « mauvais » patriotes (à l'exception des Belges exilés engagés dans l'armée de l'Yser), ayant abandonné le pays. Parmi les exilés, nombreux sont les ouvriers spécialisés recherchés pour leurs capacités de travail, notamment par les industries anglaise et française, frappées par une pénurie de main-d'œuvre⁷.



Fugitifs belges traversant le nord de la France

Les usines d'armement

En raison de l'occupation de la Belgique (la zone de l'Yser faisant exception), l'armée doit se réorganiser en dehors de nos frontières et c'est essentiellement la France et la Grande-Bretagne qui voient s'implanter sur leur sol des usines d'armement fournissant l'armée belge, par exemple en France, l'usine de Graille-Sainte-Honorine, près du Havre. En Grande-Bretagne, citons l'usine Pelabon de Richmond, la « National Projectile Factory » de Birtley et les usines « Kryn and Lahy » de Letchworth. Toutes rassemblaient de véritables colonies de réfugiés belges⁸.

Les volontaires



Usine de Graille. Fabrication de projectiles

Dès le début du conflit (août 1914), 18 000 volontaires viennent s'ajouter aux effectifs d'une armée belge qui restera toujours de taille très modeste (maximum 20 % de la population mobilisable, soit 117 500 hommes en août 1914).

Ces troupes, rapidement décimées (elles ne comptent plus que 52 000 hommes en novembre 1914), se replient sur l'Yser où débute la guerre des tranchées ou de position. C'est là que les effectifs vont progressivement se reconstituer grâce, entre autres, au recrutement de 32 000 volontaires dont certains avaient fui la Belgique par les Pays-Bas⁹. Nous retrouvons notre témoin parmi ces volontaires, pour beaucoup formés dans des camps d'instructions belges situés en Normandie.

Les Boches

Expression péjorative pour désigner les Allemands. Elle remonterait à la seconde moitié du XIX^e siècle et viendrait du mot « ALBOCHE » formé du préfixe « AL », abréviation de « allemand », et du suffixe « boche » désignant, dans l'argot de l'époque et dans l'expression « tête de boche », une personne à la tête dure, « une tête de bois » puisque « boche ». En effet, une boche était une boule en bois utilisée dans un jeu de quilles, par exemple¹⁰.

⁷ AMARA Michael, *Des Belges à l'épreuve de l'Exil : les réfugiés de la Première Guerre mondiale en France, Grande-Bretagne, Pays-Bas : 1914-1918*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2008 ; AMARA Michael, « L'exode... de 14. La fuite des populations civiles face au tourbillon de l'invasion », in *Cahiers d'histoire du Temps présent*, n° 15 (2005), p. 47-64 ; AMARA Michael, TALLIER Pierre-Alain, « Principales sources d'archives relatives à la Première Guerre mondiale disponibles en Belgique », in Collectif de Recherche International et de Débat sur la Guerre de 1914-1918 (CRID 14-18), Site du CRID, [en ligne], http://www.cid1418.org/espace_scientifique/guidesources/sources_accueil.html (Page consultée le 05/06/2014).

⁸ « Un village belge sur la Tamise », in DE LOOK Francis, LOODTS Patrick, *Médecins de la Grande Guerre*, [en ligne], http://www.1914-1918.be/insolite_village_tamise.php (Page consultée le 30/04/2014 ; dernière mise à jour le 21/04/2014).

⁹ BENVINDO Bruno, *op. cit.*, p. 34-35.

¹⁰ CLAIRON Elsa, « Le mot : boche, chleu et Fritz », in ARTE TV, Site de l'émission *Karambolage*, [en ligne], <http://www.ARTE.TV/fr/le-mot-boche-chleu-et-fritz/568998.CmC=569004.html> (page consultée le 05/06/2014).

Parcours de soldat sur le front de l'Yser

L'instruction

Après deux jours de voyage, Jean d'Otreppe débarque en France où il rejoint les centres d'instruction de Coutances puis de Carteret, centres que l'armée belge a ouverts loin du champ de bataille afin de donner aux recrues¹¹ une formation militaire de base avant de les envoyer combattre sur le front de l'Yser.

Pendant six mois (de fin août 1916 à février 1917), il y apprend l'endurance (marches de trente kilomètres), les techniques d'orientation, le maniement du fusil et de la baïonnette, le tir, la simulation d'attaques... Il y reçoit le matériel militaire, qui consiste en un fusil, une baïonnette, une cartouchière et une pelle de campagne.

Le 18 février, il est envoyé au front, au lendemain de ses 19 ans : en effet, les jeunes gens n'ayant pas atteint cet âge doivent demeurer au centre d'instruction et ne peuvent participer au combat.

La vie sur le front de l'Yser

Avant d'entrer plus avant dans le quotidien de Jean d'Otreppe, il est important de noter que le conflit sur le front de l'Yser est moins meurtrier – du moins en ce qui concerne l'armée belge – que sur les autres fronts, bien que la mort, comme nous le verrons, y est constamment présente. En effet, les soldats belges ne participent jamais aux assauts sanglants qui déciment les troupes alliées et allemandes, le roi Albert les jugeant trop coûteux en pertes humaines et de surcroît inefficaces. En épargnant la vie des soldats, les effectifs de l'armée peuvent ainsi se reconstituer plus rapidement¹².

Le rythme des jours

La présence au front ne signifie pas une présence permanente aux tranchées : elle alterne en effet présences dans ces dernières, périodes de cantonnements et de congés.

a) Les tranchées

Les lignes



Tranchée en 1^e ligne



Tranchée de 3^e ligne à Dixmude

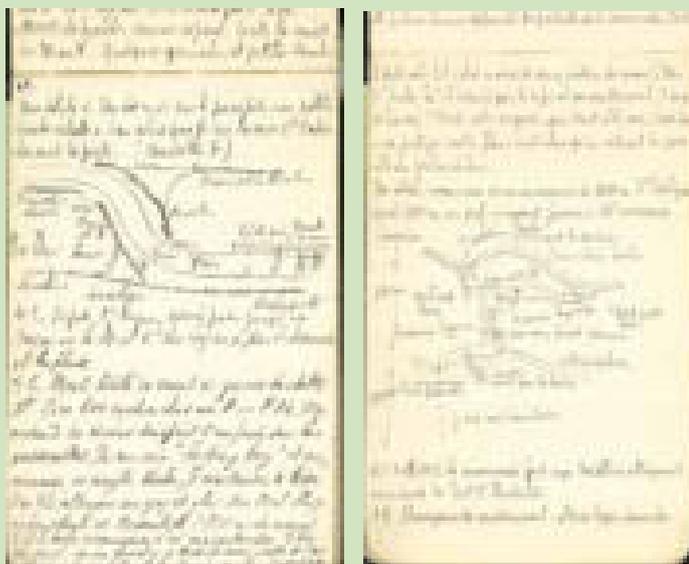


Boyau de communication

Les tranchées sont creusées le long des zones de front appelées « lignes ».

La 1^e ligne est la ligne de combat : elle fait directement face aux lignes adverses souvent très proches (quelques mètres) et est donc la plus dangereuse. Les 2^e et 3^e lignes sont respectivement des lignes de « soutien » et de « repli »¹³.

Elles sont reliées entre elles par des « voies de communication » étroites, les « boyaux ».



Croquis des tranchées

¹¹ « Ils sont passés par un centre d'instruction avant de gagner le front », in *Ceux de 14-18* [en ligne] <http://ceuxde14-18.skynetblogs.be/archive/2012/12/17/ils-sont-passes-par-un-centre-d-instruction-avant-de-gagner.html> (Page consultée le 11/06/2014).

¹² BENVINDO Bruno, *op. cit.*, p. 36.

¹³ MUSÉE ROYAL DE L'ARMÉE ET D'HISTOIRE MILITAIRE, *Vie et mort dans les tranchées de la Première Guerre mondiale. Archives et documents pour l'étude de la Première guerre mondiale. Enseignement primaire [dossier pédagogique]* [en ligne] <http://www.klm-mra.be/klm-new/frans/educatif/downloads/vieetmort.pdf> (Page consultée le 05/06/2014) ; « Lexique des termes employés en 1914-1918 (Q-Z) », in CRID 14-18, Site du CRID, [en ligne], http://crid1418.org/espace_pedagogique/lexique/lexique_qz.htm (Page consultée le 05/06/2014).

Sur l'ensemble de sa campagne de guerre (d'août 1916 à août 1918), Jean passera au total 76 jours dans les tranchées : 25 jours en 1^e ligne, 37 jours en 2^e ligne et 14 jours en 3^e ligne.

En effet, la présence sur les différentes lignes de front est organisée selon une certaine rotation. Ainsi, Jean demeure entre 1 et 7 jours en première ligne, puis passe en 2^e puis en 3^e ligne pour le même laps de temps, se déplaçant de secteur de tranchées en secteur de tranchées. Les séjours aux tranchées sont interrompus par des périodes de congé ou de « repos » en cantonnement.

Dans le contexte de la guerre de position, le rôle principal de Jean sera d'observer, c'est-à-dire de monter la garde, « armé » de jumelles, dans les tranchées et dans les boyaux afin de prévenir les attaques aux gaz et de découvrir les postes de mitrailleuses. Selon ses notes, les gardes durent de 2 à 6 heures par jour, mais peuvent se dérouler plusieurs nuits consécutives sans que le soldat ne puisse prendre aucun repos.



Construction d'un abri pour canons

Jean accomplit en outre de nombreuses corvées sur les différentes lignes (dans les boyaux et les passerelles), sans en préciser la teneur. Nous pouvons cependant supposer qu'il s'agit de travaux pénibles de natures très diverses : corvées de cuisine, d'eau, de feuillées, de réparation des tranchées, etc. Il participe également à plusieurs patrouilles de reconnaissance.

b) Les cantonnements



Baraquement de repos à l'arrière

Si la guerre sur l'Yser est une guerre de position, les soldats, eux, sont très souvent en mouvement.

Ainsi, entre février 1917 et septembre 1918, Jean d'Otreppe déménage une soixantaine de fois, changeant constamment de cantonnement qu'il rejoint rarement en train, le plus souvent à pied (parfois après des marches éprouvantes d'une vingtaine de kilomètres). La durée de « séjour » y est très variable : dans le cas de Jean, il y demeure entre un jour et deux mois.

Les cantonnements désignent le lieu où sont stationnées les troupes à l'arrière des zones de front et des tranchées qui y sont creusées. En ce sens, le cantonnement est synonyme de « repos ».¹⁴

Repos très relatif cependant, car les tâches y sont nombreuses. Les plus fréquentes consistent à monter la garde, à défiler, à effectuer de longues marches, des simulations d'attaques et des exercices de reconnaissance, à s'exercer au maniement des armes (escrime, maniement de baïonnette et de grenade). Mais la compagnie de Jean d'Otreppe est également affectée à de lourds travaux de voirie : construction de tranchées, nettoyage des boues accumulées sur les routes, empierrement et réaffectation des chemins bombardés, construction de lignes de chemin de fer¹⁵.

C'est néanmoins durant ces périodes de cantonnement que les soldats peuvent se distraire et... se laver : ainsi Jean rencontre des amis¹⁶, assiste à des représentations théâtrales, des concerts¹⁷ (quand ce ne sont pas les soldats eux-mêmes qui les organisent¹⁸) et des séances de cinéma organisées pour les troupes (en hôpital militaire ou dans une chapelle sinistrée)¹⁹, à un match de football entre Anglais et Belges²⁰ et en profite pour prendre de nombreux bains de mer²¹ ! Ces spectacles ont un impact important sur le moral des troupes.

¹⁴ *Idem*.

¹⁵ Sans doute afin de faciliter l'important charroi militaire lors de l'offensive alliée d'août à octobre 1917. Voir, par exemple, *Carnet* 6-7-8-9-10-11-16 août, 3 et 5 septembre 1917.

¹⁶ *Carnet*, 25/2/1917.

¹⁷ *Carnet*, 25/3/1918.

¹⁸ AMEZ Benoît, *Dans les tranchées : les écrits non publiés des combattants belges de la Première Guerre mondiale. Analyse de leurs expériences de guerre et des facteurs de résistance*, Paris, Publibook, 2009, p. 229.

¹⁹ *Carnet*, 8/4/1917.

²⁰ *Carnet*, 31/5/1917.

²¹ *Carnet*, 28/2, 24-27/5/1917.

c) Les congés

Entre tranchées et cantonnements, les soldats bénéficient de congés prolongés. À partir de 1915, les soldats belges ont la possibilité de partir en permission dans un des pays alliés étrangers, en particulier en France et en Grande-Bretagne. Toutefois, il faut pouvoir assumer les frais d'un tel voyage²². Ainsi, tous les quatre mois, Jean d'Otreppe peut rejoindre sa famille revenue à Carteret, en France, pendant des périodes allant de dix à quatorze jours²³.

Il en va tout autrement pour les soldats dont la famille est demeurée sur le territoire belge envahi par l'armée ennemie. Ils bénéficient certes de congés, mais tous les moyens de communication avec leurs proches sont coupés²⁴.

Conditions de vie sur l'Yser

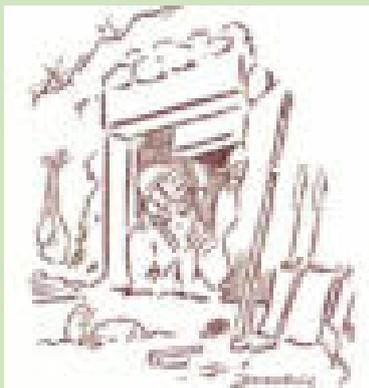
Si, comme nous l'avons précisé ci-dessus, le front de l'Yser est moins sanglant que les autres fronts, il n'en demeure pas moins que l'extrême pénibilité des conditions de vie que l'on peut y rencontrer lui vaudra d'être qualifié par certains historiens, à l'instar de Benoît AMEZ, de front le « plus malsain de tout l'Ouest ».

a) La saleté, la vermine, la boue

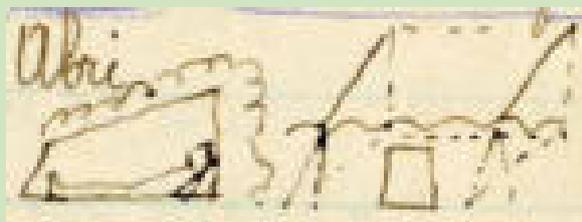
Comme nous l'avons vu plus haut, Jean d'Otreppe est cantonné dans de très nombreux endroits, à l'arrière des lignes. Les cantonnements dans lesquels il séjourne peuvent être des granges, des fermes, mais également des constructions provisoires (tentes, baraquements, tubes métalliques : les « métros »).

Dans les tranchées, des abris, parfois bétonnés, creusés dans le flanc d'une tranchée lui permettent de se soustraire au danger ou de s'abriter des intempéries.

Le logement sur le front



Dessin de Pierre Dantoine



Abris, dessin extrait du carnet



Abris section flanquante St Jacques-Capel



Une chasse aux rats

Un inconfort total règne tant dans les cantonnements que dans les tranchées.



Champ de boue à Passchendaele

Ainsi, Jean dort à même le sol sur de la paille souillée ou sur des paillasses infestées de puces et de poux. Les rats, vecteurs de maladie, font aussi partie du quotidien : attirés par la nourriture, ils fourmillent dans les tranchées, empêchant souvent les soldats de dormir. Les moustiques, très agressifs, empêchent également tout repos.

Le climat (la chaleur torride ou le gel et le froid extrême) ne fait qu'amplifier ces conditions de vie très pénibles, auxquelles il faut encore ajouter les boues. Causées par les pluies fréquentes et les inondations provoquées sur le front de l'Yser afin d'empêcher l'avancée allemande, ces boues pestilentielles sont un calvaire pour les soldats qui s'y enfoncent parfois jusqu'aux genoux. Les eaux sont stagnantes, polluées par les cadavres, les excréments, la nourriture périmée... Ces conditions extrêmes influencent sans conteste le moral des soldats belges²⁵.

²² AMEZ Benoît, *Dans les tranchées...* op. cit., p. 254.

²³ Voir par exemple *Carnet*, 12/5/1917.

²⁴ AMEZ Benoît, *Dans les tranchées...* op. cit., p. 30.

²⁵ AMEZ Benoît, *Dans les tranchées...* op. cit., p. 178-188.

Extraits du carnet

Dans les cantonnements

« Nous logeons dans une ferme, au-dessus d'une étable. La paille n'a jamais été renouvelée : beaucoup de poussière et de... poux ! Les rats courent sur notre tête la nuit. » (5/5/1917)

« Il était temps de quitter celui [le cantonnement] de Bray Dune, infecté de vermine et de rats, où l'on étouffait tant il faisait bas et tant les pannes²⁶ étaient surchauffées par le soleil. Pour éviter la chaleur et les poux, suis allé passer mes dernières nuits sur une échelle, dans le charri sous un chariot. » (12/6/1917)

« Venons cantonner à Ysenberghe – 27 km – dans les abris pour hommes formés par des plaques de fonte semi-circulaires et non fermées au bout. Loge sur un peu de paille par terre. On a érigé des centaines d'abris pareils pouvant contenir 15 000 hommes. » (15/7/1917)

« Le vent la chasse à travers les “tubes ou métros” dans lesquels nous sommes cantonnés. Il fait assez froid, surtout la nuit. Ils sont ouverts aux deux extrémités d'où courants d'air continuels. » (26/8/1917)

« Pluie continue. On gèle dans les tubes. Le vent y souffle en bourrasque. La pluie qui tombe à torrents mouille paillasse et couverture. On patauge dans la boue dans l'abri. » (7/10/1917)

« Exercices. Pluie. Il fait très froid dans les tubes. Le vent s'y engouffre. On est glacé de froid la nuit. Le sol est humide, les paillasses également : les vers grouillent en-dessous de la mienne. » (24/10/1917)

« Après ¼ h de marche, nous quittons la chaussée et nous engageons à travers les campagnes sans lumière ! C'est le dégel : partout de la boue ! À certaines places, nous nous enfonçons jusqu'au genou ! Notre marche est très pénible d'autant plus que notre sac est fort lourd. » (22/2/1917)

Dans les tranchées

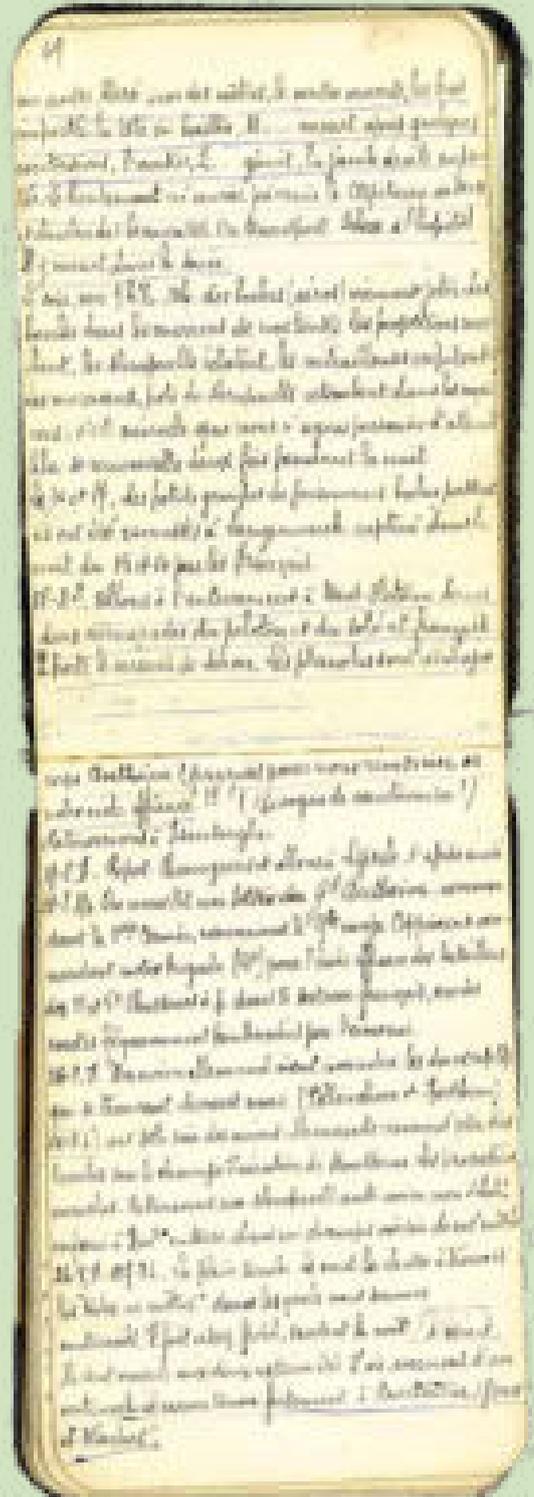
« Abris très étroits, humides et sales à 10 dans chacun d'eux. » (1/4/1917)

« Notre abri suinte, s'emplit d'eau, mouillant la paille. Nous faisons des trous dans les planches pour que l'eau puisse s'écouler. Je couche près de la porte (un emballage détrempé nous en fait office). Notre place est pleine de boue. » (2/4/1917)

« La neige ne cesse de tomber. Il fait très froid : nous sommes tout enduits de boue. » (3/4/1917)

« Si les poux sont plus rares, les moustiques par contre pullulent... Les moustiques nous ayant incommodés toute la nuit précédente, nous allumons un feu de paille à l'intérieur de l'abri. Craignant toutefois le retour des moustiques, nous allons coucher dans la prairie... Je suis tout à fait défiguré par les piqûres de moustiques. » (12-13-15/6/1917)

« Entrons dans notre abri qui contient 7 hommes alors qu'il ne peut y en avoir que 4 ! Il fait une chaleur étouffante, les moustiques y sont nombreux : nous découvrons même des puces ! Malgré le brouillard épais, vais m'installer au fond de la tranchée de combat. Impossible de dormir, les moustiques y pullulent également et piquent malgré les essuie-mains et la capote que j'ai mis sur ma tête. » (17/6/1917)



²⁶ Pièces de charpente.

b) Le ravitaillement et la faim

La ration du soldat

La ration journalière normalement prévue pour chaque soldat consiste en 700 grammes de pain, 400 grammes de viande fraîche ou en conserve, 75 grammes de fromage, 35 grammes de café, 5 grammes de chicorée, 20 grammes de sucre, 0,5 gramme de poivre et 25 grammes de sel, 45 grammes de margarine ou de lard, 25 grammes de haricots blancs ou de petits pois ou 40 grammes de riz, 20 grammes de tabac ou 5 cigarettes (pour remonter le moral du soldat)²⁷. Les repas sont peu variés et ne comportent que rarement des légumes.

La ration quotidienne prévoit aussi de l'alcool, permettant au soldat de se réchauffer, mais également de se reconforter avant une attaque²⁸. Ceci doit lui permettre de se soustraire à la « réalité immédiate ». L'alcool est censé jouer le rôle de reconfort, parfois de calmant ou d'excitant.

Jean nous renseigne peu sur la nourriture des soldats du front de l'Yser.

Il mentionne à plusieurs reprises des distributions de pain, de soupe, de pommes de terre et de café qui semblent avoir été la base de son alimentation. Sans doute, un peu de viande en conserve et des haricots noirs pouvaient s'ajouter à cet ordinaire²⁹. Le ravitaillement est distribué par des cuisines roulantes affectées à chaque compagnie³⁰. Cependant, dans les boyaux, le pain peut être distribué de nuit par les soldats eux-mêmes (corvées)³¹.



Cuisine roulante

Les soldats connaissent la faim et la soif.

Ainsi, lors des attaques au gaz, les aliments chauds ne parviennent plus aux tranchées et les combattants doivent se contenter de vivres avariés par les substances toxiques. Des pénuries de pain sont signalées fin mars 1918, suite à la destruction de la boulangerie militaire.

Le ravitaillement en eau potable, effectué par wagons-citernes, est également insuffisant. Il n'est d'ailleurs par rare que les soldats belges étanchent leur soif à l'eau des tranchées lors de ces périodes de pénurie. La malnutrition, combinée à une mauvaise hygiène, provoque inévitablement des soucis de santé.

La faim n'est pas présentée par Jean d'Otreppe comme endémique. Il semble cependant que les pénuries de nourriture sont récurrentes au début de chaque année et que, lors de la troisième bataille de l'Yser, les vivres épuisés et tout ravitaillement étant impossible, les combattants sont privés de nourriture plusieurs jours³².

Extrait du carnet

« Les vivres ayant été avariées (sic) par les gaz ; nous sommes restés depuis le 7 au soir, jusqu'au 19 au matin avec un demi pain que nous n'aurions pas dû manger par précaution. » (18/3/1918)

c) Santé et hygiène

L'hygiène est rudimentaire dans les tranchées.

Jean profite très rarement d'un bain dans une pièce d'eau aux abords des tranchées (13/6).

Parfois, les soldats sont obligés de demeurer plusieurs jours sans pouvoir se laver par crainte de contamination par les gaz.

Extraits du carnet

« Les patrouilleurs sont restés 16 longs jours aux tranchées dans de petits abris, sans pouvoir se laver, l'eau étant contaminée par les gaz, sous la neige, le froid, sans aliments chauds (les vivres parvenant par la charrette de la cuisine). » (6/1/1918)

« Impossible, à cause des gaz, de se laver pendant 4 jours. » (3/6/1918)

Jean doit souvent attendre les périodes de cantonnement pour prendre un bain dans la mer (lorsqu'il séjourne à la Panne ou à Bray Dunes) ou dans des étangs situés à l'arrière du front.



Soldat se lavant dans un casque

²⁷ CHRISTENS Ria, DE CLERCQ Koen, *Frontleven 14/18. Het Dagelijksleven van de Belgischesoldaat van Ijser*, Tiel, Lannoo, 1987, p.46 cité dans AMEZ Benoît, *Vie et survie... op. cit.*, p. 190.

²⁸ AMEZ Benoît, *Vie et survie... op. cit.*, p. 169.

²⁹ MUSÉE ROYAL DE L'ARMÉE ET D'HISTOIRE MILITAIRE, *op. cit.*, p.12 [en ligne], <http://www.klm-mra.be/klm-new/frans/educatief/downloads/vieetmort.pdf>, (Page consultée le 05/06/2014).

³⁰ *Carnet* 22/2/1917.

³¹ *Carnet* 4/3/1918.

³² BENVINDO Bruno, *op. cit.*, p. 39.

Outre les blessures infligées par les armes de guerre, la santé des soldats est également lourdement altérée par l'insalubrité des conditions de vie.

Ainsi, Jean – soumis au froid, à l'humidité, aux poux, aux moustiques, à la saleté – n'échappe pas à la grippe, comme ses compagnons, chez qui bon nombre de cette affection, d'angines et de bronchites sont recensées.³³

Jean n'est pas épargné par la dysenterie qui décime les rangs en septembre et octobre 1917 suite au manque d'hygiène et à l'ingestion d'eau souillée.

Plus graves sont les épidémies qui sévissent sur le front, telle celle du typhus pour laquelle on dénombre 3 000 cas entre 1914 et 1915. Elle sévit jusqu'en octobre 1916 et n'est enrayerée qu'après deux campagnes de vaccination³⁴ dont Jean bénéficie dès son arrivée au camp d'instruction de Carterêt³⁵.

Extraits du carnet

« Depuis environ un mois, la dysenterie sévit dans l'armée belge. Dans ma Cie, une dizaine d'hommes ont déjà été évacués. L'eau potable amenée dans des wagons-citernes arrive en quantité insuffisante. Force est d'employer à la cuisine de l'eau des marais et étangs. Elle pue : notre café le matin à l'odeur de vase, des plantes en décomposition. » (30/9/1917)

« Dans la nuit du 4 au 5 souffre de violentes coliques, diarrhées, vomissements. » (4/10/1917)

« Tous les jours des hommes sont évacués pour dysenterie, conséquence du froid des abris. Jusque quand y resterons nous. » (8-12/10/1917)

Les longues marches (les soldats se déplacent régulièrement avec un barda pouvant peser jusqu'à vingt kilos) et le séjour dans les tranchées, avec l'interdiction d'ôter leurs chaussures³⁶, font macérer les pieds des soldats dans l'eau et l'humidité, provoquant des plaies infectées, voire la gangrène.

Extrait du carnet

« Depuis 29/4, suis exempt de bottine, ayant des plaies suppurantes [sic] aux deux pieds...Suis toujours exempt : les plaies que j'ai aux deux pieds restant vives... La marche a enflammé les plaies que j'ai aux pieds... » (2-5/5/1917)

d) Le bruit et la fureur - Les attaques



Paysage de tranchées à Steenstraete

S'il est une constante dans le récit de Jean d'Otreppe, c'est l'omniprésence, jour après jour, dans les tranchées comme dans les cantonnements, des combats aériens, des tirs d'obus et des bombardements auxquels il est soumis, vivant en permanence dans un bruit inouï et – même s'il n'en fait jamais état – avec un sentiment de peur qui devait peu le quitter.

Il connaîtra en outre, dans les premières lignes, le tir répété des mitrailleuses et la violence des assauts ennemis. Face à cette « pluie » d'obus, l'infanterie belge, ne disposant que de peu de moyens de protection, ne peut riposter. Le sentiment d'impuissance est total.



Paysage de tranchées à Steenstraete

Extraits du carnet

« Monte encore la garde de 1 à 3 h... Observe la destruction d'un travail, en 1^{ère} ligne boche, par notre artillerie. La terre est environ projetée à 15 m en l'air. Les boches tirent avec des brisants sur un petit bois à 100 m de nos abris. Les branches montent en l'air, les éclats sifflent à nos oreilles.

[...]

Vers 6h, me rends auprès des fusillers [sic] du 2^e peloton qui se trouvent dans la tranchée de Bruges. 100m en arrière de la 1^{ère} ligne. À 8h pm précises, les boches commencent le bombardement de nos tranchées de la Maison du Passeur, situées à environ 300 m sur notre droite et 100 en avant. Nous voyons les bombes et les torpilles monter en l'air à une

³³ *Idem*, p. 40.

³⁴ *Ibidem*.

³⁵ *Carnet*, 25/9/1916 et suivantes.

³⁶ *Carnet*, 14/6/1917.

hauteur fantastique et s'abattre quasi perpendiculairement à nos tranchées : c'est un vacarme épouvantable : ces engins envoient des blocs de terre à 50 m de hauteur. Les 7.7.8.8. et 10.5 et 15.0 allemands s'abattent en rafales sur les tranchées et aux environs. Les éclats de tous ces projectiles sifflent incessamment à nos oreilles, tandis que les arbres sont fauchés et lancés en l'air...

À 10h, relève : par le boyau des Meubles, nous arrivons en 1^{ère} ligne. Au moment où nous y débouchons, les boches tirent sur la passerelle qui mène au petit poste. Comme le terrain est assez marécageux, les obus, en éclatant, projettent des colonnes de boue qui retombent sur la tranchée... » (16/06/1917)

« Notre première ligne est violemment bombardée. Un 21 [obus] tombe sur notre abri. Nous sommes jetés les uns sur les autres. On ne se voit plus, tant il y a de la poussière. Les obus tombent à moins de 20m de l'abri. Chaque fois nous sommes fortement secoués. Les boyaux sont impraticables. L'après-midi, les bombes, les torpilles, les grenades entrent en jeu avec des rafales d'obus. Des avions boches mitraillent nos tranchées. Des torpilles éventrent le boyau à plusieurs places...

Gare aux rafales de mitrailleuses ! [...]

L'ennemi tue à droite à gauche... Un brisant tombe à moins de 10m de là me renversant et éteignant la bougie. Des éclats transpercent la tôle servant de toit. Me sauve dans le boyau. Un obus éclate tout près de moi. Suis projeté contre le clayonnage : capote déchirée, manche arrachée par les barbelés. Arrive essoufflé en 1^{ère} ligne, après diverses émotions ! L'ennemi ne cesse de tirer par rafales sur les boyaux, les tranchées et l'arrière. Il lance des bombes dont nous suivons anxieusement la traînée rouge dans le ciel. Nous entendons [...] le bruissement des grenades à fusil (genre trousseau de clefs). Les éclatements se produisent continuellement non loin de nous. Les éclats rasant notre barbette. Les paquets de terre retombent sur nous. » (29/11/1917)

« Monte la garde de 11 à 1h du matin. Le bombardement continue avec plus d'intensité. La 1^{ère} ligne et le boyau (entrée) sont plus spécialement bombardés. Les obus tombent à 20-30-40m de notre barbette. À chaque sifflement, nous nous attendons à voir notre barbette voler en éclat. La barbette voisine – 70m de nous – est complètement détruite : des chargeurs et des sacs sont déchiquetés.

Devons retourner deux fois dans l'abri tant la place est intenable [...]

Monte de garde de 3 à 5. Vers 5h1/2, le bombardement redouble. Rentrions précipitamment dans l'abri. Y sommes à peine qu'un obus éclate à la porte, nous renversant tous, puis un sur l'abri, puis une bombe devant ! Nous sommes secoués dans tous les sens. Le bombardement se déchaîne. Nous sommes aux créneaux de l'abri, avec les fusils mitrailleurs, prêts à nous défendre. Soudain vers 5h3/4, les mitrailleuses crépitent à notre droite. Plus de doutes, c'est un raid ou une attaque. Tous ceux qui sont sentinelles et qui sont dans l'abri vont reprendre leur place. Je sors le premier : partout les obus et les bombes tombent. Les éclats sifflent, les boulets de terre, l'eau retombent ; partout le feu jaillit. Une âcre odeur de poudre se répand.

Les obus tombent dru sur la 1^{ère} ligne. Un tombe près de moi : je suis projeté à terre et m'écorche la main droite sur un morceau de fer. Des éclats déchirent ma jambière gauche. J'arrive, avec mon camarade, à la barbette. Je mets les fusils mitrailleurs en état et apercevant une forme humaine dans l'embrasure de l'abri boche, à la lueur d'une fusée, je tire une rafale de 20 cartouches dans cette direction. Les obus ne cessent de tomber : notre barbette est soulevée par un qui éclate près du parapet. Deux autres tireurs nous rejoignent. À ce moment, nous sommes insensibles au danger. Je tire encore deux rafales sur des ombres qui se meuvent. [...] Les boches lancent fusées sur fusées. Deux de nos obus tombent trop court et éclatent sur la berge de l'Yser à 20m de nous. Nous recevons une trombe d'eau. Les boches ont repéré ma barbette, grâce à la flamme des fusils mitrailleurs et nous renvoient des bombes qui nous secouent rudement.

Vers 6h, tout s'apaise progressivement... Les boches nous ont laissé un prisonnier blessé qui a déclaré que des 50 venus avec lui, il ne devait pas en être retourné beaucoup ! Chez nous, 4 tués, 6 blessés au 1^{er} Bataillon du 5eCh, 2 tués dans notre bataillon. C'est miracle qu'à notre Cie, il n'y a eu personne de tué.

Dans la matinée sommes encore bombardés. Sommes relevés le soir vers 4h. Il fait calme heureusement. Passons 4 jours de piquets dans les baraquements. » (30/11/1917)

Jean d'Otreppe n'a pas subi de séquelles apparentes de cette exposition aux déflagrations. Cependant, vivre l'expérience du bombardement peut engendrer, chez les soldats, non seulement des blessures corporelles majeures, mais aussi des affections psychologiques graves nommées « obusite »³⁷.

L'obusite



Abris à munitions après bombardement

L'obusite (ou, en anglais, *shellshock*) se caractérisait par des nombreux symptômes tels que les tremblements convulsifs, la perte de la vue, la paralysie, l'état de prostration³⁸.

La psychiatrie de guerre n'étant qu'à ses débuts en 1914, les victimes de l'obusite seront considérées dans un premier temps comme des simulateurs qu'il faut renvoyer au front ou comme des êtres faibles déjà prédisposés aux troubles mentaux. Force sera pourtant de constater la réalité des traumatismes psychiques causés par la violence des combats et par l'exposition aux bombardements incessants.

Ces troubles mentaux peuvent être temporaires, mais également conduire à des formes d'aliénation beaucoup plus graves.

De nombreux soldats belges seront soignés dans des hôpitaux psychiatriques. Envoyés dans un premier temps à l'hôpital militaire Saint-Emile à Calais, ils sont parfois redirigés dans des institutions situées à l'arrière du front, selon l'importance du traumatisme³⁹.



Ruines de Pervyse

³⁷ « Lexique des termes employés en 1914-1918 (K-P) », in CRID 14-18, Site du CRID, [en ligne], http://cridi418.org/espace_pedagogique/lexique/lexique_kp.htm (Page consultée le 05/06/2014).

³⁸ L'HISTOIRE, Dossier d'accompagnement pédagogique. Les fragments d'Antonin, [en ligne] http://horizon14-18.eu/wa_files/fiche_pedagogique26.pdf (Page consultée le 05/06/2014).

³⁹ « Les hôpitaux belges au service des soldats », in DE LOOK Francis, LOODTS Patrick, *Médecins de la Grande Guerre*, [en ligne], http://www.1914-1918.be/histoire_hopitaux.php (Page consultée le 30/04/2014 ; dernière mise à jour le 21/04/2014).

Outre la destruction des corps et des esprits, la violence des tirs d'artillerie dévaste les paysages, ce que ne manque pas de noter notre témoin.

Extrait du carnet

« [...] Vers 5h am quitte le lieu du travail en compagnie d'un camarade et nous rendons en première ligne [...] par des boyaux partiellement détruits par l'artillerie : les tranchées ont par contre peu souffert. Le canal n'existe plus : des terres ébouleées, des trous d'obus, de bombes, de torpilles, aux places non détruites 50 cm d'eau ! Passons une passerelle par où les Français ont donné l'assaut et arrivons dans les lignes boches : un spectacle terrible dépassant tout [sic] imagination s'offre à nos yeux : tout ce terrain est bouleversé : pas un pouce n'a été laissé intact et un chaos indescriptible : des trous pour y mettre des maisons ! 20 m de diamètre – 6-8 m de profondeur. Les boyaux boches subsistent à certaines places, mais coincés, impraticables ! Les abris en béton coulé sont bouleversés, fendus, renversés : ceux en briques de béton, complètement disloqués. Tout est détruit : les écluses sont pitoyables. Des tas de grenades boches à main, à manche, à ailettes etc. des sacs de Français, des fusils tordus etc., etc. » (9/8/1917)

e) Les gaz

Les gaz de combat sont utilisés pour la première fois le 22 avril 1915 aux environs d'Ypres par l'armée allemande, en direction des lignes françaises situées entre le canal de l'Yser et le village de Poelcappelle. Les armées anglaise et française y auront aussi recours par la suite.

Six types de gaz toxiques ont été employés :

1. **Les suffocants** qui provoquent des lésions pulmonaires mortelles. Ces gaz sont responsables de la majorité des décès des gazés.
2. **Les lacrymogènes** (voir témoignage de Jean d'Otreppe). Gaz fugaces, ils s'attaquent à l'œil et sont souvent utilisés pour neutraliser une ligne de défense en mettant les combattants dans l'incapacité de mettre leur masque à gaz.
3. **Les vésicants**. Ils entraînent de graves brûlures au contact de la peau, des yeux et des poumons (l'ypérite, gaz emblématique de la Première Guerre mondiale, est de ce type).
4. **Les incendiaires**. Ces substances très inflammables provoquent de très graves brûlures de la peau.
5. **Les sternutatoires** qui provoquent vomissements et irritations de la muqueuse nasale.
6. **Les toxiques généraux** qui, par les poumons ou la peau, contaminent le sang et entraînent la mort.⁴⁰

Les attaques aux gaz de combat constituent une véritable arme de terreur auprès des soldats.

On tente de les prévenir par différents moyens : sirènes, gongs, klaxons, sonneries, gardes⁴¹. Mais le seul moyen de se prémunir d'une attaque au gaz est le port d'un masque, fort inconfortant.

Jean vivra une dizaine d'alertes et sera surtout victime, les 17 et 18 mars 1918, d'une attaque de gaz lacrymogènes dont il décrira avec précision les symptômes :

Extrait du carnet

« Tranchée de l'Anguille. 2^e ligne. Les boches lancent une grande quantité d'obus à gaz aux batteries et dans les lignes.

À 4h, bombardement à gaz...

Un brouillard épais s'abat sur les lignes : on ne voit plus à deux mètres devant soi, et ce subitement.

[...] Une odeur piquante nous prend à la gorge, nous faisant tousser, éternuer, pleurer. Ce sont des gaz lacrymogènes ! Vite le masque. Tout le monde se sent mal et étant obligé de se moucher, il faut enlever le masque. On respire alors du gaz et le malaise s'accroît. Les obus tombent un peu de tous les côtés : avec le masque et le brouillard on ne se voit plus. Le canon tonne. Les mitrailleuses crépitent.

Vers 6h, le brouillard se dissipe : on voit des hommes se diriger, titubant soutenus par d'autres, vers le poste de secours qui est cependant bombardé. Ce sont des victimes du gaz. Le spectacle n'est guère réconfortant ! [...] Nous nous sentons très mal à cause des gaz [...].

Allons en 3^e ligne vers 5h [...].

Vers 7h½, les mitrailleuses et les canons crépitent de plus belle. [...]

Les boches bombardent notre 1^{ère} ligne et les boyaux. Vers 8h, nouvelle odeur piquante. Gaz lacrymogènes à nouveau. Les masques déjà usagés, sont impuissants à neutraliser le poison qui nous déchire les poumons, la gorge, les voies respiratoires. On éternue, les yeux, le nez coulent ; on transpire. Les souffrances sont intolérables ; on souhaite être morts pour en être quitte. Les gaz sont rejetés continuellement vers nous par le déplacement d'air des canons. Nous restons une heure et demie dans ces affres. On allume de petits feux de paille qui nous soulagent médiocrement.



Troupes australiennes. Zonnebeke, secteur d'Ypres, 27 septembre 1917

⁴⁰ SBRAVA David, *La guerre des gaz 1915-1918 vue à travers les archives de l'ECPAD*, Paris, ECPAD, 2011, p. 19-21 (http://www.ecpad.fr/wp-content/uploads/2011/01/guerre_des_gaz.pdf).

⁴¹ Carnet, 18/06/1917.

Vers 9 h½, tout rentre dans le calme.

À minuit, départ pour le cantonnement de KruisAbbelle.

On est très faible. Sur le parcours, nous passons encore dans des vapeurs gazeuses, écœurantes et très dangereuses. Lors de l'émission de gaz en 3^e ligne, alors que nous nous trouvons si mal, des hommes malades ne cessaient de passer, soutenus par d'autres, transportés sur des brancards...

Les vivres ayant été avariés par les gaz ; nous sommes restés depuis le 7 au soir, jusqu'au 19 au matin avec un demi pain que nous n'aurions pas dû manger par précaution. » (17-18/3/1917)

« Arrivée au cantonnement à 2h½ du matin. Café à 6h. Tous les hommes sont encore malades. » (19/3/1917)

« Suis encore malade des gaz. Les poumons me font mal. J'ai la tête lourde. » (20/3/1918)



Soldats de la 55^e division britannique rendus aveugles par les gaz lacrymogènes à la bataille de la Lys en 1918

f) La mort

La guerre, c'est la mort.

Pourtant, Jean d'Otreppe la décrit rarement dans toute sa crudité, même si elle est présente à chaque page de son carnet, dans sa relation des bombardements, des canonnades, des combats aériens journaliers qui bien entendu faisaient quotidiennement des victimes.

Mais lorsqu'il sera confronté lui-même directement à la mort, il en donnera des descriptions rendant compte des mutilations subies par ses compagnons.

Extrait du carnet

« Alors que nous nous trouvions au travail, près des dépôts de munitions, quelques obus tombent à droite, à gauche, se rapprochent de nous. Nous nous couchons entre les rails du chemin de fer vicinal, dans les fossés, chaque fois que nous en entendons siffler un. Ils tombent environ à 50-70 m de nous. Ce sont des 15 (deux [ballons] captifs boches) nous observent. Un obus tombe plus près de nous. Nous n'avons que le temps de nous coucher. Malheureusement deux des nôtres de mon peloton S et M n'ont pas le temps de se coucher. Quand nous nous relevons, à une cinquantaine de mètres de nous, nous voyons des bras s'agiter hors du fossé. On se précipite, mais on doit se recoucher pour un nouvel obus. Sitôt éclaté, on se relève et on va voir. Un soldat français gît, déchiqueté ; un autre : un des nôtres, le ventre ouvert, les bras emportés, la tête en bouillie. M... meurt après quelques contorsions, l'autre S... gémit, la jambe droite amputée. Le lieutenant m'envoie prévenir le capitaine au mess et chercher des brancards. On transporte Scheer à l'hôpital. Il y meurt dans la soirée. » (17/8/1917)

Si certains d'entre eux ont droit à des inhumations dans des cimetières militaires (à Westvleteren par exemple) et à des messes de funérailles, auxquelles Jean assiste d'ailleurs⁴², d'autres sont enterrés à la hâte (lorsqu'ils le sont !), aux abords des tranchées, dans des trous d'obus, dégageant des odeurs pestilentielles.

⁴² Carnet, 18/8/1917.

Extraits du carnet

« Piquet Stamcot en avant de l'Yperlée... Les cadavres enterrés à peu de profondeur... Les cadavres se trouvent encore sur le terrain [...] Dans un abri en 2^e ligne, 3 de nos hommes, dans un abri ont passé la nuit sur un cadavre boche enfoui sous la paille ! Dans un trou d'obus on a découvert un pied... » (3/6/1918)

« [...] Les boches ont capturé un poste de 20 hommes et ont aligné les cadavres devant les barbelés. Beaucoup de tombes d'Anglais enterrés à peu de profondeur : il pue. Les mouches marquent de tâches [sic] noires – tant il y a – les tombes. Des souliers dépassent.

Vais dans un trou d'obus peu profond et m'aperçois qu'un bras dépasse avec les chairs en décomposition. La croix est en miette. Dans un autre trou d'obus, je trouve un cadavre à demi rongé par les rats. En creusant un fossé, un autre donne la main à un mort ! » (25 au 26/6/1918)



Photo de tombe à Steenstraete

La description de la vie dans les tranchées par Jean d'Otreppe en est sa vision propre : sa relation est très souvent factuelle et, par pudeur ou par esprit « bravache », il exprime très rarement ses émotions, ne rendant pas compte ainsi de l'intégralité des aspects de la vie dans les tranchées.

Ainsi, contrairement à d'autres témoignages de soldats, le sentiment d'ennui ou de nostalgie des siens n'est jamais présent chez Jean.

g) L'ennui



Partie d'échecs dans les tranchées

Or l'ennui est l'une des composantes de la vie des tranchées. En effet, la guerre de position confine le soldat dans un espace réduit où s'inscrivent de longues périodes d'attente et d'inactivité.

Diverses occupations vont l'aider à lutter contre un cafard envahissant : jeux de cartes, rédaction de carnets ou de journaux intimes, lecture des journaux du front (dont nous reparlerons ci-après), création d'un véritable artisanat des tranchées.

L'artisanat des tranchées



Soldats gravant des obus

Les soldats, dont beaucoup exerçaient un métier manuel dans la vie civile, s'occupent l'esprit en travaillant les innombrables débris de guerre. Ainsi apparaît, un véritable artisanat, si ce n'est un art, des tranchées : objets utilitaires (briquet, porte-plume, encrier, gamelle...), décoratifs (vases sculptés dans des douilles d'obus, bagues...), pieux (crucifix, chandeliers). Des souvenirs de batailles naissent des amas de métaux (cuivre-laiton-aluminium), de bois et de pierre laissés sur les lieux des combats.

Ils sont parfois l'objet de troc entre soldats qui les acquièrent en échange d'autres biens (cigarettes par exemple) ou comme cadeaux futurs à leur famille.



Artisanat de tranchée, douille d'obus

h) Isolement et nostalgie des siens

Contrairement à Jean, dont les parents d'abord réfugiés en Angleterre ont réussi à se rapprocher de lui en regagnant Carterêt, en France⁴³, bon nombre de soldats belges sont séparés de leur famille demeurée en Belgique occupée. Contrairement aux poilus français, ils ne peuvent pas revoir leur famille lors de leurs permissions.

La correspondance est donc pour la plupart des soldats belges le seul lien avec leurs proches. Cependant, afin d'affaiblir le moral des troupes, l'ennemi interdit toute communication entre les civils en territoire occupé et les soldats belges. Des organisations clandestines – le *Mot du soldat* et le Bureau de la Correspondance belge – se créent et aident à l'acheminement des lettres via les Pays-Bas, l'Angleterre ou la France. Nombreux sont ceux qui paieront de leur vie ces actions de résistance⁴⁴.

Notons enfin que les échanges épistolaires sont soumis à la censure militaire belge qui doit empêcher la transmission de tout renseignement pouvant compromettre le secret des opérations, nuire à la défense nationale, permettre l'accomplissement d'un délit ou dévoiler les moyens de correspondance ainsi que le nom des membres des organisations clandestines⁴⁵.



Souvenir de l'Yser

Ces contraintes renforcent l'inquiétude des soldats pour leur famille restée en Belgique occupée.

Pour rompre l'isolement des combattants, de nombreux journaux du front sont créés dès 1915.

Rédigés par des aumôniers, des brancardiers, des officiers ou de simples soldats, ils redonnent vie à une certaine forme de presse locale, réunissant ainsi les soldats d'une même région, d'un même établissement scolaire⁴⁶ et réimplantant ainsi le terroir dans les tranchées.

Les soldats peuvent, en effet, y trouver des nouvelles de leur région, de leur village ou de leur école, y lire des contes régionaux, y trouver l'état civil de leur commune, etc.

Enfin, des marraines de guerre (anglaises ou françaises) adoptent les soldats et leur soutiennent le moral par l'envoi de courrier et de colis. Toutefois, l'institution de la marraine de guerre va souffrir à la fin de la guerre d'une campagne de dénigrement. La marraine de guerre sera alors représentée comme une femme facile ou bien comme une « vieille fille » en quête d'un mari⁴⁷.



Une du *Claque à fond* : paraît au front belge de la 7^e brigade d'infanterie, n° 14 (mai 1917)

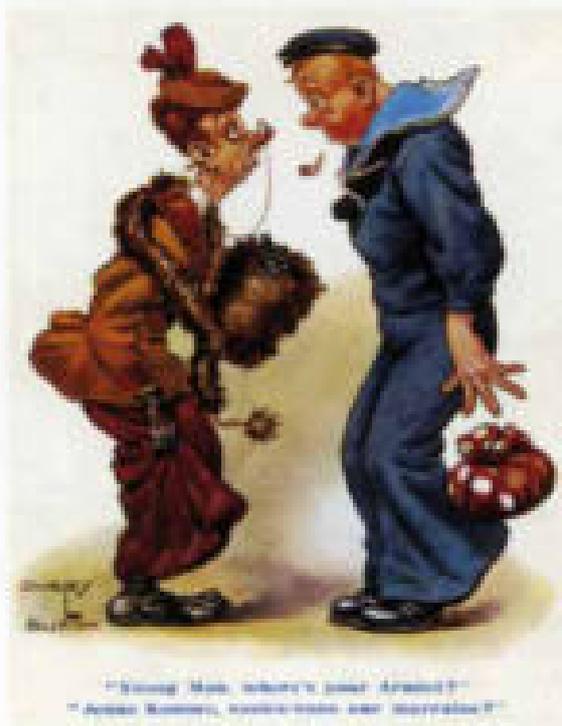
⁴³ Lors de ses rares congés, il réussira d'ailleurs à rendre deux fois visite à sa mère et à son frère.

⁴⁴ MASSART Jean, *La Presse clandestine dans la Belgique occupée*, Paris-Nancy, Berger-Levrault, 1917 (<https://archive.org/details/lapresseclandestoomassuoft>).

⁴⁵ BENVINDO Bruno, *op. cit.*, p. 22.

⁴⁶ Amon nos Autes /liégeois, *Le Trait d'Union/namurois, Al' Craq'rie/dinantais, la Corbeille/collège des jésuites de Liège, etc.* (FLAMENT Julien, « La presse belge durant la guerre », in LYR René (dir.), *Nos héros morts pour la Patrie*, Bruxelles, E. Van der Elst - Établissements L. Collignon, 1920, p. 294-304).

⁴⁷ « Les marraines de guerre », in DE LOOK Francis, LOODTS Patrick, *Médecins de la Grande Guerre*, [en ligne], http://www.1914-1918.be/insolite_marraine_de_guerre.php (Page consultée le 30/04/2014 ; dernière mise à jour le 21/04/2014) ; ANTIER Chantal, *Les femmes dans la Grande Guerre*, Paris, Éditions Soteka, 2011, p. 102 (Collection Vivre dans la guerre).



Ces cartes postales illustrent les deux visions de la marraine de guerre. À gauche, il s'agit d'une vieille bourgeoise ; à droite d'une sémillante jeune fille

i) Les rapports soldats – officiers

Si Jean d'Otreppe n'émet, à aucun moment, de critiques envers la hiérarchie militaire, celles-ci ne sont pourtant pas rares dans les écrits d'autres soldats⁴⁸.

Le mépris exprimé par les supérieurs, leur incompétence, leur brutalité parfois, aiguissent les rancœurs, mais ce sont les contraintes de la vie militaire avec les exercices, les corvées et les marches harassantes imposées en période de repos qui exaspèrent particulièrement les soldats.

Aussi, préfèrent-ils parfois être en première ligne que supporter les humiliations inhérentes à la discipline militaire⁴⁹ ! Si les reproches vont à l'armée, rarement ils ne critiquent la guerre et ne refusent de combattre⁵⁰.

L'unilinguisme des officiers francophones, issus souvent de la bourgeoisie wallonne et flamande, allié au mépris qu'ils affichent pour leurs subordonnés, augmente plus encore la distance qui les sépare des soldats flamands⁵¹.

Il faut néanmoins noter que l'armée belge ne connaît pas de mouvements de révolte comparables aux mutineries de l'armée française de 1917 (sans doute parce qu'elle n'aura pas à subir des offensives meurtrières semblables à celles qui fauchent en masse les poilus français).

Pourtant, la « justice » militaire n'est pas inactive : de 1914 à 1918, elle instruit 77 116 affaires et prononce 35 544 condamnations, pour insubordination (les cas les plus fréquents), désertions (il s'agit dans bien des cas de quitter le front pour prendre un peu de repos)⁵², outrages à supérieur, vol (de nourriture, le ravitaillement n'étant pas toujours garanti) et abandons de poste⁵³.

Les soldats, dans leur grande majorité, se voient infliger des peines d'emprisonnement inférieures à 5 ans qui sont rarement purgées dans leur intégralité.

Sur la durée du conflit, 220 condamnations à mort seront prononcées, mais 12 sont exécutées (dont 4 pour insubordination et 5 pour abandon de poste)⁵⁴.



Front belge. Cachot

⁴⁸ BENVINDO Bruno, *op. cit.*, p. 102. Voir également AMEZ Benoît, « La justice militaire belge en 14-18... », in *op. cit.*, p. 4.

⁴⁹ BENVINDO Bruno, *op. cit.*, p. 106

⁵⁰ AMEZ Benoît, *Dans les tranchées : les écrits non publiés... op. cit.*, p. 12.

⁵¹ BENVINDO Bruno, *op. cit.*, p. 106

⁵² AMEZ Benoît, « La justice militaire belge en 14-18... », in *op. cit.*, p. 9.

⁵³ *Ibidem*.

⁵⁴ BENVINDO Bruno, *op. cit.*, p. 153

Les animaux sont réquisitionnés dès 1914 et remplissent des tâches variées pendant la guerre : le transport (chevaux, ânes, mulets, bœufs, chiens de transport). La traction canine est une « spécialité » belge : les chiens tractant des mitrailleuses de carabiniers belges), la cavalerie, la livraison du ravitaillement, la communication (pigeons et chiens de liaison), des missions de reconnaissance et de défense (chiens sentinelles), la chasse aux rats...



Front belge. Les chiens des mitrailleurs



Stubby, chien américain le plus décoré de la Première Guerre mondiale

La violence des champs de bataille n'épargne ni les hommes, ni les animaux. Beaucoup souffriront énormément au cours du conflit, à cause des nombreuses privations, des conditions climatiques et par la nature même de la guerre : ils sont blessés par les gaz, les explosions, les projectiles.

Les animaux apportent également un réconfort moral aux troupes, leur permettant de tenir et de s'accrocher à la vie. Considérés comme de véritables compagnons de tranchée, les soldats en prennent soin, parfois les adoptent. Certains deviennent même de véritables mascottes pour des compagnies.

Il existe plusieurs monuments commémoratifs qui rendent hommage aux animaux qui ont servi au cours de la Grande Guerre. Ainsi, à Bruxelles et à Charleroi, il existe un monument au pigeon-soldat. A Clermont-sur-Berwinne, une stèle leur rend également hommage. Enfin, à Londres, un impressionnant mémorial aux animaux de guerre est dédié aux animaux qui ont servi aux côtés des armées britanniques et alliées.



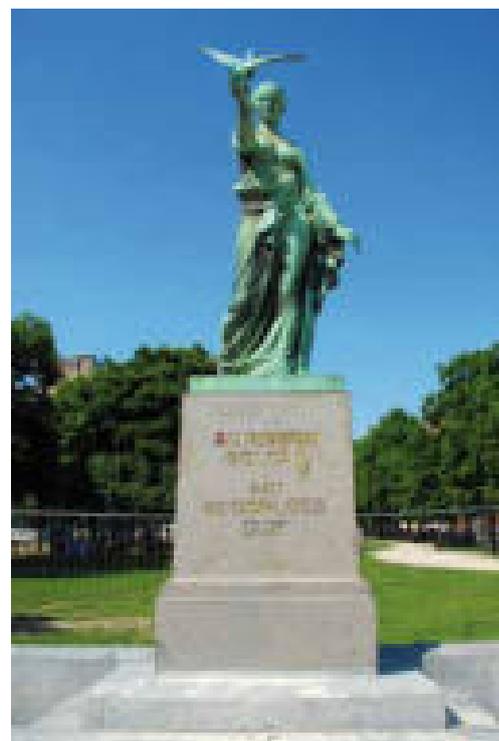
Un soldat américain présentant son masque à gaz et celui de son cheval



David Backhouse, « Mémorial des animaux de guerre », Londres, 2004



Frédéric Thomson, « Monument aux animaux de la guerre », Clermont-sur-Berwinne, 2009



Victor Voets, « Monument au Pigeon-Soldat », Bruxelles, 1931

Dribbler l'ennemi

Noël 1914. Frelinghien, département du Nord, France, front de l'Ouest, à quelques kilomètres de la frontière avec la Belgique. Un curieux match de football « amical » improvisé a lieu au milieu de la boucherie du champ de bataille : les soldats anglais et allemands qui s'entretenaient quelques heures auparavant profitent d'une trêve pour fraterniser autour d'un ballon rond avant d'être renvoyés au combat dans leurs tranchées respectives.

Plutôt réservé à l'élite avant le conflit, le football fut pourtant de loin le sport le plus pratiqué durant la guerre. La cohabitation avec les troupes britanniques chez qui le football professionnel était implanté depuis plus de 25 ans constitua une des raisons de l'essor de ce sport qui ne nécessitait guère plus qu'un pré à peu près plat et un ballon, fût-il fait de vieux chiffons.

La presse participa aussi à l'édification d'une mémoire sportive de la guerre en multipliant les rubriques donnant des nouvelles des sportifs au front et de leur comportement héroïque.

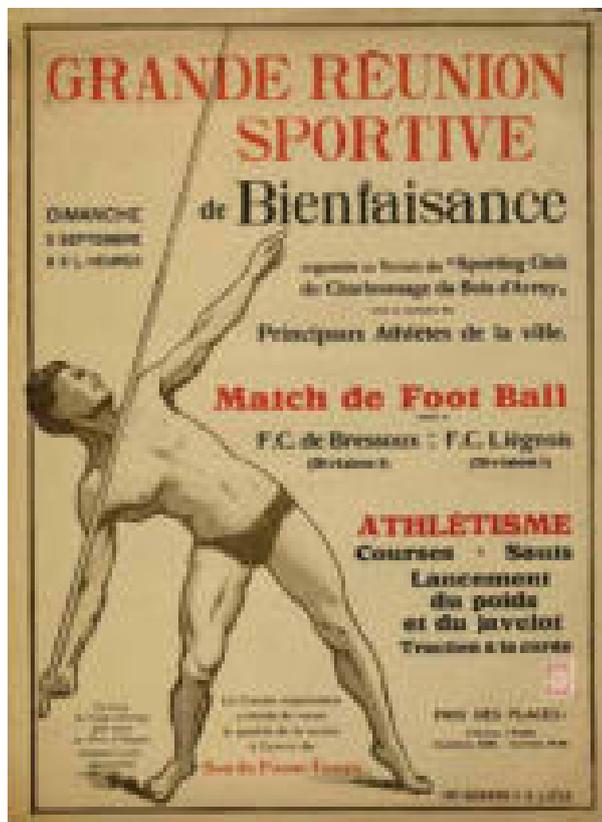
Ainsi, lors de la bataille de la Somme en juillet 1916, le capitaine Nevill et ses hommes du East Surrey Regiment britannique donnèrent l'assaut en « dribblant » le ballon jusqu'aux lignes ennemies. Fantaisie héroïque commentée par toute la presse européenne de l'époque qui y vit l'opposition entre la bestialité des « Boches » et l'esprit de liberté propre au sport chez les « Tommies¹ » anglais².

La pratique du football se développa également dans les cantonnements des armées de cette guerre de position, encouragée par les états-majors qui fournirent même des ballons aux troupes en 1917.

Ce fut également une activité importante des camps de prisonniers en Allemagne pour lutter contre l'ennui. De véritables tournois y furent organisés, reproduisant l'ambiance des stades d'avant-guerre, au rythme des cris des milliers de spectateurs-prisonniers.

Le football fut ainsi l'interface symbolique entre le front et l'arrière, entre le civil et le militaire qui put, grâce à la mobilisation des gens de l'arrière pour l'envoi de ballons, pratiquer une activité de loisir comme en temps de paix.

Chez nous, l'Union Belge des Sociétés de Football Association suspendit les matches officiels et de nombreux joueurs revêtirent l'uniforme, comme au Standard de Liège où les joueurs s'engagèrent en masse. Cependant, l'activité sportive continua pendant la guerre, principalement pour soutenir des associations caritatives locales comme le « Sou du Passe-temps » liégeois.



Affiche pour une réunion sportive de bienfaisance, 1917

Le football fut, avec le rugby, le sport qui paya le plus lourd tribut aux drames humains entre 1914 et 1918.

Dans les rangs des footballeurs belges, le bilan des pertes s'éleva à plus de 500 victimes, issues notamment des clubs liégeois qui évoluaient alors au plus haut niveau.

Parmi ces jeunes footballeurs au comportement héroïque, il faut se souvenir de Marcel « Lily » Evrard, ancien élève de l'Athénée royal Charles Rogier et joueur-vedette du FC Liégeois dès 1912.



L'équipe du FC Tilleur lors de la saison 1915-1916

¹ Nom donné aux soldats anglais immortalisé dans un poème de Rudyard Kipling. Diminutif de « Tommy Atkins », nom d'un soldat britannique héroïque. L'expression daterait d'avant 1743 mais s'applique principalement aux soldats de la Grande Guerre.

² SOREZ Julien, « Le football français et la Grande Guerre : une pratique sportive à l'épreuve du feu », in *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 106 (2012), p. 11-19.

Blessé et réformé en 1914, ce jeune caporal reprit néanmoins volontairement du service le mois suivant. Il fut alors versé dans l'aviation et se tua en pilotant son biplan Farman dans l'Essonne en septembre 1916. Ses exploits lui valurent d'être décoré de l'ordre de Léopold et de la Croix de Guerre.

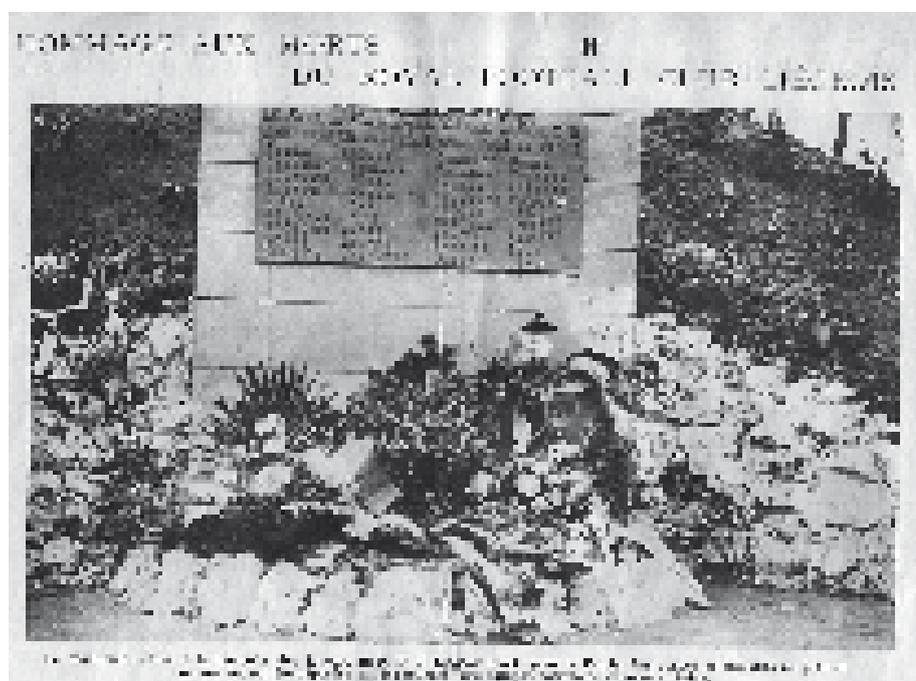
La région verviétoise ne fut pas en reste. En témoignent les récits de la bravoure des joueurs du RCS Verviers comme Maurice Grignard : cet ancien étudiant de l'Université de Liège s'engagea volontairement et fut affecté au 10^e Régiment de Ligne qu'il rejoignit comme sergent avant d'être promu adjudant puis sous-lieutenant. Officier calme, dévoué, courageux et imperturbable face au danger, il fut atteint d'une balle en pleine tête le 15 octobre 1918 à Torhout, lors de l'assaut d'un nid de mitrailleuses ennemies. Hommage lui est rendu dans le bâtiment de l'université de la place du 20-Août à Liège, où son nom est gravé sur le mémorial dédié aux universitaires liégeois morts pour la patrie.

Les exemples de bravoure et de sacrifice des jeunes footballeurs liégeois furent si nombreux que beaucoup de clubs consacrèrent un monument à leurs jeunes affiliés tombés au champ d'honneur, comme au FC Theux ou au FC Liégeois.



Maurice Grignard

C'est d'ailleurs à un footballeur et sculpteur de renom, Oscar Berchmans, frère du premier président du FC Liégeois, que la Ville de Liège confia la réalisation de nombreux mémoriaux après la guerre, comme à Bressoux ou au cimetière de Robermont.



Le monument aux morts du RFC Liégeois (photo de 1922) à Rocourt, disparu lors de la construction du complexe « Kinopolis » en 1995

Héroïsme et cyclisme

Sport bien plus populaire que le football au début du conflit, le cyclisme connut lui aussi son lot de drames humains.

Au niveau international, la France fut de loin la plus touchée : on peut citer les disparitions de François Faber, Octave Lapize et Lucien Petit-Breton, tous trois anciens vainqueurs du Tour de France, mais ce sont en fait des dizaines de coureurs qui firent le sacrifice de leur vie.

En Allemagne, par contre, la liste des pertes chez les coureurs cyclistes et les autres sportifs de haut niveau est bien plus courte, conséquence d'une politique délibérée de n'envoyer que parcimonieusement les athlètes célèbres au front.

À partir d'août 1914, toutes les courses furent annulées et ne reprirent qu'après 1918 ; en Belgique, seuls quelques événements eurent lieu sur piste, comme par exemple au vélodrome du Karreveld à Molenbeek.

En Province de Liège, Marcel Kerff fut une des premières victimes civiles du conflit, accusé d'espionnage et exécuté par les Allemands à Mouland le 7 août 1914. En fait, il avait seulement enfourché son vélo pour aller observer la progression de l'armée ennemie vers son village... Il avait été le premier coureur wallon à atteindre le niveau international en terminant le tout premier Tour de France de 1903 à une très honorable 6^e place qui lui avait valu la reconnaissance des cadors du peloton de l'époque.

Fils du quartier d'Outremeuse où il était né le 19 mai 1890, Victor Fastré fut un autre brillant jeune coureur qui remporta Liège-Bastogne et retour en 1909 dans la catégorie « amateurs ». Il fut champion provincial la même année avant de passer chez les professionnels où il obtint quelques excellents résultats, tant sur route que sur piste. Soldat au 5^e Régiment de Ligne, il fut tué le matin du 12 septembre 1914 comme 300 de ses frères d'armes, en tentant de repousser l'ennemi allemand lors de la bataille du moulin de Rotselaar (Brabant). Son nom figure sur le monument aux morts du quartier d'Outremeuse, situé à l'intérieur de l'église Saint-Pholien et sur la plaque commémorative apposée sur le mur extérieur de l'église.



Victor Fastré arborant le maillot de l'équipe Alcyon

Parmi les nombreux autres jeunes coureurs liégeois qui périrent entre 1914 et 1918, il faut aussi rendre hommage, entre autres, à Jean Demarteau, Verviétois tué lors de la bataille de Halen (Province de Limbourg) le 14 août 1914, Dieudonné Jamar de Hozémont qui avait remporté le championnat de Belgique sur route en 1905 ou encore Joseph Lejeune junior et Armand Pirlot, tous deux portant le maillot de l'équipe cycliste herstalienne « Sarolea ».

Mentionnons encore Victor Dethier, coureur professionnel de Jemeppe qui fut détenu dans les camps de Hameln et de Soltau (Basse-Saxe, Allemagne). Il était devenu champion de Belgique sur route dans la catégorie « professionnels » en 1914 à Dinant, quelques mois avant le début du conflit. Dans les camps, il arborait fièrement son nouveau maillot aux couleurs nationales qu'il refusait de quitter malgré les brimades des gardes-chiourmes allemands.

Il rentra néanmoins en Belgique à la fin de la guerre et vécut dans la région liégeoise jusqu'à son décès en 1963, à l'âge de 71 ans.



Stèle en hommage aux combattants de 1914 - 1918 du quartier d'Outremeuse



GROUPE DE PRISONNIERS BELGES DE JEMEPPE-SUR-MEUSE.
Au centre, porteur du maillot tricolore, notre sympathique coureur cycliste Victor Dethier.

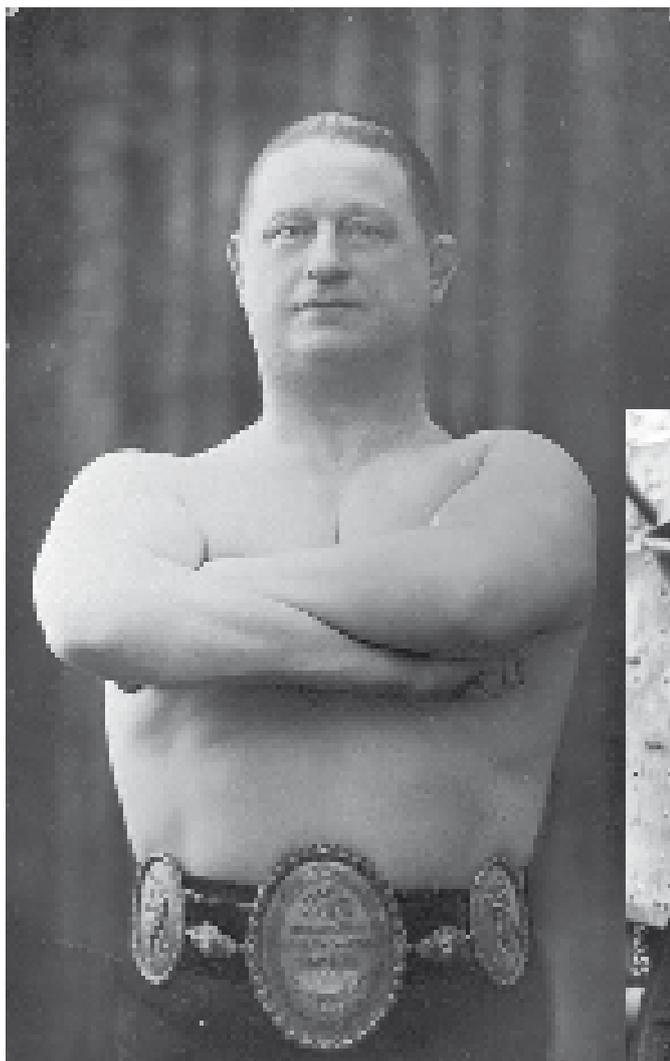
Victor Dethier posant dans son maillot de champion de Belgique avec ses compagnons de captivité

Constant-le-Marin et les Autos-Canons-Mitrailleuses

Lorsqu'il signa son engagement dans l'armée belge en 1914 malgré un tirage au sort qui l'en dispensait, Henri Herd, dit « Constant-le-Marin », était, depuis plusieurs années déjà, un lutteur de réputation mondiale...

Né en 1884 de parents d'origine prussienne, cet enfant d'Outremeuse au physique de colosse parvint en effet à rejoindre les rangs de l'élite sportive mondiale à une époque où les sports d'équipe n'avaient pas encore les faveurs du public ; il imitait ainsi son idole, le Namurois « Constant-le-Boucher », champion du monde de lutte gréco-romaine. Le jeune Henri lui rendit hommage en adoptant une partie de son patronyme transformé en « Constant-le-Marin » pour témoigner aussi de ses rêves de voyages à travers les mers et les océans.

Remportant les tournois de lutte les plus prestigieux dans le monde entier à partir de 1905, jusqu'à l'obtention du titre suprême de champion du monde en 1913, le Liégeois s'était considérablement enrichi, au point d'accumuler des centaines de milliers de francs-or au moment où la guerre éclata (en comparaison, le vainqueur du Tour de France 1913 avait gagné 5 000 francs-or).



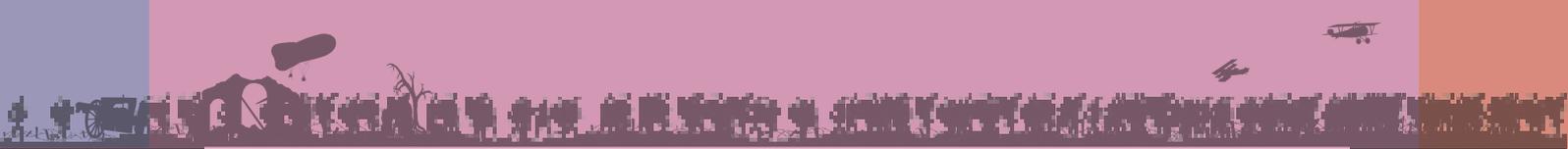
Henri Herd posant avec sa Ceinture d'or en 1908

Cette fortune ne l'empêcha pourtant pas de devenir mitrailleur au sein du Corps des Autos-Canons-Mitrailleuses qui défendit la ville d'Anvers jusqu'à sa chute, avant de se replier en France. Ce corps d'armée embarqua à Brest en septembre 1915, fort de 78 véhicules blindés, 23 motos, 120 bicyclettes et 333 hommes qui rejoignirent la lointaine Arkhangelsk en Sibérie, pour combattre les Allemands et Austro-Hongrois aux côtés de l'armée impériale russe.

Parmi les compagnons d'armes de Constant-le-Marin figuraient, outre son propre neveu, le poète Marcel Thiry et Julien Lahaut, Sérésien et futur président du Parti communiste de Belgique, assassiné lors de la Question royale.



Le lutteur devant son auto blindée



Lors des combats, 15 soldats furent tués et 40 blessés parmi lesquels notre lutteur. L'hebdomadaire sportif français *Rugby* relatait en 1918 ses exploits sur le front de l'Est, en publiant un relevé d'inquiétantes blessures.

La célèbre lutteur belge Constant le Marin, qui se signala au début de la guerre comme automobiliste mitrailleur à la défense d'Anvers puis fut envoyé en Russie, est titulaire de neuf citations et de cinq décorations. Il vint d'être rapatrié en France en qualité de grand blessé. Au cours de sa carrière militaire, il a reçu : une balle au cou, des éclats dans les yeux et les oreilles, une balle dans la civilité droite, deux dans l'omoplate gauche, une dans le bras droit, une dans le bras gauche, des éclats dans le coude et dans l'épaule droite, une balle explosive au-dessus du genou...



Extrait de *Rugby. Hebdomadaire sportif*, 23 mars 1918

Impliqués malgré eux dans la révolution russe, les soldats belges ne purent reprendre la route la plus courte vers leur terre natale et durent passer par Vladivostok et les États-Unis, où ils furent reçus en héros lors de leur arrivée à San Francisco en juin 1918, avant d'enfin rejoindre la France le mois suivant.

En récompense de sa bravoure et de son attachement à la patrie, Constant-Le-Marin reçut neuf citations et cinq décorations dont la Croix de Saint-Georges, principale décoration militaire russe, remise par le tsar Nicolas II.

Une de ces citations à l'ordre décrivait le maréchal-des-logis Herd en ces termes : « Sous-officier très brave et très courageux, animé d'un grand esprit de sacrifice et d'un réel mépris du danger. Chef d'une voiture blindée depuis le début de la campagne, a toujours été un exemple pour ses sous-ordres. A été sérieusement blessé en

accomplissant une mission, et, au prix de souffrances inouïes, est parvenu à rejoindre nos lignes. »

Après la guerre, Henri Herd put reprendre le sport grâce à d'incroyables efforts de revalidation et redevint encore champion du monde en 1921 et en 1924. Il demeura à Cointe jusqu'en 1940. Alors trop âgé pour retourner sur le champ de bataille, il quitta sa résidence de Cointe pour s'embarquer vers l'Amérique du Sud où il résida jusqu'en 1946.

De retour à Liège après la guerre, il ouvrit « Le Café des Lutteurs », un établissement en Outremeuse dans le sous-sol duquel de nombreux jeunes Liégeois s'initiaient à la lutte gréco-romaine et au « catch ».

En 1965, le « Roi de la Lutte », soldat-héros, s'éteignit dans la Cité ardente.



Plaque Constant le Marin, rue Puit-en-Sock, à Liège



Les tranchées : aspects techniques

« Grande guerre », « guerre des tranchées » : deux termes devenus presque synonymes.

Les tranchées, en 1914, ne constituent pas une nouveauté. Mais c'est au cours de la Première Guerre mondiale que l'enterrement de l'infanterie dans les tranchées est érigé en un système qui atteint une extension spatiale et un degré de perfectionnement sans précédent¹.

Le système des tranchées exprime une supériorité de la défense sur l'attaque.

Dans la guerre des tranchées, les belligérants sont séparés par une zone de danger extrême d'une largeur de 20 à 100 mètres : le *no man's land*.



No man's land, Ypres, 1917

L'une des principales faiblesses du système des tranchées tient au manque de mobilité des troupes, aux difficultés du déplacement du matériel et aux problèmes d'approvisionnement.

Le système des tranchées n'est sommaire qu'en apparence : en effet, l'extension des techniques d'observation depuis le sol (périscopes), par ballon ou par avion (photographie aérienne) ainsi que le développement du camouflage et des leurres prouvent sa sophistication croissante². Comme le résume l'historien Stéphane Audoin-Rouzeau, la systématisation des tranchées fit de la Grande Guerre une longue, immense et interminable guerre de siège.

Artillerie (Grosse Bertha...) et mitrailleuses (armes automatiques)

Les mitrailleuses et l'artillerie sont les deux grandes armes de domination du champ de bataille. Tout au long du conflit, ces deux armes connaissent des perfectionnements divergents. Des recherches vont être effectuées afin de rendre les mitrailleuses plus légères et donc plus maniables. Grâce à ces progrès, ces armes pourront tirer jusqu'à 600 coups par minute. Par contre, les canons vont être alourdis afin d'être capables de tirer des obus dont le calibre est de plus en plus gros.

Les pertes dues à ces deux armes sont d'une importance inimaginable auparavant. Une pièce d'artillerie allemande nommée la « Grosse Bertha »³ est utilisée pour bombarder Liège en 1914³. Des centaines d'obus de plus de 800 kilos chacun abrègent la résistance des forts de Liège. En effet, les forts ont été conçus de façon à résister aux obus d'un diamètre de 210 mm (le calibre courant pour les canons les plus lourds), alors que les obus allemands ont un diamètre de 420 mm. Si les pertes sont généralement réduites, il en va autrement au fort de Loncin, où un obus transperce le plafond



Tranchée britannique à Zillebeke

¹ On se référera très utilement à la somme éditée en 2004 sous la direction de Stéphane Audoin-Rouzeau et Jean-Jacques Becker : *Encyclopédie de la Grande Guerre 1914-1918 : histoire et culture*. Les informations reprises dans ce chapitre proviennent essentiellement de cet ouvrage, réédité en 2014.

² AUDOIN-ROUZEAU Stéphane, BECKER Jean-Jacques (dir.), *Encyclopédie de la Grande Guerre 1914-1918 : histoire et culture*, Paris, Bayard, 2004, p. 247-253.

³ Voir le chapitre « L'invasion ».

pour atterrir dans le dépôt de munitions et faire sauter le fort, mettant ainsi un terme à la bataille de Liège⁴.



Mitrailleuse



La « Grosse Bertha »

Avions et blindés

Si l'avion existe avant le conflit, la guerre entraîne néanmoins un changement d'échelle capital au combat dans la troisième dimension. Quant aux chars, ils sont nés véritablement des nécessités de la guerre, en réponse au blocage stratégique sur le front ouest à la fin de l'année 1914. Le couple char-avion apparaît lors des deux dernières années de la Grande Guerre.

Dans un premier temps, l'aviation⁵ est principalement utilisée pour la reconnaissance des positions ennemies.



Biplan Voisin utilisé au début de la guerre pour la reconnaissance et le bombardement

Au cours des deux premières années de la guerre, les duels aériens entre « as » fascinent les opinions publiques. Ceci témoigne de la manière dont la vieille éthique guerrière, disparue dans la boue des tranchées, parvient paradoxalement à se réfugier dans l'arme la plus moderne du conflit. Puis, à partir de l'année 1916, l'aviation subit une mutation capitale : l'augmentation de la vitesse, de l'agilité, de la capacité d'ascension rapide, de l'aisance de vol et de la robustesse des machines. Une série d'innovations voient le jour : mitrailleuses synchronisées avec l'hélice (invention notamment due à l'aviateur Roland Garros, mort dans un combat aérien le 5 octobre 1918), viseurs, appareils photographiques, radios, balles incendiaires et blindages, bombes plus grosses et plus efficaces.



Roland Garros



Chasseur équipé d'une double mitrailleuse

Quoi qu'il en soit, l'aviation, au début de la guerre, est considérée beaucoup plus comme un tour de force que comme une force. Les états-majors n'ont au départ aucune idée de son rôle tactique. L'aviation doit lutter contre le scepticisme des fantassins. Vivant dans la boue, ceux-ci envient les aviateurs et contestent même leur supposé héroïsme. Mais les perfectionnements apportés dans la photographie aérienne donnent aux plus sceptiques des preuves irréfutables. Les renseignements fournis apportent un soutien précieux à toutes les forces engagées dans le conflit.

Parmi les aviateurs liégeois qui se distinguent, mentionnons Arsène Demanet (8/1/1884 – 11/11/1918). Né à Liège, il est un des premiers aviateurs belges. Chef d'escadrille à Liège, il participe à toute la campagne et tombe au Champ d'Honneur à Landuyt, en Flandre Orientale le jour de l'armistice, le 11 novembre 1918, tué d'un éclat d'obus⁶.

⁴ DEBEER Bart, SLOS Steven, *Guide de la Première guerre mondiale*, Gand, De Rouck, 2013, p. 21.

⁵ AUDOIN-ROUZEAU Stéphane, « Avions et chars », in AUDOIN-ROUZEAU Stéphane, BECKER Jean-Jacques (dir), *Encyclopédie de la Grande Guerre 1914-1918 : histoire et culture*, Paris, Bayard, 2004, p. 263-268.

⁶ « Aviateurs morts pour la Patrie », in LYR René, *Nos héros morts pour la Patrie. L'épopée belge de 1914 à 1918*, Bruxelles, E. Van der Elst - Etablissements L. Collignon, 1920, p. 131.



Arsène Demanet



Jules Dupont

Citons encore le Serésien Jules Dupont, Caporal-Aviateur⁷. Ce benjamin de l'aviation belge s'engage le 4 août 1914, à l'âge de 19 ans. Blessé gravement le 26 mars 1915, à Steenkerke, il trouve la mort à Étampes, le 20 août 1917.

Du côté allemand, le baron von Richthofen (1892-1918), aussi appelé le « Baron Rouge » (en raison de la couleur de son avion, un Fokker), est célèbre pour ses nombreuses victoires à l'issue de duels aériens.



Baron von Richthofen

Les Britanniques stimulent quant à eux les recherches dans le domaine des « tanks ». Notons la troublante parenté avec les navires de guerre. Au départ, la fabrication des chars est orientée par les services techniques de la *Royal Navy* ! La conception même de ces chars découle donc de la conception « navale » : les servants forment des « équipages », le char est équipé de « tourelles », il dispose d'une « coque ». Leur forme fait d'ailleurs penser à des « cuirassés terrestres ». D'abord très lourds, des modèles plus légers sont ensuite construits. Ceux-ci sont des succédanés des chevaux. La cavalerie a perdu, dès le début de la guerre, son rôle séculaire d'arme de rupture sur le champ de bataille. Les chars légers⁸ offrent en quelque sorte une seconde chance aux cavaliers, nombreux parmi les tankistes.



Tank britannique Mark IV

La guerre sur mer

La Première Guerre mondiale se déroule surtout sur terre et les grandes batailles navales restent exceptionnelles. Le blocus économique de l'Allemagne est néanmoins de première importance : il convient d'isoler l'ennemi tout en assurant l'approvisionnement par mer du Royaume-Uni, de la France et de la Russie. Les sous-marins allemands essaient de couper cet apport, provoquant ainsi l'entrée en guerre des États-Unis en 1917. Grâce à une bonne organisation, les alliés réussissent à conjurer le danger lié à la guerre sous-marine absolue décidée par les Allemands. À partir de mai 1917⁹, ils naviguent en convois sous escorte dans l'océan Atlantique. La Manche est défendue par des navires de guerre et des champs de mines. Les alliés centralisent et propagent les renseignements sur la présence des sous-marins. Ils emploient le *sonar* (pour *sound navigation and ranging*, navigation et télémétrie par écho sonore) qui vient juste d'être inventé, grâce aux travaux de Constantin Chilowski et de Paul Langevin : ce système permet de repérer un objet sous l'eau grâce à la manière dont le son se propage dans l'eau.

Médecine et blessures de guerre

Il est impossible de dresser un inventaire complet des blessures de guerre. Elles sont nombreuses et prennent diverses formes rappelées dans beaucoup de brochures médicales éditées après le conflit. Le nombre de blessés et mutilés est impressionnant (la France compte ainsi entre 10 et 15 000 combattants défigurés) et l'éventail des dégâts sur les corps et les esprits est proportionnel à l'ampleur des développements technologiques déployés pendant les quatre années de guerre : amputations, blessures au visage, séquelles pulmonaires dues au gaz, troubles psychologiques...

La nouveauté dans ce phénomène réside surtout dans la fréquence et la gravité de ces blessures¹⁰. De plus, les retards dans les évacuations des blessés en raison de l'impréparation et de l'inexpérience des divers services de santé face à la guerre moderne ont pour les blessés de lourdes conséquences.



Opération chirurgicale dans une ambulance de campagne

⁷ FABRY Camille (éd.), *Le Livre d'Or de Seraing. 1914-1918*, Seraing, Ville de Seraing-sur-Meuse, 1923, p. 32.

⁸ Dont celui construit par Renault pèse 6.5 t., roule à 9 km/h, fonctionne avec un équipage de deux hommes seulement et est armé d'une mitrailleuse et d'un canon de 37 mm.

⁹ DE VOS Luc, *La Première Guerre mondiale*, Bruxelles, Editions J.-M. Collet, 1997, p. 120.

¹⁰ DELAPORTE Sophie, « Sans visage », in *Les Collections de l'Histoire*, n°61 (octobre-décembre 2013), p. 71.

Les projectiles lacèrent les corps et défigurent les visages (« les gueules cassées »). On atteint des sommets de brutalité au point qu'un historien américain, George Mosse, parle de « brutalisation » pour expliquer cette violence corporelle inouïe.

Face à ces nouveaux types de blessures, la médecine se perfectionne, répond de manière parfois inattendue et originale à des problèmes qui ne s'étaient jamais posés auparavant. On assiste véritablement à la naissance de la chirurgie maxillo-faciale. Par exemple, les plaies et blessures crâniennes ont nécessité des trépanations très nombreuses. De nombreux progrès chirurgicaux sont faits en matière de reconstructions faciales, afin de soigner et rendre la vie plus facile à ces gueules cassées.

Les « gueules cassées »

Marc Ferry et Etienne Lapraille



Une « gueule cassée »

Quelle appellation interpellante, mais pourtant tout à fait révélatrice des mutilations importantes constatées sur des milliers de blessés de la « Grande Guerre ».

À la lecture des témoignages et à la vue des photos d'époque, nous sommes confrontés à l'horreur qu'ont subie et supportée ces infortunés, défigurés par la puissance destructrice toujours plus grande et toujours plus traumatisante des nouvelles armes de guerre.

Le colonel français Yves Picot, lui-même blessé de la face, leur donne ce nom devenu tristement célèbre de « gueules cassées ». Il crée un organisme de défense, l'Union des blessés de la face, qui récolte des fonds via des souscriptions et des dons.

Ces mutilations au visage laissent des séquelles non seulement physiques, mais aussi psychologiques ... Comment supporter la violence du regard d'autrui ?

Le manque d'hygiène, la non-connaissance de ces nouveaux traumatismes, les retards dans l'évacuation des blessés ont pour conséquence directe l'hémorragie et l'asphyxie des patients. C'est seulement à partir de 1916 que les blessés sont installés en position semi-assise ou latérale sur le brancard pour empêcher l'asphyxie, l'inhalation de sang ou de tissus.

De plus, suite aux consolidations de ces fractures dans des positions anormales, des complications multiples apparaissent.

Certains mutilés de guerre pourront, par la suite, bénéficier de greffes et de prothèses, pour retrouver un semblant de dignité et d'aisance fonctionnelle.

Les prothèses provisoires et définitives sont réalisées par des mécaniciens dentistes. Après avoir été photographié, un moulage facial est effectué sur le blessé. À partir du moulage du visage mutilé, les mécaniciens réalisent les appareils prothétiques. La prothèse définitive prend plusieurs formes. Il existe notamment des prothèses oculaires et oculonasaux. Mais ces prothèses restent des artifices. La coloration de la prothèse reste différente des tissus voisins. De plus, le poids et la rigidité des prothèses gênent énormément ceux qui les portent.



Prothèse à destination des gueules cassées

Tous ces événements dramatiques vont néanmoins contribuer à l'évolution positive de la chirurgie réparatrice maxillo-faciale.

Depuis cette époque, les progrès de la chirurgie en général et de la chirurgie maxillo-faciale en particulier sont tels que bon nombre de cas malheureux (accident de travail, accident de la route, cancer, etc.) peuvent désormais être soignés efficacement.

Sans ces avancées, ces patients handicapés seraient condamnés à une vie recluse, presque végétative.

Notre devise nationale « L'Union fait la force » illustre parfaitement la collaboration

qui doit exister entre chirurgiens, dentistes, plasticiens, psychologues, prothésiste et infirmières pour la réussite d'un tel traitement.

La participation du prothésiste est primordiale : il réalise des prothèses et des épithèses (prothèses faciales et maxillo-faciales) pour de multiples situations cliniques. C'est son sens de la créativité, de la technicité et de l'esthétique qui lui permet d'atteindre ses objectifs fonctionnels et esthétiques.

L'évolution des techniques a permis l'apparition de l'implantologie moderne, qui offre un moyen de rétention mécanique plus performant que les colles utilisées pour la pause de ces épithèses (nez, oreille, œil, paupière, dent...).



Photo 1



Photo 2

Les épithèses aujourd'hui

Un ou deux implants en titane sont placés dans l'os crânien. Une supra structure en or est réalisée au laboratoire (photo 1) puis vissée sur ces implants. L'épithésiste réalise la prothèse en silicone dont la teinte est ajustée à celle du patient (photo 2). Celle-ci sera alors « clipsée » sur la barre en or.

Ces dispositifs sur mesure sont réalisés par des épithésistes autodidactes qui, après leur formation dans une école de prothèses dentaires, se sont spécialisés dans ce domaine très spécifique.



Une épithésiste

On remarque également l'apparition de troubles psychologiques graves.

Ainsi, le Docteur liégeois Hoven¹¹ (médecin-adjoint de la Colonie d'Aliénés de Lierneux) publie en avril 1919 une étude portant le titre « Troubles mentaux de guerre » dans laquelle il relate de nombreux cas, dont celui de D.L., « Soldat de 2^e classe, célibataire, âgé de 32 ans, ouvrier. Il a été blessé en octobre 1914 à l'Yser, par éclats d'obus, à la région occipitale (blessure profonde). Il a été trépané et soigné dans différents hôpitaux. Il retourne au front en janvier 1915. En décembre 1915, il doit être évacué pour troubles mentaux : confusion mentale à tendance chronique avec hallucinations diverses, idées de persécution, parfois accès d'agitation furieuse ou de négativisme. Cet état s'est amélioré après de longs mois. Il a pu être envoyé en congé de convalescence en 1917. Il présentait encore un état de déficience intellectuelle avec céphalées intenses, troubles de la vue. »

La réinsertion professionnelle des mutilés de guerre : « L'école provinciale d'apprentissage pour estropiés » en 1921



Certificat d'invalidité de Maxime Loxhay

Après la guerre, la Fédération Nationale des Militaires Mutilés et Invalides de la Guerre voit le jour.

En Province de Liège, une initiative importante sera prise au lendemain de la Première Guerre mondiale par les pouvoirs publics afin de créer une école qui accueillera ces invalides de guerre.

Le 22 juillet 1920, le Conseil provincial « décide de créer un atelier où les estropiés et invalides domiciliés dans la Province seront admis à faire l'apprentissage du métier de cordonnier »¹³.

En 1921, l'Institut s'installe d'abord rue Agimont à Liège et prend pour nom : « École provinciale d'apprentissage pour estropiés ». Il comporte une section dont les études durent deux ans¹⁴.

Les étudiants sont pour la plupart d'anciens soldats mutilés. Ils peuvent, grâce à cette formation, retrouver travail et dignité. L'épreuve pratique réussie, les élèves reçoivent un certificat d'aptitude et, comme récompense, une trousse d'outils leur permettant d'exercer leur métier.

L'enseignement est entièrement gratuit et la Province prend en charge le remboursement des frais de transport des élèves.

En 1930, près de 240 élèves auront suivi les cours dispensés dans cet établissement, qui est l'ancêtre de l'actuel Institut Provincial d'Enseignement Secondaire Spécialisé de Micheroux.

La réinsertion des anciens soldats dans la société d'après-guerre s'annonce extrêmement difficile. Ils ont perdu une part de leur identité. La société doit penser à leur réintégration professionnelle.

Dès 1915, un groupement d'invalides de guerre est constitué à Bruxelles, sous la dénomination « La Fraternelle ». Des sections sont créées à Liège, Louvain, La Louvière et Mons. « La Fraternelle » s'engage à défendre leurs intérêts moraux et matériels.

Parallèlement, une école de rééducation pour les invalides belges est créée à Port-Villez (Île-de-France)¹². Y est dispensé un enseignement général et professionnel, avec de nombreux ateliers mis à disposition des mutilés : ateliers de menuiserie, ajustage, cordonnerie, vannerie, reliure, boulangerie, boucherie...



École belge de mutilés à Port-Villez. Soldats au travail, 1916

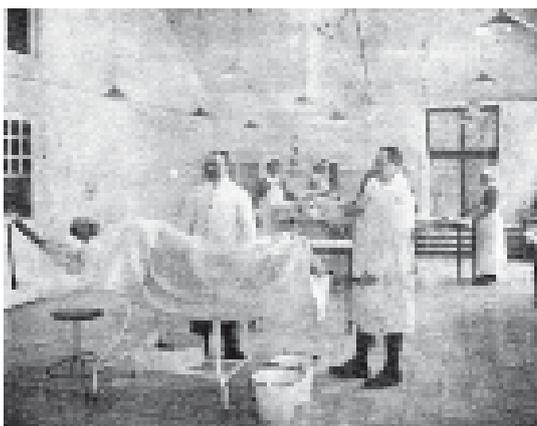
¹¹ Dr HOVEN, *Les réformes pour troubles mentaux de guerre. Extrait des Archives médicales belges*, Liège, Imprimerie Vaillant-Carmanne, avril 1919, p. 9.

¹² « L'École nationale belge de Port-Villez », in DE LOOK Francis, LOODTS Patrick, *Médecins de la Grande Guerre* [en ligne], http://www.1914-1918.be/ecole_port_villez.php (Page consultée, le 30/04/2014).

¹³ *Mémorial de la Province de Liège 1836-1986*, Liège, Massoz, 1987, p. 246.

¹⁴ *Exposition Internationale de Liège : Centenaire de l'indépendance de la Belgique 1830-1930. L'activité de la Province de Liège*, Liège, Imprimerie Benard, 1930, p. 68.

Le perfectionnement de la médecine et de la chirurgie : de nouvelles pratiques à l'œuvre



Ambulance de l'Océan (La Panne)

Dès le début du conflit, des chirurgiens ont l'audace d'utiliser une nouvelle technique médicale : ils suturent rapidement les plaies graves et béantes, ce qui n'était pas pratiqué auparavant. Les chirurgiens, toujours plus près des lignes, n'ont pas le choix. Ils doivent aller vite et suturer. Mais, face aux plaies énormes, bourrées de corps étrangers et de terre, ils désinfectent la plaie à l'aide d'antiseptiques¹⁵. Dès que la blessure analysée au microscope ne montre plus de germes, les médecins considèrent qu'elle est stérilisée et qu'ils peuvent alors la suturer. Le prix Nobel de médecine 1912, Alexis Carrel, utilise un système d'irrigation des plaies avec la liqueur antiseptique Dakin. Cette méthode a évité à plusieurs centaines de milliers de soldats la terrible gangrène gazeuse et donc l'amputation.

En 1914, la première transfusion sanguine directe a lieu. Elle est réalisée directement de bras à bras, sans tenir compte des groupes sanguins. La Première Guerre mondiale sera un véritable champ d'expérience pour cette pratique médicale. En 1916, Albert Hustin découvre les propriétés anticoagulantes du citrate de soude, permettant le transport de flacons de sang. Les transfusions différées sont désormais possibles¹⁶. Elles ont lieu à grande échelle, en particulier à l'hôpital de l'Océan à La Panne, situé en première ligne du front belge, clinique qui deviendra un centre de référence en recherche chirurgicale, radiologique, bactériologique... Progressivement, face au risque d'hémolyse aiguë (c'est-à-dire la destruction trop rapide des globules rouges), l'identification des groupes sanguins entre donneur et receveur se généralise.

La guerre chimique

Les modalités du combat ont considérablement évolué pendant la Première Guerre mondiale. Au printemps 1915, des armes inédites apparaissent. L'utilisation des gaz de combat constitue sans doute l'innovation la plus impressionnante de la guerre. Les Allemands utilisent pour la première fois du chlore à grande échelle en avril 1915 à Ypres. Toujours à Ypres, ils utilisent un vésicant redoutable (provoquant de graves lésions de la peau et des voies respiratoires), l'ypérite (le fameux gaz moutarde). Si les pertes occasionnées par les gaz n'ont représenté qu'un très faible pourcentage des pertes totales, leur emploi laissera un souvenir de terreur durable¹⁷.



Peinture de John Singer Sargent de 1918 nommée *Gassed (gazé)*

Après la Première Guerre mondiale, l'emploi d'armes chimiques et biologiques sera interdit (Protocole de Genève de 1922), mais pas leur mise au point. Ce n'est qu'en 1993, lors de la signature de la Convention de Paris, que leur fabrication, leur stockage et leur emploi seront totalement bannis.

Marie Curie sur le front belge

La radiographie connaît un essor important pendant la Grande Guerre. Ainsi, la physicienne française Marie Curie, prix Nobel de physique en 1902 et de chimie en 1911, participe à la conception d'appareils de radiographie mobiles permettant d'approcher au plus près de la zone de combat. Elle crée également un service de radiologie auxiliaire du service de santé militaire français et conduit fréquemment, avec sa fille Irène, ces voitures au front, afin d'expliquer l'utilisation médicale de ces équipements aux médecins du front. La radiographie est en effet indispensable aux chirurgiens pour localiser les balles et les éclats d'obus.

Comme l'écrit l'historienne Anne Morelli¹⁸, les carnets de Marie Curie et sa correspondance, confirmés par une série de témoignages, nous permettent de suivre les « expéditions » du prix Nobel dans les hôpitaux belges sur le front.

¹⁵ LE NAOUR Jean-Yves (dir.), *Dictionnaire de la Grande Guerre*, Paris, Larousse, 2008, p.162-163.

¹⁶ FABIANI Jean-Noël, « La chirurgie au champ d'honneur », in *Le Monde*, [en ligne] http://www.lemonde.fr/societe/article/2013/11/22/la-chirurgie-au-champ-d-honneur_3518282_3224.html (Page consultée le 11/06/2014).

¹⁷ RASMUSSEN Anne, « A quoi sert la science ? », in *Les Collections de l'Histoire*, n°61 (octobre-décembre 2013), p. 40.

¹⁸ MORELLI Anne, « Marie Curie sur le front belge pendant la Première Guerre mondiale », in *Marie Skłodowska Curie et la Belgique : exposition. Bruxelles, Université libre, 24 novembre au 15 décembre 1990 : catalogue*, Bruxelles, Université libre de Bruxelles, 1990, p. 71-78.

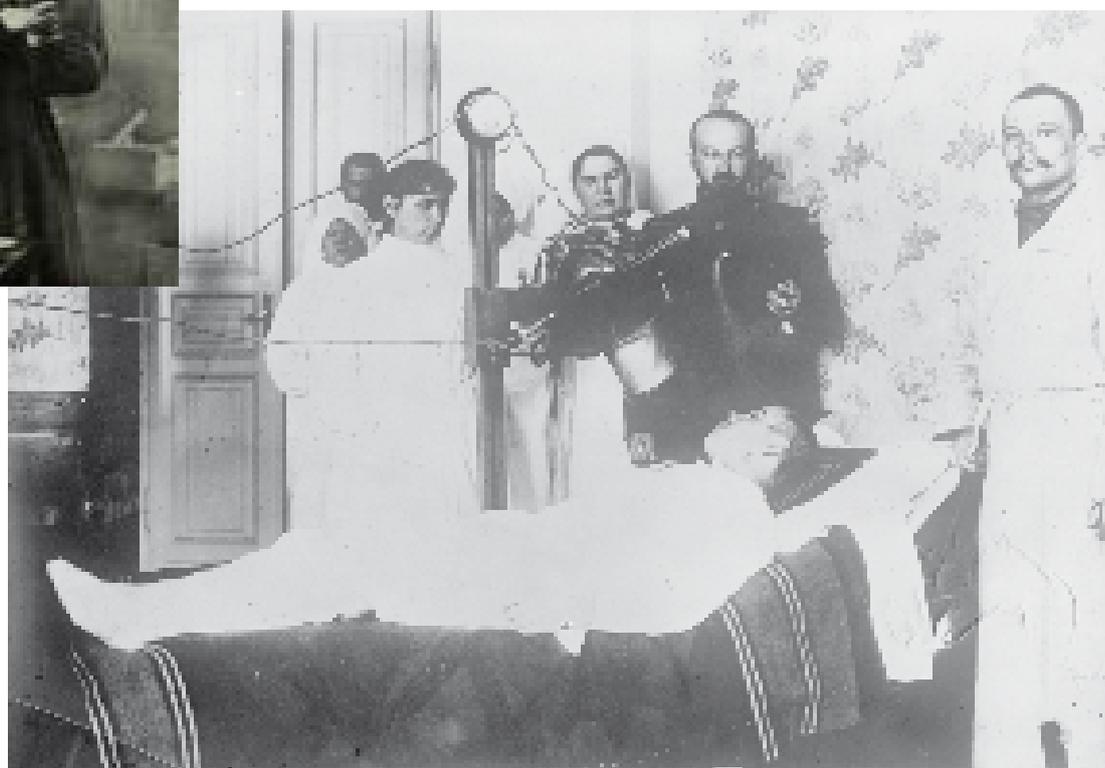
C'est ainsi qu'en décembre 1914, elle se rend à Furnes avec sa fille Irène pour des examens radiologiques avec la voiture « E », à la demande du médecin volontaire Frans Daels, qui l'avait avertie de la situation tragique des blessés belges. Selon le fils de ce dernier, « le fait qu'une savante de réputation mondiale lui venait en aide dans un travail de jour et de nuit pour soigner des centaines de blessés l'a énormément impressionné »¹⁹. Le mois suivant, du 22 au 25 janvier 1915, c'est à Poperinghe que Marie Curie se rend pour convoier la voiture radiographique n°1.



Marie Curie

L'arrivée des troupes américaines et de leur service de radiologie en 1917 apportent une série d'améliorations dans ce domaine, notamment du point de vue de l'infrastructure. Leurs véhicules de radiologie sont ainsi plus légers et faciles à monter. Ils amènent également avec eux le tube radiologique Coolidge, tube à rayons X améliorant la visualisation anatomique, mis au point en 1913 et qui constitue une véritable révolution.

Les conséquences de la Première Guerre mondiale sur le développement de la radiologie sont importantes. Désormais, un hôpital ne peut plus se concevoir sans un service de radiologie et cette dernière fait l'objet d'un enseignement médical spécifique²⁰.



La recherche d'éclats d'obus par les rayons X, 1915

¹⁹ « Lettre à Anne Morelli en date du 13 juillet 1990 », cité dans MORELLI Anne, « Marie Curie sur le front belge pendant la Première Guerre mondiale », in *op. cit.*, p. 74.

²⁰ *Guerre et Paix en Radiologie. Catalogue d'exposition*, Bruxelles, Hôpital militaire Reine Astrid, 2013, p. 2-5 (http://horizon14-18.eu/wa_files/Catalogue_20N-F_20_2B_20couverture.pdf).

Vous avez dit propagande ? Définition et mécanismes

Définition

La propagande est « l'action systématique exercée sur l'opinion pour lui faire accepter certaines idées ou doctrines, notamment dans le domaine politique ou social ».

Observée aussi bien dans des régimes totalitaires que démocratiques, la propagande a des ambitions multiples.

D'abord, elle entend persuader l'opinion publique que les affirmations qu'elle avance sont vraies. Pour y parvenir, elle empêche notamment l'opposition de (trop) s'exprimer ou encore les informations gênantes de circuler.

Ensuite, elle cherche à obtenir l'adhésion de sa cible à son discours, à sa « cause » : l'individu est endoctriné (le message est répété encore et encore), amené à considérer « son » monde, « son » système comme les seuls possibles ou acceptables, incité à effectuer des choix (notamment lors d'élections), etc.

En outre, elle joue la carte de l'émotion plutôt que celle de la raison, des solutions simples et évidentes (fussent-elles fausses) plutôt que celle des explications complexes.

Pour parvenir à ses fins, elle recourt à des techniques de diffusion, à des « moyens de contagion » divers et variés : discours, affiches, tracts, photos, presse écrite, art, cartes postales, caricatures, films, littérature, chants, Internet, etc.

Elle attend alors que cette adhésion produise la mobilisation (passive ou militante, jusqu'au sacrifice si nécessaire). Afin de maintenir cette mobilisation, et particulièrement en temps de guerre, elle s'attache à soigner le moral de sa population et à toucher celui de l'adversaire.

Le but final est que cette mobilisation engendre les changements sociétaux attendus.

Extrait de *Propaganda* d'Edward Bernays

« La manipulation consciente, intelligente, des opinions et des habitudes organisées des masses joue un rôle important dans une société démocratique. Ceux qui manipulent ce mécanisme social imperceptible forment un gouvernement invisible qui dirige véritablement le pays. Nous sommes pour une large part gouvernés par des hommes dont nous ignorons tout, qui modèlent nos esprits, forgent nos goûts, nous soufflent nos idées. C'est là une conséquence logique de l'organisation de notre société démocratique. Cette forme de coopération du plus grand nombre est une nécessité pour que nous puissions vivre ensemble au sein d'une société au fonctionnement bien huilé. Le plus souvent, nos chefs invisibles [...] nous gouvernent en vertu de leur autorité naturelle, de leur capacité à formuler les idées dont nous avons besoin, de la position qu'ils occupent dans la structure sociale. Peu importe comment nous réagissons individuellement à cette situation puisque dans la vie quotidienne, que l'on pense à la politique ou aux affaires, à notre comportement social ou à nos valeurs morales, de fait nous sommes dominés par ce nombre relativement restreint de gens [...] en mesure de comprendre les processus mentaux et les modèles sociaux des masses. Ce sont eux qui tirent les ficelles : ils contrôlent l'opinion publique, exploitent les vieilles forces sociales existantes, inventent d'autres façons de relier le monde et de le guider. »

Edward Bernays

Edward Bernays (Vienne, 1891 – Cambridge, 1995). Neveu de Sigmund Freud, il est considéré aux USA comme le créateur principal de l'industrie des relations publiques et du *spin* (manipulation de l'opinion publique, des nouvelles, des médias et présentation partisane des faits systématiques à large échelle). Durant la Première Guerre mondiale, il rejoint l'équipe du *Committee on Public Information*, plus connu sous le nom de *Commission Creel* (du nom du journaliste qui l'a dirigée, Georges Creel). Cette commission, créée par le président Wilson en 1917 et composée de journalistes, d'intellectuels et autres publicistes, est chargée de modifier l'opinion américaine hostile à l'entrée en guerre du pays. Pour parvenir à ses fins, elle a recours à tous les moyens de diffusion d'idées (presse, affiches, brochures, films, caricatures, etc.). À la fin de la guerre, son immense succès donne des idées à des hommes comme Bernays : pourquoi ne pas monnayer, en temps de paix, cette expertise d'ingénierie sociale développée en temps de guerre ? C'est ainsi qu'il mettra notamment sa connaissance de la psychologie des foules au service de l'industrie du tabac, persuadant les femmes américaines que la cigarette est l'instrument de leur émancipation.

La propagande n'est pas un procédé propre au XX^e ou au XXI^e siècle : des techniques de persuasion des masses existent depuis l'Antiquité et ont ensuite été développées, peaufinées au fil du temps. Cependant, jusqu'au XX^e siècle, leur rôle consiste le plus souvent à encenser le pouvoir en place ou encore à diffuser des idées révolutionnaires. Mais c'est indéniablement la guerre de 14-18 qui leur fait faire un bond en avant phénoménal et qui voit naître les techniques de la propagande moderne.

¹ « Propagande », in *Larousse.fr : encyclopédie et dictionnaires gratuits en ligne*, [en ligne] <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/propagande/64344> (page consultée le 16/06/2014).

Le terme « propagande »

Propagande est issu du latin *propagare* qui signifie simplement *propager*. Le terme est d'abord associé au domaine religieux quand, en 1622, le pape Grégoire XV fonde la *Congregatio de Propaganda Fide* (Congrégation pour la propagation de la foi). Cette assemblée de cardinaux est alors chargée d'instruire les missionnaires et de surveiller la propagation du christianisme. À la Révolution française, le mot entre dans le vocabulaire politique et désigne le fait de propager des opinions, des idées. Neutre, il n'évoque pas encore la manipulation, la tromperie, le mensonge ou la partialité. Cet usage traverse le XIX^e siècle : ainsi le dictionnaire Littré définit-il simplement « faire de la propagande » comme le fait de tenter de propager une opinion ou un système politique, social, religieux. Ce n'est qu'au XX^e siècle que le terme prend une connotation absolument négative, notamment après la Première Guerre mondiale et définitivement après la Deuxième. « Vilain mot », il n'est d'ailleurs pas utilisé par l'industrie des relations publiques, quand bien même elle utiliserait ses méthodes.

Guerre totale, première guerre industrielle, la Première Guerre mondiale rencontre en effet le besoin essentiel d'enrôler toutes les populations, de « mobiliser les consciences » : la manipulation de l'opinion publique apparaît donc directement comme essentielle à l'effort de guerre. La propagande va alors se révéler à la mesure des enjeux et acquérir de nouvelles dimensions : développer l'hostilité des peuples et leur capacité de sacrifice, recourir à l'arme émotionnelle, coordonner pouvoirs politiques et médias (via la censure, la désinformation, le contrôle des informations et la mise en place de services de propagande), utiliser des domaines tels que la science, la culture ou les loisirs afin d'atteindre sa cible, etc.

À partir de ce moment, la propagande devient un phénomène reconnu, compris et, après la guerre, si certains (comme Edward Bernays) vont chercher à l'exploiter, d'autres vont chercher à la dénoncer. Parmi ces derniers, on retrouve notamment Lord Ponsonby dont nous reparlerons plus tard.

Propaganda d'Edward Bernays

« L'État, c'est moi », disait Louis XIV du temps où les rois régnaient sans partage. Il n'était pas loin d'avoir raison, mais depuis les choses ont changé. [...] [Le peuple] a bel et bien reçu en partage le pouvoir perdu par la royauté. En effet, la puissance économique entraîne souvent dans son sillage l'autorité politique, et l'histoire de la Révolution industrielle montre comment la première est passée de [...] l'aristocratie à la bourgeoisie. Le suffrage industriel et la généralisation de l'instruction sont ensuite venus renforcer ce mouvement, au point qu'à son tour la bourgeoisie se mit à craindre le petit peuple, les masses qui, de fait, se promettaient de régner. Aujourd'hui, pourtant, une réaction s'est amorcée. La minorité a découvert qu'elle pouvait influencer la majorité dans le sens de ses intérêts. Il est désormais possible de modeler l'opinion des masses pour les convaincre d'engager leur force nouvellement acquise dans la direction voulue. Étant donné la structure actuelle de la société, cette pratique est inévitable. De nos jours, la propagande intervient nécessairement dans tout ce qui a un peu d'importance sur le plan social, que ce soit dans le domaine de la politique ou de la finance, de l'industrie, de l'agriculture, de la charité ou de l'enseignement. La propagande est l'organe exécutif du gouvernement invisible. »

La question de la propagande est bien évidemment toujours d'actualité. Elle s'exerce aujourd'hui à travers les médias de masse (télévision, presse écrite, Internet, cinéma, radio, etc.), la culture ou encore le « marketing politique » sous sa forme la plus extrême.

Le « marketing politique »

Le marketing politique est une stratégie de communication qui transpose dans le domaine politique des techniques d'études commerciales : il s'agit pour l'homme politique (« produit ») de correspondre et de répondre aux aspirations des électeurs (« marché »). Dans ce but, des spécialistes (conseillers en image, publicitaires) analysent (et corrigent éventuellement) son image de marque et déterminent le message qui « fera mouche » auprès du « client ».

Les « mécanismes » de la propagande

Depuis toujours, la guerre a eu recours à la propagande, mais c'est donc au XX^e siècle que cette dernière connaît son plein développement. Comme nous l'avons vu, après la Première Guerre mondiale, des hommes comme Edward Bernays vont exploiter les techniques de propagande quand d'autres, comme Lord Arthur Ponsonby, vont s'attacher à les dénoncer. Dans *Falsehood in Wartime* (1928) ou *Les faussaires à l'œuvre en temps de guerre* (traduction française, 1941), cet aristocrate anglais, socialiste et pacifiste, résume les méthodes utilisées par les propagandistes durant la guerre en recensant et en décrivant les mensonges de cette dernière. À proprement parler, l'ouvrage de Ponsonby ne fournit pas une explication de la propagande de guerre, mais décrit bel et bien ses mécanismes essentiels. Ces mécanismes, l'historienne belge Anne Morelli² les a synthétisés en 10 « principes », 10 « commandements » sur lesquels nous basons ce chapitre. Est-il une nouvelle fois nécessaire de préciser que ces mécanismes ont largement été utilisés depuis et qu'ils le sont toujours ?

² MORELLI Anne, *Principes élémentaires de propagande de guerre. Utilisables en cas de guerre froide, chaude ou tiède...*, Bruxelles, Labor, 2006.

Lord Arthur Ponsonby (1871 – 1946)

Né en 1871 dans une famille de l'aristocratie anglaise (son père est le secrétaire particulier de la reine Victoria), le baron Arthur Ponsonby représente le Parti libéral avant de rejoindre les Travailleurs (à la Chambre des Communes puis des Lords). Durant sa carrière, il occupera également les postes de sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères et de ministre des Transports. Opposé à l'entrée en guerre du Royaume-Uni, il participe à la fondation, en 1914, de l'*Union of Democratic Control* (UDC). Ce groupe de pression, opposé aux positions militaristes du gouvernement, entend exercer une forme de surveillance de la politique extérieure du Royaume-Uni. Pendant et après la guerre, et ce malgré les nombreuses poursuites et pressions exercées contre ses membres, l'UDC publie des textes contre la propagande gouvernementale. En 1928, Ponsonby publie *Falsehood in Wartime* dans lequel il livre ses réflexions sur la propagande utilisée lors de la Première Guerre mondiale. S'il ne nie pas les atrocités, les massacres commis durant le conflit, il s'attache à démembrer les mensonges véhiculés afin d'indigner, horrifier, effrayer les populations et, au final, les pousser à s'engager. En effet, le Royaume-Uni est un cas particulier : le service militaire n'y étant pas obligatoire, la propagande a dû mettre les bouchées doubles pour s'assurer un nombre suffisant de volontaires.

Principe n° 1 : nous ne voulons pas la guerre

La guerre est rarement populaire auprès des populations ! Il est donc préférable, pour un homme d'État, de passer pour un fervent défenseur de la concorde entre les peuples. Ponsonby remarque dès lors que, quel que soit leur pays, les hommes d'État affirment toujours leur amour de la paix avant de déclarer la guerre. Par exemple, en 1914, le gouvernement français mobilise les troupes tout en assurant que c'est bien là le meilleur moyen d'éviter la guerre et de préserver la paix.



Discours du chancelier allemand au Reichstag (19 août 1915)

« Nous n'avons pas désiré la guerre. Depuis la fondation de l'empire, chaque année de paix nous apporta un gain : c'était dans la paix que nous prospérons. »

Mais si tous sont épris de paix, si personne ne veut la guerre, comment en arrive-t-elle à éclater ? On trouve très rapidement la réponse à cette question dans le second principe : face à l'agression de l'autre, placés en état de légitime défense, les gouvernants sont « forcés » de réagir.

Carte postale allemande représentant l'Empereur, « Devant Dieu et devant l'Histoire, j'ai la conscience tranquille : je n'ai pas voulu la guerre »

Principe n° 2 : l'adversaire est seul responsable de la guerre

Il y a là un paradoxe que relève Ponsonby : chaque camp assure avoir été obligé de déclarer la guerre à l'autre et c'est toujours cet autre qui est présenté comme l'agresseur.

Par exemple, le 1^{er} août 1914, lorsque la mobilisation est décidée simultanément en Russie et en France, le gouvernement français sait très bien que cela va pousser l'Allemagne à déclarer la guerre. Néanmoins, la mobilisation a bien lieu et, « comme prévu », la déclaration de guerre la suit. Le chef du gouvernement français affirme alors (le 4 août) que si la France est en guerre, c'est à sa très grande surprise et uniquement à cause de l'agression allemande. Évidemment, il se garde bien de dire le moindre mot des accords conclus avec la Russie.

Extraits d'articles de presse et de déclarations politiques

« Tout ce que nous aurons pu faire pour l'éviter au monde [la guerre], nous l'aurons fait. [...] Mais si elle vient, nous la saluerons avec une immense espérance. »

Le Matin, 1^{er} août 1914

« Cette guerre, nous ne l'avons pas voulue. Mais puisqu'on nous l'impose, de quel cœur nous allons la faire. »

Le Temps, 3 août 1914

« Les nouvelles [la déclaration de guerre] ne sont guère surprenantes, car une longue série de faits tend à montrer que l'Allemagne a délibérément provoqué la crise qui plane maintenant sur l'Europe. »

The Times, 5 août 1914

« L'Allemagne et l'Autriche ont seules voulu cette guerre. »

The Times, 6 août 1914

« Et sur qui repose cette responsabilité ? Une puissance, et une puissance seulement, et cette puissance est l'Allemagne. »

ASQUITH H.H., 4 septembre 1914

À l'agressivité de l'adversaire, il faut ajouter la trahison. En effet, l'ennemi est supposé ne jamais respecter les traités préalablement établis qu'il considère comme des « chiffons de papier ». En fait, les traités sont toujours écrits à l'encre indélébile pour ceux qui y trouvent leur intérêt et sont toujours des « chiffons de papier » pour ceux qui n'y en trouvent plus aucun !

La violation de la neutralité belge illustre parfaitement cet état de fait. L'Allemagne viole-t-elle la convention de neutralité de la Belgique en 1914 ? Oui. La France et le Royaume-Uni sont-ils dans le même temps soulagés que l'ennemi leur fournisse « le » prétexte pour rentrer en guerre selon le principe de la riposte à l'agression ? Oui. Et pendant que la France accuse publiquement l'Allemagne de trahison, dénonçant fermement l'invasion de la Belgique, elle se garde bien de mettre en avant que, dès 1911, un rapport militaire remis à son ministre de la Guerre lui conseille de consacrer la plus grande partie des forces à une offensive en Belgique. De la même manière, le Royaume-Uni, drapé dans son indignation, tait les accords qui existent depuis 1911 entre lui et l'état-major belge : en cas de guerre avec l'Allemagne, un débarquement préventif est prévu en Flandre.

Extrait de déclaration politique

« Les obligations conventionnelles de la Grande-Bretagne envers ce petit pays [Belgique] nous ont menés à la guerre. »

LLOYD GEORGE D., 5 janvier 1918

Proclamation de l'armée allemande à la population belge

AU PEUPLE BELGE

Le peuple belge a été surpris par les événements qui ont amené la guerre. Mais il ne faut pas se laisser égarer par les récits de propagande qui cherchent à le tromper. Les obligations conventionnelles de la Grande-Bretagne envers ce petit pays nous ont menés à la guerre. C'est pourquoi nous sommes obligés de franchir la frontière belge.

PROCLAMATION

Le peuple belge a été surpris par les événements qui ont amené la guerre. Mais il ne faut pas se laisser égarer par les récits de propagande qui cherchent à le tromper. Les obligations conventionnelles de la Grande-Bretagne envers ce petit pays nous ont menés à la guerre. C'est pourquoi nous sommes obligés de franchir la frontière belge.

Le peuple belge a été surpris par les événements qui ont amené la guerre. Mais il ne faut pas se laisser égarer par les récits de propagande qui cherchent à le tromper. Les obligations conventionnelles de la Grande-Bretagne envers ce petit pays nous ont menés à la guerre. C'est pourquoi nous sommes obligés de franchir la frontière belge.

PROCLAMATION

Le peuple belge a été surpris par les événements qui ont amené la guerre. Mais il ne faut pas se laisser égarer par les récits de propagande qui cherchent à le tromper. Les obligations conventionnelles de la Grande-Bretagne envers ce petit pays nous ont menés à la guerre. C'est pourquoi nous sommes obligés de franchir la frontière belge.

Le peuple belge a été surpris par les événements qui ont amené la guerre. Mais il ne faut pas se laisser égarer par les récits de propagande qui cherchent à le tromper. Les obligations conventionnelles de la Grande-Bretagne envers ce petit pays nous ont menés à la guerre. C'est pourquoi nous sommes obligés de franchir la frontière belge.

Le peuple belge a été surpris par les événements qui ont amené la guerre. Mais il ne faut pas se laisser égarer par les récits de propagande qui cherchent à le tromper. Les obligations conventionnelles de la Grande-Bretagne envers ce petit pays nous ont menés à la guerre. C'est pourquoi nous sommes obligés de franchir la frontière belge.

Le peuple belge a été surpris par les événements qui ont amené la guerre. Mais il ne faut pas se laisser égarer par les récits de propagande qui cherchent à le tromper. Les obligations conventionnelles de la Grande-Bretagne envers ce petit pays nous ont menés à la guerre. C'est pourquoi nous sommes obligés de franchir la frontière belge.

WERNER
KROHN

Principe n° 3 : l'ennemi a le visage du diable

Quand bien même il s'agit d'un ennemi, il est difficile d'amener un peuple à en haïr un autre dans son ensemble. Les propagandistes agissent donc efficacement en donnant un visage à cet ennemi et en concentrant toutes les rancœurs sur le chef. Présenté comme incapable, diabolisé par tous les moyens, le leader ennemi devient alors une espèce d'épouvantail qui cache la population qu'il mène. Cette méthode empêche bien évidemment le citoyen lambda de reconnaître d'éventuels semblables parmi cette population.

Extrait d'un article de presse

« Guillaume l'aliéné ne fera trembler ni l'Angleterre, ni l'Europe civilisée, ni l'Asie, bien que la cathédrale de Reims ait été détruite sur son ordre. Ce premier acte du chef barbare ne fera que resserrer nos rangs, pour que nous nous débarrassions d'un fléau dont le monde civilisé n'a jamais vu l'équivalent. Le fou est en train d'empiler le bois pour son propre bûcher. Le monstre ne saurait nous inspirer de la terreur ; nous serrons les dents, sachant bien que, quand même nous devrions mourir jusqu'au dernier, le Judas moderne et son infernale engeance seront balayés. [...] Notre grande Angleterre versera volontiers son sang pour débarrasser la civilisation d'un monarque criminel et d'une cour criminelle, qui ont réussi à transformer un peuple docile en une horde de sauvages. [...] "Pour le Kaiser, la corde" ; le fusiller serait lui accorder la mort honorable du soldat. La seule absolution pour ce criminel, c'est la potence. »

Sir W.B. RICHMOND, *Daily Mail*, 22 septembre 1914



Carte postale représentant l'empereur « L'armée allemande – Le mauvais génie, l'empereur »



Carte postale de Pierre Châtilon



Carte postale allemande évoquant la Triple Entente « Cela doit arriver : "l'entente boiteuse" », 1914



Carte postale, « Comment le bouchon de Liège a empêché Guillaume de prendre le et la Champagne »

Principe n° 4 : nous défendons une noble cause

Généralement, la guerre a pour mobile un désir de domination géopolitique qui s'accompagne la plupart du temps de motivations économiques.

Déclaration du président Wilson

« Y a-t-il un homme ou une femme, que dis-je, y a-t-il un enfant qui ne sache que la semence de la guerre dans le monde moderne est la rivalité industrielle et commerciale ? Cette guerre était une guerre industrielle et commerciale. »

WILSON W., 5 septembre 1919

Bien entendu, il est impossible pour les dirigeants d'avouer ces raisons à la population qui risquerait alors de refuser de tuer ou de mourir pour ça. Ponsonby remarque d'ailleurs que, durant la Première Guerre mondiale, les textes officiels prennent un soin tout particulier à ne jamais les évoquer. Cherchant à tout prix le consentement populaire nécessaire à toute guerre moderne, la propagande préfère « logiquement » mettre en avant des mobiles plus vertueux, honorables, des idéaux moraux, des principes afin de faire entrer les gens « en croisade ».

La propagande recourt alors abondamment à des symboles d'unité, de cohésion nationale. La fibre patriotique de chacun est travaillée jusqu'à ce que tous se sentent appartenir à une communauté du peuple, supérieure à l'ennemi.

Extrait du *Times* du 5 août 1914

« Nous nous engageons dans une guerre qui nous est imposée en tant que défenseurs du faible et champions des libertés d'Europe. »



Affiche austro-hongroise « Souscrivez au 6^e emprunt de guerre », 1917



Affiche de recrutement anglaise « La Grande-Bretagne a besoin de vous immédiatement », 1915



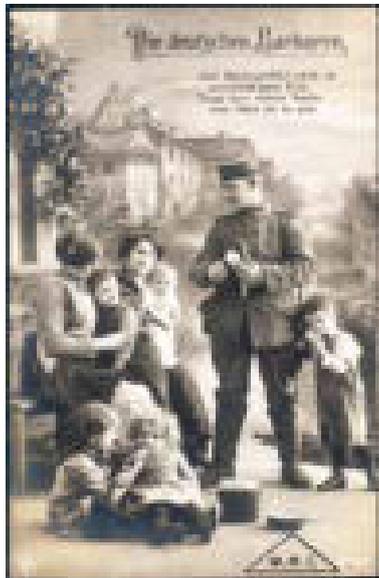
Carte postale illustrant la résistance belge « Vous ne passerez pas — S.M. Albert 1^{er}, Roi des Belges »

Principe n° 5 : seul l'ennemi commet des atrocités délibérées

Les récits des atrocités commises par l'ennemi font partie intégrante de la propagande de guerre. Bien évidemment, assassinats, viols, vols, destructions, incendies et autres pillages arrivent durant les guerres, mais ce qui caractérise la propagande, c'est de faire croire que ces faits sont propres à l'ennemi : lui seul est le « monstre », le « sauvage », le « barbare », quand nous sommes au service de la population, fût-elle adverse. Durant la Première Guerre mondiale, les deux camps vont exploiter cette image. Dans les chapitres suivants, nous reviendrons plus largement sur les atrocités allemandes réellement commises en Belgique ou « inventées », mais néanmoins utilisées par la propagande.



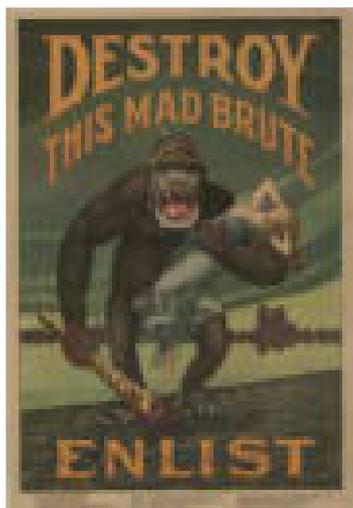
Carte postale allemande « Un «barbare» allemand. Un homme de troupe partage sa soupe de midi avec un enfant français affamé. » Sur certaines cartes allemandes, le mot « barbare » est repris pour mieux le ridiculiser (les Allemands entendent montrer qu'ils ne sont donc pas les barbares sanguinaires, destructeurs, coupeurs de mains et violents présentés par les Alliés). Cette carte postale s'inspire vraisemblablement d'une photographie prise en France en octobre 1914 et reproduite dans l'*Illustrierte Zeitung* du 19 novembre 1914 en illustration d'un article intitulé *Die deutschen « Barbaren »* (Les « Barbares » allemands)



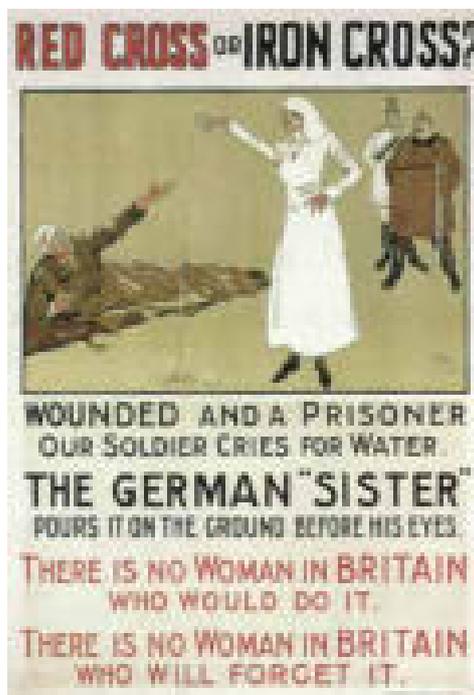
Carte postale allemande « Les barbares allemands. Après tout ce sang innocent versé, tout sentiment de vengeance est loin de son esprit, son cœur est si bon »



Évidemment, cette propagande allemande est immédiatement caricaturée par la propagande alliée (ici, un exemple de carte postale française)



Affiche de recrutement américaine « Détruisez cette brute enragée. Engagez-vous dans l'armée américaine », 1917-18



Affiche anglaise « Croix rouge ou croix de fer ? Blessé et prisonnier, notre soldat réclame de l'eau. La «sœur» allemande la verse sur le sol devant ses yeux. Pas une femme en Grande-Bretagne ne le ferait. Pas une femme en Grande-Bretagne ne l'oubliera »

Principe n° 6 : l'ennemi utilise des armes non autorisées

Ce sixième principe s'inscrit dans le même schéma que le précédent : non seulement nous ne commettons pas d'atrocités, mais nous respectons les « règles du jeu » alors que l'ennemi, lui, s'empresse de les enfreindre.

Dans une guerre, si la victoire peut être influencée par la stratégie ou encore le courage, c'est bien souvent surtout de la supériorité technologique de l'armement qu'elle dépend. Aussi, celui des deux camps qui se bat en état d'infériorité technologique est-il tenté de claironner qu'il est déloyal d'utiliser cette nouvelle arme. Le raisonnement est le même en ce qui concerne l'attaque par surprise : elle est tour à tour stratégie de génie ou lâcheté abjecte selon qu'elle est pratiquée par notre camp ou par l'ennemi.

Par exemple, durant la Première Guerre mondiale, chaque camp accuse l'autre d'avoir été le premier à employer les gaz asphyxiants. Pendant tout le conflit, les gaz restent le symbole par excellence de l'arme « malhonnête », de la guerre inhumaine. Au passage, on pourra se demander si toutes les autres armes étaient, elles, plus « humaines » et voir dans cette polémique une illustration parfaite de ce sixième principe de propagande de guerre : si les Alliés ont tant protesté contre l'emploi des gaz, c'est surtout parce que l'ennemi les a devancés dans leur maîtrise ! En effet, chaque camp menait des recherches identiques et on peut gager que l'indignation n'aurait pas été aussi virulente si les Alliés avaient été les premiers à atteindre leur but. Cette indignation (somme toute très hypocrite) aurait alors certainement simplement... changé de camp.

Un autre exemple est à trouver dans l'emploi des sous-marins durant le conflit. Là aussi, c'est l'Allemagne qui excelle quand les Alliés sont à la traîne. En toute « logique », le sous-marin est alors également considéré comme une « arme malhonnête ». La propagande ne manque d'ailleurs pas de s'emparer largement du torpillage du *Lusitania* pour le rappeler.

Le torpillage du *Lusitania*

Paquebot britannique, le *Lusitania* est torpillé par un sous-marin allemand le 7 mai 1915, au large de l'Irlande. Au moment de l'attaque, le bateau se trouve dans une zone qui vient d'être déclarée « zone de guerre » par les Allemands et le commandement est informé de la présence d'un sous-marin allemand. Le naufrage coûte la vie à environ 1 200 civils, dont des Américains, et le *Lusitania* est immédiatement présenté par la presse alliée (surtout américaine) comme un vaisseau « neutre », victime de la barbarie allemande. La propagande américaine fait alors son œuvre : tracts, conférences, affiches incitent à la guerre et appellent à « venger le *Lusitania* ». Les Allemands, inquiets de voir les États-Unis rejoindre les Alliés, se justifient en prétendant que le navire transportait des armes. L'affirmation est bien évidemment niée farouchement et pourtant... Les Allemands ont raison, mais ce n'est qu'en 1972 que des archives britanniques montrent que le *Lusitania* convoyait bien un chargement secret de munitions et qu'il était armé. Les civils, « bouclier humain », avaient donc servi d'alibi au transport de cet arsenal. Quoi qu'il en soit, cette attaque largement récupérée par la propagande contribue à faire basculer l'opinion américaine en faveur de la guerre.

Affiche de recrutement anglaise, « Meurtre de sang-froid ! Souvenez-vous du couronnement de l'infamie allemande. Le torpillage du *Lusitania* avec des centaines de femmes et d'enfants. Les Allemands ont sans raison mis à sac des villes et des lieux saints. Les Allemands ont assassiné des milliers de civils innocents. Les Allemands ont jeté du vitriol et de l'essence en feu sur les troupes alliées. Les Allemands ont tué nos pêcheurs et abandonné les naufragés à la noyade. Les Allemands ont infligé d'épouvantables tortures par gaz toxiques à nos braves soldats à Ypres. Les Allemands ont empoisonné des puits en Afrique du Sud. Les Allemands ont maltraité les prisonniers britanniques. Les Allemands ont assassiné nos blessés. Ces crimes contre Dieu et l'Homme sont commis pour tenter [d'attiser votre] peur de ces barbares allemands. L'endroit idéal pour donner votre réponse est le bureau de recrutement le plus proche. Engagez-vous aujourd'hui », 1915



Affiche de recrutement anglaise de B. Partridge, « Brandissez l'épée de la justice ». Ici, la Justice personnifiée invite les Anglais à venger les morts du *Lusitania* que l'on voit sombrer à l'arrière-plan

Principe n° 7 : l'ennemi subit bien plus de pertes que nous

Un des buts de toute propagande de guerre est de réussir à saper le moral de l'ennemi tout en préservant celui de ses propres troupes.



Tract allié lancé par ballon sur les lignes allemandes, « Le premier million »

Afin de conserver ce moral intact et d'augmenter le courage des soldats, la propagande insiste souvent sur le fait que « la victoire est proche ». Et c'est justement bien cette victoire qui est une des clés de l'adhésion aussi bien des troupes que des populations.

En effet, le plus souvent, l'homme préfère adhérer à des causes victorieuses. Dès lors, si les résultats sont mauvais, la propagande s'évertue à minimiser les pertes et à exagérer celles de l'ennemi. On ne parle pas de ses morts.

Par contre, on exploite ceux de l'adversaire et, ainsi, le moral des soldats et l'adhésion de la population au combat sont conservés. Selon qu'on se trouve dans un camp ou dans un autre, une même bataille peut même se transformer en victoire pour les deux ennemis.

C'est le cas de la bataille de Verdun qui est présentée aux Allemands comme un succès qui leur a rapporté énormément en matériel de guerre et en prisonniers. Mais, dans le même temps, les Français s'enorgueillissent de leur merveilleuse résistance.

Extrait d'un *Petit Larousse de l'entre-deux-guerres*

« En 1916, durant dix mois, les Français y repoussèrent toutes les attaques des Allemands qu'ils décimèrent et leur résistance au cours des batailles défensives et offensives de Verdun émerveilla l'univers. »

À l'optimisme militaire, la propagande ajoute l'optimisme économique. Jamais on ne parlera de ce que coûte la guerre en vies ou en argent, avant, pendant ou après (dépenses militaires, pensions, coût de la reconstruction, etc.). On mettra plutôt l'accent sur les bénéfices futurs qu'elle engendrera, une fois la paix retrouvée : dynamisme, prospérité, remboursements dus par l'adversaire, etc.

Principe n° 8 : les artistes et intellectuels nous soutiennent

Une autre des bases de la propagande est l'émotion. Durant la Première Guerre mondiale, les organes de propagande vont recourir aux artistes (poètes, écrivains, musiciens, etc.) et aux intellectuels afin de la susciter dans l'opinion publique.

Le Manifeste des 93 (Appel des intellectuels allemands aux nations civilisées)

Daté d'octobre 1914, le *Manifeste des 93 (Aufruf an die Kulturwelt)* est signé par 93 intellectuels allemands (scientifiques, artistes, médecins, prix Nobel, etc.) et entend réagir aux accusations d'atrocités portées contre l'Allemagne.

Extraits de « Ceux de Liège », poème d'Émile Verhaeren (1916)

CEUX DE LIÈGE

Dût la guerre mortelle et sacrilège
Broyer notre pays de combats en combats,
Jamais, sous le soleil, une âme n'oubliera
Ceux qui sont morts pour le monde, là-bas,
À Liège.
Ainsi qu'une montagne
Qui marcherait et laisserait tomber par chocs
Ses blocs,
Sur les villes et les campagnes,
S'avavançait la pesante et féroce Allemagne.
Oh tragique moment !
Les gens fuyaient vers l'inconnu, éperdument
Seuls, ceux de Liège résistèrent
À ce sinistre écroulement
D'hommes et d'armes sur la terre.
[...]
Que jamais troupe de guerre
Ne fut plus ferme et plus terrible sur la terre.
La ville entière s'exaltait
De vivre sous la foudre ;
L'héroïsme s'y respirait,
Comme la poudre ;
Le cœur humain s'y composait
D'une neuve substance
Et le prodige y grandissait
Chaque existence :
Tout s'y passait dans l'ordre intense et surhumain
Ô vous, les hommes de demain,
Dût la guerre mortelle et sacrilège
Même nous écraser dans un dernier combat,
Jamais, sous le soleil, une âme n'oubliera,
Ceux qui sont morts pour le monde, là-bas
À Liège.

Principe n° 9 : notre cause a un caractère sacré

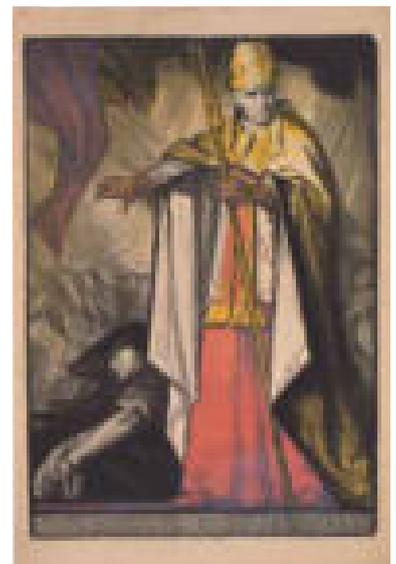
La propagande va également insister sur le caractère sacré de la cause qu'il faut donc défendre par tous les moyens. On entendra le terme « sacré » soit au sens large, soit au sens littéral du terme.

Ainsi, au sens large, la propagande mettra l'accent sur le caractère sacré de certaines valeurs : il s'agit alors de défendre la démocratie, la liberté, la civilisation contre la tyrannie, la barbarie.

Par ailleurs, au sens littéral, la cause peut aussi être sacrée, car « soutenue » par Dieu. Elle prend alors des allures de croisade, de lutte contre les « forces du mal ».



Carte postale allemande, « En lutte pour le droit et la liberté »



Affiche française de Charles Fouqueray, « Le Cardinal Mercier protège la Belgique », 1916

Le cardinal Mercier (1851-1926)

Dans chaque camp, la hiérarchie catholique apporte son soutien aux combattants. Ainsi, en Belgique, peut-on citer l'exemple du cardinal Mercier, figure marquante de la résistance que l'on retrouve sur bon nombre d'affiches ou de cartes postales de propagande. S'opposant publiquement aux excès de l'occupation allemande (notamment aux saisies alimentaires), il publie des lettres pastorales au ton patriotique par lesquelles il enjoint la population à résister : « [Le brave soldat belge] qui donne consciemment sa vie pour défendre l'honneur de sa patrie et venger la justice violée voit sa vaillance militaire couronnée par le Christ, et la mort, chrétiennement acceptée, assure au soldat le salut de son âme » (*Patriotisme et Endurance*, lettre pastorale de 1914). Son attitude de défi face à l'occupant lui vaudra une grande popularité parmi les Belges, mais aussi l'animosité du pape Benoît XV qui le juge trop violemment « antiallemand ».

Principe n° 10 : Ceux qui mettent en doute la propagande sont soit des traîtres, soit des victimes des mensonges adverses

Mettre en doute la propagande n'est pas toléré. Cela révèle « au mieux » un manque de patriotisme, « au pire » un acte de trahison. Dans les deux cas, le « coupable » s'expose à l'indignation, voire à une répression parfois féroce. En Grande-Bretagne, par exemple, l'*Union of Democratic Control* (fondée, pour rappel, en 1914 par Ponsonby, Angell, Morel, Trevelyan et MacDonald) est étroitement surveillée par Scotland Yard. Ses activités sont systématiquement contrecarrées et plusieurs de ses membres seront même accusés de trahison dans la presse (Morel, MacDonald, etc.), voire emprisonnés (Morel).

« [Le 10 août 1914, Ramsay] MacDonald assista à une réunion avec [...] Norman Angell, E. D. Morel, Charles Trevelyan et Arthur Ponsonby. Ils décidèrent, d'après les mots de MacDonald, « de former un comité afin d'exprimer nos points de vue ». [Ils le nommèrent] Union of Democratic Control.

[...] [L'UDC] apparut rapidement comme la plus importante de toutes les organisations antiguerre de Grande-Bretagne et regroupa 300 000 membres dans les quelques mois qui suivirent.

Ramsay MacDonald fut d'abord attaqué par des journaux à cause de son opposition à la Première Guerre mondiale. Le 1^{er} octobre 1914, *The Times* publia un article intitulé [...] « Aider l'ennemi », dans lequel il était écrit qu'« aucun agent rémunéré de l'Allemagne ne l'avait mieux servi » que MacDonald. [Le même jour,] le journal présenta également un article [dans lequel l'auteur affirmait ce qui suit] : « nous pouvons être fiers, à juste titre, de la tolérance que nous affichons d'ordinaire à l'égard de la liberté d'expression, même la plus extrême [...]. Le cas de M. MacDonald est très différent [...]. En temps de guerre [...] M. MacDonald a cherché à ternir la réputation de son pays en chargeant ouvertement [...] les ministres qui sont ses représentants élus, et il a aidé l'État ennemi [...]. Un tel acte [ne peut être ni toléré ni] ignoré par le gouvernement britannique ou le peuple britannique.

[...] Dans le *John Bull Magazine*, Horatio Bottomley déclara que Ramsay MacDonald [...] était le chef d'une « campagne proallemande ». Le 19 juin 1915, la revue affirma que MacDonald était un traître et que [l'on exigeait] « son procès devant une cour martiale, sa condamnation pour avoir aidé et encouragé des ennemis du Roi. [Que pour ces raisons, il devait être] conduit à la Tour et fusillé à l'aube. »³

³ Traduction d'après SIMKIN John, « Ramsay MacDonald », in *Spartacus Educational*, [en ligne], <http://www.spartacus.schoolnet.co.uk/PRmacdonald.htm#source> (Page consultée le 18/06/2014)



Dessin de Louis Raemackers, « Le crime – Enfin ! », 1914

Présenter complètement un thème aussi vaste que celui de la Belgique face à la propagande dans un dossier pédagogique paraît relever de la gageure. Il est dès lors bien évident que les pages suivantes n'ont d'autre prétention que de fournir une ébauche du sujet qui pourra être enrichie par la lecture de plusieurs ouvrages de référence.

Comme nous l'avons vu, la propagande connaît un développement sans précédent durant la Première Guerre mondiale. Considérant qu'elle est indispensable au « bon déroulement » du conflit, tous les États se dotent dès lors d'organes gouvernementaux chargés de la mettre en place. La Belgique ne fait évidemment pas exception, même si sa propagande se révèle particulière à plus d'un titre.

En effet, la Belgique, comme d'autres, va connaître les tranchées, les massacres, les déportations de civils et les destructions lors de l'invasion, la misère, les réquisitions et les pillages. Ces événements, comme l'ultimatum allemand (2 août 1914) et la violation de la neutralité (4 août 1914), vont susciter l'indignation populaire et être utilisés par la propagande belge.

Mais la particularité du « cas » belge réside principalement dans le fait qu'il est très vite et très largement récupéré, instrumentalisé par les propagandes alliées afin d'appuyer leurs propres intérêts. Ainsi naît l'image de la « Poor Little Belgium » (surtout exploitée au Royaume-Uni et aux États-Unis), ce statut de Belgique martyre dans lequel les autorités belges se retrouvent rapidement enfermées. Dès 1916, on assiste alors à la mise en place d'une propagande parallèle qui tente de lutter contre cette image de victime, dont l'élaboration avait pour le moins échappé aux autorités. L'accent est dès lors mis sur la bravoure du peuple, de l'armée et sur la figure emblématique du Roi. Cependant, malgré ces efforts, notre pays ne réussit pas vraiment à briser cette image de « pauvre petite Belgique », dépendant de l'assistance de ses alliés.

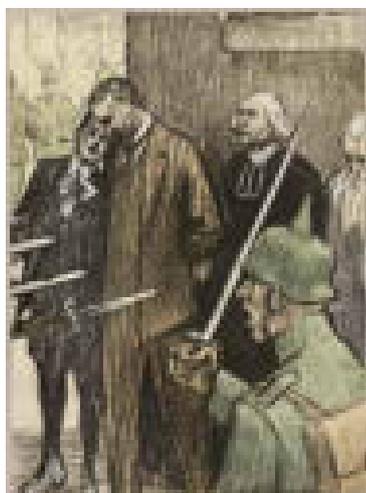
Les « atrocités » allemandes⁴



Ruines de la ville de Visé en 1915

Le 4 août 1914, la neutralité belge est violée et les troupes allemandes marchent sur Liège. Le dernier fort de la ville tombe le 16 août et, après la prise des forts de Namur (24 août), l'armée belge se replie sur Anvers. Octobre voit la ville céder et l'armée se replier une nouvelle fois derrière l'Yser, où la progression allemande est finalement arrêtée avec l'aide des Alliés.

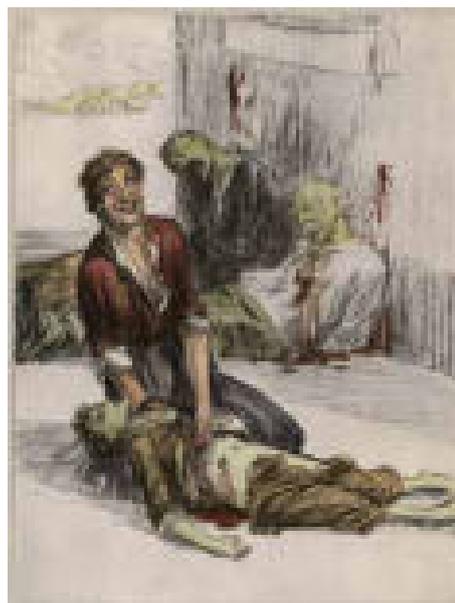
Durant cette période, les troupes ennemies détruisent nombre de villes, massacrant quelque 5 500 civils (hommes, femmes et enfants) au passage.



Dessin de Louis Raemackers évoquant les exécutions d'otages



Dessin de Louis Raemackers évoquant les pillages



Dessin de Louis Raemackers évoquant les massacres de civils

⁴ Pour plus de détails sur ce sujet, voir notamment HORNE John et KRAMER Alan, 1914 : les atrocités allemandes. La vérité sur les crimes de guerre en France et en Belgique, Paris, Tallandier, 2011 (collection Texto).

Extrait de l'ouvrage de Pierre Nothomb *Les barbares en Belgique* (1915)

« Le lendemain [5 août], la victorieuse résistance de Liège exalta la Belgique entière. Jamais elle n'avait vu ses soldats à l'œuvre. Tout de suite, ses soldats s'étaient révélés des héros. Rien ne les avait préparés à la guerre, sinon cet élan sacré qui nous emportait tous. L'Allemagne, qui n'avait cru qu'à une démonstration de notre part, l'Allemagne s'étonna sans comprendre. Nous comprenions. Autour des marchands de journaux qui, le soir du premier assaut, jetaient leurs feuilles à la foule, je vis des vieillards et des enfants pleurer de joie. Dans les rues, on se serrait les mains sans se connaître, sans mot dire. Mais, hélas ! En même temps que ce premier bruit exaltant de victoire nous en arrivaient d'autres qui nous révoltaient d'horreur. La flamme qui rougissait le ciel à nos frontières de l'Est n'était pas seulement celle des canons, c'était celle des incendies. Le sang qui fumait n'était pas seulement celui de la bataille, c'était celui du massacre. Le grand cri que l'on entendait n'était pas seulement le hurra de nos troupes enthousiastes, c'était le déchirant appel des blessés mutilés, des prisonniers torturés, des femmes qu'on violait, des villages qu'on assassinait ! Le général von Emmich, dès ses premiers pas sur notre sol, avait annoncé par cent affiches que les Allemands éprouvaient pour le peuple belge "la plus haute estime et la plus grande sympathie". On vit tout de suite ce que valent l'estime, la sympathie et l'hypocrisie des Barbares ! »

Les historiens J. Horne et A. Kramer font mention de plusieurs exemples d'exactions commises en Province de Liège.

Les atrocités allemandes en Province de Liège (1914) Incidents ayant causé la mort de 10 civils ou plus							
Date clé	Lieu	Civils tués	Bâtiments détruits	Lien aux combats	Panique	Boucliers humain	Déportations
05-08	Berneau	10	80		X		
05-08	Micheroux	11	24	X	X		
05-08	Poulseur	13	25	X	X	X	
05-08	Soumagne	118	101	X		X	
06-08	Battice	33	147	X	X		
06-08	Blegny-Trembleur	19	46	X			
06-08	Esneux	20	25		X		
06-08	Hermée	11	149	X			
06-08	Sprimont	40	60	X			
06-08	Magnée	17	14	X			
06-08	Olne-St-Hadelin	64	46	X	X	X	
06-08	Retinne	40	18	X	X	X	
06-08	Romsée	27	14	X	X	X	
06-08	Warsage	14	25		X		
07-08	Herstal	27	10	X			
07-08	Lixhe	11	9				
07-08	Louveigné	28	77				
08-08	Baelen	16	8		X		
08-08	Francorchamps	14	25	X	X		
08-08	Herve	38	300				
08-08	Melen	108	60	X			
14-08	Barchon	32	110		X		
15-08	Wandre	31	15				
16-08	Visé	23	600		X		X
18-08	Haccourt	16	80		X		
18-08	Heure-le-Romain	28	83		X		
20-08	Liège	67	42		X		X

Nous citerons tout d'abord le cas de Berneau. Dans la nuit du 5 août, des soldats allemands paniqués y tuent 11 des leurs. Des civils sont accusés et 10 d'entre eux sont exécutés (dont 5 enfants). Le même jour, à Soumagne, 118 personnes perdent la vie. Parmi elles, plus de 50 hommes sont abattus dans un champ devant les femmes et les enfants et achevés à la baïonnette. D'après les témoignages, c'est la résistance du fort de Fléron qui a irrité les Allemands et provoqué le massacre. Le lendemain, à Blegny-Trembleur, toute la population, accusée de transmettre des signaux au fort de Barchon, est rassemblée dans l'église. Des religieuses, présentes afin de soigner les blessés, témoignent de la méfiance des soldats allemands qui pensent qu'en Belgique, on empoisonne, on achève les

blessés. Finalement, l'église est incendiée et 19 personnes sont exécutées. Un peu plus tard dans la journée, c'est au tour de Battice de compter 33 victimes de plus. Le 6 août toujours, à Hermée, des maisons sont brûlées et 11 civils sont exécutés, car des soldats prétendent qu'on leur a tiré dessus. Le même jour, à Warsage, 14 otages sont passés par les armes et un vieil homme est attaché à la roue d'une charrette, parce qu'il est soupçonné d'arracher les yeux et de couper les oreilles des Allemands. Sur les journées des 6 et 8 août, Melen est pillée et incendiée. Le nombre total de victimes s'élève à 108 personnes (dont des femmes et des jeunes filles). Les 7 et 8 août, la bataille qui a lieu dans les rues de Herstal voit la mort de 27 civils : les sources allemandes affirment que la population a résisté. C'est avec Liège que nous terminons ce rapide survol des agressions allemandes dans la province : dans la ville, les habitants effrayés ont eu connaissance des conséquences de la résistance, la rendant hautement improbable. Tous craignent la « barbarie » allemande. Néanmoins, le 20 août, des soldats allemands déclenchent une série d'incidents sous le prétexte que des civils auraient tiré. Le bilan du 20 août fait état de 67 morts (dont 17 fusillés sur la place de l'Université, future place du 20-Août) et de près de 40 maisons et monuments pillés et incendiés. En dehors de la province, comment ne pas au moins citer les massacres d'Andenne (20 août, 262 morts), Tamines (22 août, 383 morts) ou encore Dinant (23 août, 674 morts) ?

Le massacre de Dinant : témoignage postérieur et inédit d'une survivante

Gilberte Bailly a 12 ans lors du massacre. Plus tard, elle épousera Jean d'Otreppe dont la vie pendant la guerre est évoquée dans le chapitre « La vie quotidienne sur le front belge ».



« 23 août 1914 : tournant de ma vie, fin de mon enfance ; une enfance heureuse, paisible, faite de petits plaisirs tout simples qu'on ne comprend plus aujourd'hui [...]. J'aimais beaucoup mon père [...]. Aussi, sa disparition fut-elle pour moi une catastrophe. Parlons de ce terrible 23 août, présent à ma mémoire comme aux premiers jours.

Depuis 5 heures du matin, le canon tonne. On se bat d'une rive à l'autre. Mon père nous conseille de nous vêtir assez chaudement, car dit-il, on ne sait ce qui peut arriver [...]. Tandis qu'on se bat, nous escaladons le mur du jardin pour passer chez nos amis [...]. Nous sommes là depuis environ ½ heure quand la rue est envahie par des hordes de soldats allemands qui hurlent, brisent les vitres et hachent les portes. Ils s'engouffrent (sic) dans les maisons et fusils prêts à tirer, font sortir tous les habitants. Nous nous

retrouvons bientôt tous au milieu de la rue entre 2 colonnes de soldats, baïonnette au canon. On nous oblige à mettre les bras en l'air, on nous fouille [...]. Enfin, on peut baisser les bras et l'on nous fait avancer vers le Rivage.

Mais au bout de la rue, tout comme maintenant, il n'y a plus de maisons pour faire écran. Les Allemands nous obligent à avancer ; les balles crépitent, des gens tombent, d'autres sont blessés. Nous agissons des mouchoirs et les Français de l'autre rive comprennent qu'ils ont en face d'eux des civils et ils cessent de tirer. Les Allemands nous font faire demi-tour et tel un troupeau, toujours entre 2 rangs de soldats, on nous dirige vers la prison. Ils ouvrent la grande porte [...] et tout le troupeau se précipite à l'intérieur de la prison pour échouer dans la chapelle. C'est là que nous resterons enfermés jusqu'à la nuit tombante. On s'assied par terre ; tout le monde est terrorisé ; on se tait et l'on attend [...]. Quelques seaux servent aux besoins des prisonniers. Au-dehors, les rafales des mitrailleuses crépitent sans arrêt et arrive pour moi l'heure fatidique.

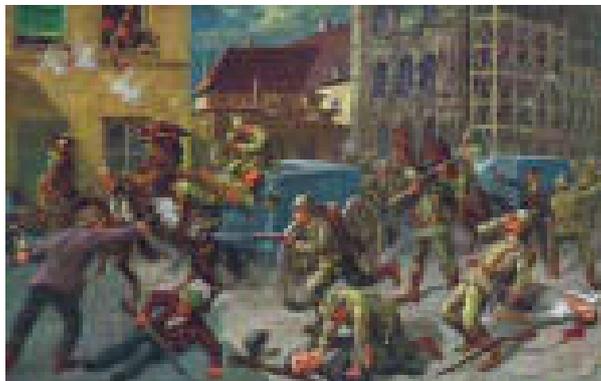
Un officier pénètre dans la chapelle ; il tient un papier dans la main. Il appelle : Bailly Félix. Mon père se présente. Il est blême. « Vous avez porté les armes », dit l'officier et il le tire hors de la chapelle. Nous ne l'avons plus revu. Par certains témoins, nous avons appris plus tard que mon père avait été amené dans la cour de la prison [...] et là, d'une balle dans la nuque [...] abattu et laissé dans un angle de la cour. Ce papier que tenait en main l'officier était un diplôme de tir portant le nom de mon père [...]. [Dans la chapelle], nous attendons en vain le retour de mon père [...]. Et tout le monde prie, tandis qu'au-dehors, les balles crépitent davantage encore. Ce sont tous les hommes du quartier St Nicolas que l'on fusille [...].

Enfin, un calme relatif règne. Il est environ 7 heures du soir. On nous [...] regroupe dans la rue. Toute la ville brûle [...]. Un officier donne l'ordre de crier « vive l'Allemagne, vive l'empereur ». La terreur est si grande que l'on entend répéter : « vive l'Allemagne, vive l'empereur » [...]. Nous passons entre les maisons qui flambent ; la chaleur est intense. Cette fois, la bataille a cessé [...]. On fait avancer les femmes et les enfants, on retient les hommes [...]. Nous nous sauvons [...] [et] nous gagnons les bois [...] ; nous resterons tapis là [...].

3 longs jours et 3 longues nuits passèrent [...]. Avec précaution, on se décide à redescendre vers [la ville et sur la route] une cousine [...] nous apprend [...] qu'il n'y a pour ainsi dire plus d'hommes en ville [...]. Nous décidons sur-le-champ de regagner la ville, dans l'espoir [...] d'avoir des nouvelles de mon père. Notre quartier a été épargné. Les Allemands occupent nos maisons ; il y a beaucoup de dégâts [...]. Nous arrivons devant la prison. Le directeur (un ami de mon père) qui a pu rester chez lui, sa femme étant allemande, vient à notre rencontre et c'est lui qui nous apprend [la nouvelle] [...]. C'est ainsi que j'apprends que tout ce qui m'était le plus cher m'avait été enlevé. »

Comme nous pouvons le constater, les récits de massacres, pillages, viols, destructions et autres horreurs abondent. Pourtant, lorsque le général von Emmich entre en Belgique le 4 août, il publie une déclaration affirmant que les Belges ne sont pas considérés comme des ennemis et il leur demande de ne pas le forcer à les combattre en commettant des actes de sabotage. Par ailleurs, le lendemain, le ministère de l'Intérieur demande à la population civile de ne pas résister et de déposer les armes : en bref, elle doit rester calme et laisser à l'armée le soin de faire la guerre. Cet appel ayant été apparemment largement suivi sur l'ensemble du territoire, comment en est-on arrivé là ?

Nombre d'historiens, comme J. Horne et A. Kramer, s'accordent pour dire que la légende des « francs-tireurs » (combattants n'appartenant pas à l'armée régulière) fournit une réponse partielle à cette question. Pour comprendre ce mythe du franc-tireur et son impact sur le comportement des troupes allemandes, il faut remonter à la guerre franco-prussienne de 1870 : durant ce conflit, la guérilla menée par des bandes de francs-tireurs français donne bien du fil à retordre à l'armée prussienne. Le souvenir de cette « nation en armes », « illégitime », reste très vivace au sein de l'armée allemande : dans la mémoire collective, le franc-tireur est donc l'ennemi sournois, lâche, criminel et invisible qui frappe dans le noir, massacre le soldat dans son sommeil ou le surprend dans une embuscade. Pour le soldat allemand, il est donc le traître, l'assassin.



Francs-tireurs belges, d'après une carte postale allemande

De la France à la Belgique, il n'y a qu'un pas. En 1914, l'armée allemande, imprégnée de ces souvenirs, envahit le pays avec la crainte de rencontrer le même type de résistance. Plusieurs témoignages nous montrent que, dès le début, les troupes allemandes prévoient une résistance civile qu'elles jugent illégitime et contraire aux règles de la guerre. Dès les premiers jours, des récits d'« atrocités belges » ne tardent pas à se répandre sur le front : « les francs-tireurs sont là », « on mutile », « on empoisonne ».

« Atrocités belges »

Témoignage de Mokveld, correspondant du journal hollandais *De Tijd*, en août 1914.

« La folie furieuse [responsable de l'illusion collective des francs-tireurs] s'est aussi intensifiée considérablement par les accusations d'horribles mutilations commises sur des soldats allemands par des Belges, dont on dit qu'ils ont coupé le nez, les oreilles, les parties génitales, etc. de leurs ennemis. Ces rumeurs sont si persistantes qu'on finit par croire, dans les pays neutres, que ces choses se sont produites fréquemment. »

Chaque homme devient donc un franc-tireur potentiel, chaque femme, chaque enfant devient donc une menace. Autrement dit, tout civil représente alors un danger. Ces nouvelles, relayées par la presse allemande, ne font qu'amplifier la peur de mener une guerre en terre ennemie. À cela, il faut ajouter le profond ressentiment éprouvé par les soldats face à la résistance militaire inattendue qu'ils rencontrent et qu'ils estiment injustifiée. Tous ces facteurs vont se fondre pour donner très vite naissance, au sein de l'armée allemande, à une vision diabolisée d'un peuple belge poussé à prendre les armes par son gouvernement et son roi. À partir de ce moment, chaque tir, chaque phénomène inexplicable sera attribué aux francs-tireurs et toute exaction commise à l'encontre de la population sera considérée comme un acte de défense légitime.

La peur du franc-tireur

Témoignage de Mokveld, correspondant du journal hollandais *De Tijd*, en août 1914.

« Ces histoires [de résistance civile] émanent des officiers et pénètrent dans le corps de troupe. Puis les hommes deviennent à la fois effrayés et en colère contre les Belges, qu'ils injurient et maudissent. Ceci rend également les soldats terriblement effrayés par les francs-tireurs, et j'ai remarqué de nombreuses fois que certains sons forts [...] faisaient se jeter à terre une troupe entière de soldats, lever leurs fusils, et se cacher à cause d'une "frousse bleue". Un simple bruit les fait jurer, se mettre en colère et parler de rien de moins que d'incendier des maisons. »

« Francs-tireurs » (témoignage allemand)

Le franc-tireur est invisible, sans visage. Il est donc à la fois inhumain, mais aussi potentiellement chaque visage (même bienveillant) rencontré en route. Ce contraste, faisant partie intégrante du mythe, est exprimé ici dans le témoignage d'un membre de la colonne d'assaut de Liège (août 1914).

« Voici la meilleure ! Nous allions nous reposer lorsqu'on nous a tiré dessus depuis toutes les maisons [...]. Tous les hommes du village ont été arrêtés. Puis [...] l'endroit a été livré aux flammes. Je peux vous le dire [ce n'est pas facile] quand on doit éprouver quelque chose comme cela – traverser le village en flammes et simplement abattre tout le monde. Mais les gens n'ont qu'à s'en prendre à eux-mêmes, parce que pendant le jour ils sont accueillants et la nuit ils nous tirent dessus. »

Il paraît clair qu'une large frange de l'armée allemande croit sincèrement en l'existence de francs-tireurs dès le début de l'invasion et que l'anxiété et la peur (parfois accentuées par la fatigue et l'alcool) jouent un rôle important dans les massacres et autres atrocités commis.

« Francs-tireurs » à Leffe (témoignage allemand)

Le 23 août 1914, une compagnie allemande est envoyée pour « purger Leffe des francs-tireurs ». Le caporal Franz Stiebing décrit l'action.

« Nous avons progressé maison par maison, sous un feu venant pratiquement de chaque bâtiment, et nous avons arrêté les hommes, qui portaient presque tous des armes. Ils étaient sommairement exécutés dans la rue. Seuls les enfants de moins de 15 ans, les vieillards et les femmes étaient épargnés. Pendant cela, on nous tirait des collines voisines à 150 ou 200 mètres. Je n'ai pas vu si quelqu'un de mon bataillon a été tué ou blessé dans ce combat de rue [cette phrase sera supprimée dans le Livre blanc. cf. infra]. Mais j'ai vu les corps d'au moins 180 francs-tireurs – seuls les francs-tireurs étaient exécutés – dans les rues. Près d'une scierie, j'ai vu 30 ou 35 autres corps. On m'a dit plus tard que les francs-tireurs s'étaient rassemblés en masse dans la scierie. »

Néanmoins, il semble tout aussi important d'insister sur le fait que, même si elles ne sont pas toujours préméditées, ces violences réelles à l'égard de civils innocents sont causées en grande partie par une légende, une illusion collective et qu'il n'y a pas eu de « guerre populaire » en Belgique⁵.

« Francs-tireurs » à Dinant

Témoignage allemand postérieur du soldat Paul Reime concernant le massacre de Dinant (1927).

« En tremblant, ils se soumettent à leur sort et s'attendent apparemment à être tués par nos baïonnettes. Mais nous faisons un effort pour les rassurer. Le capitaine d'Elsa [...] leur assure en français qu'ils n'ont rien à craindre. Il est pitoyable de voir que [leurs] tourments se transforment en une sorte de paroxysme, lorsque les gens (femmes, enfants, vieillards) se jettent à nos pieds et essayent d'embrasser nos mains, pleurant et riant [...]. Ce qui suit se produit avec la rapidité et l'inexorabilité d'une catastrophe : les gens ont été repoussés plus haut sur la route. À la vue des compagnies qui ont fait halte, ils sont saisis par la peur. On les fouille, sans rien trouver de suspect ; ils doivent être emmenés à l'arrière des lignes, mais – les pauvres gens ! – ce n'est pas ce qui arrive. Un tir de mitrailleuse depuis la rive opposée provoque la plus épouvantable confusion. Le bruit des tirs fait écho des centaines de fois en heurtant la falaise. Qui n'a pas entendu le « tac tac » initial venant de là-bas croit que le bruit vient d'une embuscade. Tout d'un coup, le mot « francs-tireurs » est crié sauvagement. Les hommes se tournent vers la falaise, pointent leurs fusils et commencent une fusillade insensée. Le feu cesse seulement graduellement avec l'ordre de « cessez-le-feu ! ». Pendant ce temps-là, je ne quitte pas les gens des yeux. Ils frissonnent quand ils entendent le mot « franc-tireur ». Mais est-ce que cela prouve leur mauvaise conscience ? Est-ce que ce n'est pas plutôt le pressentiment de la vengeance qui va les détruire ? [...] [Le major Schlick ordonne l'exécution. Le capitaine d'Elsa tente sans succès de l'en empêcher. Nous commençons à traverser la rivière en bateau]. Je me retourne pour regarder ; une vision horrible ! Un bloc d'êtres humains se tordant, tremblant, tombant... Les cris des femmes et des enfants... La seconde salve... Une convulsion de corps sur le sol dans un désordre sauvage. Je vois des gens encore vivants qui rampent derrière les morts, et je me retourne... »



Dessin de Georges Scott, « Leur façon de faire la guerre », 1914

Dès août 1914, ces « représailles légitimes » contre les « atrocités belges » vont incarner l'extrême inverse pour les opinions belge, française et britannique, à savoir la « terreur » allemande.

Le terme d'« atrocités allemandes » est alors fréquemment employé pour accuser non seulement l'armée, mais même le peuple allemand dans son ensemble. Très vite, les récits, les témoignages vont se répandre, notamment via la presse des trois pays, amplifiant ainsi la peur et provoquant l'exode de civils vers la France.



L'exode



⁵ On ne peut pas écarter la possibilité que des civils aient résisté. Il est même pensable qu'une faible résistance, au début de l'invasion, ait contribué à raviver le souvenir des francs-tireurs. Cependant, il n'y a pas eu de levée en masse.

La terreur engendrée par ces récits peut être mise en parallèle avec la peur des francs-tireurs dans l'armée allemande : de la même manière que les troupes allemandes croient à une résistance illégitime, les civils sont convaincus que leurs ennemis mènent délibérément une campagne de terreur. Les témoignages décrivent principalement la peur, le sentiment de vulnérabilité totale, les brutalités, la violation de l'intimité, de la propriété, des espaces symboliques (églises, écoles, etc.)... Mais deux thèmes vont jouer un rôle plus particulier dans la construction des « atrocités allemandes » par l'opinion alliée : les viols et les mutilations.

Tout d'abord, un lien peut être établi entre la pratique des viols et la légende des francs-tireurs. En effet, accusées de mutiler ou d'empoisonner les soldats, les femmes « méritent » d'être punies et humiliées. Le viol, acte inhumain, devient alors un acte « justifié ».

Extrait du journal *Le Soir* du 11 août 1914

« En revenant sur mes pas, j'ai vu des tableaux d'une horreur inconcevable. On [les Allemands] s'est conduit comme des barbares dans les villages environnant Visé. Dans une ferme, tous les habitants ont été massacrés, sauf une jeune fille, et le chien de la maison gardant les cadavres en poussant des hurlements lugubres. Quant à la jeune fille, elle errait à travers les vergers devenue folle. Dieu sait après quelles tortures morales et physiques. »

Témoignage de viol

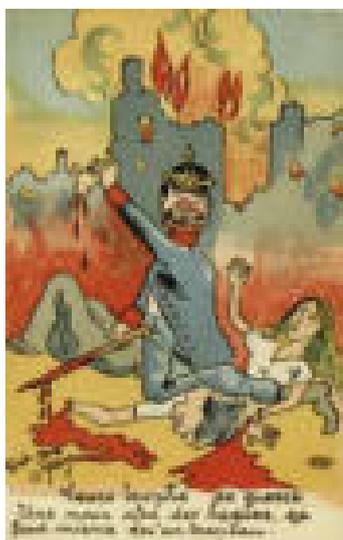
Déposition du soldat belge Verbiest (corroborée par celle du soldat Vervynckt) à la première commission belge (8 octobre 1914) après leur visite à Aarschot en septembre.

« Plus de 20 d'entre elles [les femmes d'Aarschot] nous ont dit que les Allemands avaient pénétré dans les maisons, enfermant leurs maris à l'étage ou bien à l'église ; ils s'emparaient ensuite des femmes, les forçant à coucher avec eux, et cela pendant plusieurs jours de suite ; certaines femmes ont été forcées de cohabiter avec les soldats allemands pendant plus de 15 jours. Une jeune fille de 16 ans a raconté en pleurant devant toute notre compagnie que 18 Allemands l'avaient violée et que tous les jours, ils l'avaient reprise. »

En ce qui concerne les mutilations, nous évoquerons surtout ici le mythe des « mains coupées ». À partir de l'exode de 1914, on commence à recueillir des récits de plus en plus nombreux mettant en scène des enfants aux mains coupées par les Allemands. Une variante fait état de femmes aux mains coupées afin de leur voler leurs bagues. La trame du témoignage est bien souvent la même : un enfant aux poignets bandés (ou la main trouvée dans la poche d'un Allemand), victime silencieuse dépendant du témoignage d'un adulte, absence de témoins directs des faits, précision sordide des détails afin d'ajouter à la « véracité » des faits, etc. Inventés, ces récits vont proliférer et les « mains coupées » vont devenir un mythe clé pour les Alliés par la charge émotive qu'elles véhiculent.

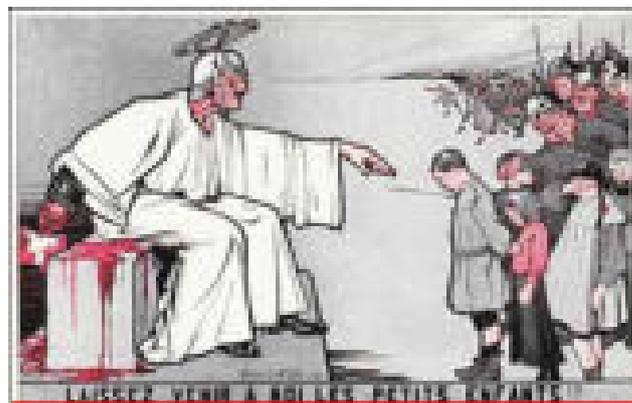


Carte postale de Poulbot « Et les mômes boches, ils embrassent leur père ?? »



Carte postale de O'gene, « Leurs trophé (sic) de guerre », France, octobre 1914

Ainsi, l'analyse des récits d'« atrocités » montre-t-elle bien souvent le décalage existant entre la perception des témoins des deux camps et la réalité des faits. Rencontre entre réalité et subjectivité collective, ces accusations diverses traduisent la peur ressentie tant par les civils que par les soldats face à la guerre. Utilisées sciemment par la propagande, certaines d'entre elles (« francs-tireurs », « mains coupées », etc.) deviendront de véritables légendes qu'elle n'aura plus qu'à amplifier.



Carte postale française de Pierre Châtillon, « Laissez venir à moi les petits enfants »

Les enquêtes et les rapports officiels

Comme nous venons de le voir, « atrocités allemandes » et « guerre de francs-tireurs » sont des thèmes qui vont largement être diffusés, dans les pays alliés comme en Allemagne. Pommes de discorde, ils vont alors faire l'objet d'enquêtes officielles mutuelles : la commission belge, qui accompagnera le gouvernement au Havre, publie plusieurs rapports entre août 1914 et octobre 1915. À cette époque, l'ampleur des « atrocités allemandes » commises en Belgique est connue et le service d'information du gouvernement belge (Bureau documentaire belge ou BDB, créé en février 1915 au Havre) avance le chiffre plus ou moins exact de 6 000 morts. En France, le premier rapport paraît en juin 1915 sous la forme d'une brochure de 45 pages qui sera traduite et largement diffusée sous sa forme abrégée. Le document impressionne l'opinion publique britannique, déjà informée des premiers rapports belges qui ont été publiés dans la presse. On sait à quel point le cas belge est, à l'époque, un élément clé de la justification de l'entrée en guerre du Royaume-Uni. Aussi, n'est-il pas étonnant de le voir lancer sa propre enquête sur les *outrages qui auraient été commis par les troupes allemandes*, dirigée par le vicomte James Bryce. Le rapport du « comité Bryce », plus connu sous le nom de « Rapport Bryce » est publié en mai 1915, traduit en plus de 30 langues et largement répandu par les services de propagande, notamment aux États-Unis. Par la suite, il sera critiqué et accusé d'avoir contribué à la propagande exagérée sur les « atrocités allemandes ». Quant aux Allemands, ils ne commencent à enquêter qu'à partir du moment où ils sont accusés d'atrocités. En mai 1915, leur rapport, le *Livre blanc*⁶, affirme que l'armée allemande a été la victime d'atrocités belges et d'une guerre de francs-tireurs. La réponse du gouvernement belge, dernière bataille dans cette guerre des rapports, prend la forme du *Livre gris*. Publié en avril 1916, il réfute le *Livre blanc* sur plus de 500 pages.

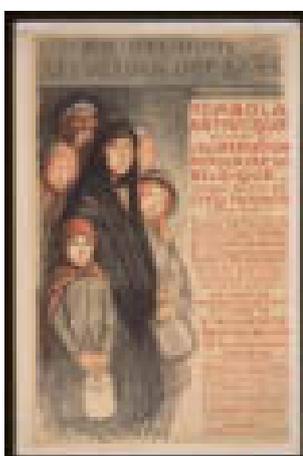
La « Poor Little Belgium »⁷ face à son image

Dès les premiers jours du conflit, l'attention internationale se focalise sur la Belgique. En effet, la violation de la neutralité belge par l'Allemagne représente une véritable aubaine pour les Anglais et les Français qui s'emparent de l'événement et se posent en défenseurs du droit et de la parole donnée. Leur propagande fait endosser aux Allemands le rôle des uniques responsables d'une guerre rapidement et commodément résumée : il s'agit de défendre le droit, la justice face à un ennemi abject, barbare et brutal qui n'hésite pas, comme nous venons de le voir, à commettre des atrocités et à massacrer des civils.

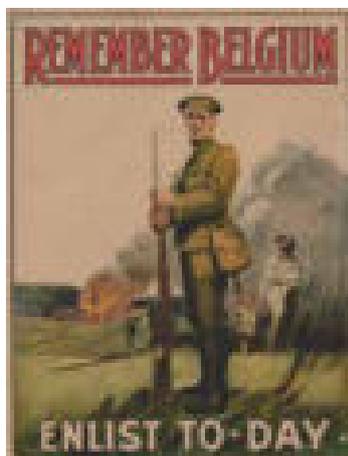
Ainsi que nous l'avons expliqué précédemment, le thème des « atrocités allemandes » est important pour l'opinion britannique, car il justifie *a posteriori* l'entrée en guerre du pays et permet d'intensifier la mobilisation de volontaires⁸. Dès les premiers jours du conflit, la Belgique devient donc l'instrument majeur de la propagande anglaise qui abreuve alors l'opinion publique de ces récits et popularise l'image d'une Belgique martyre, victime de la « barbarie » des troupes allemandes : la « Poor Little Belgium » est née.



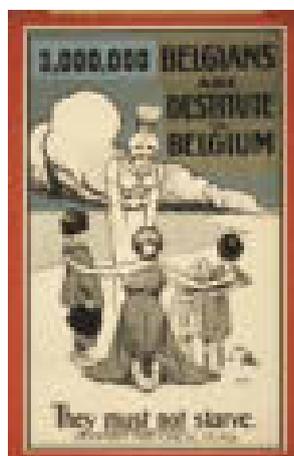
Dessin de Louis Raemaekers évoquant les enfants de Belgique, 1914



Affiche française, « En Belgique les Belges ont faim. Tombola artistique », 1915



Affiche anglaise, « Souvenez-vous de la Belgique. Engagez-vous aujourd'hui », 1914



Affiche anglaise, « Trois millions de Belges sont sans ressources en Belgique. Ils ne doivent pas mourir de faim », 1915

Aux États-Unis, cette image va jouer un rôle très important sur l'opinion publique et créer une brèche dans l'isolationnisme américain. Les « atrocités allemandes » sont tout de suite largement diffusées aux États-Unis par la propagande anglaise : pour les Anglais, la « Poor Little Belgium » présente l'avantage d'ajouter une dimension morale à un conflit qui paraît fort lointain aux Américains. La propagande anglaise, jouant la carte de l'émotion, ne se prive donc pas d'utiliser le cas belge pour influencer les médias américains. En mai 1915, elle profite de l'émoi causé par le torpillage du *Lusitania* pour remettre le cas belge une nouvelle fois sur le devant de la scène américaine : cinq jours après le naufrage, la publication du « rapport Bryce » sur les atrocités allemandes scandalise le pays, imprimant encore un peu plus dans l'opinion publique l'image d'un peuple allemand inhumain et brutal.

⁶ À l'époque, on nomme les publications diplomatiques des gouvernements en temps de guerre en fonction de la couleur de leur couverture.

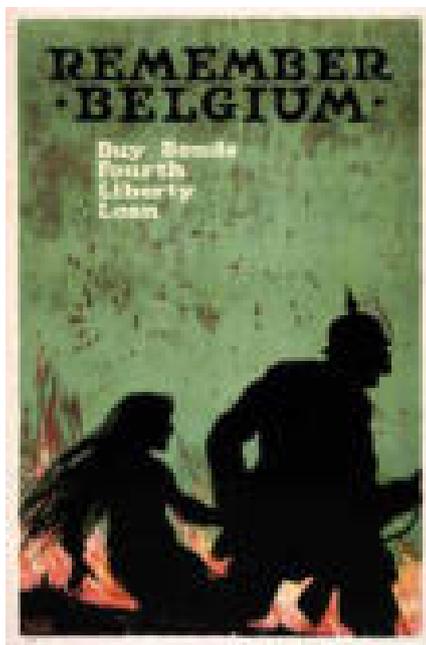
⁷ « Pauvre petite Belgique »

⁸ Pour rappel, le corps expéditionnaire britannique ne se compose à la base que d'environ 70 000 hommes et le service militaire n'est pas obligatoire avant mai 1916. C'est l'engagement volontaire qui le fait monter à 1,3 million de soldats en 1915.

La Belgique doit également sa place centrale dans l'actualité américaine à la *Commission for Relief in Belgium*. Dès 1914, cet organisme met en place ses propres organes de propagande (campagnes de presse, diffusions de brochures, tracts, affiches...) et lance des appels en faveur des enfants belges (nourriture, vêtements...). En représentant des villages en ruines, des enfants affamés, apeurés ou désespérés, la CRB contribue elle aussi à installer durablement une image stéréotypée de la Belgique et de ses habitants dans l'opinion américaine.

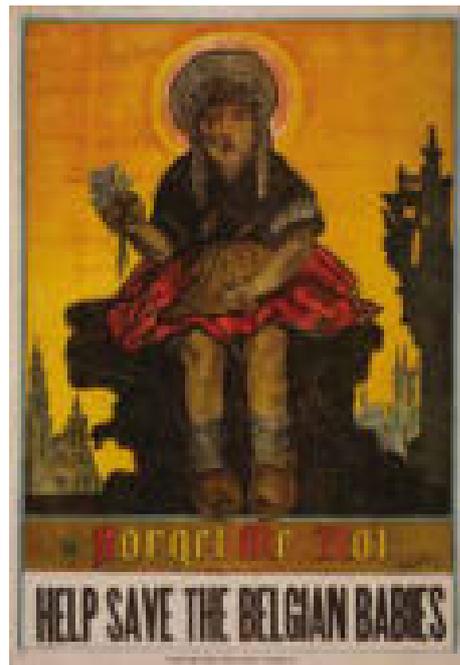


Affiche américaine, « Bienvenue, noble Belgique », 1917



Affiche américaine, « Souvenez-vous de la Belgique. Achetez des bons [d'État]. Quatrième emprunt pour la liberté », 1918

Au début, le gouvernement belge va utiliser cette image sans véritablement en mesurer les dangers : dénonçant les atrocités, des ténors de la politique (Henry Carton de Wiart, Paul Hymans, Émile Vandervelde, Jules Destrée, etc.) plaident la cause belge, se complaisant dans le rôle de la victime innocente.



Affiche belge de Josef Nuytens, « Ne m'oubliez pas. Aidez à sauver les bébés belges », 1917

Les inquiétudes belges

De retour d'une mission économique aux États-Unis entre 1915 et 1916, Aloys van de Vyvere, ministre des Finances, décrit l'opinion américaine envers la Belgique dans un rapport.

« La Belgique jouit d'une affection particulière ; on la met à part. Deux sentiments dominant : l'admiration, d'abord, pour la loyauté et la constance de la nation. Le Roi les symbolise aux yeux des Américains [...]. Une grande pitié, d'autre part, pour les malheurs du pays et la conviction que l'Amérique a sauvé tout ce qui reste de population belge.

Ce dernier sentiment fait que la plupart des Américains ont quelque peine à concevoir qu'un Belge puisse avoir autre chose en vue que de solliciter leurs aumônes. Les comités fondés pour recueillir les dons en nature et en argent, pour la population du pays envahi, pour nos soldats, pour nos hôpitaux, les tournées de collectes faites continuellement pour toute sorte d'objets ; la littérature empreinte de l'exagération américaine répandue à foison par l'office de publicité de la Commission for Relief in Belgium et que ses rédacteurs appellent eux-mêmes plaisamment « sob documents »⁹ ; la campagne poursuivie méthodiquement pour faire connaître au monde les atrocités allemandes ; tout cela a certainement contribué à rendre les Allemands odieux à la majeure partie de l'opinion ; tout cela nous vaut une amitié attendrie et protectrice ; mais, en même temps, l'idée de nous considérer comme une nation riche et solvable, comme un débiteur sûr, comme un dépositaire de tout repos, comme un cocontractant possible [...] est devenue très étrangère à l'ensemble du public.

« Poor Belgium » ! Telle est l'exclamation naturelle, inévitable qui résume l'attitude générale.

Les circonstances certifient assurément cette attitude dans une certaine mesure. Mais elle repose cependant, en partie, sur un réel malentendu, sur une conception absolument fautive des faits. Il n'est pas rare qu'on s'aperçoive, au bout de quelques minutes de conversation, que l'interlocuteur — qui peut être un homme intelligent et cultivé — se figure que la Belgique entière n'est plus qu'un monceau de ruines, qu'une construction intacte y est une chose rare, que tous les meubles de quelque valeur ont été volés partout, et que littéralement les Belges n'ont plus ni abri, ni vêtements, ni nourriture, ni ressources d'aucune espèce, sauf ce que leur envoie la charité américaine. Beaucoup de personnes conçoivent la Belgique entière sous la forme où leur sont apparues au cinéma les ruines interminables sur l'écran, au milieu de la lueur et de la fumée des incendies.

De même, l'armée belge se compose pour eux de quelques poignées de héros en guenilles, sans souliers, sans bas, sans chemise et sans nourriture, avec, comme réserves, des blessés et des malades sans ambulances. »

⁹ « Documents larmoyants »

Dès 1916, l'Office de la Propagande Belge (OPB) s'inquiète des conséquences négatives potentielles du mythe de la « Poor Little Belgium » : quel poids auraient les victimes belges en cas de négociations de paix ? Comment se faire encore entendre à côté des morts de Verdun ou de la Somme ? L'OPB décide alors de changer de stratégie et d'imposer une nouvelle vision de la Belgique ; celle, notamment, d'un peuple courageux, uni autour de son armée et de son roi, d'un pays acteur de la guerre, sur lequel il faudra compter une fois la guerre terminée. Malheureusement, il est trop tard et malgré les efforts des propagandistes, se débarrasser des clichés victimaire se révèle presque impossible : la Belgique garde son costume de victime outragée par la brute allemande.

La légende d'Albert I^{er}

Nous clôturerons néanmoins ce chapitre avec ce dernier thème de propagande : celui d'Albert I^{er} et de sa légende. Le 4 août 1914, Albert I^{er} est celui qui dit non à l'envahisseur allemand. En rejetant l'ultimatum, il est porté aux nues et immédiatement chargé de représenter la nation dans sa résistance.

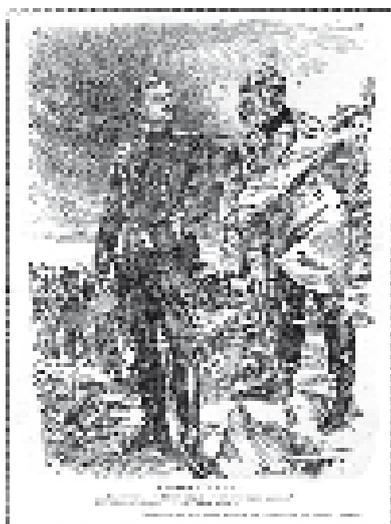


Carte postale, « Le courage belge résistant au colosse germanique »

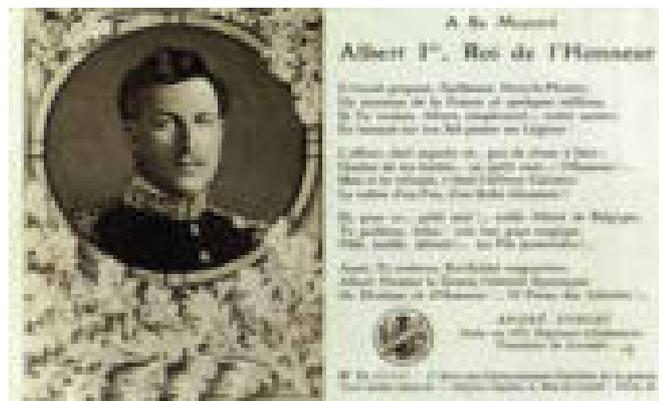
Véritable héros, figure mythique, il incarne le peuple belge. Durant toute la guerre, ce culte de la personnalité connaît un vif succès (pièces à son effigie, cartes postales, timbres, etc.) et est efficacement utilisé par les propagandes belge et alliées, notamment britannique. Pour eux, le Roi incarne

d'abord le droit et la justice (*King's Albert Book*, 1914).

Pour les Belges, il incarne la résistance, le courage, la force de la nation et l'accent est particulièrement mis sur ces aspects lorsque, comme nous l'avons vu, les propagandistes tentent de débarrasser le pays de l'image de victime qu'il traîne comme un boulet.



Caricature de Bernard Partridge



Carte postale, « À Sa Majesté Albert Ier, Roi de l'Honneur »



Carte postale, « Détaillez bien ce portrait »



« Le roi Albert au front de l'armée »



Carte postale, « David et Goliath ». C'est un exemple de carte postale clandestine ayant circulé en Belgique occupée. La production en petites quantités et la diffusion discrète de ces cartes attestent de l'acte de résistance qu'elles représentaient

Mais Albert I^{er}, l'homme, où le situer par rapport à cette légende bien établie ?

Tout d'abord, modeste, on sait qu'il n'aimait pas ce fameux titre de « Roi-Chevalier ».

Fervent défenseur de la neutralité belge, il se considère comme investi d'une mission non seulement envers son peuple (sauvegarder l'indépendance nationale et l'intégrité du territoire), mais aussi envers les signataires du Traité de Vienne de 1815 (il s'agit ici de maintenir l'équilibre européen).

Ainsi, lorsqu'il rejette l'ultimatum allemand, il estime que la Belgique agit comme doit le faire un pays neutre. Un pays neutre qui fait appel à ses garants pour sa défense, mais qui, en aucun cas, en ce qui concerne le Roi, ne les considère comme des alliés : le Royaume-Uni a sa confiance quand la France ne lui inspire que méfiance.

Jusque fin juillet 1918, il croit peu en une victoire alliée et il s'oppose à l'engagement de l'armée dans les grandes opérations menées par l'Entente. Adoptant une stratégie défensive, il épargne ainsi la vie de ses soldats. Partisan d'une paix de compromis, il prend secrètement contact avec son beau-frère, un comte allemand, à Berne pour tenter de connaître les intentions allemandes. Dans le même temps, il pousse le Royaume-Uni à négocier la paix.

Ce n'est qu'en septembre 1918, quand la victoire alliée ne fait plus de doute, que le roi accepte finalement de rejoindre le commandement unique interallié. Après en avoir si longtemps douté, il retire ainsi tous les avantages de la victoire.

Toujours, il s'est opposé à l'exploitation des « atrocités allemandes » par la propagande belge. Il pense en effet préférable de ne pas accabler l'Allemagne afin de ne pas mettre en péril des relations futures (notamment économiques). Finalement, la légende a créé un saint quand la recherche historique a trouvé un homme guidé par ce qu'il considère être l'intérêt de la nation.

Dix-neuf ans après son indépendance et seulement neuf ans après qu'ait été imprimé en Angleterre le premier timbre-poste de l'histoire, la Belgique émet le 1^{er} juillet 1849 ses premiers timbres à l'effigie de Léopold I^{er}.

À cette époque, les timbres n'ont pas encore acquis la dimension culturelle qu'on leur connaît aujourd'hui et présentent les portraits du monarque comme sur le côté « face » des pièces de monnaie.



Le monument Mérode

En octobre 1914 sont émis des timbres à surtaxe¹ au profit de la Croix-Rouge. Pour illustrer une de ces séries, le choix d'honorer la mémoire de Frédéric de Mérode n'est certainement pas innocent. Via ce héros de la noblesse princière mort pour la patrie lors de la Révolution de 1830, la Belgique envoie à l'envahisseur allemand un premier message patriotique clair : non seulement la Belgique ne capitulera pas, mais son Roi ira au combat !

Plus tard, en 1915, une autre série de quinze timbres est mise en cours au bureau des postes belges de Sainte-Adresse (Le Havre) où le gouvernement belge s'est installé ; elle représente le Roi, mais aussi des villes martyres telles qu'Anvers, Dinant, Louvain, Furnes et Ypres, sans oublier un timbre consacré aux campagnes antiesclavagistes au Congo. Au même moment, en territoire belge occupé, ce sont des timbres allemands surchargés du mot « Belgen » qui sont utilisés...

En 1919, la Belgique philatélique célèbre la Libération : elle émet d'abord un timbre consacré au Perron liégeois, puis elle honore son « Roi-Chevalier » par la production d'une impressionnante série de quatorze timbres, aujourd'hui devenus mythiques, présentant le roi Albert I^{er}, casqué et portant son uniforme de Chef des Armées.

Ainsi, à l'instar des pièces de monnaie en or, des porcelaines, des boîtes de biscuits ou encore des cartes postales à l'effigie du roi, les émissions de timbres-poste contribuèrent au phénomène d'identification et au culte de la personnalité que le peuple belge vouait à son souverain.



Le Roi Albert casqué



Le Perron de Liège

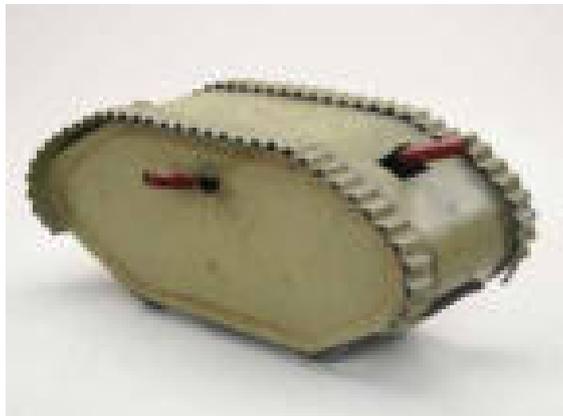
¹ Un timbre à surtaxe ou timbre de bienfaisance est un timbre-poste dont la valeur faciale est accrue d'un supplément reversé à une œuvre d'entraide.

Les enfants : victimes et instruments de propagande

Sarah Delvin

Avec le déclenchement du conflit, les loisirs et l'enseignement vont constituer les principaux vecteurs d'un discours guerrier propagandiste à destination de l'enfance dans les pays belligérants non occupés.

Les industriels vont commercialiser une série d'objets à caractère militaire : poupées et déguisements d'infirmières et/ou de soldats, canons et avions modélisés, jeux de l'oie à caractère « guerrier », jeux d'adresse... « Jouer à la guerre » devient l'activité principale de bon nombre d'enfants.



Char jouet illustrant la façon dont la guerre s'imisce dans la vie quotidienne des enfants

Poupées représentant des soldats belges



Jeu de l'oie « Jusqu'au bout. Nouveau jeu de la guerre de 1914 », 1916

La littérature enfantine (bande dessinée, journaux pour enfants, contes, romans, comptines, coloriages...), souvent à portée patriotique (en particulier en France), participe également à ce discours, intégrant l'enfant dans la guerre.



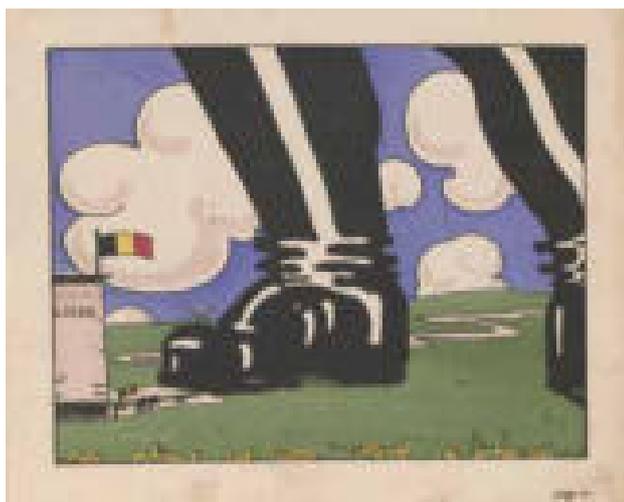
Extrait de la bande dessinée *Bécassine*



Extrait de l'ouvrage de Charlotte Schaller-Mouillot, *En guerre !*

A titre d'exemple, l'ouvrage illustré et rédigé par Charlotte Schaller-Mouillot, *En guerre !*, illustre parfaitement l'antigermanisme qui pouvait être présent dans ce type d'ouvrage. Un enfant se transforme en « petit soldat » charismatique pour défendre la patrie. Ses sœurs incarnent quant à elles des infirmières dévouées. L'auteur présente à la fois « le jeu de la guerre et la guerre en jeu »¹. Utilisant une rhétorique guerrière et la violence du langage, elle insuffle la haine de l'ennemi, combiné à un patriotisme qui se veut inébranlable.

1 MESSONIER Laurence-Olivier, « La littérature extrascolaire pendant la Grande Guerre : entre propagande et réalité littéraires », 17 juin 2013, in MISSION DU CENTENAIRE 14-18, Site de la Mission du Centenaire 14-18, [en ligne], <http://centenaire.org/fr/arts/la-litterature-extrascolaire-pendant-la-grande-guerre-entre-propagande-et-creativite-litteraire> [en ligne], (page consultée le 30 janvier 2014).



Extrait de l'ouvrage de Charlotte Schaller-Mouillot, *En guerre !*



Extrait de l'ouvrage de Charlotte Schaller-Mouillot, *En guerre !*

On mobilise et forme également les esprits juvéniles au sein des écoles. Le conflit se trouve au cœur de l'enseignement et les outils pédagogiques, tels les manuels scolaires, sont au service du discours patriotique. Les contenus et méthodes d'apprentissage sont renouvelés. Les exercices en classe, comme les sujets de rédaction, les dictées (« le départ d'un régiment ») ou les fiches de calcul, ont pour thème régulier la guerre pour la défense de la civilisation, l'exaltation patriotique et le ressentiment contre l'ennemi.

Les enfants sont donc mobilisés moralement par l'école, les lectures et les jeux. Ils doivent entretenir un comportement exemplaire, à l'instar des soldats et des infirmières au front. Que ce soit dans les loisirs ou à l'école, l'ennemi est stigmatisé et stéréotypé : l'Allemand, toujours revêtu de son casque à pointe (symbole de l'archaïsme de l'armée impériale) est une brute assoiffée de sang, obsédée par le meurtre et le pillage. A l'inverse, les Allemands représentent les Français comme des adversaires incapables et les Anglais comme des personnages pleutres et perfides. La négation et la haine de l'autre sont entretenues aussi bien dans la sphère privée qu'éducative.

Devenus instruments de propagande, les enfants tiennent également une place prépondérante dans l'illustration de cartes postales. La thématique enfantine s'adresse notamment aux adultes, suggérant aux soldats mobilisés qu'ils se battent et se sacrifient pour la protection et l'avenir de leur progéniture. En France, le thème des « graines de poilus » connaît un immense succès, associant de façon positive insouciance de l'enfance et violence du monde adulte. Entretien la haine de l'ennemi, la carte postale semble ici sous-entendre que l'avenir de la France repose sur les enfants, futurs combattants pour la Patrie. La relève est assurée...



Carte postale, « Graine de Poilu »

La vie quotidienne à Liège pendant la Première Guerre mondiale

Francois Debart Florent Deblecker Sarah Delvin

Ce Liège de l'autre guerre, je le revois avec ses tableaux lamentables et cocasses. Voici l'ère de la « torréaline », du malt, de la saccharine, du « gritz » et de la « céréaline ». L'ère de la pièce en zinc, du mark et du franc belge en papier, du « bon de chômage », de l'heure allemande, de l'heure d'été. L'ère des ramasseurs de mégots, du tabac infumable, composé de feuilles de tilleul et de feuilles de chou. L'ère des camelots qui présentaient sur nos marchés d'ahurissants succédanés lesquels donnent la migraine, la colique et la démangeaison. L'ère du cacao additionné de brique pilée dans la proportion du célèbre pâté d'alouettes (un cheval, une alouette). L'ère du pain de Hollande collant et bizarre, du lard d'Amérique, de la Commission « For Relief in Belgium ». L'ère de la livre de beurre truquée, au milieu de laquelle on trouve une betterave.

REM Georges (pseudonyme de Georges Remy), *Le roman de ma maison*¹

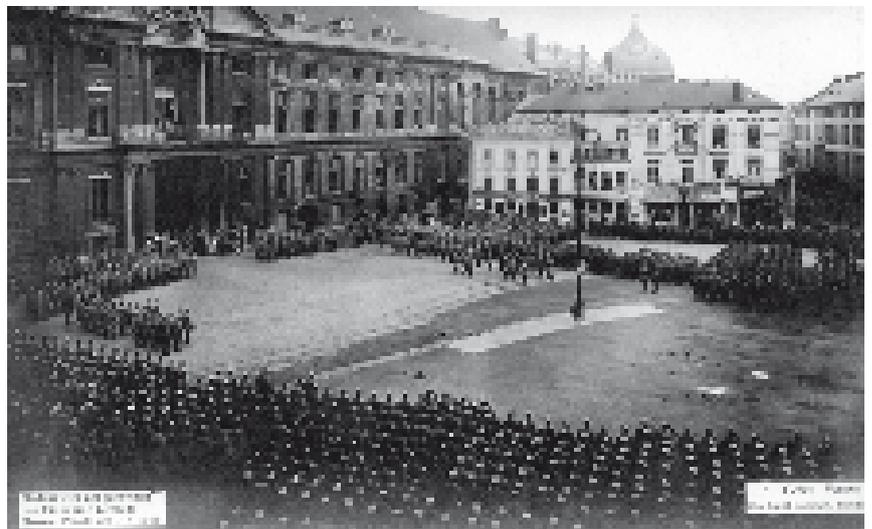
Dès l'annonce de l'ultimatum au mois d'août 1914, le peuple belge est précipité dans une situation économique très complexe. En quelques jours, la confusion s'installe et la vie publique est totalement bouleversée. Le quotidien de la population est rapidement réglementé par une multitude d'affiches allemandes placardées sur les murs des villes et des villages. Les passants peuvent soit y lire le récit des triomphes de l'armée allemande, soit prendre connaissance des ordonnances allemandes, véritable *imbroglio* de règles modifiant radicalement la vie des Belges².

À la confusion de l'invasion succède donc une forme d'ordre, nécessaire pour la mise en place d'une cohabitation forcée et d'une coopération limitée entre population locale et occupant³.

Le chaos administratif et économique sera progressivement remplacé par une organisation faite, selon les termes de l'historien belge Michel Dumoulin, « de contrainte, de bureaucratie et de morgue »⁴.

L'occupation va connaître deux périodes. Jusqu'en 1916, les Allemands imposeront un régime certes rude et autoritaire, mais relativement retenu. À partir d'octobre de la même année, l'occupation se durcit avec les déportations d'ouvriers et de paysans. S'ensuit le terrible hiver de 1916-1917, qui voit l'intensification du pillage du pays.

À partir de novembre 1914 et la stabilisation des opérations militaires, le territoire belge est divisé en trois zones. La première est celle des combats (*Operationsgebiet*), soumise à un régime de guerre. La seconde est la zone des étapes (*Etappengebiet*), proche des champs de bataille et qui recouvre la Flandre occidentale, la majeure partie de la Flandre orientale, le Hainaut occidental et l'extrême sud du Luxembourg. Elle est contrôlée directement par les militaires. Enfin, le gouvernement général occupe le reste de la Belgique (*Okkupationsgebiet*), dont la Province de Liège, où une administration militaire, doublée d'une administration civile, gère le quotidien. À la tête de cette zone d'occupation, on retrouve le général allemand Moritz von Bissing, qui dispose d'un pouvoir pratiquement illimité jusqu'à sa mort en avril 1917, époque à laquelle il est remplacé par le général Ludwig Von Falkenhausen.



Les Allemands place Saint-Lambert, 7 août 1915



Les gouverneurs généraux allemands en Belgique. A droite, Moritz von Bissing ; à gauche, Ludwig Von Falkenhausen

Chaque province dépend d'un gouverneur militaire (à Liège, quatre gouverneurs se succèdent), épaulé par une administration civile provinciale. L'administration belge reste en place, mais l'occupant tente de l'exploiter. Par exemple, les communes et les provinces sont toujours présentes, bien qu'elles soient soumises aux autorités allemandes. La magistrature belge est également maintenue. La police communale est placée sous l'autorité militaire. Le roi, le gouvernement et le Parlement n'ont plus aucune autorité en Belgique.

L'armée allemande est très présente tout au long du conflit, la Belgique étant pour elle une zone de transit. De nombreux soldats cantonnent dans les villes et villages belges et liégeois.

Commence donc à la fin de l'été 1914 un régime d'occupation rude, qui entend progressivement utiliser les ressources économiques du territoire au profit de l'Allemagne.

Peu à peu, la vie quotidienne reprend ses droits, mais les conditions de vie de nombreux Liégeois vont rapidement se détériorer. Un problème, qui sera lancinant pendant toute la durée de la guerre, va rapidement se poser dès le lendemain de l'invasion : celui de la pénurie alimentaire.

¹ REM Georges, *Le roman de ma maison*, Ans, Editions Printex, 1975, p. 155.

² DE SCHAEPRDRIJVER Sophie, *La Belgique et la Première Guerre mondiale*, Bruxelles, 2004, p. 103, 116 ; BOURLET Michaël, *La Belgique et la Grande Guerre*, Paris, Soteka, 2012, p. 85.

³ DE SCHAEPRDRIJVER Sophie, *op. cit.*, p. 106.

⁴ DUMOULIN Michel, *Nouvelle histoire de Belgique. 1905-1918. L'entrée dans le XX^e siècle*, nouvelle édition augmentée, Bruxelles, Le Cri Édition, 2010, p. 113.

Les privations et l'organisation du ravitaillement

Petite histoire du CNSA et du CRB : la première aide humanitaire internationale d'envergure

Avant même l'occupation, la question de la disette alimentaire se posait. Dans la crainte que la guerre éclate, des manifestations houleuses avaient ainsi eu lieu à Liège peu de temps avant l'invasion pour dénoncer l'attitude présumée de certains commerçants qui stockaient des denrées, faisant ainsi augmenter leurs prix⁵.

Rien en effet n'a été prévu sur le plan économique en cas de conflit. Depuis longtemps tributaire des importations (par exemple, elle importe 80 % de son blé), la Belgique éprouve d'importantes difficultés de ravitaillement, d'autant plus que les exigences allemandes relatives aux troupes viennent s'ajouter à la demande intérieure.⁶ Avec l'occupation, il n'est plus question d'importations suite à la mise en place par le Royaume-Uni d'un blocus économique qui frappe non seulement l'Allemagne, mais aussi la Belgique, avec pour principales conséquences l'interruption des relations commerciales d'avant-guerre et l'aggravation des pénuries⁷.

La population belge sent rapidement que la guerre va créer un climat de misère et causer la raréfaction progressive des denrées⁸. Le 26 octobre 1914, les députés provinciaux de Liège craignent une émeute due à la famine⁹.

L'État belge désormais impuissant et l'occupant ne faisant pas du ravitaillement de la Belgique une priorité, la situation alimentaire continue de se dégrader. Çà et là naissent des groupements destinés à soulager les plus démunis, mais ces initiatives individuelles sont trop dispersées et manquent cruellement d'organisation. Dès lors, plusieurs personnalités vont tenter de limiter les effets de la pénurie et de l'inflation. L'initiative d'un ravitaillement revient au bourgmestre de Bruxelles, Adolphe Max. Sa priorité est de subvenir aux besoins élémentaires des plus nécessiteux par une distribution quotidienne de soupe au sein des cantines scolaires¹⁰. Pareille pratique se propage rapidement dans bon nombre d'autres communes belges. En Province de Liège, en vue d'assurer l'approvisionnement en denrées alimentaires et de première nécessité de la banlieue industrielle liégeoise (hors de la ville de Liège, qui organise son propre ravitaillement), un industriel, Paul van Hoegarden, et plusieurs hommes politiques, dont le bourgmestre de Liège Gustave Kleyer, mettent sur pied un Comité d'Alimentation et d'Hygiène en septembre 1914.



Personnel du Comité de Secours de la Ville de Liège

⁵ CONRAADS Daniel, NAHOE Dominique, *Sur les traces de 14-18 en Wallonie. La mémoire du Patrimoine*, Namur, Institut du Patrimoine wallon, 2013, p. 211-212.

⁶ DUMOULIN Michel, GÉRARD Emmanuel, VAN DEN WIJNGAERT Mark, DUJARDIN Vincent, *op. cit.*, p. 101 ; DE SCHAEPRDIJVER Sophie, *op. cit.*, p. 107.

⁷ DUMOULIN Michel, *op. cit.*, p. 101 ; DELHALLE Sophie, « Le CNSA, œuvre purement humanitaire ? Les comités locaux de Secours et d'Alimentation pendant la Grande Guerre », in *Institut d'histoire Ouvrière, Economique et Sociale*, n°107 (26 décembre 2012), p. 1. ; BOURLET Michaël, *op. cit.*, p. 106.

⁸ RENCY Georges (Albert Stassart), *La Belgique et la Guerre*, t.1, *La vie matérielle de la Belgique durant la Guerre mondiale*, Bruxelles, Henri Bertels, 1920, p. 118-119.

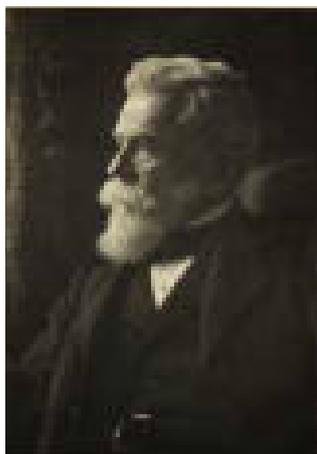
⁹ DE SCHAEPRDIJVER Sophie, *op. cit.*, p. 107.

¹⁰ RENCY Georges (Albert Stassart), *op. cit.*, p. 122 ; DE SCHAEPRDIJVER Sophie, *op. cit.*, p. 107.

Malgré cet élan de générosité, les moyens financiers font souvent défaut et la faim continue de tirailler l'estomac du peuple belge. Arrivent alors sur le devant de la scène des industriels et des hommes d'affaires comme Ernest Solvay¹¹ et Émile Francqui¹².



Émile Francqui



Ernest Solvay

En septembre 1914, ils fondent, avec le bourgmestre de Bruxelles, le Comité National de Secours et d'Alimentation, communément appelé le CNSA¹³, auquel s'affilient les Liégeois : le Comité de Secours et d'Alimentation de la Province de Liège est né. Il chapeaute quatre comités d'arrondissement (Liège, Verviers, Huy et Waremme) et 343 comités locaux (correspondant aux communes). Le secours s'organise en faveur des familles de soldats partis à la guerre, mais aussi pour tous ceux atteints par l'arrêt du travail, conséquence directe des combats.



Le comité de ravitaillement de la Province de Liège



Ougrée. Bureau de bienfaisance, 1914-1915

Au sein de chaque commune, on retrouve un comité d'alimentation (chargé de la gestion du magasin communal de ravitaillement qui vend des denrées), un comité de secours (chargé de la distribution des secours) et un comité de chômage (chargé de la distribution de secours aux chômeurs)¹⁴. Le CNSA pratique une politique paternaliste issue du XIX^e siècle : menant à la fois une œuvre philanthropique et morale, l'aide n'est accordée qu'après une enquête préalable non seulement sur la situation financière, mais aussi sur le degré



File devant un magasin de ravitaillement, rue de la Station à Verviers

de moralité et de patriotisme des secours. Certaines professions, comme les cabaretiers, en sont exclues¹⁵.

Conscients de ne pouvoir subvenir seuls aux besoins de l'ensemble de la population, les membres du CNSA tentent d'obtenir un soutien international. La principale difficulté est d'obtenir un accord des Britanniques permettant l'assouplissement du blocus continental¹⁶. Autrement dit, le CNSA doit pouvoir compter sur une protection que seules les puissances neutres de l'époque – l'Espagne et les États-Unis (puis les Pays-Bas) – peuvent lui garantir¹⁷. Ainsi, les ambassadeurs respectifs de ces États, le marquis de Villalobar et Brand Whitlock, en acceptent le patronage. Dès le 15 octobre 1914, ils se mettent en rapport avec le gouverneur général qui leur donne l'assurance officielle que toutes les marchandises importées sous leur garantie seront exemptes de réquisitions de la part des autorités militaires et resteront à la disposition exclusive du Comité.

¹¹ Ernest Solvay (1838-1922) : industriel, sociologue, sénateur libéral de Bruxelles jusqu'en 1900, ministre d'État (1918) ; il patronne la création du CNSA qu'il a financé en partie.

¹² Émile Francqui (1863-1935) : officier, explorateur, diplomate et homme d'État. Après plusieurs expéditions en Afrique et des missions diplomatiques en Chine, il se convertit en homme d'affaires et devient le président du CNSA. Il devient ministre d'État en 1934.

¹³ CONRAADS Daniel, NAHOE Dominique, *op. cit.*, p. 215.

¹⁴ DELHALLE Sophie, « Le CNSA, œuvre purement humanitaire ? Les comités locaux de Secours et d'Alimentation pendant la Grande Guerre », in *op. cit.*, p. 2.

¹⁵ *Idem*, p. 4.

¹⁶ DUMOULIN Michel, *op. cit.*, p. 102 ; CONRAADS Daniel, NAHOE Dominique, *op. cit.*, p. 215.

¹⁷ *Ibidem* ; CONRAADS Daniel, NAHOE Dominique, *op. cit.*, p. 215.



Le marquis de Villalobar



Brand Whitlock

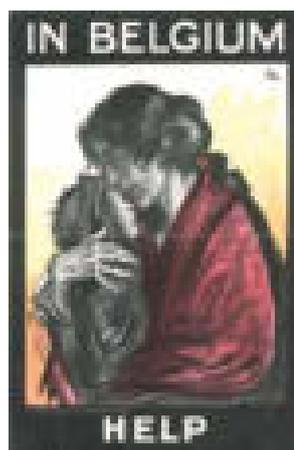


Lithographie rendant hommage à Brand Whitlock et Woodrow Wilson, Président des États-Unis, 1915

Installé en Belgique, le CNSA n'est pas en mesure de gérer les achats et d'acheminer ceux-ci depuis l'étranger. Dès lors, Émile Francqui contacte un ingénieur des mines américain, Herbert Hoover¹⁸, dans l'espoir de faciliter les achats et les transports de marchandises en faveur de la « Poor Little Belgium ». Le CNSA va dès lors jouir d'une mobilisation internationale et d'un soutien logistique grâce à la Commission for Relief in Belgium (CRB – Commission pour le secours en Belgique), créée en octobre 1914 et présidée par Herbert Hoover¹⁹.



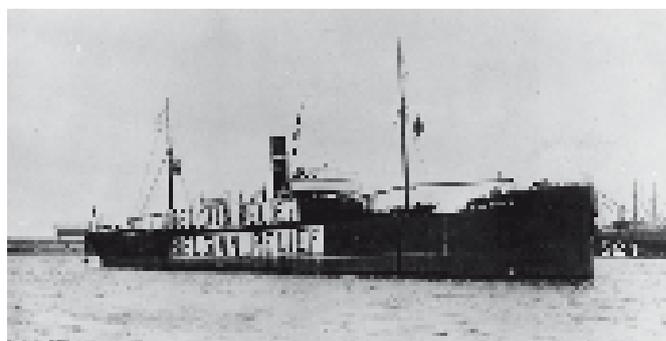
Herbert Hoover



Affiche américaine « En Belgique. À l'aide »

Dès novembre 1914, les premières cargaisons de vivres arrivent en Belgique. Quelque 2 500 tonnes de sacs de nourriture (farine, conserves de légumes, riz...) et d'autres marchandises (laine, jouets, chaussures...) sont ainsi apportés par des navires²¹.

Grâce à ses quatre bureaux installés à New York, Londres, Rotterdam et Bruxelles, la CRB va assurer la récolte de fonds, l'achat de vivres et le ravitaillement, par bateau, de la Belgique et du nord de la France (également occupé). La CRB dispose d'un budget si important qu'il permet l'acheminement de l'aide alimentaire (riz, maïs, haricots, blé, viande...) et d'autres produits de première nécessité (vêtements, chaussures...) depuis les quatre coins du monde. Une fois réceptionnées par le CNSA, les denrées importées sont ensuite réparties entre les différentes provinces et distribuées aux magasins communaux de ravitaillement²⁰.



Bateau transportant l'aide alimentaire du CRB



Sacs de farine dans un entrepôt



Bâtiment central de l'approvisionnement en vêtements à Bruxelles

¹⁸ Herbert Hoover deviendra le 31^e Président des États-Unis, de 1929 à 1933.

¹⁹ DE SCHAEPRDIJVER Sophie, *op. cit.*, p. 108.

²⁰ RENCY Georges (Albert Stassart), *op. cit.*, p. 164.

²¹ DE SCHAEPRDIJVER Sophie, *op. cit.*, p. 109-110 ; CONRAADS Daniel, NAHOE Dominique, *op. cit.*, p. 215.

Au fur et à mesure de l'avancée du conflit, l'occupant allemand tente à plusieurs reprises de détourner l'aide. Cependant, cette entreprise a si bien fonctionné pendant les quatre années de guerre que le niveau de l'approvisionnement durant la première moitié du conflit est relativement convenable²².

Lorsque les États-Unis entrent en guerre en avril 1917, la CRB et le CNSA cèdent la place à un Comité Hispano-Hollandais. Brand Whitlock, ambassadeur des États-Unis en Belgique, est remplacé par le ministre hollandais van Vollenhoven aux côtés du marquis espagnol de Villalobar. Ces dirigeants témoignent énormément d'intérêt à ce comité et croient en son action. Ils bénéficient ainsi d'une aide relativement large, se voyant par exemple octroyer la gratuité de certains transports en Amérique et en Europe pour le ravitaillement.

Entre janvier 1915 et décembre 1918, la Commission for Relief in Belgium a fourni environ 3,2 millions de tonnes de vivres et de vêtements. Pour mener à bien ses actions, le CNSA a pu compter sur les services de 4 000 comités provinciaux et locaux et sur 125 000 collaborateurs. Le CNSA et la CRB constituent les premières formes d'aide humanitaire d'envergure internationale.



Fête de reconnaissance pour le ravitaillement américain, dans une classe d'école. Groupe des élèves entourant les délégués du ravitaillement, Liège

La reconnaissance des Liégeois

Afin de remercier les Américains pour leur aide, les Liégeois exposent des sacs américains destinés à être renvoyés aux États-Unis. Ces sacs sont ornés de peintures, dessins ou broderies réalisés par des Liégeois. Le jour de la fête nationale américaine, de nombreuses cocardes aux couleurs américaines sont mises en vente dans la Cité ardente. Toutefois, les Allemands n'apprécient guère cette manifestation de reconnaissance en 1915, comme le rappelle Dieudonné Boverie.

« La vente des cocardes étoilées avait un double but : rendre hommage aux Américains et, grâce au produit de la vente, alimenter la caisse du Comité de secours aux indigents. Mais des patrouilles allemandes circulèrent en ville, conduites par des officiers, arrachèrent toutes les cocardes que portaient les passants. Ils allèrent jusqu'à faire retirer les drapeaux arborés au Consulat des États-Unis. Cependant, le lendemain, sur ordre venu sans doute de Berlin, il fut permis de porter la cocarde [...] »²³



Affiche pour l'exposition-vente de sacs américains au profit de l'œuvre du Secours Discret, Liège, 1915



Affiche pour l'exposition-vente de sacs américains au profit de l'œuvre des prisonniers de guerre, Herstal, 1916

²² DE SCHAEPEPRIJVER Sophie, *op. cit.*, p. 115 ; CONRAADS Daniel, NAHOE Dominique, *op. cit.*, p. 215.

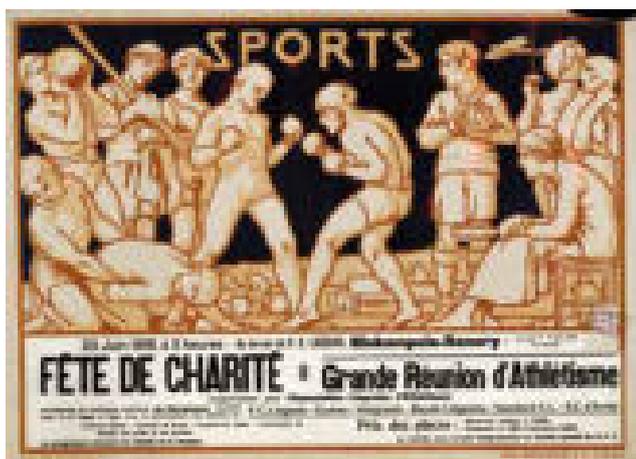
²³ BOVERIE Dieudonné, *Liège dans la Guerre et dans la paix. Autobiographie. Liège vivant, de 1905 à 1918*, Liège, Vaillant-Carmanne, 1978, p. 118.

Parallèlement à ces organisations, des initiatives locales et privées sont prises.

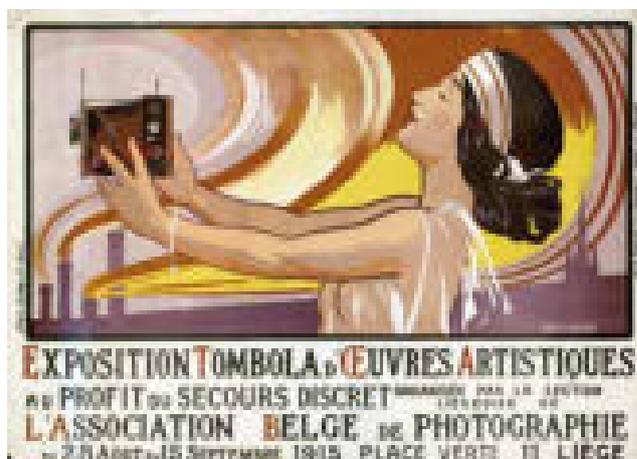
Un grand nombre d'administrations communales, soit seules, soit groupées avec d'autres, fondent des sociétés coopératives pour acheter directement aux producteurs et ainsi supprimer la spéculation des intermédiaires²⁴. Elles répartissent les denrées recueillies aux œuvres d'alimentation.

Une série d'œuvres philanthropiques voient le jour pour venir en aide aux plus démunis, au niveau alimentaire, vestimentaire ou de la protection de l'enfance. Certaines entendent également venir en aide aux soldats et civils emprisonnés en Allemagne, aux familles des soldats belges présents sur l'Yser, aux orphelins, aux artistes... En Province de Liège, on retrouve une série d'associations d'entraide aux noms évocateurs : l'Aide et Protection aux familles d'officiers et de sous-officiers, le Comité provincial de secours aux prisonniers, Déjeuner aux enfants pauvres, Habillement des orphelins de soldats et enfants de mutilés, Petit Paradis de la chaussure, Prisonniers soldats d'Outre-Meuse...

Quelques-unes de ces associations mettent sur pied des manifestations culturelles, sportives... pour collecter des dons. À cette occasion, de nombreux artistes liégeois, tel Armand Rassenfosse, mettent leur talent à disposition de ces sociétés de bienfaisance en créant des affiches pour promouvoir leurs activités. Certaines associations refusent les secours qui proviennent de spectacles ou de fêtes, estimant que la situation ne s'y prête pas.



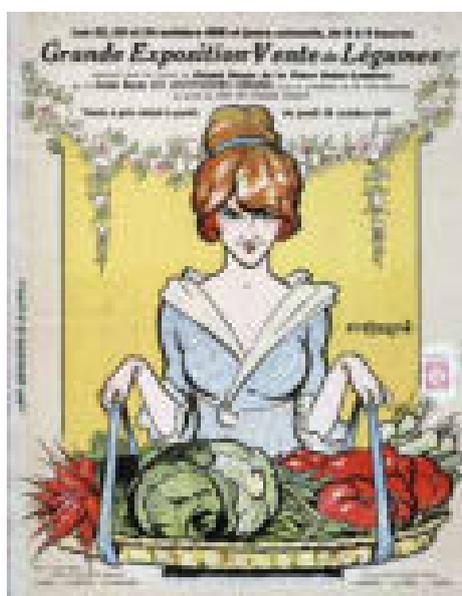
Affiche pour une réunion d'athlétisme au profit d'un comité sportif, Liège, 1918



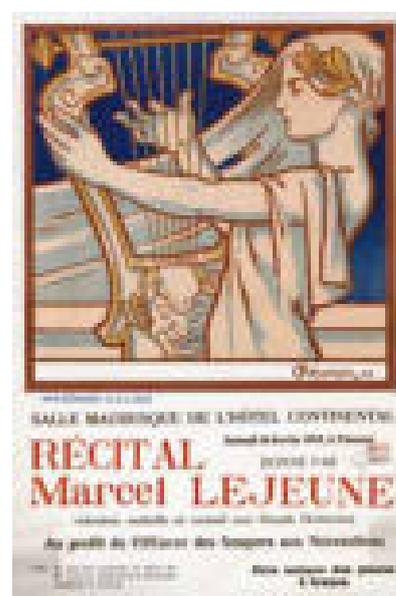
Affiche pour une exposition d'œuvres artistiques au profit du Secours Discret, Liège, 1915



Affiche d'Armand Rassenfosse pour une exposition horticole au profit de diverses œuvres caritatives, Liège, 1915



Affiche pour une exposition et vente de Légumes au profit du Sou du Passe-Temps, Liège, 1918



Affiche pour un récital au profit de l'œuvre des Soupers aux Nécessiteux, Liège, 1918

²⁴ HENRY Albert, *Le Ravitaillement de la Belgique*, Paris, Presses Universitaires de France, 1924, p. 156 (Collection: Histoire économique et sociale de la guerre mondiale : série belge).